

LA
GRANDE CRISE DE L'AN 238 AP. J.-C.

ET LE
PROBLÈME DE L'HISTOIRE AUGUSTE

Le problème de l'Histoire Auguste, qui intéresse directement l'histoire de deux siècles de l'histoire impériale, le ^{II}e et surtout le ^{III}e, est un des plus délicats de l'historiographie romaine. Deux thèses extrêmes se trouvent en présence : la thèse traditionnelle de l'authenticité, la thèse de la falsification totale. La solution devrait être fournie par un rapprochement avec les autres sources ; malheureusement, les éléments de ce contrôle, notamment en ce qui concerne le ^{III}e siècle, sont fort insuffisants et, dans ces conditions, une solution d'ensemble paraît difficile à obtenir. Toutefois, dans la série des biographies de l'Histoire Auguste, il y en a quelques-unes dont l'étude peut, croyons-nous, fournir à cet égard des indications particulièrement précises ; ce sont les trois Vies de Maximin, de Maxime et Balbin et des Gordiens.

L'intérêt spécial de ces biographies, pour la question d'authenticité, tient à ce qu'elles ont une partie commune — les premiers mois de l'année 238 — et sont ainsi amenées à traiter simultanément des mêmes événements. Il y a donc avantage à confronter ces diverses biographies à la fois dans leur texte et dans leurs sources ; nous pourrions tirer de ce contrôle, au double point de vue de la composition et de la valeur historique, un certain nombre de conclusions intéressantes.

La tradition, relativement aux trois Vies de Maximin, Maxime et Balbin, des Gordiens, est formelle et repose sur l'unanimité de tous les manuscrits. Toutes trois sont attribuées à un seul et même auteur, Julius Capitolinus. Cette unité d'attribution est-elle possible ? Telle est la question précise que nous voudrions

étudier tout d'abord. Nous verrons ensuite si nous ne serions pas fondés à tirer des résultats de cette étude quelques conclusions générales pour l'ensemble du problème de l'Histoire Auguste. Nous envisagerons successivement dans les trois biographies considérées : I. Le texte historique. II. Les documents insérés.

I. LE TEXTE HISTORIQUE.

La première question qui se pose est celle des éléments de contrôle : quelles sont les sources extérieures à l'Histoire Auguste auxquelles nous pouvons avoir recours à cet effet?

Voyons tout d'abord les sources citées par les trois biographies de Maximin, Maxime et Balbin, et des Gordiens.

Vie de Maximin, § 13, 3-4 : « Après avoir pacifié la Germanie, Maximin vient à Sirmium, se préparant à faire la guerre aux Sarmates et songeant à étendre la domination romaine jusqu'à l'Océan septentrional. Il l'eût fait s'il avait vécu, comme le dit l'historien grec Hérodiens qui, à ce que nous voyons, lui est favorable en haine de Sévère Alexandre ».

§ 4, 1-3 : « Il est avéré que Maximin but souvent dans la journée une amphore capitoline de vin, qu'il mangea quarante livres de viande et même, comme le dit Cordus, soixante. »

§ 6, 8 : « Il était, rapporte Cordus, d'une telle grandeur qu'il dépassait huit pieds et cinq doigts; il avait le pouce si gros qu'il y portait le bracelet de sa femme en guise d'anneau. »

§ 12, 8 : « Junius Cordus dit que tel fut le texte de son discours; on peut le croire. »

§ 27, 7-8 : « Junia Fadilla, fiancée du jeune Maximin, conserva les cadeaux de fiançailles qui consistaient, comme le dit Junius Cordus d'après les écrivains qui passent pour avoir le mieux connu ces détails, en un collier de neuf perles, un bracelet réseau de onze émeraudes, etc... »

§ 28, 10 : « Je n'ai cité ce trait que pour n'être pas accusé par ceux qui liront Cordus d'avoir passé sous silence un détail relatif à cet empereur. »

§ 29, 10 : « Voilà ce qu'il est permis de savoir et de raconter au sujet de ce jeune homme. Ceux qui voudront des détails sur ses amours et ses plaisirs, détails dont Cordus a rempli sa vie, n'ont qu'à lire cet écrivain. »

§ 31, 4 : « Les détails m'entraîneraient trop loin et je renvoie,

comme je l'ai fait souvent, ceux qui désirent en savoir davantage à Cordus, à qui l'envie de tout dire a fait écrire jusqu'à des contes. »

Quant aux sources citées, §§ 6 et 7 (§ 6, 1 : Aelius Sabinus; § 6, 3 : Dexippe; § 7, 3 : Dexippe et Hérodien), elles n'appartiennent pas à la rédaction primitive de la biographie.

Vie de Maxime et Balbin, § 1, 2 : « Dexippe et Hérodien disent que Maxime et Balbin ont été élus contre Maximin après les Gordiens. »

§ 15, 3 : « Voici ce que nous avons puisé en grande partie dans l'historien grec Hérodien... Hérodien, historien des événements contemporains, ne parle pas de Pupien, mais de Maxime. »

§ 15, 5 : « Dexippe, historien grec, dit que Maxime et Balbin ont été faits empereurs contre Maximin et que Maximin a été vaincu par Maxime et non par Pupien. »

Les sources citées au § 16 (§ 16, 3 et 4 : Dexippe; 16, § 6 : Dexippe et Hérodien) le sont dans des passages ajoutés plus tard qui n'ont rien à faire avec la rédaction originale de la biographie.

Vie des Gordiens, § 2, 1 : « Les Gordiens ont été non pas deux, comme le disent les historiens mal renseignés, mais trois; nous le savons par les historiens grecs Hérodien et Dexippe, qui ont traité cette histoire brièvement, mais exactement. »

§ 4, 6 : « Cordus dit que dans toutes les cités de Campanie, d'Etrurie, d'Ombrie, de Flaminie, de Picenum, Gordien donna à ses frais des jeux scéniques et des fêtes appelées Juvénales. »

§ 9, 6 : « Après cela, on vint à Carthage avec la pompe impériale et les faisceaux ornés de lauriers; le fils de Gordien, légat de son père, lui fut, à l'exemple des Scipions, associé avec un pouvoir égal, comme nous l'apprend l'historien grec Dexippe. »

§ 12, 1 : « Junius Cordus dit que le sénatus-consulte [il s'agit du sénatus-consulte relatif à la reconnaissance des Gordiens] fut secret. »

§ 14, 7 : « Junius Cordus donne sous cette forme le texte de la lettre. »

§ 17, 3 : « Pour moi, je suis Junius Cordus, qui dit que la noblesse des Gordiens participait de celle de toutes ces maisons. »

§ 19, 8 : « Cordus dit que Gordien jeune n'a jamais voulu prendre femme. »

§ 19, 9 : « Dexippe, au contraire, pense qu'il a eu pour fils Gordien III, qui, tout jeune, a reçu plus tard l'Empire avec Balbin et Maxime. »

§ 21, 3-4 : « Voilà ce que nous avons trouvé de plus digne de mémoire dans la Vie de Gordien jeune, car nous n'avons pas voulu rapporter les contes ridicules et absurdes que Junius Cordus a recueillis touchant les secrets plaisirs et les moindres habitudes de cet empereur. Quiconque voudra s'en instruire n'aura qu'à lire cet auteur. »

§ 22, 2 : « Gordien avait alors, selon la plupart des historiens, onze ans, selon quelques-uns, treize, selon Junius Cordus, seize (car il affirme qu'il a péri à vingt et un ans). »

§ 26, 2 : « Cordus dit que ce désastre [un tremblement de terre] cessa quand on eut consulté les livres Sibyllins et pratiqué toutes les cérémonies ordonnées par ces livres. »

§ 31, 6 : « Cordus dit que tous les soldats l'ont appelé leur fils, tout le Sénat de même et tout le peuple, ses délices. »

§ 33, 4 : « Ce qui était arrivé après la mort de César se vit aussi, à ce que dit Cordus, après celle de Gordien III : tous ceux qui avaient attenté à sa vie (et ils étaient, dit-on, au nombre de neuf) se tuèrent eux-mêmes, après la mort des Philippes, avec les mêmes glaives dont ils l'avaient frappé. »

Parmi ces sources que mentionnent les biographies de l'Histoire Auguste, il en est une qu'il faut dès l'abord écarter : c'est cet historien latin Cordus, qui n'est absolument connu que par ses biographies. Les partisans de l'inauthenticité de l'Histoire Auguste en concluent que ce Cordus est entièrement apocryphe, ce qui est une conclusion trop radicale et parfaitement arbitraire. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'en l'absence de toute confirmation extérieure, il faut écarter Cordus, sinon comme inventé de toutes pièces, du moins comme entaché de suspicion.

Cette remarque préliminaire faite, nous pouvons diviser en deux catégories nos sources de contrôle :

I. — Les sources citées par les biographies de l'Histoire Auguste elles-mêmes et que nous avons conservées, soit immédiatement, Hérodien, soit médiatement, Dexippe. Ces deux sources, qui, remarquons-le, sont toutes deux des sources contemporaines, représentent l'ensemble de la tradition grecque.

Hérodien, Syrien du début du III^e siècle, a écrit une histoire de 180-238 ap. J.-C., sous le titre : « Τῆς μετὰ Μάρκον βασιλείας ἱστορίαι », en huit livres. Son œuvre est entièrement conservée. Les deux derniers livres, qui traitent la période qui nous intéresse ici, sont de beaucoup les meilleurs de l'ouvrage.

Dexippe (P. Herennius Dexippus), Athénien de grande famille qui remplit les plus hautes magistratures municipales dans sa ville natale, écrivain et général, avait composé deux ouvrages : une chronique — Χρονική ἱστορία — en douze livres, jusqu'en 270, et une histoire des guerres scythiques — Σκυθικά — de 238-271. De ces deux ouvrages, le premier seul intéressait directement nos trois biographies. Il était caractérisé très nettement par le cadre annalistique; les événements y étaient classés par années consulaires, fait important pour la détermination des sources. La chronique de Dexippe, à la différence de l'histoire d'Hérodien, est perdue, mais la tradition s'en est conservée sous deux formes : directement, par un certain nombre de fragments et de citations qu'on retrouve dans des auteurs postérieurs, notamment dans les biographies de l'Histoire Auguste¹; indirectement, par l'intermédiaire d'historiens de l'époque byzantine qui y ont puisé soit immédiatement : Zosime, soit médiatement avec interposition de sources intermédiaires : Zonaras et G. Syncellus.

Zosime, écrivain byzantin de la fin du V^e siècle et du début du VI^e, a traité dans sa Καὶνὴ ἱστορία, en six livres, toute l'histoire de l'Empire jusqu'à la prise de Rome par Alaric. Cette histoire est conservée. La période qui nous occupe est traitée au livre I, chapitres XIII-XVII; elle a pour source générale Dexippe.

Zonaras, autre historien byzantin, du milieu du XII^e siècle, a écrit une histoire générale — Ἐπιτομὴ Ἱστοριῶν — de la création du monde à l'année 1118. Sa source principale pour la période qui nous intéresse était le continuateur de Dion, dont la source directe était Dexippe².

Enfin, vient G. Syncellus³, historien byzantin du début du IX^e siècle, qui a composé une chronologie — Ἐκλογὴ χρονολογίας — de la création du monde au début du règne de Dioclétien. La source principale de cette chronique, qui est conservée, était la

1. Pour notre période sont seuls conservés les fragments insérés dans les trois biographies de l'Histoire Auguste (Vies de Maximin, de Maxime et Balbin et des Gordiens).

2. Pour notre période, XII, 16-17.

3. Pour notre période, éd. Bonn, t. I, p. 680.

chronique de Dexippe, parfois immédiatement, le plus souvent par l'intermédiaire de deux autres chronographes alexandrins, Panodoros et Ammianos.

Telles sont les sources, de valeur d'ailleurs fort inégale, par lesquelles nous pouvons remonter à la chronique de Dexippe et par suite contrôler au moins partiellement nos trois biographies de l'Histoire Auguste.

II. — La tradition latine représentée par les abrégiateurs de la fin du iv^e siècle et par le chronographe de l'année 354. Les uns et les autres, postérieurs à la rédaction des biographies de l'Histoire Auguste, ne peuvent intervenir comme sources, mais du moins ils sont importants comme éléments de contrôle. — Les abrégiateurs qui nous intéressent ici sont au nombre de trois : Eutrope, qui écrit en 360 un abrégé (*Breviarium*) d'histoire romaine¹; Aurelius Victor, une histoire des empereurs (*Cæsares*) entre 360 et 390²; un anonyme, un abrégé (*Epitome*) à la fin du iv^e siècle³. La source commune des abrégiateurs pour notre période est une chronique romaine, aujourd'hui perdue, composée dans la première moitié du iv^e siècle, contemporaine ou légèrement postérieure à la rédaction de l'Histoire Auguste. — Le chronographe de 354 est surtout important pour la chronologie des empereurs et les principaux faits concernant l'histoire de la ville de Rome⁴.

Un trait commun à toute la tradition latine et qui en constitue en quelque sorte la marque, c'est le nom de Pupien exclusivement donné à l'empereur Maxime Pupien, tandis que toute la tradition grecque, représentée par Hérodien et Dexippe, adopte unanimement celui de Maxime.

Nos éléments de contrôle ainsi fixés dans leur ensemble, nous pouvons aborder maintenant l'étude du texte historique de nos trois biographies. Dans cette critique, nous considérerons successivement trois éléments : le récit proprement dit, la chronologie, l'onomastique.

1^o *Le récit proprement dit.* — L'histoire des événements qui se sont déroulés de l'avènement de Maximin au trône impérial

1. Pour notre période, IX, 1-2.

2. Pour notre période, §§ 25-27, 6.

3. Pour notre période, §§ 25-26.

4. Pour notre période, *Chronica Minora*, t. I, p. 147.

à la mort de Maxime et Balbin (milieu mars 235-milieu juin 238) se divise en quatre grandes périodes :

I. De l'avènement de Maximin à la révolte des deux Gordiens père et fils en Afrique (milieu mars 235-début février 238).

II. Le règne des deux Gordiens (début-fin février 238).

III. Le règne de Maxime et Balbin jusqu'à la mort de Maximin (début mars-début avril 238).

IV. Le règne de Maxime et Balbin, de la mort de Maximin à leur propre mort (début avril-milieu juin 238).

I^{re} période. — *Le règne de Maximin jusqu'au soulèvement des Gordiens (milieu mars 235-début février 238).* — La première période est traitée par une seule de nos trois biographies de l'Histoire Auguste, la Vie de Maximin. Les deux autres, la Vie de Maxime et Balbin et la Vie des Gordiens, la passent sous silence, ce qui est logique puisque les personnages auxquels elles sont consacrées n'entrent en scène que plus tard, les deux premiers Gordiens au début de février 238, Maxime et Balbin seulement dans les premiers jours de mars. Cette première période comprend trois épisodes principaux :

Vita Maximini.

- a) Conspiration de Magnus. § 10.
- b) Conjuration des soldats os-
rhoéniens. § 11.
- c) Campagne de Germanie. §§ 11, 7; 13, 4.

a) Conspiration de Magnus. — *Vita Maximini*, § 10 :
« Le consulaire Magnus ourdit une conspiration où entrent de nombreux soldats et centurions; il s'agissait de mettre à mort Maximin; Magnus lui succéderait à l'Empire. Le plan adopté fut le suivant : lorsque Maximin franchirait, pour entrer en Germanie, le pont qu'il avait jeté sur le Rhin, les conjurés l'accompagneraient; on couperait le pont derrière lui; on le tuerait sur la rive germane et Magnus prendrait le pouvoir impérial. On prétend, d'ailleurs, que Maximin inventa cette conspiration pour satisfaire sa cruauté. Tous les accusés furent mis à mort au mépris des formes habituelles de la justice; leurs biens furent confisqués; plus de quatre mille hommes périrent. »

En dehors de ce récit de la Vie de Maximin, la conspiration

de Magnus ne nous est connue que par deux autres textes : un texte développé d'Hérodien¹ et un texte très court, simple mention chronologique, de la Vie de Titus dans le Recueil des XXX Tyrans² : ce dernier se borne à nous dire que « l'usurpation de Titus a eu lieu quelques jours après l'échec de la conspiration de Magnus ». Nous n'avons donc pas sur ce point la tradition de Dexippe et nous sommes réduits, pour la critique de la Vie de Maximin, à la seule tradition d'Hérodien. Le rapprochement est d'ailleurs décisif : tous les éléments du récit de la Vie de Maximin se retrouvent chez Hérodien, tant en ce qui concerne la formation de la conspiration que le plan d'exécution. Relevons quelques détails caractéristiques qui se trouvent à la fois dans les deux textes : la qualité de consulaire de Magnus, la participation de nombreux centurions au complot, le chiffre de quatre mille hommes mis à mort au moment de la répression, le jugement d'ensemble sur cet événement³ et le résultat qui fut de rendre Maximin plus ombrageux et plus cruel encore⁴.

Mais, inversement, tous les détails donnés par le récit d'Hérodien ne se retrouvent pas dans la partie correspondante de la Vie de Maximin. Par exemple, Hérodien fait expressément remarquer que la profondeur et la largeur du fleuve devaient empêcher Maximin de regagner la rive romaine et il ajoute, détail intéressant, qu'il n'y avait pas, le long de la rive germane, de bateaux qui pussent permettre à Maximin de revenir sur ses pas⁵. La conclusion indiscutable est donc que le texte de la Vie de Maximin est puisé purement et simplement à la tradition d'Hérodien, mais avec quelques omissions et sous forme d'un résumé. Ce résultat peut être l'effet d'un double procédé : ou bien l'auteur de la Vie de Maximin a utilisé directement, en le résumant, le texte d'Hérodien, ou bien il y a eu, entre Hérodien et la biographie de l'Histoire Auguste, interposition d'une source intermé-

1. VII, 1, 4-8.

2. 32, 1.

3. Hérodien, VII, 1, 8 : « Tel était le bruit de conspiration qui courut, soit que le fait fût vrai, soit qu'il eût été imaginé par Maximin. Il est difficile de se prononcer avec certitude, car la conspiration ne fut pas prouvée. » Cf. *Vita Maximini*, 10 : « Et istam quidem factionem Maximinus ipse finxisse perhibetur, ut materiam crudelitatis augetet. »

4. Hérodien, VII, 1, 4. Cf. *Vita Maximini*, 10 : « Tristior et immanior factus est factione Magni... »

5. Hérodien, VII, 1, 7 : « Οὐτε γὰρ οὐσῶν ἐν ταῖς πολεμίαις ἔχθαις τῆς τε γεφύρας λυθείσης. »

diaire qui reproduisait, en l'abrégeant, le récit d'Hérodien. La suite de cette étude nous montrera laquelle des deux hypothèses répond à la réalité.

b) Conspiration des archers osrhoéniens. — *Vita Maximini*, § 11 : « Il y eut aussi une conspiration des archers osrhoéniens, qui aimaient Sévère Alexandre et n'avaient pas cessé de le regretter. Ils nommèrent empereur un des leurs, Titus, qui avait été licencié par Maximin, et, malgré sa résistance, le contraignirent à accepter le pouvoir. Mais un de ses amis, un certain Macédonius, qui ne lui avait pas pardonné la préférence dont il avait été l'objet, dénonça tout à Maximin et tua Titus pendant son sommeil; il lui coupa la tête et la porta à Maximin. Celui-ci, après l'avoir d'abord remercié, se prit ensuite à le détester comme traître et le fit mettre à mort. Cette affaire redoubla encore la cruauté de Maximin. »

Cette seconde conspiration, en dehors de la Vie de Maximin, nous est connue par les deux mêmes textes que la précédente : Hérodien¹ et la biographie de Titus dans le Recueil des XXX Tyrans². La question des sources se pose donc sous la même forme que pour la conjuration de Magnus, avec cette différence que la biographie de Titus est ici plus développée — ce qui est logique — et prend, comme élément de contrôle, une importance plus considérable.

La comparaison des deux récits d'Hérodien et de la Vie de Maximin nous amène à la même conclusion que pour le précédent épisode : identité générale des deux récits. Les détails donnés par la Vie de Maximin se retrouvent souvent sous une forme littérale dans le texte d'Hérodien; mais, inversement, ce dernier fournit des indications et présente des développements que ne connaît pas la biographie de l'Histoire Auguste. Tout d'abord, le nom du principal personnage n'est pas le même dans nos deux textes. La biographie de Maximin l'appelle Titus; Hérodien, Quartinus. Est-ce à dire qu'il y ait contradiction entre les deux appellations? Certainement non. L'usurpateur s'appelait Titus Quartinus, la biographie de l'Histoire Auguste le désigne par son prénom, Titus; Hérodien par son nom, Quartinus. — Selon Hérodien³, Titus était de rang consulaire, et il ajoute que, non seulement il

1. VII, 1, 9-11.

2. *Vitae XXX Tyrannor.*, 32.

3. VII, 1, 9.

avait été rendu à la vie privée par Maximin, mais aussi qu'il avait été chassé du camp, deux précisions qui manquent dans la vie de Maximin. — L'instigateur du complot, qui n'est autre que le chef des archers osrhoéniens, n'est nommé dans la Vie de Maximin que d'une manière épisodique et à propos de la mort de Titus. Au contraire, ce personnage joue dans le récit d'Hérodien¹ un rôle de tout premier plan; c'est lui qui prend l'initiative du mouvement et lorsque Titus, tout d'abord, refuse de se laisser proclamer, il insiste fortement auprès de lui pour le déterminer à accepter l'Empire. — Un autre détail caractéristique, qui manque également dans la Vie de Maximin, est donné par Hérodien² : après avoir proclamé Titus, les archers osrhoéniens portent le feu devant lui, indication qui n'est ni oiseuse ni inventée à plaisir par l'historien grec. Nous savons en effet, d'autre part, que ce rite faisait partie intégrante du protocole impérial. Mentionnons enfin ce dernier fait qu'Hérodien est seul à nous rapporter : pour contraindre Titus à accepter, les archers le menacent de mort. La conclusion très nette, qui se dégage ici encore du rapprochement des deux récits, c'est leur concordance générale, avec quelques omissions et un développement moindre dans la Vie de Maximin. Nous nous trouvons ainsi ramenés à l'alternative que nous posions à la fin du paragraphe précédent : utilisation directe en le résumant du texte d'Hérodien par l'auteur de la Vie de Maximin, ou interposition d'une source intermédiaire où a puisé directement notre biographe. Mais, maintenant, nous pouvons faire un pas de plus. Un fait nous prouve, sans aucun doute possible, que des deux hypothèses c'est la seconde qui est la vraie. Ce fait, c'est la différence des noms donnés à l'usurpateur par nos deux textes. Si le biographe avait puisé directement dans le texte d'Hérodien, il eût conservé à son personnage le nom de Quartinus que lui donne l'historien grec. Si au contraire il l'appelle Titus, la raison en est que la source suivie par lui le désignait par ce simple prénom. L'existence d'une source intermédiaire est donc indiscutable. Il y a plus; nous pouvons en déterminer les deux caractères essentiels. Tout d'abord c'était une source latine. Nous constaterons plus loin, en étudiant la biographie de Titus dans le Recueil des XXX Tyrans, l'existence

1. VII, 1, 10-11.

2. VII, 1, 9 : « Καὶ πυρὶ προπομπήοντι. »

d'une seconde source latine qui elle aussi désignait l'usurpateur sous le nom de Titus. L'emploi de ce simple prénom, substitué à son nom de *Quartinus*, nous apparaît donc comme un trait caractéristique de l'historiographie latine. En second lieu, notre source intermédiaire suivait directement et presque exclusivement la tradition d'Hérodien, comme le montre nettement le rapprochement de la *Vie de Maximin* et de l'historien grec.

Le dernier de nos textes relatifs à la conspiration des archers osrhoéniens, la biographie de Titus, présente avec les deux autres un certain nombre de différences tout à fait caractéristiques : 1° les archers osrhoéniens sont transformés en archers arméniens, contrairement à la tradition doublement représentée par Hérodien et par la *Vie de Maximin*. — 2° Le biographe mentionne la femme de Titus, *Calpurnia*, et il donne sur son compte quelques indications précises : « Son épouse *Calpurnia*, femme pleine de vertus, appartenait à la famille des *Censorini*, c'est-à-dire des *Pisons*. Nos ancêtres, dans leur respect pour cette impératrice qui ne s'était mariée qu'une fois, lui décernèrent le sacerdoce parmi les femmes réputées les plus vertueuses. On voit encore aujourd'hui dans le temple de *Vénus* sa statue en pierre dorée. Elle possédait, dit-on, les perles qui avaient appartenu à *Cléopâtre*, ainsi qu'un bassin d'argent du poids de cent livres, dont la plupart des poètes ont parlé et sur lequel était gravée l'histoire de ses ancêtres. » Nous n'avons pas ici à critiquer la valeur historique plus que douteuse de ces assertions. Un seul fait nous importe : ces différents détails, et le nom même de *Calpurnia*, ne se retrouvent dans aucune de nos autres sources, pas plus chez Hérodien que dans la *Vie de Maximin*. — 3° La durée du règne de Titus est expressément donnée par le biographe : il a conservé le pouvoir pendant six mois¹, indication précise que nous ne retrouvons nulle part ailleurs.

La biographie de Titus repose donc sur une tradition toute différente de celle d'Hérodien suivie par la *Vie de Maximin*. Quelle est cette seconde tradition? Ce n'est certainement pas la tradition de *Dexippe*. La preuve en est que ni *Zosime*, ni *Zonaras*, qui ont beaucoup pris à *Dexippe*, ne la connaissent. De plus, le développement relativement important consacré à l'histoire d'un usurpateur obscur comme ce Titus montre, sans hési-

1. *Vitae XXX Tyrannor.*, 32, 1 : « Imperasse autem mensibus sex. »

tation possible, qu'il ne s'agit pas d'une tradition grecque, mais d'une source latine particulièrement circonstanciée et aujourd'hui perdue. En tout cas, et le fait est à noter, la Vie de Maximin n'a pas connu cette source ou du moins ne s'en est pas servie.

c) Campagne de Germanie. — *Vita Maximini*, §§ 11, 7; 13, 4 : « Maximin passa ensuite en Germanie avec toute son armée, y compris les Maures, les Osrhoéniens, les Parthes et tous ceux que Sévère Alexandre avait amenés pour cette guerre. Il comptait principalement sur les auxiliaires orientaux, parce qu'il n'y a point pour faire la guerre aux Germains de meilleures troupes que les archers légèrement armés. Sévère Alexandre avait un prodigieux appareil de guerre et l'on dit que Maximin l'augmenta encore de beaucoup. Il entra donc dans la Germanie transrhénane, brûla tous les villages de ce pays barbare sur un espace de trois cent ou quatre cent mille pas, enleva les troupeaux, dépouilla les habitants, tua un grand nombre d'ennemis, fit une immense quantité de prisonniers et ramena ses troupes chargées de butin. Il eût certainement soumis au pouvoir des Romains la Germanie tout entière si ces barbares ne s'étaient sauvés à travers les fleuves, les marais et les bois. Du reste, il montra en tout l'exemple; il s'engagea même dans un marais, où, son cheval s'étant embarrassé, il aurait péri sous les coups des Germains si les siens ne l'avaient délivré. Il avait en effet une témérité barbare qui lui faisait croire qu'un empereur doit toujours se battre comme un soldat. Il livra sur ce marais une espèce de combat naval et il y tua un grand nombre d'ennemis. Quand il eut vaincu la Germanie, il adressa des lettres au Sénat et au peuple. Il ordonna aussi de faire des tableaux représentant les principaux événements de cette guerre et de les exposer devant la curie afin que la peinture y rappelât toujours ses hauts faits. Mais les sénateurs, après la mort de Maximin, firent enlever et brûler ces tableaux. Il y eut sous Maximin plusieurs autres guerres d'où il revint toujours vainqueur, avec un riche butin et un grand nombre de prisonniers. On a de lui un discours au Sénat...

« La Germanie pacifiée, Maximin se rendit à Sirmium avec l'intention de faire la guerre aux Sarmates. Il voulait aussi soumettre à la domination romaine toutes les contrées septentrion-

nales jusqu'à l'Océan, ce qu'il eût fait s'il eût vécu, à en croire l'historien grec Hérodién qui, à ce que nous voyons, est très favorable à Maximin en haine de Sévère Alexandre. »

La guerre de Germanie, qui au point de vue de la politique extérieure est le grand fait du règne de Maximin, est, en dehors de la biographie de Maximin, connue par Hérodién¹, qui en fait un récit très circonstancié, par Zonaras², Aurelius Victor dans ses *Césars*³ et Eutrope⁴ qui se bornent d'ailleurs à quelques indications succinctes. La critique doit porter surtout sur la comparaison des deux textes de la Vie de Maximin et d'Hérodién.

Le texte d'Hérodién⁵ est beaucoup plus développé et plus complet que celui de la Vie de Maximin. Il suffira ici d'en résumer les traits essentiels : « Après avoir achevé ses préparatifs et réuni son armée, Maximin passe la frontière et entre en Germanie. Son armée est considérable; elle comprend beaucoup de contingents barbares, des troupes de trait maures, des archers osrhoéniens et arméniens, des Parthes mercenaires, transfuges ou prisonniers... Suit un passage sur l'importance particulière de ces troupes légères dans une guerre contre les Germains... Maximin entre en Germanie sans opposition. Il trouve le pays désert, les Germains s'étant sauvés dans les marais et les bois. Tout est dévasté; les villages sont pillés et incendiés, les moissons alors mûres brûlées; le bétail est capturé et abandonné aux soldats. Les Germains s'étaient retirés à l'abri des forêts et des marais pour y attirer les Romains et les combattre dans des conditions plus favorables. Maximin va les chercher dans leurs repaires et leur fait une guerre de forêts et de marais où il manifeste à la fois la plus brillante valeur personnelle et les plus remarquables qualités stratégiques... Vient ensuite un épisode caractéristique de ces combats de marais, où Maximin par son ardeur entraîne son armée et détermine la défaite de l'ennemi. Il envoie ensuite une lettre au Sénat pour annoncer le succès et donne ordre de placer devant la curie des tableaux pour commémorer ses hauts faits. Il livre encore d'autres combats où il rem-

1. VII, 2, 1-9.

2. XII, 16.

3. § 26, 1.

4. IX, 1.

5. VII, 2, 1-9.

porte la victoire. De nombreux prisonniers et un immense butin sont ramenés sur le territoire romain. A l'approche de l'hiver, Maximin revient en Pannonie et prend ses quartiers d'hiver à Sirmium; son projet était de reprendre ultérieurement la campagne et de soumettre tous les peuples germaniques jusqu'à l'Océan. »

Quant à nos autres sources sur cette guerre de Germanie, elles s'en tiennent à des indications fort brèves : Zonaras, XII, 16; Aurelius Victor, *Césars*, § 26, 1 : « Haud incommode proelio gesto contra Germanos »; Eutrope, IX, 1 : « Bello adversus Germanos feliciter gesto ».

Le schéma de la campagne est absolument le même dans la biographie de Maximin et dans le texte d'Hérodien. Le fait résulte nettement du tableau comparatif suivant :

Principaux événements.	Vita Maximini.	Hérodien.
a) Composition de l'armée romaine.	§ 11, 7-9.	VII, 2, 1-2.
b) Dévastation de la Germanie transrhénane.	§ 12, 1.	VII, 2, 1-3.
c) Fuite des Germains dans les marais et les bois.	§ 12, 1.	VII, 2, 3-5.
d) Épisode du combat dans le marais.	§ 12, 4-5.	VII, 2, 6-7.
e) Lettres au Sénat et au peuple.	§ 12, 5-9.	VII, 2, 8.
f) Tableaux placés devant la curie.	§ 12, 10-11.	VII, 2, 8.
g) Autres combats de la campagne.	§ 13, 1.	VII, 2, 8.
h) Retour à Sirmium.	§ 13, 3.	VII, 2, 9.
i) Préparatifs d'une nouvelle campagne pour la soumission complète de la Germanie.	§ 13, 3.	VII, 2, 9.

Il y a plus. Non seulement les grandes lignes du récit sont

identiques, mais même la ressemblance des deux textes est souvent littérale. On pourrait multiplier les exemples. Il suffira d'en donner trois qui sont d'ailleurs décisifs :

Vita Maximini.

a) Composition de l'armée romaine.

§ 11, 7-9 : « Post haec transiit in Germaniam cum omni exercitu et Mauris et Osrhoenis et Parthis et omnibus quos secum Alexander ducebat ad bellum. Et ob hoc Maximinus orientalia secum trahebat auxilia, quod nulli magis contra Germanos quam expediti sagittarii valent; mirandum autem adparatum belli Alexander habuit, cui Maximinus multa dicitur addidisse. »

Hérodien.

VII, 2, 1-2 : « Après avoir concentré son armée et audacieusement traversé le pont, Maximin commença la lutte contre les Germains. Il emmenait avec lui des effectifs considérables, presque toute l'armée romaine, un nombre important de gens de trait maures, d'archers osrhoéniens et arméniens et aussi d'auxiliaires parthes... Cette armée importante avait déjà été réunie par Sévère Alexandre, mais Maximin en avait accru le nombre et l'avait exercée à la guerre. Les gens de trait et les archers étaient les plus propres à la guerre contre les Germains. »

b) Tableaux exposés par ordre de Maximin à la porte de la curie.

§ 12, 10-11 : « Jussit praeterea tabulas pingi ita, ut erat bellum ipsum gestum, et ante curiam proponi, ut facta ejus pictura loquerentur. Quas quidem tabulas post mortem ejus

VII, 2, 2 : « Il ordonna de représenter le combat et cette preuve de sa valeur sur de grands tableaux qu'il fit placer devant la curie, de façon à ce que les Romains pussent non

Vita Maximini.

Senatus et deponi
jussit et exuri. »

Hérodien.

seulement apprendre
mais même voir ce
qui s'était passé.
Plus tard, le Sénat
supprima le tableau
en même temps que
ses autres hon-
neurs. »

c) Projets ulté-
rieurs de Maximin.

§ 13, 3-4 : « Sir-
mum venit, Sarmat-
is inferre bellum pa-
rans atque animo
concipiens usque ad
oceanum septentrio-
nales partes in Ro-
manam ditionem re-
digere; quod fecisset,
si vixisset. »

VII, 2, 9 : « Il
s'installa à Sirmium,
préparant une nou-
velle campagne pour
le printemps. Il se
promettait — et il
l'aurait fait — de
battre et de soumettre
tous les peuples ger-
mains jusqu'à l'O-
céan. »

L'ensemble de ces rapprochements montre, sans qu'il soit besoin d'insister davantage, que la Vie de Maximin suit la tradition d'Hérodien. D'ailleurs, à la fin du récit de la campagne, l'auteur cite catégoriquement l'historien grec, § 13, 4 : « Ut Herodianus dicit, Græcus scriptor. » Mais il ne s'ensuit nullement que l'utilisation ait été immédiate. Un détail, qui a son importance, nous donne plutôt à penser le contraire. Au début de son récit¹, la biographie de Maximin nous dit que l'empereur a dévasté le territoire de la Germanie sur trois cents ou quatre cents milles. Cette indication ne se retrouve pas dans le texte d'Hérodien. Elle provient sans aucun doute de la source latine intermédiaire entre Hérodien et la Vie de Maximin, à l'existence de laquelle la critique des sources nous a amenés précédemment à conclure.

1. § 12, 1 : « Ingressus igitur Germaniam Transrenanam per trecenta vel quadringenta [leçon des manuscrits corrigée par H. Peter, dans la seconde édition de l'Histoire Auguste, t. II, p. 11, l. 29, en « triginta vel quadraginta »] milia barbarici soli vicos incendit... »

II^e période. — *Le règne des Gordiens en Afrique (début fin février 238)*. — La seconde période du règne de Maximin, qui comprend la révolte des Gordiens en Afrique, est traitée dans les chapitres 13, 5-19 de la *Vita Maximini*; mais tandis que la première période est, nous l'avons vu plus haut, exclusivement traitée dans la Vie de Maximin, la seconde est l'objet d'un double récit dans l'Histoire Auguste : d'abord, dans la Vie de Maximin, ensuite dans la Vie des Gordiens.

La correspondance des deux récits s'établit de la manière suivante :

	<i>Vita Maximini.</i>	<i>Vita Gordianorum.</i>
a) Révolte des Gordiens en Afrique.	§§ 13, 5; 14, 1-4.	§§ 7, 2; 9, 7.
b) Reconnaissance des Gordiens à Rome; mesures prises par le Sénat.	§§ 14, 4-5; 15, 1-5.	§§ 9, 7-8; 10.
c) Maximin reçoit la nouvelle des événements de Rome; il ordonne la marche sur l'Italie.	§§ 17-18.	§ 14.
d) Défaite et mort des Gordiens.	§ 19.	§§ 15-16.

Étudions successivement, au point de vue de la critique des sources, les grands faits de cette période.

a) Révolte des Gordiens en Afrique. — *Vita Maximini*, § 13, 5-14, 1-4. — Nombreux méfaits et cruauté de Maximin : il encourage les délateurs, suscite les accusations, invente des crimes, fait périr des innocents, condamne tous les accusés, réduit les plus riches à la misère et s'enrichit de leurs dépouilles, fait tuer des consulaires et d'autres hauts personnages ou les jette en prison. Aussi prend-on le parti de se soulever contre lui. Les troupes d'Afrique, dans une sédition soudaine et immense, nomment empereur le vieux Gordien, alors proconsul de la province. Il y avait en Libye un procurateur du fisc tout dévoué à Maximin qui avait commis toutes sortes de spoliations au détriment des habitants. Dans une émeute il est tué par des paysans et

quelques soldats. Les meurtriers, craignant la vengeance de Maximin, décident de donner l'Empire au proconsul Gordien. Celui-ci commence par repousser leurs avances; il se roule à terre pour éviter la pourpre, mais, sous la menace, il finit par accepter. Il est appelé Auguste par les Africains près de la ville de Tysdrus. Il se rend ensuite à Carthage avec une escorte armée et tout l'appareil de la souveraineté, puis, de cette ville, envoie un message à Rome, au Sénat.

Vita Gordianorum, §§ 7, 2; 9, 7. — Gordien est proconsul d'Afrique sous Maximin, avec son fils déjà consulaire comme lieutenant. Il entreprend de réprimer les abus d'un fonctionnaire financier qui traitait les Africains avec une extrême dureté, proscrivait les uns, faisait périr les autres et menaçait même les nobles et les consulaires. Une émeute éclate au cours de laquelle les Africains, poussés à bout et aidés par la plupart des soldats, le massacrent. On cherche alors le moyen d'apaiser les haines qui s'étaient déclarées entre les partisans de Maximin et les habitants de la province. Un décurion, nommé Mauricius, qui avait un grand crédit auprès de la population, assemble ses compatriotes près de Tysdrus et prononce un discours, dont la conclusion est qu'il faut donner l'Empire à Gordien et à son fils. Les assistants se rallient à la proposition et acclament les deux Gordiens comme empereurs. On se rend à Tysdrus, où le proconsul, après s'être acquitté de ses fonctions judiciaires, prenait quelque repos sur son lit. Il refuse d'abord et se jette à terre, mais, à la fois parce que la résistance est inutile et parce qu'il a désormais tout à craindre de Maximin, il finit par accepter l'Empire. On renverse les statues de Maximin, on brise ses images et l'on efface son nom sur les monuments publics. Gordien reçoit le surnom d'Africain. Puis il se rend à Carthage avec toute la pompe impériale et les faisceaux ornés de lauriers. Le fils de Gordien est nommé collègue de son père et une ambassade part pour Rome avec la mission d'annoncer ce qui s'est passé en Afrique.

Dans ce récit de la révolte des Gordiens, il y a deux phases essentielles à distinguer : l'émeute des Africains et l'assassinat du procurateur, d'une part; la proclamation de Gordien comme empereur, d'autre part.

1° L'émeute africaine et l'assassinat du procurateur. — Une première remarque s'impose tout d'abord. Le récit de la Vie de

Maximin est composé de deux parties qui ne sont pas concordantes. Dans une première partie, cette biographie nous dit que la révolte contre Maximin et la proclamation de Gordien sont l'œuvre des armées d'Afrique¹. Au contraire, dans le récit même de l'émeute, il est essentiellement question de paysans²; les soldats, qui représentent l'élément militaire, ne se joignent aux paysans qu'ensuite³ et seulement en petit nombre⁴. Quant au récit dans son ensemble, il est le même dans les deux textes, mais, d'une manière générale, la narration dans la Vie des Gordiens est beaucoup plus circonstanciée que dans la Vie de Maximin, fait d'ailleurs parfaitement naturel, étant donné l'objet de chacune des biographies.

En dépit de cette concordance générale, on trouve cependant entre les deux récits un certain nombre de différences. Tout d'abord, le titre donné au fonctionnaire financier mis à mort en Afrique. La Vie de Maximin le nomme procureur du fisc⁵; celle des Gordiens⁶ rationalis; il n'y a pas contradiction entre les deux appellations : *procurator fisci* est le titre officiel, *rationalis* le nom usuel à partir du III^e siècle; mais l'emploi de deux titres différents dans les deux biographies nous fait déjà pressentir une diversité de sources sur laquelle il n'est pas inutile d'appeler dès maintenant l'attention. — Autre fait intéressant mentionné par la Vie des Gordiens et dont ne parle pas la Vie de Maximin : le procureur menace la vie même de nobles et de personnages consulaires⁷. Enfin, dernier détail qui a son importance : la Vie des Gordiens nous apprend que le procureur avait déjà eu à subir les remontrances de Gordien et de son fils le légat⁸; indication précieuse, car elle contribue à expliquer la conduite de Gordien lors de son usurpation.

2° La proclamation de Gordien. — La Vie des Gordiens fait précéder l'acte capital, qui est la proclamation de Gordien, d'une préface : l'intervention du décurion Mauricius, l'assemblée tenue

1. § 13, 6 : « Exercitus, qui in Africa erant, subita et ingenti seditione Gordianum senem ... imperatorem fecerunt. »

2. § 14, 1 : « Per rusticanam plebem. »

3. Id. : « Deinde (per) milites. »

4. Id. : « Quosdam. »

5. Id. : « Erat fisci procurator in Libya. »

6. § 7, 2 : « Quidam rationalis. »

7. § 7, 2 : « [Cum] nobilibus et consularibus viris ipsis minaretur excidium. »

8. Id. : « Retunsus deinde a proconsule atque legato. »

par la population de la région, le discours du décurion et la proclamation des deux Gordiens qui en est la conséquence. La scène même de l'usurpation est, d'une manière générale, analogue dans les deux textes. Gordien, proclamé par la foule et couvert de la pourpre, proteste tout d'abord et même se roule à terre; il est menacé, dit la Vie des Gordiens¹, et la Vie de Maximin précise en ajoutant que les révoltés le menacèrent de leurs glaives et de toutes les armes qu'ils avaient à la main². Enfin, à la réflexion, il considère que, pour lui et son fils, l'Empire est le seul moyen d'échapper à la vengeance de Maximin et il accepte. Relevons encore un détail caractéristique que nous trouvons dans la Vie des Gordiens et que ne connaît pas la Vie de Maximin : lorsque la foule arrive à Tysdrus pour le proclamer, Gordien, après avoir fini de rendre la justice, se reposait sur son lit³; nous aurons l'occasion plus loin de voir l'importance de cette indication.

Gordien est proclamé Auguste, mais nous saisissons une divergence notable entre nos deux biographies : selon la Vie de Maximin, il est salué Auguste avec son fils à Tysdrus même⁴; dans la Vie des Gordiens, au contraire, il n'est question à Tysdrus que de sa proclamation, et c'est seulement plus tard à Carthage que son fils sera associé à la dignité impériale⁵. La Vie de Maximin n'ajoute rien sur ce qui se passa à Tysdrus après la proclamation de Gordien; celle des Gordiens nous apprend que les révoltés renversèrent les statues de Maximin, brisèrent ses images et martelèrent son nom sur les monuments publics⁶.

Le dernier acte de la révolution africaine se passe à Carthage, capitale de la province et métropole de l'Afrique romaine. Gordien s'y rend avec tout l'appareil impérial⁷, les faisceaux ornés de lauriers⁸ — les deux expressions se retrouvent littéralement

1. §§ 8, 5-6; 9, 2.

2. § 14, 2-3 : « Instantes cum gladiis et cum omni genere telorum. »

3. § 8, 5 : « Inventusque senex venerabilis post jurisdictionem jacens in lectulo. »

4. § 14, 3 : « Appellatus est ab omnibus Afris Augustus cum filio apud oppidum Tysdrum. »

5. § 9, 6 : « Post hoc Carthaginem ventum ... filiusque legatus patris, pari potestate succinctus est. »

6. § 9, 3.

7. *Vita Maximini*, § 14, 4; *Vita Gordianorum*, § 9, 6.

8. *Vita Maximini*, § 14, 4; *Vita Gordianorum*, § 9, 6 : « Cum pompa regali et fascibus laureatis. »

dans nos deux textes — et, ajoute la Vie de Maximin, sous l'escorte des Protecteurs¹. Dès son arrivée à Carthage, Gordien envoie à Rome une ambassade chargée d'annoncer les événements d'Afrique.

Comparons maintenant le texte de nos deux biographies avec le récit conservé d'Hérodien². Le procurateur d'Afrique, nous raconte Hérodien, multipliait, pour faire sa cour à Maximin, les actes de cruauté et de violence. Il implique notamment, pour en tirer de l'argent, un certain nombre de jeunes gens riches dans une accusation. Les jeunes gens, tout en promettant de payer, demandent un délai de trois jours pendant lequel ils font venir de la campagne leurs esclaves armés de haches et de bâtons. Au jour fixé pour le paiement, les jeunes gens, suivis de leurs esclaves qui cachent leurs armes sous leurs vêtements, vont trouver le procurateur; ils le tuent et, lorsque les soldats du procurateur tirent leurs épées pour le venger, les esclaves les attaquent et les mettent en fuite. Craignant alors un châtiment, ils décident de tenter un soulèvement populaire et d'associer, s'ils le peuvent, le gouverneur de la province à leur défection. A l'approche de la nuit, suivis d'une foule nombreuse, ils gagnent la demeure du proconsul avec l'espoir que celui-ci acceptera l'Empire comme couronnement d'une brillante carrière.

Ce jour-là, Gordien se trouvait chez lui; après avoir terminé ses affaires, il se reposait. Les jeunes gens en armes et suivis de la multitude forcent l'entrée de sa maison et pénètrent dans la chambre du proconsul, alors étendu sur un lit de repos. Ils l'entourent, le recouvrent de la pourpre et le saluent des honneurs impériaux. Effrayé et surpris, persuadé qu'on en veut à sa vie, Gordien se laisse tomber à terre, demande grâce et engage les conjurés à conserver leur fidélité à l'empereur. Les jeunes gens, l'épée nue, insistent; l'un d'eux prend la parole et prononce un discours où il lui donne brutalement à choisir entre une mort immédiate et l'acceptation de l'Empire. La foule ratifie cette mise en demeure et acclame unanimement Gordien comme Auguste. Gordien, ambitieux par nature et préférant d'autre part un péril éventuel au danger imminent, se résigne à accepter. L'Afrique se soulève aussitôt; on déclare Maximin déchu de l'Empire.

La plupart des cités élèvent des statues à Gordien et on lui confère le surnom d'Africain.

1. *Vita Maximini*, § 14, 4 : « Cum pompa regali et protectoribus. »

2. VII, 4, 2-6, 2.

Gordien reste quelques jours à Tysdrus; il se rend ensuite à Carthage où il entre avec toute la pompe impériale, escorté de soldats et des jeunes gens de la ville qui lui servaient de gardes; les faisceaux étaient ornés de lauriers; on portait le feu devant lui. Carthage pendant quelque temps ressembla à Rome et joua le rôle de capitale de l'Empire.

Tel est, dans ses traits essentiels, le récit d'Hérodien. Il présente un certain nombre de caractéristiques que ne donnent ni la Vie de Maximin ni la Vie des Gordiens : l'anecdote des jeunes nobles condamnés à payer une forte amende et qui obtiennent un délai; les esclaves armés qu'ils font venir de la campagne; le discours de l'un d'eux au proconsul pour emporter son adhésion; les statues élevées par la province d'Afrique à Gordien et le feu porté devant le nouvel empereur lors de son entrée à Carthage. Inversement, Hérodien ne connaît ni une intervention quelconque de soldats dans le meurtre du procureur, ni le rôle joué par le décurion Mauricius. La conclusion est donc qu'aucun des deux récits de l'Histoire Auguste, pas plus celui de la Vie de Maximin que celui de la Vie des Gordiens, n'a été directement puisé au texte d'Hérodien. On peut préciser davantage.

Gordien, pendant son règne éphémère, n'a pas régné seul. Il a eu son fils Gordien le jeune pour collègue¹. Outre le témoignage des textes, le fait est attesté d'une manière indiscutable par les inscriptions — deux inscriptions de Pergé en Pamphylie au nom du père et du fils² et une inscription de Bordeaux³ — et les monnaies⁴. Le fils porte sur ces documents les mêmes noms et les mêmes titres impériaux que le père, à l'exception peut-être du grand pontificat qu'il ne semble pas avoir revêtu. Il a donc été empereur dans toute la force du terme et collègue de son père. Mais dans quelles circonstances s'est faite cette association? La Vie de Maximin et la Vie des Gordiens donnent, sur ce point capital, deux versions différentes : selon la première⁵, il est salué empe-

1. E. Klebs, *Prosopographia Imperii Romani*, t. I, p. 96-99, n° 664 et 665; E. di Ruggiero, *Dizionario Epigrafico*, aux mots *Gordianus* et *Gordianus junior*.

2. Lanckoronaki, *Städte Pisidiens und Pamphylens*, t. I, p. 168, n° 37 et 38.

3. *C. I. L.*, XIII, 592.

4. V. Sallet, *Zeitschrift für Numismatik*, t. VII (1880), p. 140; Id., *Daten der Alexandrinischen Kaisermünzen*, p. 56; Cohen, *Monnaies romaines*, V³, p. 1 et suiv.

5. *Vita Maximini*, § 14, 4.

reur à Tysdrus, en même temps que son père; selon la seconde¹, l'association n'a lieu qu'un peu plus tard, après l'entrée solennelle de Gordien père à Carthage. — Hérodien² ne connaît qu'une seule proclamation impériale, celle de Gordien père; son récit ne mentionne pas l'association de Gordien fils à l'Empire, pas plus à Tysdrus qu'à Carthage; c'est seulement plus loin, à propos de la séance du Sénat où Gordien est confirmé dans ses pouvoirs impériaux, qu'il nous dit : « Le Sénat reconnut comme Augustes Gordien et son fils³. » Il représente donc une nouvelle tradition à laquelle ne se rattachent ni la Vie de Maximin, ni la Vie des Gordiens.

Nous connaissons également sur ce point la tradition de Dexippe, et de deux manières : indirectement par Zosime, directement par un passage de la Vie des Gordiens qui la mentionne expressément. Zosime⁴ nous dit que les Africains, après avoir proclamé empereurs Gordien et son fils, envoyèrent à Rome une ambassade; la tradition de Dexippe attribuait donc à l'initiative des Africains l'association de Gordien fils à l'Empire. D'autre part, la Vie des Gordiens⁵, à propos de l'entrée de Gordien à Carthage, s'exprime de la manière suivante : « Gordien fils, qui, selon la remarque de l'historien grec Dexippe, était, comme les Scipions, le lieutenant de son père, fut investi d'un pouvoir égal »; la source suivie par l'auteur de la biographie des Gordiens dans ce passage — il le dit lui-même — est Dexippe. Dexippe plaçait donc l'association de Gordien fils, non pas à Tysdrus, comme le fait la Vie de Maximin, mais seulement à Carthage.

En résumé, pour cet épisode du soulèvement des Gordiens en Afrique, la source suivie par la Vie des Gordiens est, sans aucun doute possible, Dexippe. Quant à la Vie de Maximin, elle ne suit pas la tradition de Dexippe; elle n'utilise pas non plus directement le texte d'Hérodien, et ainsi la conclusion à laquelle nous

1. *Vita Gordianorum*, § 9, 6.

2. VII, 5, 7; VII, 6, 1-2.

3. VII, 7, 2 : « Τὸν Γορδιανὸν ἅμα τῷ υἱῷ στέβαστοὺς ἀναγορεύουσι. »

4. I, 14 : « Βαρυνομένων δὲ τῶν ὑπὸ Ῥωμαίους ἐθνῶν ἐπὶ τῇ λαῶν ὁμότητι καὶ συνταραττομένων ἐπὶ ταῖς προφανέσι πλεονεξίαις, οἱ τὴν Λιβύην οἰκοῦντες Γορδιανὸν καὶ τὸν ὁμώνυμον τούτω παῖδα Βασιλεῖας ἀναδείξαντες, ἐστέλλαν ἐν Ῥώμῃ πρέσβεις. »

5. § 9, 6 : « Filiusque legatus patris, exemplo Scipionum, ut Dexippus graecae historiae scriptor auctor est, pari potestate succinctus est. »

sommes précédemment parvenus d'une source latine intermédiaire trouve ici pleinement sa confirmation.

b) Reconnaissance des Gordiens à Rome; mesures prises par le Sénat. — *Vita Maximini*, §§ 14, 4-5; 15, 1-5. — Une députation part de Carthage pour Rome, chargée d'une lettre à l'adresse du Sénat. Vitalianus, préfet du prétoire, est mis à mort et, en haine de Maximin, le message de Gordien est bien accueilli. Les deux Gordiens, père et fils, sont reconnus comme empereurs par le Sénat. On met à mort tous les délateurs de profession, tous les accusateurs et tous les amis de Maximin; Sabinus, préfet de la ville, est frappé et tué au milieu du peuple. Puis, les sénateurs, qui avaient tout à craindre de Maximin, le déclarent ennemi de la patrie avec son fils. Ils envoient dans toutes les provinces des lettres invitant les habitants à pourvoir au salut commun et à la liberté publique. On s'y conforme partout. Les amis de Maximin, ses administrateurs, ses généraux, ses tribuns, ses soldats sont mis à mort; seules quelques rares villes lui restent fidèles et lui font parvenir la nouvelle de ce qui s'est passé. — Vient ensuite le texte de la lettre du Sénat (§ 15, 6-9) et du sénatus-consulte (§ 16 en entier), dont il sera question plus loin à l'étude critique des documents.

Vita Gordianorum, §§ 9, 7-8; 10. — Une députation arrive à Rome avec une lettre des Gordiens rendant compte des événements d'Afrique. Valérien, prince du Sénat et futur empereur, en reçoit avec joie la nouvelle. D'autres lettres sont adressées aux personnages considérables de l'État pour se ménager leur appui. Les sénateurs approuvent l'élection des Gordiens et de plus nomment vingt commissaires, parmi lesquels Maxime Pupien et Claude Balbin, chargés d'assurer, au nom des Gordiens, la défense des diverses parties de l'Italie contre Maximin. Sur ces entrefaites, arrivent à Rome des députations de Maximin offrant une amnistie générale. Les propositions de Maximin sont rejetées. On promet aux soldats une haute paye et au peuple des terres et des distributions. Vitalianus, préfet du prétoire, est tué par un questeur et quelques soldats déterminés parce qu'il avait commis précédemment des actes de cruauté et que l'on redoute ses instincts sanguinaires. Le questeur, avec une escorte, est chargé de porter à Vitalianus des lettres supposées de Maximin et de lui demander en outre une entrevue secrète. Cette entrevue a lieu

sous un long portique. Tandis que Vitalianus examine le cachet impérial, les soldats le tuent. On répand le bruit que le meurtre a eu lieu sur l'ordre de Maximin et, les soldats ainsi apaisés, on expose dans le camp prétorien la lettre et les images des Gordiens. — La Vie de Maximin donne ensuite le texte du sénatus-consulte rendu par le Sénat en faveur des nouveaux empereurs. Le sénatus-consulte était secret; Maximin fut néanmoins informé de tout ce qui s'était passé; il reçut même une copie du document qui reconnaissait les Gordiens et le mettait lui-même hors la loi. Il écrit aussitôt au préfet de la ville pour le mettre au courant de ce qui se trame. Le préfet harangue le peuple et les soldats et leur annonce que Maximin a péri. L'enthousiasme est bientôt général; on brise les statues et les images de Maximin. Le Sénat ordonne de mettre à mort les délateurs, les calomniateurs et tous les agents de la tyrannie de Maximin. Le peuple traîne les morts dans les rues et les jette dans les égouts. Au milieu de ces troubles, le préfet de la ville Sabinus est frappé à coups de bâton et laissé pour mort sur la voie publique.

Le récit de la Vie des Gordiens, comme nous l'avons déjà remarqué pour le début du mouvement, est beaucoup plus développé que celui de la Vie de Maximin, pour lequel en somme le soulèvement des Gordiens n'est qu'un épisode. Mais, tout succinct qu'il est, le passage de la Vie de Maximin n'est pas un simple résumé de la Vie des Gordiens. Les deux récits présentent un certain nombre de différences caractéristiques dont quelques-unes sont fort importantes. Tout d'abord dans l'ordre de succession des faits. La Vie des Gordiens donne en premier lieu l'arrivée à Rome de l'ambassade des Gordiens, puis la reconnaissance des Gordiens par le Sénat et seulement ensuite le meurtre du préfet du prétoire Vitalianus. Au contraire, dans la Vie de Maximin, l'assassinat de Vitalianus est le premier acte du soulèvement à Rome contre Maximin; il précède la reconnaissance des Gordiens par le Sénat. La Vie des Gordiens ajoute encore quelques détails intéressants: la réception de l'ambassade des Gordiens par Valérien alors prince du Sénat, l'envoi d'une série de lettres des Gordiens adressées à des membres de l'aristocratie pour les engager à se rallier au mouvement ou les confirmer dans leurs bonnes dispositions.

Une autre remarque à faire, capitale celle-ci, c'est la différence

des deux textes en ce qui concerne la séance du Sénat où sont prises les résolutions définitives :

Vita Maximini, § 14, 5.

Appellati Gordianus senex et Gordianus juvenis a Senatu Augusti.

Vita Gordianorum, § 10, 1-2.

Sed tanta gratulatione factos contra Maximinum imperatores [= Gordianos] senatus accepit ut non solum gesta haec probarent, sed etiam viginti viros eligerent inter quos erant Maximus sive Puppienus et Clodius Balbinus, qui ambo imperatores sunt creati postea quam Gordiani duo in Africa interempti sunt. Illos sane viginti senatus ad hoc creaverat ut divideret his Italicas regiones contra Maximinum pro Gordianis tuendas.

La Vie de Maximin ne connaît donc qu'un acte du Sénat, la reconnaissance comme Augustes des deux Gordiens père et fils. La Vie des Gordiens, au contraire, enregistre deux actes officiels successifs : la reconnaissance des deux Gordiens comme empereurs ; la nomination d'une commission de vingt sénateurs — viginti viri — dont faisaient partie les deux futurs empereurs Maxime et Balbin, chargés de défendre pour les Gordiens et contre Maximin les diverses régions de l'Italie. Nous aurons à revenir plus loin sur ce fait essentiel.

La Vie des Gordiens¹ mentionne ensuite — ce qu'ignore la Vie de Maximin — l'arrivée à Rome d'une ambassade de Maximin chargée de proposer une amnistie et l'oubli du passé, l'échec de cette mission, la promesse aux soldats d'une haute paye et au peuple de terres et de distributions. Puis vient — hors de sa place chronologique — un récit complet du meurtre du préfet du prétoire Vitalianus², que la Vie de Maximin mentionne seulement au passage et sans détails, et le texte nous apprend qu'après le meurtre de Vitalianus, la lettre et les images des Gordiens furent exposées dans le camp prétorien³. Les deux biographies énu-

1. § 10, 3-4 : « Tunc legationes a Maximino Romam venerunt abolitionem praeteritorum spondentes. »

2. § 10, 5-7.

3. § 10, 7-8.

mèrent ensuite les mesures de vengeance prises par la population romaine, la mise à mort des délateurs, des accusateurs, des amis de Maximin — la Vie des Gordiens ajoute à cette liste les procurateurs; elle nous dit en outre que le peuple les jette dans les égouts et qu'il abat les statues et les images de Maximin¹ — et l'intervention du préfet de la ville, Sabinus. La Vie de Maximin² nous dit simplement qu'il fut frappé et tué en public; celle des Gordiens³ donne des détails plus circonstanciés sur son rôle à ce moment décisif : Maximin lui envoie une lettre pour lui communiquer le sénatus-consulte secret rendu contre lui et pour lui reprocher durement sa négligence; le préfet, furieux contre Maximin et redoutant tout de sa colère, abandonne sa cause, harangue le peuple et les soldats et leur annonce que Maximin a été tué. Mais des désordres éclatent; Sabinus, frappé d'un coup de bâton, est tué et laissé sur la voie publique.

Avec la mort de Sabinus se termine, dans la Vie des Gordiens, le récit de la réaction contre le gouvernement de Maximin à Rome. La Vie de Maximin nous donne ensuite⁴ — et, fait à noter, elle est la seule à le faire — les effets de cette réaction en dehors de Rome; des lettres sont envoyées dans les provinces pour les prier de pourvoir au salut commun et à la liberté de tous. Toutes les provinces reçoivent favorablement ce message et s'associent au mouvement. Partout les amis, les administrateurs, les officiers, les soldats de Maximin sont mis à mort. Un petit nombre de cités seules restent fidèles à Maximin et l'avertissent de ce qui s'est passé.

La principale de nos sources de contrôle pour ces événements de Rome est le texte d'Hérodien⁵. — En voici les données principales. De Carthage, Gordien envoie des lettres officielles au Sénat et au peuple, il y annonce que les Africains l'ont reconnu unanimement et s'y élève contre la cruauté de Maximin. Il y promet l'exil des délateurs, le rappel des exilés, des libéralités considérables aux soldats et un grand congiaire au peuple. Il

1. *Vita Maximini*, § 15, 1-2; *Vita Gordianorum*, § 13, 7-9.

2. § 15, 1-2.

3. § 13, 2-9.

4. § 15, 3-5 : « [Senatus] litteras deinde mittit ad omnes provincias, ut communi salutis libertatique subveniant : quae audita sunt ab omnibus. Denique ubique amici et administratores et duces, tribuni, et milites Maximini interfecti sunt; paucae civitates fidem hosti publico servaverunt, quae, proditi is qui missi ad eas fuerant, ad Maximinum cito per indices detulerunt. »

5. VII, 6, 3-7, 6.

envoie aussi des lettres aux principaux citoyens de Rome et du Sénat, dont la plupart sont ses amis et ses proches. Puis vient l'histoire très détaillée du meurtre du préfet Vitalianus. Vitalianus, le préfet du prétoire, était très énergique et très attaché à Maximin. Gordien, pour écarter un adversaire dangereux, se décide à le faire tuer; il lui envoie le questeur de la province, jeune homme énergique et décidé, avec ordre de se présenter le matin, avant le jour, au préfet du prétoire, soi-disant porteur d'un message confidentiel de Maximin. Le questeur aborde Vitalianus avec une troupe de soldats; il le trouve presque seul et lui tend le soi-disant message impérial. Tandis qu'il le lit, les soldats le percent de leurs poignards. Les assistants, persuadés que le meurtre a eu lieu par ordre de Maximin, se dispersent en toute hâte.

Les meurtriers se rendent alors sur la voie sacrée, exposent la lettre de Gordien au peuple, remettent son message aux consuls et autres destinataires et répandent le bruit de la mort de Maximin. Le peuple furieux se soulève, renverse les statues et les images de Maximin; son exaspération se donne libre carrière sans rencontrer la moindre opposition. Le Sénat se réunit, reconnaît Augustus Gordien et son fils et abolit tous les honneurs impériaux de Maximin. La réaction contre Maximin et ses créatures s'accélère; les délateurs, les accusateurs s'enfuient ou sont frappés par leurs victimes. Les procureurs et ceux qui avaient rendu la justice au nom de Maximin sont jetés dans les égouts. Les vengeances privées, profitant des circonstances, se donnent libre cours.

Le préfet de la ville, Sabinus, qui s'efforce de réprimer les excès et de rétablir l'ordre, est tué d'un coup de bâton en plein public. Le Sénat, réuni sur ces entrefaites, prend des mesures décisives pour soulever les provinces contre Maximin; il envoie aux gouverneurs des ambassades composées des notabilités les plus en vue de l'ordre sénatorial et de l'ordre équestre, avec des messages retraçant la décision prise par le Sénat et par le peuple; il exhorte les gouverneurs à se rallier à la cause de Gordien et les provinces à rester fidèles. Les ambassadeurs du Sénat sont presque partout bien reçus et poussent les provinces à la défection. Tous les fonctionnaires de Maximin sont mis à mort et toutes les provinces se rallient au parti du Sénat. Dans quelques rares cas, seulement, les envoyés du Sénat échouent dans leur

mission; ils sont ou tués par les cités ou envoyés sous bonne escorte à Maximin qui les fait périr dans les supplices.

Un fait capital, au point de vue de la critique des sources, c'est le compte-rendu de la séance du Sénat et les mesures prises par ce corps à la réception du message de Gordien annonçant sa proclamation en Afrique. — Le récit de la Vie de Maximin se borne à nous dire que Gordien père et fils sont proclamés Augustes par le Sénat¹. La Vie des Gordiens, au contraire, enregistre deux actes officiels successifs : a) reconnaissance des deux Gordiens comme Augustes², ce qui confirme le texte précédent; b) nomination d'une commission de vingt sénateurs, chargés de défendre pour les Gordiens et contre Maximin les diverses régions de l'Italie³.

Remarquons tout d'abord que cette seconde mesure, non mentionnée par la Vie de Maximin, est naturelle et logique. Les Gordiens étaient absents et l'Italie se trouvait directement exposée aux menaces de Maximin. Il était donc nécessaire de nommer un organe spécial de gouvernement, et la commission des XX viri répondait parfaitement à cette nécessité du moment. La mesure offrait encore aux sénateurs un second avantage : en l'absence des Gordiens, elle investissait pratiquement le Sénat, par l'organe de sa commission, du pouvoir exécutif.

L'existence de la commission des XX viri, d'autre part, en dehors des textes, résulte sans aucun doute possible de deux inscriptions : l'une de Tibur, dédicace en l'honneur de L. Caesonius Lucillus Macer Rufinianus, qui est désigné expressément comme ayant fait partie en 238 de la commission des Vingt⁴, l'autre de Lavinium, qui nomme un certain Valerius Claudius Priscilianus comme membre même de la même commission⁵.

Historiquement, c'est donc le texte de la Vie des Gordiens qui apparaît comme le plus fondé, tandis que celui de la Vie de Maximin, s'il n'est pas inexact, est tout au moins incomplet. Mais, outre la question de vérité historique, ce point a une importance spéciale pour la critique des sources qui nous intéresse

1. § 14, 5.

2. § 10, 1.

3. Ibid.

4. C. I. L., XIV, 3902 : « L. Caesonius C(ai) fil(ius) Quirina Lucillus Macer Rufinianus ... XX vir ex Senatus Consulto R(ei) P(ublicae) curandae. »

5. *Monumenti Antichi dei Lincei*, t. XIII, 1903, col. 171, et *Revue archéologique*, 1903² (*Revue des publications épigraphiques*, p. 458, n° 337).

ici tout particulièrement. Seule, parmi les biographies de l'Histoire Auguste qui concernent le règne de Maximin, la Vie des Gordiens connaît l'existence de la commission des XX viri. La Vie de Maximin n'en parle pas; la Vie de Maxime et Balbin, qui aurait dû, à propos de la nomination de Maxime et Balbin, la mentionner, la passe également sous silence. Nous nous trouvons donc, dans l'Histoire Auguste même, en présence de deux traditions opposées : l'une, celle de la Vie de Maximin et de la Vie de Maxime et Balbin, qui ne connaît pas l'existence de la commission des XX viri; l'autre, celle de la Vie des Gordiens, qui la mentionne expressément. La première, c'est la tradition d'Hérodien¹ : « Le Sénat, nous dit-il, se réunit, reconnaît Augustes Gordien et son fils et abolit tous les honneurs impériaux de Maximin. » La seconde était certainement la tradition de Dexippe. Nous en avons doublement la preuve : 1° par une interpolation de la biographie de Maximin², qui n'appartient pas à la rédaction primitive de la Vie : « Addidit Dexippus tantum odium fuisse Maximini, ut interfectis Gordianis viginti viros senatus creaverit quos opponeret Maximino. In quibus fuerunt Balbinus et Maximus quos contra eum principes fecerunt »; 2° par un texte de Zosime³, qui reproduit sur ce point la tradition de Dexippe : « Le Sénat choisit dans son sein une commission, de vingt membres ayant l'expérience du commandement, parmi lesquels il en désigna deux, Maxime et Balbin, comme empereurs. » Mais, si les deux passages sont d'accord sur les faits principaux — nomination d'une commission sénatoriale de vingt membres et choix parmi eux de deux empereurs, Maxime et Balbin, — ils diffèrent radicalement en ce qui concerne la date de ce double événement. Selon le passage de la Vie de Maximin, il est postérieur à la mort des Gordiens : « Interfectis Gordianis »; selon Zosime, il se place au moment même de la réception du message de Gordien, c'est-à-dire au lendemain de sa proclamation comme empereur. La version de Zosime est certainement la vraie et elle représente sans aucun doute la tradition authentique de Dexippe. Il est en effet parfaitement inadmissible que la commis-

1. VII, 7, 2 : « Ἡσύγκλητος συνελθοῦσα ... τὸν Γορδιανὸν ἅμα τῷ νίῳ σεβαστοῦς ἀναγορεύουσι, τὰς δὲ τοῦ Μαξιμίνου τιμὰς ἀνατρέπουσι. »

2. § 32, 3.

3. I, 14 : « Ἐπεὶ δὲ πασι ταῦτα ἰδοῦναι, προχειρίζονται τῆς βουλῆς ἄνδρας εἰκοσι στρατηγίας ἑμπείρους ἐκ τούτων αὐτοκρατόρας ἐλέμενοι δύο Βαλβίνον καὶ Μάξιμον. »

sion sénatoriale des Vingt n'ait été nommée qu'au lendemain de la mort des Gordiens. Sa désignation, au contraire, ne peut s'expliquer et se légitimer que par un fait précis, l'absence des deux empereurs. Les deux Gordiens se trouvaient en Afrique et l'Italie était immédiatement menacée par Maximin; il était donc indispensable de désigner une commission exécutive chargée de gouverner en leur nom et d'assurer contre Maximin la défense de l'Italie. Ce fut précisément le rôle de la commission sénatoriale des Vingt. Plus tard, quand les deux Gordiens eurent disparu, il fut tout naturel, de la part du Sénat, de choisir dans le sein de cette commission, et évidemment parmi les membres les plus influents, les deux nouveaux empereurs, Maxime et Balbin.

La tradition de Dexippe — qui dans la circonstance est la vraie — comporte donc deux événements successifs : la nomination d'une commission de vingt membres dont font partie Maxime et Balbin, nomination qui se place au lendemain de la proclamation des Gordiens, lors de l'arrivée de leur message à Rome. Plus tard, après la mort des deux Gordiens en Afrique, deux des membres les plus en vue de la commission, Maxime et Balbin, sont nommés empereurs à la place des deux empereurs disparus. Cette tradition de Dexippe est suivie par la biographie des Gordiens, qui représente par conséquent notre source la plus précise et la plus authentique. Les Vies de Maximin et de Maxime et Balbin reproduisent au contraire sur ce point la tradition d'Hérodien, dont le caractère erroné résulte nettement des observations précédentes.

c) Maximin reçoit la nouvelle des événements de Rome; il ordonne la marche sur l'Italie. — *Vita Maximini*, §§ 17-18. — A la réception du sénatus-consulte, Maximin entre dans une colère épouvantable. On l'eût pris pour une bête féroce : il se heurte contre les murs, se roule par terre, pousse des cris confus, déchire ses vêtements et frappe ceux qui sont près de lui. Il veut même, selon quelques auteurs, arracher les yeux à son fils, qui se retire en toute hâte. Son fils, dans la circonstance, était coupable à ses yeux parce qu'il ne s'était pas rendu à Rome comme il en avait reçu l'ordre; Maximin pensait que sa présence dans la capitale eût paralysé tout mouvement de défection. Les amis de Maximin, voyant sa fureur, l'enferment dans sa chambre; il se met à boire et oublie tout ce qui s'est passé. Le lendemain, il reçoit ses amis et tient conseil avec eux. Approuvant la conduite

du Sénat, ils se taisent et Maximin les quitte pour aller haranguer ses troupes. Il se déchaîne contre les Africains, contre Gordien, contre les sénateurs et exhorte les soldats à venger leurs communes injures. Après avoir reproduit un long passage de ce discours, l'auteur de la biographie conclut en nous disant que Maximin fit verser une forte paye à son armée et prit aussitôt avec elle le chemin de Rome.

Vita Gordianorum, § 14. — A la nouvelle des événements de Rome, Maximin réunit ses troupes et prononce un discours, dont l'auteur donne le texte. Mais les troupes restent indifférentes et les partisans mêmes de Maximin ne témoignent d'aucune ardeur. Maximin, inquiet de cet état d'esprit, écrit à son fils, resté loin en arrière, d'accélérer sa marche de peur que les soldats ne forment quelque entreprise en son absence. Puis vient la lettre.

Le texte de la Vie de Maximin comprend deux parties : a) le récit des fureurs de Maximin¹; b) les mesures prises pour organiser la résistance². La première partie ne se trouve que dans la Vie de Maximin. La seconde comprend un conseil où Maximin réunit ses amis, une assemblée militaire où il harangue ses soldats, la paye d'un stipendium considérable et l'ordre de marcher sur l'Italie. — La Vie des Gordiens ne connaît rien ni des fureurs de Maximin, ni du conseil tenu par lui; elle donne sa harangue aux soldats³, puis elle mentionne, ce qui lui est particulier, un ordre de Maximin à son fils d'accélérer sa marche pour le rejoindre⁴. En ce qui concerne le rôle du fils de Maximin à ce moment, les récits des deux biographies offrent une divergence absolue : selon la Vie de Maximin, le jeune homme est présent au quartier général de l'empereur, puisque son père, dans sa colère, veut lui arracher les yeux⁵; d'après la Vie des Gordiens, il est absent et son père lui envoie l'ordre écrit de hâter sa marche pour le rejoindre⁶.

Hérodien donne sur ces événements le récit suivant⁷ : à l'annonce de ce qui s'est passé à Rome, Maximin, quoique triste et

1. § 17, 1-5.

2. §§ 17, 6-7, et 18, 1-4.

3. § 14, 1-5.

4. § 14, 6.

5. § 17, 2.

6. § 14, 6.

7. VII, 8, 1-9.

préoccupé, affecte l'indifférence. Il reste enfermé deux jours chez lui et tient des conférences avec ses amis. L'armée et la population civile sont au courant des événements, mais on évite d'en parler et on feint de tout ignorer. Maximin, soupçonneux, étudie l'attitude et l'aspect de chacun. Le troisième jour, il convoque ses soldats dans la plaine devant la ville, monte sur son tribunal et lit un discours composé par ses amis, dont Hérodien nous donne ensuite le texte. Son discours terminé, il profère de nombreuses injures contre Rome et le Sénat avec des gestes menaçants comme si ses adversaires étaient présents, puis il ordonne le départ pour l'Italie.

d) Défaite et mort des Gordiens. — *Vita Maximini*, § 19. — Gordien, inquiété en Afrique par un certain Capelianus, à qui il avait donné un successeur dans le gouvernement des Maures, envoie son fils, Gordien jeune, contre lui. Celui-ci est tué dans un combat acharné. Gordien, sachant que Maximin avait de grandes forces, que les Africains, d'autre part, étaient impuissants et peu sûrs, se pend. Capelianus, vainqueur au nom de Maximin, tue ou proscrit les partisans de Gordien qui continuaient à remuer en Afrique. La répression est impitoyable; il détruit les villes, pille les temples, dont il distribue les trésors aux soldats, et fait mettre à mort le peuple et les principaux habitants de certaines villes. Il tâche en même temps de gagner l'affection des troupes, dans l'espoir d'arriver à l'Empire si Maximin venait à périr.

Vita Gordianorum, §§ 15-16. — Un certain Capelianus, ennemi de Gordien même avant son avènement et à qui cet empereur avait retiré le gouvernement des Maures qu'il tenait de Maximin, se soulève contre les deux Gordiens à l'arrivée de son successeur, réunit une troupe de Maures levée à la hâte et marche contre Carthage qui se déclare aussitôt pour lui. Gordien, décidé à tenter la fortune des armes, envoie contre Capelianus l'aîné de ses fils, Gordien le jeune. Mais Capelianus, plus hardi et plus expérimenté que son adversaire adonné aux plaisirs et sans énergie, le défait dans un combat : Gordien jeune est tué. La victoire de Capelianus avait été facilitée par une terrible tempête qui avait fortement maltraité l'armée de Gordien. Le nombre des morts du côté de Gordien avait été si grand que l'on chercha longtemps, sans pouvoir le trouver, le corps de son fils. A la nouvelle du désastre, le vieux Gordien, songeant

aux forces considérables du parti de Maximin et craignant d'être trahi par les habitants de Carthage, se résout à la mort et se pend.

Entre les deux récits de la Vie de Maximin et de la Vie des Gordiens, le premier beaucoup plus concis, il existe une correspondance générale, des rapports étroits et souvent une concordance littérale. Par exemple, *Vita Maximini*¹ : « (Capelianus) cui Mauros regenti... », et *Vita Gordianorum*² : « Cum Mauros Maximini jussu regeret »; *Vita Maximini*³ : « Sciens in Maximino multum esse roboris et in Afris nihil virium, multum quin imo perfidiae », et *Vita Gordianorum*⁴ : « Cum in Africa nihil praesidii et a Maximino multum timoris »; *Vita Maximini*⁵ : « Ipse (Gordianus) laqueo vitam finivit », et *Vita Gordianorum*⁶ : « Laqueo vitam finivit. » Mais le récit de la Vie des Gordiens, tout en coïncidant dans l'ensemble avec la Vie de Maximin, ajoute un certain nombre de données personnelles. Ainsi le fait que Capelianus avait déjà été l'ennemi de Gordien antérieurement même à l'avènement de ce dernier⁷, la composition de l'armée de Capelianus, formée d'éléments improvisés⁸, l'âge de Gordien jeune (quarante-six ans⁹), la double cause de la victoire de Capelianus (audace de Capelianus, inexpérience de Gordien jeune)¹⁰, l'impossibilité de retrouver le corps de Gordien sur le champ de bataille¹¹, la tempête qui précède la rencontre, désorganise l'armée de Gordien et facilite la victoire de Capelianus¹².

Inversement, la Vie de Maximin donne des indications spé-

1. § 19, 1.

2. § 15, 1.

3. § 19, 2.

4. § 16, 3.

5. § 19, 2.

6. § 16, 3.

7. § 15, 1 : « Gordiano et in privata vita semper adversus. »

8. § 15, 2 : « Conlectis Mauris et tumultuaria manu. »

9. § 15, 2 : « Filium ... quadraginta et sex annos agentem... »

10. § 15, 3 : « Cum in re militari et Capelianus esset audacior et Gordianus junior non tam exercitatus, quippe qui nobilitatis deliciis tardabatur. »

11. § 16, 1 : « Cum diu quaesitum sit corpus Gordiani junioris, non potuerit inveniri. »

12. § 16, 2 : « Fuit praeterea ingens, quae raro in Africa est, tempestas, quae Gordiani exercitum ante bellum ita dissipavit, ut minus idonei milites proelio fierent atque ita facilis esset Capeliani victoria. »

ciales sur la répression en Afrique après la mort des Gordiens : massacres et proscriptions en masse¹, soumission des cités², destruction des temples³, distributions extraordinaires aux soldats⁴, mesures de rigueur contre l'aristocratie et le peuple de la province⁵, et cette remarque finale, essentielle, qu'il favorisait les soldats et voulait gagner leur faveur, par ambition personnelle et pour se concilier leurs esprits pour le cas où Maximin viendrait à disparaître⁶.

Hérodien⁷ nous rapporte cet épisode de la défaite et de la mort des Gordiens de la manière suivante : Capelianus, qui appartenait à l'ordre sénatorial et « gouvernait les Maures, auxquels les Romains donnaient le nom de Numides », était depuis longtemps en mauvais termes avec Gordien. Dès son avènement à l'Empire, Gordien lui avait envoyé un successeur avec ordre de quitter la province. A la nouvelle de l'approche de Capelianus, Gordien est pris d'une grande frayeur. Tous les Carthaginois sortent en masse, formant une cohue plutôt qu'une armée organisée. Mais, connaissant les grandes forces de Capelianus et sachant que lui-même n'avait pas de soldats en Afrique, Gordien se pend ; on cache sa mort et la multitude élit à sa place son fils comme chef. Une autre version, rapportée un peu plus loin par le même Hérodien, raconte que Gordien, resté chez lui à cause de son grand âge, se retire dans sa chambre à l'approche de Capelianus et se pend avec sa ceinture.

On en vient aux mains. Les Carthaginois qui défendaient la cause de Gordien avaient une grande supériorité numérique, mais ils étaient mal armés et ne possédaient aucune expérience des choses de la guerre. Ils ne soutinrent même pas le choc et s'enfuirent en désordre. Le fils de Gordien fut tué ainsi que ceux qui l'avaient suivi et, dans la masse des tués, on ne put identifier les cadavres pour les inhumer ni retrouver le corps de Gordien.

Les fuyards rentrèrent en grand désordre à Carthage, se pres-

1. § 19, 3 : « Omnes Gordiani metu partium in Africa interemit atque proscripsit. »

2. § 19, 4 : « Civitates subdidit. »

3. Ibid. : « Fana diripuit. »

4. Ibid. : « Donaria militibus divisit. »

5. § 19, 5 : « Plebem et principes civitatem concidit. »

6. Ibid. : « Ipse praeterea militum animos sibi conciliabat, proluens ad Imperium, si Maximinus perisset. »

7. VII, 9, 1-9.

sant aux portes, où les soldats de Capelianus les massacrèrent en grand nombre sous les yeux mêmes de leurs femmes et de leurs enfants. Puis Hérodien nous donne la seconde version de la mort de Gordien père, dont il a été question ci-dessus.

Il faut noter les détails précis que rapporte Hérodien sur la personnalité de Capelianus. Il était, nous dit-il, d'ordre sénatorial¹, ce qui, historiquement, est vrai, car sa fonction supposait la dignité sénatoriale; il ajoute qu'« il gouvernait les Maures, auxquels les Romains donnent le nom de Numides »². Outre que Maures et Numides étaient deux groupes ethniques différents, le premier habitant les deux Maurétanies Tingitane et Césarienne, le second la Numidie, le titre donné par Hérodien n'est pas le titre officiel. Capelianus était légat propréteur de Numidie; mais, le fait est à noter, l'indication d'Hérodien est plus précise que celles de l'Histoire Auguste, puisqu'au moins le nom de Numides apparaît dans la nomenclature. Même remarque pour la composition de son armée : la biographie de Maximin ne nous donne aucune précision et celle des Gordiens nous parle seulement d'une troupe levée à la hâte³. — Hérodien⁴, lui, remarque expressément qu'il dispose d'une armée peu négligeable chargée de défendre la province contre les invasions barbares et de contenir les populations. Cette armée, c'est l'armée régulière de Numidie dont le noyau est formé par la III^e légion auguste de Lambèse et dont Hérodien nous parle un peu plus loin⁵ à propos de la marche sur Carthage, « troupes valeureuses et très nombreuses, soldats d'un âge florissant, pourvus de toutes sortes d'armes, très exercés et, par habitude des combats contre les barbares, bien préparés à la lutte »; et encore c'étaient, nous dit-il, des « gens de trait excellents et remarquables cavaliers »⁶.

Pour la mort des deux Gordiens, il y a concordance entre les biographies de l'Histoire Auguste. La Vie de Maximin⁷ raconte que Gordien père envoya son fils avec une armée au-devant de Capelianus qui approchait. Gordien jeune est tué dans la bataille et, à cette nouvelle, le vieux Gordien se pend. Le même récit

1. VII, 9, 1 : « Τὸν ἀπὸ συγχλήτου. »

2. Ibid. : « Ἦγεντο δὲ Μαυρουσίαν τὸν ὑπὸ Ρωμαίοις Νομαδῶν δὲ καλουμένων. »

3. § 15, 1 : « Conlectis Mauris et tumultuaria manu. »

4. VII, 9, 3.

5. Ibid.

6. VII, 9, 6 : « Ἀκοντισταῖς εὐστοχοῖς καὶ ἱππεὶς ἄριστοι. »

7. § 19, 2-3.

— avec plus de détails, comme il est naturel — se retrouve dans la biographie des Gordiens¹. Hérodien, nous l'avons vu, rapporte sur ce point deux versions différentes. Selon la première², Gordien père se tue avant la bataille, dès qu'il apprend l'arrivée de Capelianus; on cache sa mort et la multitude élit à sa place son fils comme chef. Le jeune Gordien livre bataille, est vaincu et périt dans le combat. D'après la seconde³, qui est conforme à celle de l'Histoire Auguste, Gordien, resté chez lui, reçoit la nouvelle de la mort de son fils et se pend avec sa ceinture.

Zosime⁴ place la mort des deux Gordiens après celle des deux Maximins, ce qui est une erreur manifeste, et il en fait un curieux récit : « Ainsi délivrés de toute crainte, attendaient-ils (les Romains) l'arrivée des empereurs d'Afrique, mais ceux-ci moururent dans une tempête au cours de leur navigation. »

Avec la mort des deux Gordiens entre en scène une troisième biographie de l'Histoire Auguste, celle de Maxime et Balbin. La confrontation des textes va porter, dans la période suivante, non plus seulement sur deux, mais sur trois biographies parallèles; c'est le moment de résumer les conclusions acquises jusqu'ici pour les deux premières d'entre elles, la Vie de Maximin et la Vie des Gordiens. Ces deux biographies nous représentent deux traditions historiques nettement distinctes, celles d'Hérodien et de Dexippe. La Vie de Maximin reproduit la tradition d'Hérodien, mais sous une forme médiata; il y a eu une source intermédiaire qui a utilisé directement, en le résumant, le récit d'Hérodien. Cette source intermédiaire était une source latine. Au contraire, la Vie des Gordiens repose essentiellement sur la tradition de Dexippe. Cette utilisation a-t-elle été immédiate ou, comme pour la Vie de Maximin, y a-t-il eu une source intermédiaire? Nous ne possédons plus le texte de Dexippe et par conséquent il ne saurait être question de conclusions certaines. Cependant, à défaut de certitude, il y a des probabilités très fortes en faveur de la seconde hypothèse.

III^e période. — *Le règne de Maxime et Balbin jusqu'à la mort de Maximin (début mars-début avril 238).* — La troisième période comprend les événements suivants : proclamation

1. §§ 15, 2; 16, 3.

2. VII, 9, 4-5.

3. VII, 9, 9.

4. I, 15-16.

de Maxime et Balbin comme empereurs, lutte contre Maximin et mort de ce dernier. Elle est représentée dans l'Histoire Auguste, non plus seulement, comme la précédente, par une double tradition : Vie de Maximin, Vie des Gordiens, mais par une triple tradition parallèle : Vie de Maximin, Vie des Gordiens, Vie de Maxime et Balbin. — C'est dire qu'au point de vue de la critique des sources, cette période est le moment essentiel du règne de Maximin.

Les faits principaux de cette période sont au nombre de six : nomination de Maxime et Balbin comme empereurs; Gordien jeune est créé César; premiers actes de Maxime et Balbin; troubles de Rome en l'absence de Maxime; mort de Maximin; annonce de cette mort à Rome. — La correspondance entre les trois récits résulte du tableau suivant :

	Vie de Maximin.	Vie de Maxime et Balbin.	Vie des Gordiens.
a) Nomination de Maxime et Balbin comme empereurs.	§ 20, 1-4.	§ 1, 1-2.	§ 22, 1-2.
b) Gordien III est nommé Cé- sar.	§ 20, 2-4.	§ 3, 2.	§ 22.
c) Premiers ac- tes de Maxime et Balbin.	§ 20, 5-6.	§ 3, 2-3.	
d) Troubles à Rome en l'ab- sence de Ma- xime.	§ 20, 6.	§§ 9, 1-5; 10, 4-8.	§§ 22, 5; 23, 1.
e) Mort de Ma- ximin.	§§ 20, 7-8; 21, 22-23.	§ 11, 1-3.	
f) Annonce à Rome de la mort de Maximin.	§ 24, 4-8.	§ 11, 2-7.	

a) Nomination de Maxime et Balbin comme empereurs. — *Vita Maximini*, § 20, 1-4. — Lorsque la nouvelle de la mort des Gordiens en Afrique parvient à Rome, le Sénat, qui redoute la cruauté de Maximin, accrue encore par les événements récents, nomme empereurs Maxime Pupien et Claude Balbin; le premier,

malgré la bassesse de son origine, avait été préfet de la ville et revêtu de plusieurs dignités où il avait fait preuve de qualités réelles; le second était de mœurs plus austères. Le peuple les nomme tous deux Augustes.

Vita Maximi et Balbini, §§ 1, 1-2; 3, 1. — Après la mort des deux Gordiens en Afrique et tandis que Maximin furieux marche sur Rome pour punir la ville de les avoir reconnus, les sénateurs tremblants se réunissent dans le temple de la Concorde le sept des ides de juin, durant les jeux Apollinaires, pour délibérer sur ce qu'il y a à faire. Deux consulaires éminents, Maxime et Balbin, entrent dans la salle; on pouvait lire sur leur visage l'épouvante que leur causait l'approche de Maximin. Comme le consul entretenait le Sénat d'autres affaires, le sénateur qui devait opiner le premier prend la parole. Son discours est suivi d'un silence général. Maxime parle à son tour et conclut à la nécessité de nommer deux empereurs. Vient ensuite un troisième discours de Vectius Sabinus, qui propose de donner le pouvoir impérial à Maxime et Balbin. Le Sénat ratifie cette proposition par des acclamations unanimes. Maxime et Balbin sont proclamés empereurs.

Vita Gordianorum, § 22, 1-2. — Après la mort des deux Gordiens, le Sénat, tremblant et plein d'effroi à l'idée des vengeances de Maximin, choisit, parmi les vingt membres à qui il avait confié la défense de l'État, les deux consulaires Maxime et Balbin et les nomme Augustes.

Comment Hérodien¹ nous présente-t-il ces événements? A la nouvelle de la mort de Gordien, il y a un grand trouble à Rome. Le peuple et surtout le Sénat voient disparaître avec terreur l'empereur en lequel ils avaient mis toutes leurs espérances. On savait que Maximin n'épargnerait personne. Aussi le Sénat décide-t-il de se réunir et, pour écarter le danger, il se résout à nommer deux empereurs chargés d'administrer l'État avec un pouvoir égal pour que l'autorité ne dégénérât pas de nouveau en tyrannie. Il se réunit donc, non pas à la curie, comme d'habitude, mais au temple de Jupiter capitolin. On commence par désigner ceux qui, en raison de leur âge ou de leurs dignités, peuvent prétendre à l'Empire. Puis on passe au vote : Maxime et Balbin ont la majorité; d'autres sénateurs ont aussi des voix; Maxime et Bal-

1. VII, 10, 1-5.

bin sont élus empereurs, créés Augustes et, par un sénatus-consulte spécial, reçoivent tous les honneurs impériaux.

b) Gordien III est nommé César à Rome. — *Vita Maximini*, § 20, 2-4. — Après la nomination de Maxime et Balbin comme empereurs, les troupes, d'accord avec le peuple, donnent au petit-fils de Gordien, encore enfant, le titre de César. L'Etat est ainsi défendu par trois empereurs contre Maximin.

Vita Maximi et Balbini, §§ 3, 2; 8, 1-3. — Maxime et Balbin, proclamés empereurs au Sénat, se rendent du Sénat au Capitole pour y offrir un sacrifice. Puis ils convoquent le peuple devant les rostrès. Ils prononcent un discours pour rendre compte du vote du Sénat et de leur propre élection, mais le peuple et un certain nombre de soldats qui se trouvaient présents s'écrient : « Nous demandons tous que Gordien soit fait César »; selon la plupart des auteurs, Gordien avait quatorze ans. On l'entraîne et, à la suite d'un nouveau sénatus-consulte, il est introduit dans le Sénat et nommé César... Tous les honneurs et toutes les distinctions du pouvoir impérial — la puissance tribunicienne, l'imperium proconsulaire, le souverain pontificat et le titre de pères de la patrie — leur ayant été décernés, Maxime et Balbin entrent en possession du pouvoir. Mais, pendant qu'ils offrent un sacrifice au Capitole, le peuple conteste l'Empire à Maxime, dont il craint la sévérité. Aussi demande-t-il que la dignité impériale soit accordée au jeune Gordien, concession qui est aussitôt faite. On ne permet pas à Maxime et à Balbin de gagner avec leur garde le palais impérial avant qu'ils aient consenti à donner au jeune Gordien le titre de César.

Sur la parenté du jeune Gordien vis-à-vis du vieux Gordien, il y a du flottement et de l'incertitude dans nos trois biographies. Toutes trois en font bien un petit-fils du premier Gordien; mais, lorsqu'il s'agit de préciser, elles sont en désaccord. La Vie de Maximin¹ reste dans le vague : « Parvulus nepos Gordiani... » La Vie de Maxime et Balbin² lui donne pour mère une fille de Gordien : « Hic (Gordianus) nepos erat Gordiani ex filia³. » Enfin la Vie des Gordiens⁴ juxtapose deux traditions parallèles : « Hic

1. § 20, 3.

2. § 3, 3.

3. Tradition qui se retrouve dans l'*Epitome*, § 27, 1, et qui est confirmée par les inscriptions, *C. I. L.*, VIII, 848, 4218, etc., et, par conséquent, est la vraie.

4. § 22, 45.

natus est, ut plerique asserunt, ex filia Gordiani¹, ut unus aut duo (nam amplius invenire non potui), ex filio qui in Africa perit. » La première, la plus généralement répandue, au témoignage du biographe, est celle de la Vie de Maxime et Balbin; la seconde, qui donnait pour père au jeune César le fils du vieux Gordien, ne comptait dans la littérature historique que de rares représentants. Au point de vue de la critique des sources, il est intéressant de constater la différence d'attitude de nos trois biographies à cet égard. Ce n'est pas tout. Nous savons qu'Hérodien adoptait la filiation par la mère² : « Il y avait un fils, enfant d'une fille de Gordien, qui portait le nom de son grand-père. » Cette tradition, la Vie de Maximin ne la reproduit pas, preuve nouvelle, après tant d'autres précédemment indiquées, que l'utilisation du récit d'Hérodien par cette biographie n'a pas été immédiate, mais qu'il y a eu chez notre biographe recours à une source intermédiaire.

Les motifs de cette élévation de Gordien III à la dignité de César nous sont donnés à la fois par la Vie de Maxime et Balbin et par la Vie des Gordiens. Vie de Maxime et Balbin³ : « Aucun prince ne fut aimé autant que lui dans un âge aussi tendre; il le devait au souvenir de son aïeul et de son oncle, car ceux-ci avaient péri en Afrique en défendant contre Maximin la cause de la République. Tant la mémoire des belles choses a d'empire sur les Romains. » — Vie des Gordiens⁴ (à propos de l'élévation de Gordien III au rang d'Auguste) : « Maxime et Balbin ayant été tués dans une sédition après deux ans de règne, le jeune Gordien, qui avait tenu jusque-là le rang de César, fut élevé à celui d'Auguste, grâce au singulier attachement, à l'immense amour que lui portaient les soldats, le peuple, le Sénat et toutes les nations. Il en était surtout redevable au mérite de son aïeul et de son oncle ou de son père, lesquels avaient pris tous deux les armes contre Maximin pour la cause du Sénat et du peuple et dont l'un était mort en combattant, l'autre victime des événements de la guerre. »

Gordien fut donc, selon les deux biographies de Maxime et

1. Cette fille de Gordien père s'appelait Maecia Faustina et elle était mariée au consulaire Junius Balbus (*Vita Gordianorum*, § 4, 2-3).

2. VII, 10, 5.

3. § 9, 5.

4. § 22, 5.

Balbin et des Gordiens, choisi en raison de la popularité des deux premiers Gordiens qui avaient péri en Afrique, mais encore est-il nécessaire de préciser. Les deux premiers Gordiens, représentants de la réaction contre la tyrannie militaire de Maximin, avaient joui d'une grande popularité auprès du Sénat et même du peuple; leur mort en Afrique n'avait fait qu'augmenter cette faveur et on comprend fort bien que Gordien III en ait hérité. Le passage de la Vie des Gordiens¹ ajoute les soldats à tous ceux qui étaient animés d'un « immense amour » vis-à-vis du jeune Gordien. Ce texte toutefois concerne non pas l'élévation de Gordien III au rang de César, mais sa nomination ultérieure à la dignité d'Auguste après la mort de Maxime et Balbin. D'une manière générale, ce n'est pas l'attachement pour la famille des Gordiens qui dicte l'attitude des soldats vis-à-vis de Gordien III. Le motif dominant chez eux, c'est le désir de jouer un mauvais tour aux empereurs sénatoriaux et, après leur mort, au Sénat qui les a élus. La biographie de Maxime et Balbin², d'ailleurs, ajoute expressément que, si les soldats, après le meurtre de Maxime et Balbin, proclament Gordien Auguste, ils le font tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'autre candidat sous la main. Il s'agit d'empêcher le Sénat de pourvoir cette fois encore à la vacance de l'Empire : la proclamation de Gordien III n'a pas d'autre cause ni d'autre but.

Selon Hérodien³, c'est le peuple qui prend l'initiative de désigner Gordien III comme César : « Le peuple se porte au Capitole armé de pierres et de bâtons et manifeste contre Maxime...; il voulait un empereur de la famille des Gordiens pour que le pouvoir impérial restât dans leur famille. » D'ailleurs, Hérodien⁴ laisse entendre qu'il peut y avoir eu une intervention du parti des Gordiens : « Pendant la séance du Sénat, le peuple, soit prévenu par quelques-uns des amis ou des proches de Gordien, soit qu'il l'eût appris par la rumeur publique... » Mais la vraie cause de l'attitude du peuple n'est pas

1. § 22, 5.

2. § 14, 7.

3. VII, 10, 5-6 : « Παρειστήκεσαν ταις Πύλαις, φράξαντες πᾶσαν τὴν ἐς τὸ Καπιτώλιον ἄνοδον τῇ πλήθει τῶν ὀχλῶν, λίθους τε καὶ ξύλα ἐπεφέροντο ... ἤξιον γὰρ τοῦ Γορδιανοῦ γένους βασιλεῦσθαι, τότε τῆς αὐτοκρατορικῆς ὀνόμα ἀρχῆς ἐκείνη τῷ οἴκῳ καὶ ὀνόματι μέναι. »

4. VII, 10, 5 : « Εἶτε ὑποβαλόντων τινῶν Γορδιανοῦ φίλων καὶ οἰκείων, εἶτε γινόντες ὅπῃ φήμης. »

là; le récit d'Hérodien nous le montre nettement. Cette cause, c'est l'opposition au nouvel empereur Maxime, dont on a éprouvé la dureté pendant sa préfecture de la ville : « Le peuple s'oppose surtout à Maxime, à qui l'on reproche son excessive sévérité au cours de sa préfecture urbaine vis-à-vis de la légèreté et des délits du peuple. En raison de cette crainte, le peuple manifeste contre lui et crie qu'il les mettra tous deux à mort¹. » Le peuple demande donc l'association de Gordien à l'Empire, non par sympathie pour lui, mais pour faire pièce aux deux empereurs sénatoriaux et notamment à Maxime.

Quant à la faveur des soldats pour Gordien, il faut remarquer qu'Hérodien, dans son récit de la nomination de Gordien comme César, n'en dit absolument rien. Fait plus caractéristique : lorsque plus tard, après le meurtre de Maxime et Balbin, les soldats proclameront Auguste le César Gordien, la raison expressément donnée par Hérodien² c'est, non pas un attachement quelconque à la personne du jeune Gordien, mais la circonstance « qu'ils ne trouvent personne d'autre pour le moment ».

En résumé, lorsque les biographies de l'Histoire Auguste — la Vie de Maxime et Balbin, comme la Vie des Gordiens — donnent comme cause déterminante de l'élévation du jeune Gordien l'amour du Sénat, du peuple et des soldats, cette énumération appelle quelques explications. Le Sénat n'a manifesté aucun attachement particulier pour la personne du jeune Gordien. Il avait appuyé les deux premiers Gordiens contre Maximin, mais, après leur mort, il réalise son programme par l'élévation à l'Empire de Maxime et Balbin. L'avènement de Gordien III se fait en opposition complète à la politique du Sénat. Le peuple, qui prend en réalité l'initiative de la nomination de Gordien III comme César, veut surtout marquer par cet acte sa mauvaise volonté vis-à-vis des deux empereurs sénatoriaux et notamment de Maxime. Enfin, les soldats sont restés fidèles à Maximin, qui vit encore et est toujours pour eux l'empereur légitime; ils n'ont que haïné pour la famille des Gordiens. Mais ils se rallient au peuple et font cause commune avec lui contre les deux empereurs

1. VII, 10, 5-6 : « Ἀντιπράττοντες τοῖς ὑπὸ τῆς συγλήτου ἐψηφισμένοι καὶ μάλιστα τὸν Μάρτυρον παραιτούμενοι ... ἀπὸρρέσκοντο αὐτῷ, ἰδδόντες καὶ ἡπειλοῦν ἀποκτείνειν αὐτούς. »

2. VIII, 8, 7 : « Ἀράμενοι δὲ τὸν Γορδιανὸν Καίσαρα γένοντα, αὐτοκρατορὰ τε ἀναγορεύσαντες, ἐπειδὴ πρὸς τὸ παρὸν ἄλλον οὐχ εὖρον. »

sénatoriaux. La vérité est que l'élévation de Gordien comme César représente un succès de l'élément populaire et une revanche de l'armée; c'est, à ce double titre, un échec marqué pour la politique sénatoriale.

Sur les conditions dans lesquelles s'est produite l'association de Gordien III, le récit le plus circonstancié est celui d'Hérodien¹. Pendant la séance du Sénat, le peuple, armé de pierres et de bâtons, se porte au Capitole, manifeste contre les décisions du Sénat et se prononce surtout contre Maxime, à qui il reproche la sévérité qu'il avait déployée pendant qu'il était préfet de la ville. Il profère des menaces contre lui et déclare qu'il mettra les deux empereurs à mort. Maxime et Balbin, escortés par les jeunes gens de l'ordre équestre et les cohortes urbaines, les épées nues, tentent de sortir du Capitole et de s'ouvrir un passage. Le peuple s'y oppose et les menace à coups de pierres et de bâtons. Les deux empereurs sont obligés de recourir à la ruse. Il y avait un fils, encore enfant, d'une fille de Gordien qui portait le nom de son grand-père. Maxime et Balbin envoient quelques-uns des leurs avec ordre de le leur amener. Les envoyés trouvent l'enfant occupé à jouer, le chargent sur leurs épaules et l'amènent à travers la foule, le lui montrent en disant que c'est le petit-fils de Gordien et le conduisent au Capitole au milieu des acclamations. Le Sénat le nomme César, quoiqu'en raison de son âge il ne puisse diriger les affaires. La multitude se calme et laisse enfin les deux empereurs gagner le palais impérial du Palatin.

Vita Gordianorum, § 22. — Le peuple et les soldats demandent que le titre de César soit donné au jeune Gordien, qui avait selon les uns onze ans, selon d'autres treize et selon Junius Cordius seize, car cet écrivain prétend qu'il périt à l'âge de vingt-deux ans. Cet enfant, entraîné au Sénat, puis devant l'assemblée du peuple et couvert de la robe impériale, reçut le nom de César.

c) Premiers actes de Maxime et Balbin. — *Vita Maximini*, § 20, 5-6. — Le Sénat et Balbin confient à Maxime la direction de la guerre contre Maximin...

Vita Maximi et Balbini, § 4, 1-4. — La première proposition faite par les nouveaux empereurs est de mettre les deux Gordiens au rang des dieux. Quelques écrivains disent que Gor-

1. VII, 10, 5-9.

dien père seul obtint cette distinction, mais Junius Cordus, dans son histoire fort détaillée, rapporte qu'ils furent divinisés tous les deux. Le vieux Gordien s'étant étranglé, son fils, qui périt sur un champ de bataille, était par cela même encore plus digne que lui de cet honneur. Après ces délibérations, la préfecture de la ville est donnée à Sabinus, homme grave et qui convenait au caractère de Maxime, et la préfecture du prétoire à Pinarius Valens... — § 8, 4 : On offre aux dieux les sacrifices ordinaires; on donne des représentations théâtrales, des jeux dans le cirque, des combats de gladiateurs. Après la cérémonie accoutumée des vœux dans le Capitole, Maxime est envoyé contre Maximin avec une forte armée. Les prétoriens restent à Rome (cf. § 9, 1).

La Vie de Maxime et Balbin est donc la seule des biographies de l'Histoire Auguste qui mentionne les premiers actes des nouveaux empereurs. La Vie de Maximin n'en dit rien, non plus qu'Hérodien. Ce n'est donc pas dans Hérodien que la Vie de Maxime et Balbin a pu puiser les détails qu'elle nous donne, notamment sur la nomination des hauts fonctionnaires (Sabinus à la préfecture de la ville, Pinarius Valens à la préfecture du prétoire) et sur la divinisation des Gordiens. Quelle est la valeur historique de ces indications? Le préfet de la ville, Sabinus, apparaît également dans Hérodien¹, dans la Vie de Maximin² et dans celle des Gordiens³. Quant à Pinarius Valens, il n'est absolument connu que par la biographie de Maxime et Balbin⁴. Pour la divinisation des deux Gordiens, également rapportée par la Vie des Gordiens⁵, nous avons le témoignage décisif des inscriptions. On voit en effet, sur les inscriptions de Gordien III, figurer les noms des deux premiers Gordiens avec l'épithète de « Divi »⁶.

d) Troubles à Rome en l'absence de Maxime. — *Vita Maximini*, § 20, 6. — Après le départ de Maxime, Balbin, resté à

1. VII, 7, 4.

2. § 15, 1.

3. § 13, 9.

4. § 4, 4; cf. § 5, 5.

5. § 16, 4 : « Hic exitus duorum Gordianorum fuit, quos ambos senatus Augustos appellavit et postea inter divos rettulit. »

6. C. I. L., VIII, 848 : « Divi M. Antonii Gordiani nepos, divi Antonii Gordiani sororis filius »; VIII, 4218 : « Divi Gordiani nepos et divi Gordiani sororis filius »; VIII, 10330 : « Divorum Gordianorum nepos »; cf. 10331, 10431, etc.

Rome, doit lutter contre des séditions intestines et des guerres civiles; Gallicanus et Mécène, entre autres, sont tués par le peuple; le peuple à son tour est massacré par les prétoriens. L'autorité de Balbin n'est pas suffisante pour réprimer ces mouvements. Une grande partie de la ville est incendiée.

Vita Maximi et Balbini, §§ 9, 1-5; 10, 4-8. — Après le départ de Maxime, il s'élève entre le peuple et les prétoriens demeurés à Rome de violentes querelles qui dégénèrent en une guerre intestine. Les troubles vont si loin que la plus grande partie de Rome est incendiée, les temples sont profanés, les rues souillées de sang. Balbin, faible et vieux, ne peut réussir à calmer les esprits quoiqu'il se montre à la multitude et s'efforce de mettre un terme à l'animosité des deux partis. Il s'en fallut de peu qu'il ne fût blessé d'un coup de pierre. On assure même qu'il reçut des coups de bâton. Il ne réussit à rétablir l'ordre qu'en présentant au peuple le jeune Gordien revêtu de la pourpre et porté sur les épaules d'un homme immensément grand. Gordien était très populaire. Sa vue calme le peuple ainsi que les soldats et ramène la concorde...

De nouvelles dissensions éclatent à Rome entre le peuple et les soldats. Balbin publie des édits dont personne ne tient compte. Les prétoriens se retirent dans leur camp où les vétérans se joignent à eux; le peuple les y assiège et, en coupant les conduites d'eau qui alimentaient le camp, oblige les prétoriens à capituler. Toutefois, on ignorait encore dans la ville la fin du conflit. Les soldats, lorsqu'ils y rentrent, sont accueillis par une grêle de tuiles, de vases et de projectiles divers jetés du haut des maisons. Une grande partie de Rome est détruite. Des voleurs, mêlés aux soldats, font main basse sur un grand nombre d'objets précieux dont ils connaissaient l'existence.

Vita Gordianorum, §§ 22, 5; 23, 1. — Après la mort des deux Maximins et la disparition de Maxime et Balbin, le jeune Gordien, jusque-là César, est élevé au rang d'Auguste, grâce au singulier attachement et à l'immense amour que lui portent les troupes, le peuple, le Sénat et toutes les provinces... Les vétérans se rendent ensuite au Sénat pour apprendre ce qui s'est fait; deux d'entre eux sont tués par Gallicanus et Mécène. Comme les sénateurs étaient armés et que les vétérans ignoraient que Gordien était seul empereur, ce meurtre donne naissance à un violent conflit. Mais, lorsque les vétérans apprennent que Gor-

dien détient seul l'autorité impériale, la paix se conclut entre eux et le peuple. On met fin à cette guerre intestine en conférant le consulat au jeune Gordien.

Le récit de ces troubles est d'inégale longueur dans les trois biographies; comme il concerne tout particulièrement le règne de Maxime et de Balbin, il est normal qu'il soit surtout développé dans la biographie de ces deux empereurs. Au contraire, il est notablement réduit dans les deux biographies de Maximin et des Gordiens, particulièrement dans la première. Les trois biographies présentent deux différences fondamentales, l'une qui concerne la chronologie des faits, l'autre le détail des faits eux-mêmes. Les Vies de Maximin et de Maxime et Balbin placent le récit de ces troubles après le départ de Maxime pour Ravenne et en son absence, c'est-à-dire fin mars-début avril 238; la vie des Gordiens le rejette après la mort de Maxime et Balbin, c'est-à-dire fin juin 238, soit environ trois mois plus tard.

La seconde différence porte sur le rôle des deux sénateurs, Gallicanus et Mécène, dont nous parlent les deux biographies de Maximin et des Gordiens et qu'ignore absolument celle de Maxime et Balbin. Le fait est d'autant plus à remarquer que c'est cette dernière biographie — comme il est naturel — qui nous rapporte le récit le plus complet et le plus détaillé de ces événements.

Le récit d'Hérodien¹ est à la fois très précis et très complet : la tranquillité revenue et l'ordre rétabli, de nouveaux troubles se produisent par suite de l'audace excessive de deux sénateurs. Le Sénat délibérait et un grand nombre de curieux étaient venus aux nouvelles. Quelques soldats du camp prétorien viennent aussi, sans armes, et se mêlent à la foule. Deux ou trois d'entre eux, plus hardis que les autres, entrent dans la salle au delà même de l'autel de la Victoire. Deux sénateurs, un consulaire, Gallicanus, d'origine carthaginoise, et un prétorien, Mécène, se jettent sur eux et les tuent à coups de poignard. Les corps restent étendus sur le sol devant l'autel de la Victoire. Les autres soldats, épouvantés de la mort de leurs camarades et sans armes, craignant d'être attaqués par le peuple, s'empressent de prendre la fuite.

Gallicanus sort du Sénat, se présente à la foule, l'épée nue et

1. VII, 11 et 12.

les mains pleines de sang ; il exhorte le peuple à poursuivre et à exterminer les ennemis du Sénat et du peuple romain. La foule l'acclame et poursuit les soldats à coups de pierre. Quelques-uns sont blessés, regagnent leur camp, en ferment les portes et le mettent en état de défense. Gallicanus déchaîne alors la guerre civile. Le peuple, à son instigation, pille les dépôts d'armes, trouve d'autres armes dans les écoles de gladiateurs et les maisons particulières et se porte en masse contre le camp prétorien dont elle commence le siège.

Les soldats, exercés au combat, protégés par les créneaux des murs et par leurs boucliers, repoussent le peuple à coups de lances et de flèches. La foule finit par se lasser. Les gladiateurs qui combattaient dans ses rangs sont blessés en grand nombre. Le soir, les assiégeants se découragent, abandonnent le siège et rentrent en ville. Tandis que le peuple s'en va tranquillement, ne pensant pas qu'en raison de leur infériorité numérique les soldats oseront prendre l'offensive, ceux-ci font une sortie vigoureuse. Les gladiateurs sont tués jusqu'au dernier. Le reste du peuple se sauve après avoir subi de grandes pertes et les soldats vainqueurs réintègrent leur camp.

L'exaspération du Sénat et du peuple redouble. Les combats autour du camp sont journaliers, mais les assiégeants n'obtiennent aucun succès et, du haut de leurs murailles, les soldats résistent victorieusement. Balbin, enfermé dans sa maison, supplie la foule de s'entendre avec les soldats, promettant à ces derniers une amnistie et l'oubli du passé. Personne ne l'écoute et le mal empire de jour en jour. Enfin, comme le siège ne faisait aucun progrès, les assiégeants ont l'idée de couper les aqueducs qui alimentent le camp, de façon à prendre les soldats par la soif. Ce qui est exécuté.

A la vue du danger qui les menace, les soldats font une sortie générale par toutes les portes ; la multitude s'enfuit en ville et s'enferme précipitamment dans les maisons. Les soldats les y poursuivent, mais ils sont accueillis du haut des toits par une grêle de tuiles et de briques : ils mettent le feu aux portes et aux balcons des maisons ; une partie de la ville est détruite par l'incendie. Beaucoup de gens périssent et les voleurs profitent de l'occasion pour piller les biens des riches¹.

1. Cf., sur cette guerre civile, le récit très succinct d'Aurelius Victor, *Césars*, § 27, 2.

Quel est le rapport de nos trois récits de l'Histoire Auguste — Vies de Maximin, de Maxime et Balbin et des Gordiens — avec le texte d'Hérodien? Le récit de la Vie de Maximin¹ est très court et en partie corrompu. Il ne contient aucun détail qui ne soit dans Hérodien et la phrase finale relative à l'incendie de la ville, « Magna pars urbis incensa est », en est une traduction littérale. — Le récit de la Vie de Maxime et Balbin² est le plus développé des trois. On y retrouve quelques-unes des particularités essentielles du texte d'Hérodien : la retraite des vétérans dans le camp prétorien, le siège du camp par le peuple, la résistance des soldats, la lutte des rues et le pillage des maisons. Mais aussi, par rapport au texte d'Hérodien, ce récit présente des différences importantes et des lacunes capitales : des différences tout d'abord — c'est ainsi que la lutte des rues et des maisons est donnée comme un simple malentendu³; la paix est faite mais la nouvelle ne s'en est pas encore répandue en ville et les adversaires en viennent aux mains, — des lacunes ensuite; il ne dit pas un mot du rôle capital des deux meneurs Gallicanus et Mécène. Par contre, il contient sur le rôle de Balbin des détails que ne connaît pas le récit cependant si précis d'Hérodien. Hérodien⁴ se contente de nous dire que Balbin reste enfermé dans sa maison et de là exhorte les combattants à la concorde. Dans la Vie de Maxime et Balbin⁵, il s'avance en public et tend les mains à chacun des citoyens. Il manque d'être blessé d'un coup de pierre et, selon d'autres sources, reçoit un coup de bâton. En désespoir de cause, il fait élever le jeune Gordien sur les épaules d'un homme très grand. La vue du jeune César réussit à reconcilier le peuple et les soldats⁶.

Quant à la Vie des Gordiens⁷, elle représente une autre tradition. La preuve décisive en est dans ce fait que la guerre civile déchaînée par Gallicanus et Mécène est placée par erreur après

1. § 20, 6.

2. §§ 9, 1-5; 10, 4-8.

3. § 10, 7 : « In urbe autem, priusquam dictum esset milites pacatos venire, et tegulae de tectis jactae sunt... »

4. VII, 12, 2 : « Ὁ δὲ Βαλδίνος οἴκοι μένων διάταγματι προὐκὶς ἱκέτευε τὸν δῆμον ἐκ διαλλαγῆς χωρῆσαι. »

5. § 9, 3-4 : « Nam et in publicum processit, manus singulis quibusque tetendit et paene ictum lapidis passus est, ut alii dicunt, etiam fuste percussus est. »

6. Id., ibid.

7. §§ 22, 5; 23, 1.

la mort de Maxime et Balbin. Les soldats seraient venus à la séance du Sénat pour voir ce que l'assemblée allait décider au sujet de l'élévation de Gordien, et la guerre civile se termine à la nouvelle que Gordien a été reconnu comme seul empereur. La source qui est à la base de ce récit était bien renseignée sur la marche générale des événements (rôle de Gallicanus et Mécène, mise à mort des deux soldats devant l'autel même de la Victoire, le fait que les sénateurs portent des armes), mais se trompait sur la date de cette guerre civile et la rattachait par erreur à l'avènement de Gordien III comme seul empereur.

e) Mort de Maximin. — *Vita Maximini*, §§ 20, 7-8; 21, 22 et 23. — Maximin est tout d'abord réconforté par l'annonce de la mort des deux Gordiens et de la victoire de Capelianus. Mais, quand il reçoit le sénatus-consulte qui donne l'Empire à Maxime, Balbin et Gordien III, il comprend que la haine du Sénat n'aura point de terme et que tout le monde le considère comme un ennemi. Il entre furieux en Italie, apprend que Maxime s'avance contre lui et marche sur Emona. Les habitants de la région font le vide devant son armée. Maximin, après avoir passé les Alpes, établit son camp dans une plaine. Ses troupes affamées commencent à murmurer. Maximin veut sévir, ce qui n'a d'autre résultat que d'exaspérer la colère des soldats. Il se dirige ensuite vers Aquilée : il trouve la ville en armes et décidée à la résistance sous les ordres des deux consulaires Menophilus et Crispinus.

Après avoir vainement tenté d'enlever la ville, Maximin y envoie une ambassade pour l'exhorter à se rendre. Menophilus et son collègue combattent ses propositions en annonçant que le dieu Bélénus prophétisait la défaite de Maximin. — Les hostilités reprennent. Maximin s'avance vers Aquilée et commence à la serrer de près. Puis, il donne l'assaut; les habitants répondent en projetant sur les assaillants du soufre et des flammes et en incendiant leurs machines. Maximin et son fils font le tour des murailles pour encourager leurs soldats et exhorter les habitants à se rendre; ils n'obtiennent aucun succès. Attribuant la longueur du siège à la mollesse de ses généraux, Maximin les fait périr et achève ainsi d'exaspérer l'armée. A ce grief se joint le manque de vivres. Le Sénat avait arrêté tous les approvisionnements dans toutes les provinces et dans tous les ports. Des préteurs et des questeurs sortis de charge avaient été envoyés dans

toutes les villes avec mission de les mettre en état de défense. Le monde entier se prononçait contre Maximin. Enfin les soldats craignaient pour le sort de leurs familles restées dans le camp du mont Albain. — Excités par tous ces motifs, ils pénètrent au milieu du jour dans la tente impériale, y trouvent Maximin et son fils au repos et les mettent à mort. Ils plantent leurs têtes sur des piques et vont les montrer aux habitants d'Aquilée. On abat les statues et images de Maximin; le préfet du prétoire, les amis les plus en vue de Maximin sont massacrés. Les têtes de Maximin et de son fils sont envoyées à Rome.

La mort de Maximin comble de joie les habitants des provinces et consterne les barbares. Les soldats sont introduits dans Aquilée où l'on exige qu'ils adorent les images de Maxime, Balbin et Gordien III. Leur camp est ravitaillé. Le lendemain, leurs chefs les convoquent en assemblée; ils jurent tous fidélité à Maxime et à Balbin et reconnaissent comme dieux les deux premiers Gordiens.

Vita Maximi et Balbini, §§ 11, 1-3; 12, 2-4. — Tandis que se déroulent les événements de Rome, Maxime fait à Ravenne de grands préparatifs de guerre. Il craignait extrêmement Maximin et disait que ce n'était pas un homme, mais un cyclope qu'il avait à combattre. Toutefois, Maximin éprouve une défaite complète à Aquilée et est tué par les siens. Sa tête et celle de son fils sont envoyées à Ravenne, d'où Maxime les fait porter à Rome... Maximin avait été vaincu par les habitants d'Aquilée et par un petit nombre de soldats qui s'y trouvaient sous le commandement des consulaires Crispinus et Menophilus, envoyés par le Sénat. Pour Maxime, il s'était avancé jusqu'à Aquilée afin de couvrir tout le pays jusqu'aux Alpes et contenir dans le devoir ceux des barbares qui avaient favorisé le parti de Maximin.

Comme sur l'ensemble de cette période, Hérodien¹ fait un récit extrêmement détaillé de ces événements; il est donc, ici encore, un texte de tout premier ordre pour la critique de nos biographies de l'Histoire Auguste. — Après avoir harangué ses troupes, comme nous l'avons vu plus haut, Maximin leur distribue une forte paye et ordonne la marche sur l'Italie. Le lendemain, l'armée s'ébranle. Les effectifs en étaient considérables : ils comprenaient le gros de l'armée romaine, d'importants contingents germains et

1. VII, 8, 9; VIII, 6, 7.

tout le matériel préparé pour la continuation de la guerre de Germanie. La marche est d'abord retardée par la nécessité de faire de grands préparatifs indispensables en vue de cette entreprise imprévue. Aussi envoie-t-il en avant les troupes pannoniennes qui lui étaient le plus dévouées et leur donne-t-il l'ordre d'occuper la plaine italienne.

A la limite de l'Italie, Maximin sacrifie sur les autels qui marquaient la frontière. Il envoie des éclaireurs pour explorer les vallées et les forêts des Alpes et se rendre compte qu'elles ne recèlent pas d'embûches; lui-même s'avance par la plaine, en colonne, les bagages au centre, les troupes légères de cavalerie (auxiliaires germains) et d'infanterie (Maures, archers orientaux) sur les flancs, l'empereur lui-même avec sa garde en arrière. Maximin arrive d'abord à Emona, à l'extrémité de la plaine, au pied des Alpes. La ville était vide et tous les habitants avaient fui. Les troupes n'y trouvèrent aucune ressource. Maximin, à cette vue, crut que les Italiens ne tiendraient pas devant lui et s'enfuiraient à son approche; il fut ravi, mais les troupes, qui souffraient de la faim, manifestèrent du mécontentement. Le lendemain, l'armée commença le passage des Alpes. Maximin craignait que l'ennemi n'eût déjà occupé le passage; il n'en était rien. La traversée se fait sans encombre et l'armée débouche en plaine, remplie de confiance et d'ardeur.

Mais bientôt Maximin reçoit de mauvaises nouvelles. La ville d'Aquilée avait fermé ses portes et une attaque de vive force tentée à trois reprises par les troupes pannoniennes de l'avant-garde avait échoué. Maximin, furieux, s'en prend aux Pannoniens et s'avance lui-même contre la ville avec le gros de l'armée. Aquilée, ville très peuplée et centre d'un grand commerce — Hérodien en fait, à ce propos, une description détaillée — avait réparé ses anciennes murailles et s'était mise en état de défense, sous l'impulsion de deux consulaires, Crispinus et Menophilus, envoyés par le Sénat. A cette nouvelle, Maximin se décide à parlementer avec les habitants pour demander leur soumission. Il choisit comme chef de la députation un tribun de son armée, citoyen d'Aquilée qui avait sa famille enfermée dans la place, et le fait accompagner par quelques centurions. Les députés de Maximin se présentent devant les murs et haranguent les assiégés, les engageant à la soumission par la promesse d'une amnistie générale et de l'oubli du passé.

Crispinus parcourt les murs pour combattre l'effet des paroles des députés et, dans un discours dont Hérodiën nous donne le résumé, les exhorte à rester fidèles à la cause du Sénat. Crispinus s'appuie aussi sur les oracles, notamment celui de Bélénus, pour appuyer son argumentation. Les députés de Maximin partent sans avoir rien obtenu; Maximin marche contre la ville. Un petit fleuve alpestre, le Natiso, coulait à douze milles d'Aquilée; il était alors grossi par la fonte des neiges, ce qui rendait le passage difficile. Le pont avait été détruit par les habitants et les bateaux manquaient. Quelques cavaliers germains essaient de franchir le fleuve; ils échouent et tous périssent avec leurs chevaux. Maximin renouvelle les tentatives de passage pendant deux ou trois jours, tenant son armée retranchée pour la mettre à l'abri de toute attaque. Enfin, le génie réussit à construire un pont avec des tonneaux et les troupes traversent la rivière. Elles s'avancent vers Aquilée en dévastant toute la banlieue et arrivent sous les murs de la ville.

Maximin fait approcher les machines et battre les murs; avec son fils, qu'il avait nommé César, il parcourt ses lignes en excitant l'ardeur des soldats. Les habitants résistent avec acharnement; ils jettent du haut des murs des pierres, du soufre mêlé de bitume et de poix, qui cause aux soldats de Maximin d'affreuses blessures et incendie ses machines. Le premier jour, le combat reste indécis; mais, à mesure que les jours passent, l'armée commence à perdre courage tandis que l'ardeur des assiégés ne fait qu'augmenter. Pendant que Maximin et son fils font le tour de la ville, ils lui prodiguent les insultes.

Devant cette situation de plus en plus difficile, Maximin s'exaspère. Il fait tuer la plus grande partie de ses généraux qu'il accuse de mollesse dans l'attaque. L'armée manque de vivres; la campagne, où tout avait été ravagé, n'offrait aucune ressource. Le Sénat avait fait le vide autour de l'armée impériale; des consulaires avaient été envoyés sur tous les rivages pour intercepter la navigation; les chemins et sentiers étaient gardés et les troupes de Maximin se trouvaient réellement assiégées.

Maximin ne peut ni prendre la ville, ni, faute de navires ou de moyens de charroi, marcher sur Rome. Des bruits courent que tout le peuple romain est en armes, que les nations de l'Ill-lyricum, les barbares de l'est et du midi lèvent une armée contre Maximin. Le découragement se met dans son armée;

les soldats manquent de tout, même d'eau, car le fleuve était empoisonné par les cadavres qu'on y jetait. Un jour que le combat fait trêve et que Maximin se repose sous sa tente, un certain nombre de soldats, qui tenaient habituellement garnison au mont Albain et y avaient laissé femme et enfants, conçoivent l'idée de se défaire de Maximin. Ils s'entendent avec les gardes du corps de l'empereur et enlèvent ses images des enseignes. Maximin et son fils s'avancent pour les haranguer; ils les tuent tous deux, ainsi que le préfet du prétoire et leurs meilleurs amis. Leurs corps sont laissés sur place, en proie aux chiens et aux oiseaux; les têtes sont envoyées à Rome.

Une partie de l'armée, notamment les Pannoniens et les Thraces, accueille l'événement avec stupeur et mécontentement; mais le mal étant irréparable, les mécontents affectent de se réjouir avec les autres. Tous déposent les armes et, en habits de paix, s'approchent des murailles d'Aquilée; ils annoncent aux habitants ce qui s'est passé et demandent qu'on leur ouvre les portes. Les chefs de la garnison se refusent à le faire. Ils placent sur les murailles les images de Maxime, de Balbin et du jeune Gordien ornées de lauriers et exhortent les soldats de Maximin à les reconnaître; ils exposent en même temps en haut des murs toutes sortes de denrées et de provisions. L'armée de Maximin, frappée de cette abondance et consciente de son propre dénuement, entre en relations avec les défenseurs, reçoit l'autorisation de se réapprovisionner, mais reste campée hors de la ville.

Pendant ce temps, les cavaliers, portant la tête de Maximin à Rome et courant à toute allure, traversent l'Italie. Partout ils trouvent les portes ouvertes et la population leur fait bon accueil. Ils traversent en bateau les marais et les étangs entre Altinum et Ravenne. À Ravenne, ils rencontrent Maxime et son armée, composée surtout de contingents germains; l'enthousiasme éclate et on offre des sacrifices aux dieux. Puis les cavaliers poursuivent leur route sur Rome.

f) Annonce à Rome de la mort de Maximin. — *Vita Maximini*, § 24, 4-8. — La mort de Maximin comble de joie les habitants des provinces et consterne les barbares... Une grande allégresse éclate partout en Italie quand on voit porter à Rome la tête de Maximin; chacun accourt pour prendre part à la joie publique... Dès que Maxime, à Ravenne, apprend que l'armée l'a reconnu lui et ses collègues, il congédie ses auxiliaires germains et envoie

à Rome des lettres ornées de lauriers. Tous les habitants se réunissent au pied des autels, dans les temples, dans tous les sanctuaires pour y rendre grâce aux dieux. Balbin, naturellement craintif et qui tremblait au seul nom de Maximin, offre une hécatombe et ordonne un semblable sacrifice dans toutes les villes. Maxime arrive à Rome; il se rend au Sénat, le remercie, harangue le peuple et, vainqueur, retourne au palais avec Balbin et Gordien III.

Vita Maximi et Balbini, §§ 11, 4-7; 12 et 13, 1-3. — Balbin, qui craignait une défaite, éprouve une telle joie quand on lui apporte la tête de Maximin qu'il ordonne aussitôt une hécatombe, cérémonie sur laquelle la biographie nous donne quelques détails. — La guerre ainsi terminée, Balbin attend avec quelque impatience l'arrivée de Maxime qui revenait de Ravenne avec toute son armée... On députe vers Maxime vingt sénateurs, dont quatre consulaires, huit prétoriens, huit questoriens; ils lui portent des couronnes et un sénatus-consulte qui lui décerne des statues équestres dorées. Ces distinctions excitent un peu la jalousie de Balbin; il dit que Maxime, tranquille à Ravenne, a moins fait pour la paix que lui qui avait réussi à apaiser tant de troubles intérieurs. Mais le seul mérite d'avoir marché contre Maximin vaut à Maxime tous les honneurs de la victoire remportée sans lui.

Maxime, après avoir réuni l'armée de Maximin à la sienne, revient à Rome en grand appareil et suivi d'un nombreux cortège. Toutefois, les soldats sont mécontents et gémissent d'avoir perdu les chefs qu'ils se sont donnés et de se voir soumis aux élus du Sénat. La douleur éclate sur leurs visages et aussi dans leurs discours, quoique Maxime eût souvent dit aux troupes que l'on devait oublier le passé et qu'il eût envoyé les auxiliaires dans les postes choisis par eux-mêmes. Enfin, lorsqu'ils entendent les acclamations du Sénat dans lesquelles ils sont attaqués, les soldats deviennent plus furieux encore contre Maxime et Balbin et songent tous les jours à élire de nouveaux empereurs.

Voici quel fut le sénatus-consulte qui mit le comble à leur ressentiment. Balbin, le Sénat et le peuple romain s'étant portés au-devant de Maxime, qui faisait son entrée dans Rome, la multitude profère des acclamations injurieuses pour les soldats. On se rend ensuite au Sénat où, après les vœux d'usage, on s'écrie : « Ainsi agissent les princes élus par des hommes sages; ainsi

périssent les princes choisis par des gens sans expérience. » Il était constant que les troupes avaient élu Maximin et les sénateurs, Maxime et Balbin. A ces mots, les soldats se sentent animés d'une profonde haine contre le Sénat qui semble vouloir triompher d'eux.

Le récit d'Hérodien¹ sur les événements de Rome à l'annonce de la mort de Maximin est très bref. Les cavaliers arrivent à Rome portant au bout d'une lance la tête de Maximin. La joie est universelle. La foule se précipite dans les temples pour rendre grâce aux dieux et le peuple se réunit au cirque.

— Au point de vue de la critique des sources, le trait essentiel qui caractérise l'ensemble de cette période, c'est l'apparition d'une troisième biographie parallèle, celle de Maxime et Balbin. Nous devons donc, comme nous l'avons fait plus haut pour les deux autres, nous efforcer d'en préciser l'origine et d'en déterminer les sources principales. Tout d'abord il résulte des remarques précédentes qu'Hérodien ne peut pas être la source directe de la Vie de Maxime et Balbin; mais, d'autre part, il est certain également qu'un grand nombre des éléments qui appartiennent à la tradition d'Hérodien ont passé dans le corps de notre biographie. Cette mise en œuvre s'est effectuée par une source intermédiaire qui a ajouté au récit d'Hérodien un certain nombre de détails nouveaux. Le développement tout particulier donné à la question constitutionnelle et aux événements strictement urbains nous prouve que cette source n'était pas une source grecque, mais une source latine. Enfin, dernier trait caractéristique, cette source latine n'est pas la même que celle dont nous avons reconnu l'utilisation directe par la Vie de Maximin.

Léon Homo.

(Sera continué.)

1. VIII, 6, 7-8.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

RECHERCHES SUR L'ADMINISTRATION MÉROVINGIENNE.

M. Ernest Babut, tué à la guerre le 28 février 1918 (cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 225), avait publié dans notre recueil en 1913 et 1914 un important travail sur la *Garde impériale et le corps d'officiers de l'armée romaine aux IV^e et V^e siècles*, dont les conclusions sont fort originales. Son intention était de poursuivre cette étude et de l'étendre à la période mérovingienne. Il lui semblait que l'organisation administrative mérovingienne avait précisément ses origines dans l'organisation même de l'armée romaine. Prévoyant que la mort le frapperait, il écrivit dans les tranchées sur un bout de papier les conclusions auxquelles il lui semblait devoir arriver : son intention était qu'à son défaut un historien reprît son étude, la poussât plus loin et vérifiât si les textes confirmeraient son hypothèse. Nous publions la note qu'il a laissée et que M^{me} Babut nous a communiquée : elle indique à nos jeunes étudiants un très beau sujet de travail historique. Puisse l'un d'entre eux l'entreprendre !

La hiérarchie militaire romaine comprend trois classes d'officiers : 1^o *protectores* ou *domestici* (centeniers et *ducenarii*) ; 2^o tribuns ; 3^o comtes. Le *dux* est le plus élevé en dignité des comtes. Dans la hiérarchie mérovingienne, le comte a immédiatement au-dessous de lui des centeniers et des viguiers (le *vicarius* romain n'était que le premier en grade des *domestici* de son corps). Le tribunal n'apparaît que dans des cas très rares ; on connaît quelques officiers : *tribunicia dignitate*. L'un d'eux, cité par Grégoire de Tours, semble être identique à un viguier de même nom. En somme, le tribunal a disparu : aucun texte ne nous montre le comte mérovingien disposant de plusieurs *numeri* ou corps, commandés chacun par un tribun. Le comte semble n'avoir plus sous ses ordres qu'un *numerus*, appelé ordinairement *solatium*. — D'autre part, le duc est supérieur aux comtes ; il en a toujours plusieurs sous ses ordres.

La disparition du tribunal, l'apparition des grades de comte et de duc sont des problèmes à résoudre pour qui veut rendre compte du passage d'une hiérarchie à l'autre.

Le gouvernement impérial qui, au cours du iv^e siècle, avait résisté de son mieux aux exigences des officiers, ne cédant les hommes et les augmentations de traitements que peu à peu, le moins possible à la fois, a été débordé dans les années de crise, qui commencent vers l'an 400. Il a prodigué et avili les dignités, comme une république nègre qui fait généraux tous ses officiers.

Tous les tribuns ont obtenu la *comitiva*. Vers 430, le *tribunus scholae* est *comes primi ordinis*. Le tribun d'un *numerus* ordinaire est certainement comte du deuxième ou troisième rang. En Gaule, au lieu de cinq ou six comtes et ducs (voir la *Notitia*), il y en eut peut-être une centaine : les comtes du temps de Sidoine, qui étaient à la fois juges et chefs militaires dans une cité, étaient ce qu'on eût appelé plutôt des tribuns. Le comte mérovingien n'est pas autre chose, c'est un simple tribun. Ainsi s'expliquent : 1^o le fait qu'il y en eut quinze ou vingt fois plus qu'il n'y avait de comtes au iv^e siècle; 2^o le fait qu'il ne dispose que d'un *numerus*; 3^o le fait qu'il est inférieur au duc. Le duc, lui, a gardé son rang ancien et le commandement de plusieurs *numeri*. On doit même se demander si le *dux Campaniae*, par exemple, n'est pas le successeur de tel ou tel duc ou comte de la *Notitia*.

(Je crois, au surplus, que la fixation de chaque tribun dans une cité au cours des années 400 à 450 s'explique par la dislocation totale du service des subsistances et des contributions en nature, l'*annona militaris*.)

Quant à la dignité tribunice, elle a été accordée à des *domestici* comme une sorte de décoration. Les *decemprimi* la recevaient (*accepta tribunitia dignitate*) d'après une loi. D'autres l'ont reçue plus tard. C'est comme si, nos chefs de bataillon recevant le titre de généraux (il n'y avait pas de colonels), nous donnions à des capitaines le titre de chefs de bataillon. Le premier officier de chaque *numerus*, le *vicarius* (c'est un *ducenarius* assurément), a dû porter toujours ce titre de tribun, d'ailleurs fort déprécié. Ainsi, le viguier représente à la fois l'ancien tribun et l'ancien *ducenarius*. (L'appellation *ducenarius* a, je crois, totalement disparu.)

Celui qui voudra reprendre mes recherches reconnaîtra en passant que le *domesticus* mérovingien est un officier d'état-major; à l'origine, c'était l'analogue d'un *domesticus comitis*, ou aide de camp de général. De même le *domesticus* de Théodoric, justement assimilé au *primicerius notariorum* ou chef d'état-major d'empereur.

LOUVOIS, COLBERT DE CROISSY

ET LES RÉUNIONS DE METZ.

Nous ne connaissons encore aujourd'hui la personnalité et l'œuvre de Louvois que par le livre de Camille Rousset, dont la première édition remonte à plus d'un demi-siècle¹. Les Archives historiques du ministère de la Guerre, d'où la substance en a été tirée, sont loin cependant d'avoir livré tous leurs secrets. Elles offrent encore au chercheur une abondante mine de documents originaux, à l'aide desquels l'histoire de Louvois pourrait être renouvelée. Dans ses quatre volumes, C. Rousset n'a fait en somme qu'une rapide et instructive promenade à travers la correspondance de Louvois. Le travail mériterait d'être repris et approfondi. A défaut d'une publication intégrale de la correspondance, qui serait une œuvre de très longue haleine, il faudrait que des études spéciales fussent consacrées à Louvois dans les divers domaines — guerre, diplomatie, administration, affaires religieuses — où son infatigable activité s'employa pendant près de trente années. Il y a là toute une série de questions sur lesquelles la lumière est loin d'être faite. Les élucider serait faire faire un pas sérieux à notre connaissance du grand siècle. Et l'homme lui-même mérite d'être connu autrement que par les témoignages le plus souvent malveillants des mémorialistes, ou par l'œuvre superficielle et quelque peu apologétique de C. Rousset. Souhaitons de ne plus attendre longtemps les travaux de détail qui nous permettront de le juger un peu mieux que nous ne sommes en mesure de le faire à l'heure actuelle.

Je voudrais revenir aujourd'hui sur une question qui a été posée jadis à propos du livre de C. Rousset, et que l'on s'est peut-être trop empressé de trancher contre lui. Un supplément d'enquête m'a permis de constater qu'il avait aperçu la vérité et que, s'il n'a pas su la débrouiller complètement, si même certaines de ses allégations ont été reconnues fausses, il n'en avait pas moins raison sur le fond.

Il s'agit de la part effective prise par Louvois à l'affaire des « réunions » qui s'engage en 1679, aussitôt après la paix de Nimègue, et

1. C. Rousset, *Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire*, deux parties en 4 vol., 1861-1863, in-8°.

se poursuit ensuite pendant plusieurs années, malgré les protestations de l'Empire. C. Rousset, sans s'y attarder, avait montré en Louvois le principal metteur en œuvre et le premier responsable de cette politique. M. Émile Bourgeois a prouvé ici même, en 1887, que certains documents invoqués par C. Rousset sur cette question n'avaient ni le sens ni la portée que l'historien de Louvois leur avait attribués¹. En même temps, M. Bourgeois mettait en lumière le rôle que s'était attribué dans l'affaire des réunions Colbert de Croissy, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, d'après un témoignage alors nouveau, celui de Spanheim, envoyé du Brandebourg à la cour de France. Ce témoignage de Spanheim d'une part, d'autre part l'étude de la mission remplie de 1656 à 1663 par Colbert de Croissy, intendant d'Alsace et des Trois-Évêchés², ont donné un grand poids à l'opinion qui restitue à Croissy la paternité des réunions. M. Lavis, dans l'« Histoire de France », lui a ajouté une sorte de consécration³. Plus récemment encore, M. P. Viollet l'accepte comme la plus probable⁴.

L'historien de la Chambre royale de Metz, Kaufmann, ne s'est pas prononcé sur le fond du débat⁵. Mais les documents, tirés des archives messines, qu'il a publiés, nous font déjà entrevoir la constante intervention de Louvois. Ceux que nous ont livrés les Archives de la Guerre ne permettent plus de douter que le rôle de Louvois fut en effet prépondérant dans toute cette affaire.

C'est un arrêt du Conseil du 23 octobre 1679 qui crée la Chambre de Metz. A cette date précise, nous rencontrons dans la correspondance de Louvois la première de toute une série de lettres adressées par lui à M. de Bragelongne, premier président au Parlement de Metz⁶. Il l'informe de la création projetée, lui demande de proposer

1. *Rev. histor.*, t. XXXIV, p. 413.

2. Ch. Pfister, *Un mémoire de l'intendant Colbert sur l'Alsace (1663)*, dans la *Revue d'Alsace*, 1895.

3. T. VII, 2^e vol., p. 348.

4. P. Viollet, *le Roi et les ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*, 1912, p. 26.

5. H. Kaufmann, *Die Reunionskammer zu Metz*, Metz, 1899, in-8°.

6. « Vous aurez sans doute appris par le bruit public la résolution que le Roy a prise d'établir une Chambre composée des officiers du Parlement de Metz pour obliger les vassaux des évêchés de Metz, Toul et Verdun, à venir faire les reprises de leurs fiefs et à donner la revue des biens appartenant auxdits évêchés qui ont été usurpés ou aliénés. S. M. donnera dans la suite pouvoir à ceste mesme Chambre de décider de l'estendue du district spirituel et temporel des susdits évêchés et aussi de l'estendue de sa domination de ce costé là. Et comme Elle a en mesme temps résolu de vous confier la conduite de tout ce que dessus, Elle a jugé à propos de me commander de vous deman-

un certain nombre de conseillers au Parlement pour en composer la future chambre et lui annonce que le roi a déjà choisi, pour y faire fonction de procureur général, un conseiller à ce même Parlement. Ce conseiller, Roland Ravaux, va être dans l'affaire des réunions le zélé auxiliaire de Louvois. Ambitieux, remuant, depuis longtemps il plaide pour la reprise de cette politique, qui déjà fut celle de Richelieu. Dès 1663, au moins, il s'en est fait l'avocat auprès des divers ministres qu'il pense pouvoir y intéresser¹. Il entre sans doute en rapports avec Louvois au cours du voyage que celui-ci fait pendant le mois de juin 1679 en Alsace, en Lorraine et à Metz. Car peu après, en septembre, nous le trouvons à Paris, et Louvois le reçoit. Un court billet de ce dernier nous en apporte le témoignage². On doit supposer que, dans cette visite, le ministre élabore avec le futur procureur général le programme des réunions, et se met d'accord avec lui sur les moyens de le réaliser. Sans doute même y a-t-il entre eux plus d'une entrevue. Le séjour de Ravaux se prolonge. D'après les lettres postérieures, il ne quitte Paris qu'à la fin novembre; c'est seulement à la date du 9 décembre qu'il annonce son retour à Metz. Et aussitôt s'engage entre Louvois et son collaborateur une correspondance assidue, journalière, où sont traitées

der un mémoire des officiers dont vous croirez qu'il conviendrait à son service de la remplir... S. M. a choisi le sieur Ravaux, conseiller au Parlement de Metz, pour son procureur général en ceste Chambre. Aussi ne devez vous, s'il vous plaist, proposer que des conseillers... » (Archives de la Guerre, vol. 625).

1. En 1663, il est chargé, avec l'intendant des Trois-Évêchés, de rechercher dans les archives des divers lieux du ressort de l'évêché de Metz les « usurpations, entreprises, aliénations » des princes voisins sur le temporel de cet évêché. Les conclusions de son rapport sont si hardies qu'à Paris on ne pense pas à s'en prévaloir à ce moment (d'après Kaufmann, *op. cit.*, p. 73). Un témoignage de cette même année nous le représente ainsi : « Assez adroit pour donner lieu de croire qu'il est capable de grandes choses, mais il a plus d'apparences que d'effet » (Notes secrètes sur le personnel de tous les parlements du royaume, dans Depping, *Correspondance administrative du règne de Louis XIV*, t. II, p. 101). En 1670, au moment où l'armée du maréchal de Créquy entre en Lorraine et chasse le duc, Ravaux envoie à Colbert un travail sur les pièces et titres du temporel de Metz, dans lequel il établit les droits du roi sur la Lorraine, comme ayant toujours dépendu de l'évêché de Metz (lettre à Colbert du 8 septembre 1670. Bibl. nat., ms. Clairambault 792).

2. Louvois écrit, le 26 septembre, de Chaville, où il achève une convalescence — il s'est cassé une jambe dans les premiers jours du mois d'août — :

« M^r Ravaux, rue Bourg l'Abbé, à l'escu dauphin,

« Monsieur, vostre lettre du 22^e de ce mois m'a esté rendue. Vous pourriez venir icy le jour de cette semaine qui vous sera le plus commode pourveu que ce ne soit point demain, et en montrant cette lettre à mon Suisse il ne fera aucune difficulté de vous laisser entrer. Je suis » (Arch. de la Guerre, vol. 624).

dans le détail toutes les questions de procédure qui peuvent se poser au début d'une entreprise si nouvelle.

Voilà donc dès l'origine les deux principaux auteurs des réunions à l'œuvre. L'un envoie, de Versailles, les directives : c'est Louvois. L'autre se charge, à Metz, de l'exécution : c'est Ravaux. Il n'y a dans l'affaire aucun tiers qui n'ait à se conformer aux volontés de l'un ou de l'autre. Qu'on en juge par la façon dont Louvois en écrit au premier président de Bragelongne, nommé président de la Chambre royale. Un nouvel arrêt du Conseil, en date du 17 novembre, ayant fixé la composition de la future chambre, Louvois le lui annonce le jour même en ces termes :

Je vous envoie l'arrêt du Conseil qu'il a plu à S. M. de faire expédier sur la requête qui luy a esté présentée au nom de M^{rs} les évêques de Toul, Metz et Verdun et la commission qui vous est nécessaire pour rassembler les juges que S. M. a choisis pour composer la Chambre qui doit exécuter ledit arrêt. L'intention de S. M. est que vous attendiez l'arrivée du sieur Ravaux, qui se rendra à Metz à la fin de ce mois, auparavant que de rien faire en exécution de ladite commission et dudit arrêt; et comme je l'ay instruit bien particulièrement des intentions de S. M. sur la manière dont Elle désire que l'on procède dans ladite Chambre, je vous supplie de trouver bon que je me remette à ce qu'il vous en dira¹.

Le 18 novembre 1679, au lendemain de l'arrêt nommant les membres de la Chambre de Metz, Pomponne, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, est subitement disgracié. L'événement fit sensation et les contemporains en cherchèrent passionnément les raisons. Les uns en attribuèrent à Louvois la responsabilité; les autres voulurent y voir la main seule de Colbert. De nos jours, la question a été reprise et les deux opinions ont trouvé des défenseurs². Je m'abstendrai de prendre parti, car mon sujet est ailleurs. Mais l'événement apparaît comme si étroitement lié à celui qui nous occupe — le seul rapprochement des dates suffit à l'indiquer — qu'il est nécessaire de

1. Arch. de la Guerre, vol. 626.

2. Un certain nombre de références pour l'étude de la question sont données par A. de Boislisle dans son édition des *Mémoires de Saint-Simon*, t. II, p. 338-346. On peut admettre, après avoir pris connaissance des multiples témoignages contemporains, que Colbert et Louvois, travaillant pour une fois dans le même sens, mais avec des ambitions rivales, avaient miné leur collègue dans l'esprit du roi et, de longue date, préparé sa chute. Quant à la raison officielle de la disgrâce, le retard apporté par Pomponne dans la transmission d'un courrier au roi, elle n'a que la valeur d'un prétexte. A l'époque, personne ne s'y trompa. C'est, suivant le mot de M^{re} de Sévigné, « la dernière goutte d'eau qui a fait répandre le verre ».

préciser la répercussion qu'ils purent avoir l'un sur l'autre. En fait, la question des réunions paraît n'avoir joué qu'un rôle limité dans la disgrâce de Pomponne; mais la disgrâce de Pomponne et ses suites eurent une influence décisive sur la marche des réunions.

Tout d'abord, un fait est certain, c'est que Louvois, en correspondant comme il le faisait avec les membres du Parlement de Metz, empiétait gravement sur les attributions de son collègue. L'ancien système administratif, qui divisait le territoire de la France en quatre parties d'importance à peu près égale et en attribuait une à chacun des quatre secrétaires d'État, avait placé les Évêchés dans le lot du secrétaire aux Affaires étrangères. C'était donc de Pomponne seul que relevait le Parlement de Metz et c'était de lui seul que le procureur général et le premier président eussent dû tenir leurs instructions. Or, nous venons de voir Louvois à l'œuvre. Il ne s'embarrasse d'aucune excuse pour envoyer des ordres à Ravaux et à Bragelongne; il correspond avec eux comme s'il était leur chef naturel. On est d'ailleurs en droit de supposer que c'est avec l'assentiment du roi qu'il assume ce rôle; à chaque instant, il fait intervenir « le dessein » ou « l'intention de Sa Majesté » comme s'il se bornait à en être l'interprète. Mais Pomponne ne doit que mieux ressentir l'injure qui lui est faite, et l'on conçoit que ses relations avec son collègue, déjà antérieurement difficiles, deviennent tout à fait tendues. Entre eux, depuis plusieurs années déjà, le conflit est presque permanent. D'un court passage au département des Affaires étrangères, qu'il a géré après la mort de Lionne (1^{er} septembre 1671) jusqu'à la désignation de Pomponne (14 janvier 1672), Louvois a rapporté le goût de la diplomatie. Il n'a pas cessé d'entretenir avec certains représentants de la France au dehors une correspondance particulière, et Pomponne a très mal supporté cette ingérence dans les affaires de son ministère. Dès 1673, il s'en plaignait, au dire même de Louvois. En 1679, leurs discussions à ce sujet sont fréquentes. Elles troublent parfois le Conseil et forcent le roi à intervenir¹. Il faut bien admettre que la façon dont Louvois se charge d'instruire le procès des réunions contribue à envenimer le conflit.

Que Louvois ait travaillé à la chute de Pomponne, nous ne pouvons donc pas en douter. Gêné par l'opposition que Pomponne faisait à ses menées, il a certainement cherché à le renverser pour avoir ses coudées franches sur le terrain de la diplomatie. Mais ce qu'il attendait de cette disgrâce n'est pas absolument clair. D'après

1. Voir, par exemple, l'incident rapporté par Saint-Simon (additions au *Journal de Dangeau*, t. V, p. 445).

bien des témoignages, il aurait voulu mettre dans la place un homme à lui; certains ont nommé Courtin, ambassadeur en Angleterre, qui avait déjà été en 1671 son candidat à la succession de Lionne. D'autres, plus hardis ou mieux renseignés, ont avancé qu'il rêvait de réunir à sa charge de secrétaire d'État à la Guerre celle de secrétaire aux Affaires étrangères. M^{me} de Sévigné nous en apporte le témoignage formel : « Un certain homme », écrit-elle à sa fille le 8 décembre 1679, « avait donné de grands coups depuis un an, *espérant tout réunir*; mais on bat les buissons et les autres prennent les oiseaux¹. » Ce que nous savons de son ambition n'est pas pour infirmer cette allégation. Pour lui, le cumul souhaité eût été particulièrement d'importance au moment où se négociaient les résultats de la guerre et où s'engageait la procédure des réunions. L'action diplomatique avait besoin d'être à chaque pas secondée par l'action militaire. L'achèvement de son œuvre eût été grandement facilité par la réunion en une main de ces deux rouages essentiels du gouvernement à l'extérieur. Tout cela n'était qu'un rêve : la réalité fut autre. Le 20 novembre, Colbert de Croissy était désigné pour la succession de Pomponne.

L'avènement du nouveau ministre, pris dans la famille des Colbert, était un coup droit porté à l'ambition de Louvois. Son échec était souligné devant l'opinion par la faveur nouvelle dont bénéficiaient ses rivaux. Aux yeux du public, il eut figure de dupe : le mot de M^{me} de Sévigné en témoigne. Si les apparences furent à son désavantage, du moins l'affaire ne se solda-t-elle pas pour lui uniquement en déficit. Quelques jours après, il remportait à son tour un demi-succès, que les contemporains paraissent avoir ignoré ou dont ils ont méconnu la portée.

L'affaire des réunions avait été organisée personnellement par Louvois, nous l'avons vu, par-dessus la tête du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le seul ministre dont dépendait le Parlement de Metz. Allait-il en être de même après la disgrâce de Pomponne? Avec un Colbert pour collègue, il n'était plus possible à Louvois de persister dans ses fâcheuses habitudes. D'autant moins que jusqu'au retour de Croissy, à ce moment en mission en Bavière,

1. *Lettres*, éd. Monmerqué, t. VI, p. 136. Une petite-fille de Pomponne, la marquise d'Ancezune, dans une biographie de son grand-père, rapporte les deux opinions sans décider entre elles : « Il espéra, en cas que M. de Pomponne fût déplacé, d'avoir pour lui ou pour M. Courtin le département des Affaires étrangères, lequel, joint avec le ministère de la Guerre, aurait augmenté infiniment son crédit et sa faveur » (publ. par Delavaud, *le Marquis de Pomponne (1618-1699)*, 1911, p. 10).

c'était son frère Jean-Baptiste, le grand Colbert, qui allait exercer l'intérim du Département. De son vieux rival, il n'y avait pour Louvois aucune complaisance à attendre. Celui-là, du moins, saurait faire respecter ses droits sans se répandre en vaines protestations. De fait, il semble bien n'y avoir eu entre eux aucun incident pendant le temps que dura l'intérim de Colbert. M. Bourgeois a montré, contre C. Rousset, qu'aucun empiètement nouveau de Louvois sur le département voisin n'avait été commis aux dépens des Colbert; du moins aucune preuve n'a pu en être fournie. Cependant, Louvois n'en continue pas moins à diriger les travaux de la Chambre de Metz. Sa correspondance avec Ravaux ne se trouve ni suspendue, ni ralentie. C'est donc qu'il y a eu quelque chose de changé dans les attributions de l'un ou de l'autre ministre. Une lettre de Louvois à l'intendant des Trois-Évêchés nous explique en quelques mois ce qui s'est passé¹. Le 29 novembre, les Trois-Évêchés ont été rattachés au secrétariat de la Guerre; en échange, le Dauphiné a été cédé par la Guerre au département des Affaires étrangères². De ce jour, Louvois, réalisant une vieille ambition, est devenu à Metz le maître légitime³.

Autant la disgrâce de Pomponne avait fait de bruit, autant cette mesure semble avoir passé inaperçue. Parmi les nombreux mémoires contemporains que j'ai consultés, aucun ne nous la signale. Bien plus, « l'Etat de la France » pour 1680 n'en fait pas mention. D'après cet almanach quasi-officiel, les Trois-Évêchés appartiennent encore au département des Affaires étrangères, dont le titulaire est

1. Louvois à Bazin, 29 novembre 1679 : « Comme il a plu au Roy de joindre à mon département celui des Trois-Éveschés, je vous en donne avis, afin que vous vouliez bien prendre soin à l'advenir de m'informer de tout ce qui s'y passera. » C'est le seul document qui nous permette de fixer la date de l'échange. La veille encore, 28 novembre, Louvois écrivait au même intendant : « La ville de Metz n'étant pas de mon département, ce n'est point à moy qu'il faut que vous vous adressiez pour le congé que vous demandez » (Arch. de la Guerre, vol. 626).

2. Louvois à d'Herbigny, 29 novembre 1679 (Ibid.).

3. Au mois d'août 1673, pendant le séjour du roi à Nancy, Louvois a déjà obtenu de joindre à son département l'Alsace et la Lorraine, en cédant à Pomponne la Saintonge, l'Angoumois et le Limousin. Pellisson rapporte le fait avec quelques commentaires : « Le bruit des courtisans, » écrit-il, « est qu'il voulait aussi comprendre dans cet échange les Trois-Évêchés, qui sont plus considérables à cause du Parlement de Metz, en donnant quelque autre province, mais que M. de Pomponne s'en est défendu » (Pellisson, *Lettres historiques*, 3 vol., 1729, t. I, p. 388). — Une lettre de Pomponne au marquis de Feuquières, en date du 12 août 1673, confirme la chose : « On m'avait proposé les Trois-Évêchés contre le Poitou. J'ai représenté au roi la différence que faisait un parlement. Ainsi ils me sont demeurés » (publ. par Delavaud, *op. cit.*, p. 64).

déjà cependant Colbert de Croissy¹. Or, l'ouvrage a été imprimé en juin 1680, c'est-à-dire plus de six mois après l'événement. C'est seulement l'« Estat » pour 1682 qui restitue les Evêchés au département de Louvois².

Ce fait seul paraît bien prouver qu'il ne fut donné aucune publicité à l'incident et que les contemporains ne surent pas tout de suite comment avait été réglée la succession de Pomponne. Peut-on croire que la chose ait été à dessein tenue secrète? Ce n'est pas absolument invraisemblable; il pouvait y avoir intérêt à ce que l'étranger, l'Empire notamment, ne sût pas que le roi avait donné carte blanche à Louvois pour l'exécution de ses plans audacieux, car telle était bien la signification du changement intervenu dans les départements ministériels. Il est plus simple cependant de supposer que personne n'y attacha d'importance sur le moment, la question des réunions n'étant pas encore au premier plan de l'intérêt public. Ce n'était en somme qu'une mesure d'ordre administratif. Il eût fallu pour qu'on en parlât, que quelqu'un prit la peine d'en souligner l'importance. Louvois, seul intéressé à le faire, ne jugea sans doute pas à propos d'en triompher — pas plus qu'il ne paraît avoir jamais tiré avantage de la politique des réunions, dont les contemporains lui reconnaissent généralement la responsabilité. C'est même pour cette raison, il faut le dire en passant, que Croissy put à l'occasion s'en attribuer le mérite, comme le prouve le témoignage, d'ailleurs isolé, de Spanheim.

En tout cas, cette espèce de conspiration du silence a eu pour résultat d'égarer les historiens, longtemps réduits aux seuls documents imprimés. C. Rousset indiqua, il est vrai, le véritable rôle de Louvois, d'après sa correspondance manuscrite; mais il eut le tort d'alléguer pour preuves des pièces mal interprétées. Cette incertitude de méthode compromit son affirmation initiale, pourtant exacte. Faute d'avoir reconnu que les Evêchés passèrent à Louvois peu après la nomination de Croissy, il permit à la thèse adverse, celle qui veut voir dans les réunions la chose de Croissy, de prendre consistance. La raison d'être et le mérite de cette thèse étaient de n'avoir pas à supposer l'invraisemblance d'un ministre empiétant

1. Tome II, p. 214.

2. Tome II, p. 215. — Par contre Spanheim, qui est arrivé à Paris en avril 1680, attribue les Evêchés au Département de Louvois dans sa *Relation de la cour de France en 1680* (publ. par É. Bourgeois, *Annales de l'Université de Lyon*, 1900). Comme il parle assez longuement de la disgrâce de Pomponne et des réunions, on peut conjecturer qu'il n'a pas connu l'échange intervenu à l'intérieur des départements ministériels, sans quoi il en aurait sans doute fait mention.

presque chaque jour, et cela pendant des mois, sur les attributions d'un de ses collègues. Or, nous l'avons vu, cette situation fausse n'eut qu'un temps. Le roi, par sa décision du 29 novembre, y mit fin. Le troc de la province disputée eut la vertu de remettre d'un seul coup choses et gens à leur place. Et, du jour où il fut accompli, Louvois put mener à bien son plan d'annexions juridiques sans avoir plus à s'immiscer hors de son Département.

Quant à Croissy, son rôle apparaît en fin de compte restreint. L'idée première des réunions, d'abord, ne peut pas être revendiquée pour lui, pas plus que pour Louvois. C'était depuis Richelieu une tradition de la politique française. Déjà, en 1633, l'édit de création du Parlement de Metz la formulait explicitement; et, si elle est reprise par la diplomatie en 1679, c'est que le traité de Nimègue a créé des conditions favorables à son succès. Sans doute Croissy, l'ouvrier du « galimatias propice » rédigé à Nimègue, a pu conseiller la reprise de ce vieux dessein. Même il connaît le détail de l'affaire pour avoir été chargé de l'instruire dès 1656 comme intendant d'Alsace, puis des Trois-Évêchés. Et peut-être l'a-t-on consulté avant son départ pour Munich sur les modalités d'exécution. Il a quitté Paris le 18 octobre, et l'arrêt créant la Chambre royale est du 23. Si, enfin, le roi a eu l'idée d'en faire son ministre des Affaires étrangères, c'est qu'il le savait favorable à cette politique, que Pomponne n'approuvait peut-être pas. Mais qu'ensuite il ait eu une part dans la réalisation de cette politique, c'est ce qui n'apparaît nulle part et que nous tiendrons pour douteux tant que des preuves n'auront pas été fournies. Il rentre de Munich au début de mars 1680 : à ce moment, la Chambre de Metz a plus qu'entamé son œuvre, et c'est Louvois — sa correspondance en fait foi — qui, presque jour par jour, lui trace son programme et réfrène ses ardeurs¹.

Gaston ZELLER.

1. Cet article a été presque entièrement rédigé en 1914, peu de jours avant la mobilisation. On voudra bien m'excuser, en raison des circonstances, si je l'ai achevé sur mes notes d'alors et si j'ai ignoré, par nécessité, la production historique de ces dernières années.

UN ESSAI DE TAXATION POPULAIRE A PARIS

EN FÉVRIER 1793.

Les Montagnards ont toujours dit que la taxation des denrées alimentaires, autrement dit que le maximum leur avait été imposé par la pression de l'émeute. Barère commençait, le 3 ventôse, son grand rapport sur l'application du maximum par ces mots : « Citoyens, la loi du maximum fut un piège tendu à la Convention par les ennemis de la République; c'est un présent de Londres. » Robespierre, de son côté, dans son dernier discours, le 8 thermidor, s'exprimait comme Barère : « Les conspirateurs nous ont précipités, malgré nous, dans des mesures violentes que leurs crimes seuls ont rendues nécessaires et réduit la République à la plus affreuse disette et qui l'aurait affamée sans le concours des événements les plus inattendus. »

On peut dire que cette opinion sur la prétendue origine contre-révolutionnaire du maximum était à peu près générale parmi les conventionnels. Ils répètent tous qu'on leur a forcé la main et qu'ils ont légiféré à contre-cœur.

Il est certain, en effet, que le parti qui a exigé la taxation, le parti des Enragés, dont les chefs étaient Varlet et Jacques Roux¹, reprochait aux Montagnards eux-mêmes leur mollesse à prendre la défense des intérêts populaires. Il est certain que ce parti regrettait la réglementation de l'ancien régime et qu'il aimait à opposer la sollicitude de la défunte royauté pour les besoins des prolétaires à l'indifférence que leur témoignaient les nouveaux maîtres de la France. Il est certain enfin que les Montagnards de la Convention repoussèrent d'abord avec énergie le programme des Enragés et qu'ils n'hésitèrent pas à jeter sur ses auteurs les soupçons les plus injurieux. Avant de céder, ils firent une longue résistance. Il y aura lieu de rechercher d'ailleurs si leur capitulation ne fut pas dictée par d'autres considérations plus honorables que par les suggestions de la peur².

1. Voir notre article *les Enragés et la lutte pour le maximum* dans les *Annales révolutionnaires* de juillet-septembre 1917.

2. J'ai commencé cet examen dans un article sur le *Vote du premier maximum* (*Annales révolutionnaires*, mai-juin 1919).

Le 12 février 1793, une députation des quarante-huit sections de Paris parut à la barre de la Convention¹ et son orateur lut une pétition menaçante qui fut probablement rédigée par le chef des Enragés, dont elle porte la marque :

Citoyens législateurs, ce n'est pas assez d'avoir déclaré que nous sommes républicains français, il faut encore que le peuple soit heureux, il faut qu'il ait du pain, car où il n'y a pas de pain il n'y a plus de lois, plus de liberté, plus de République... Nous venons, sans crainte de vous déplaire, jeter la lumière sur vos erreurs et vous montrer la vérité... Nous regrettons qu'un de vos membres, rangé du côté des prétendus philosophes, se soit écrié qu'il était affligé pour la liberté de voir arracher les grains aux cultivateurs², il a crié à la violation de la propriété, mais on n'arrache pas ce que l'on paie à un prix raisonnable. Ils ne voient donc pas, ces prétendus philosophes, ces amis de la liberté absolue du commerce des grains, qu'en arrachant le pain du pauvre, ils n'enrichissent que d'avidés spéculateurs... Quelques-uns se sont bornés à proposer de faire des proclamations propres à éclairer le peuple, mais est-ce avec des proclamations qu'on peut apaiser ceux qui ont faim? On vous a dit qu'une bonne loi sur les subsistances est impossible³. *C'est donc à dire qu'il est impossible de régir les États quand les tyrans sont abattus*... Nous, députés des quarante-huit sections de Paris, nous qui vous parlons, au nom du salut des quatre-vingt-quatre départements⁴, nous sommes loin de perdre confiance dans vos lumières. Non, une bonne loi n'est pas impossible; nous venons vous la proposer et sans doute vous vous presserez de la consacrer.

L'orateur des pétitionnaires concluait en réclamant une loi qui punirait de dix ans de fers les administrateurs qui se livreraient au commerce des blés et qui fixerait le tarif maximum du blé à raison de 25 francs le sac de 225 livres, sous peine de dix ans de fers pour un premier délit et de la mort pour la récidive. Le tarif serait uniforme dans toute la France et décrété par la Convention.

1. Elle s'était déjà présentée la veille et, n'ayant pu être entendue, elle avait écrit au président une lettre assez raide (A. Tuetey, *Répertoire*, t. VIII, n° 1468, et *Archives parlementaires*, t. LVIII, p. 453).

2. Barbaroux s'était exprimé en ces termes dans la discussion du 8 décembre 1792 : « J'ai frémi d'entendre des orateurs indiquer la contrainte comme une ressource dans la disette et proposer d'arracher les grains aux agriculteurs. »

3. Saint-Just dans son discours du 29 novembre 1792 : « J'ose dire qu'il ne peut exister un bon traité d'économie pratique... », et plus loin : « On ne peut point faire des lois contre ces abus, l'abondance est le résultat de toutes les lois ensemble. »

4. Les fédérés restés à Paris après le 10 août s'étaient formés en société ou Comité des défenseurs réunis des quatre-vingt-quatre départements; le groupement participait à la pétition.

Quand l'orateur des sections eut fini, un pétitionnaire du nom de Claude Heudelet¹ prit la parole à son tour au nom du Comité des défenseurs réunis des quatre-vingt-quatre départements : « Comme vice-président de la commission des subsistances », dit-il, « je suis chargé, au nom de mes commettants, au nom de tous nos frères des départements... » Il n'en put dire davantage. La Convention, qui avait écouté en silence la pétition des sections, interrompit avec véhémence :

Une violente rumeur, dit le *Moniteur*, s'éleva dans toutes les parties de la salle et se prolongea pendant quelques instants : « Qu'on chasse cet imposteur, s'écrièrent plusieurs membres. A l'abbaye ! A l'abbaye ! »

Le girondin Louvet expliqua la raison de l'indignation générale qui se manifestait : « Y a-t-il en France deux Conventions, deux représentations nationales ? Et si le pétitionnaire est le représentant des départements, qui sommes-nous donc, nous, et quels sont nos pouvoirs ? »

Le président de la Convention, Bréard, après avoir chapitré Heudelet, voulut quand même accorder les honneurs de la séance aux pétitionnaires. Un grand nombre de membres protestèrent et Marat monta à la tribune :

Les mesures qu'on vient de nous proposer à la barre, dit-il, pour rétablir l'abondance, sont si excessives, si étranges, si subversives de tout bon ordre, elles tendent si évidemment à détruire la libre circulation des grains et à exciter des troubles dans la République, que je m'étonne qu'elles soient sorties de la bouche d'hommes qui se prétendent des êtres raisonnables et des citoyens libres, amis de la justice et de la paix. Les pétitionnaires, qui se présentent à votre barre, se disent commissaires des quarante-huit sections de Paris. Pour avoir un caractère légal, ils auraient dû avoir le maire de Paris à leur tête. Je demande d'abord qu'ils soient tenus de justifier de leurs pouvoirs. Un des pétitionnaires a parlé au nom des départements. Je demande qu'il justifie de sa mission. Ne vous y trompez pas, citoyens, c'est ici une basse intrigue. Je pourrais nommer ici des individus notés d'aristocratie, mais les mesures que je demande serviront à les faire connaître et à couvrir de honte les auteurs. Je propose que ceux qui en auront imposé à la Convention soient poursuivis comme perturbateurs du repos public.

« Étonnés d'entendre Marat parler ainsi », beaucoup de membres

1. Claude Heudelet était vérificateur du bureau de la comptabilité et commissaire de la section Poissonnière.

applaudirent et appuyèrent sa proposition. Le girondin Lehardy adjure la Convention de « faire rentrer dans l'ordre cette fourmilère de désorganiseurs qui, semblables à la vermine, pullulent de toutes parts ». Buzot, tout en ayant l'air d'excuser les pétitionnaires, qu'il affecte de considérer comme les instruments de meneurs cachés, conclut comme Marat qu'il fallait faire une enquête sur les origines de la pétition :

Souvenez-vous, citoyens, de ce discours de Vergniaud : « Le pain est cher, dit-on, la cause en est au Temple; eh bien! un jour on dira de même : le pain est cher, la cause en est dans la Convention nationale! » Ce temps est venu, citoyens, ne l'oubliez pas, et voyez que c'est avec les subsistances qu'on voudrait égorger la liberté publique.

Le girondin Mazuyer renchérit et précise. D'après lui, la pétition qui avait été lue à la barre était « l'ouvrage d'un ci-devant garde de Monsieur, très rude aristocrate avant le 10 août¹ ». A l'en croire, ceux qui demandaient la taxation étaient les instruments conscients ou inconscients des contribuables riches de la ville de Paris qui voulaient, par le maximum, s'exonérer de l'impôt progressif que la Convention avait réparti sur eux afin de procurer à la commune les quatre millions nécessaires à l'abaissement du prix du pain.

Barère s'empara de l'explication ingénieuse de Mazuyer et s'écria que les pétitionnaires étaient venus présenter « la pétition des riches avec la livrée des pauvres ». Il réclama leur arrestation et Marat l'appuya. Mais les Montagnards Choudieu, Lamarque et Thuriot plaidèrent en leur faveur les circonstances atténuantes. On se borna à interroger à la barre l'orateur Heudelet. Celui-ci s'excusa en déclarant qu'avant de lire la pétition il avait conféré avec plusieurs députés et que l'un d'eux leur avait conseillé de demander à la Convention une loi générale sur les subsistances. On le somma de nommer le député qui avait donné ce conseil. « On m'a dit qu'il s'appelle Saint-Just, mais je ne le connais pas, répondit Heudelet. » Alors Saint-Just, ainsi mis en cause, exposa que le matin même on avait distribué dans Paris et jusqu'à la porte de l'Assemblée un imprimé sur les subsistances dans lequel il était personnellement attaqué. Il lut ces attaques : *Quand le peuple sait que dans les assemblées populaires les orateurs qui haranguent et débitent les plus beaux discours et les meilleures leçons soupent bien tous les jours ..., et de ce nombre est le citoyen Saint-Just, levez haut*

1. Mazuyer veut sans doute désigner Heudelet, mais il est douteux que celui-ci ait écrit la pétition qui renferme les expressions habituelles chères à Jacques Roux.

le masque odieux dont il se couvre ! Ces attaques avaient affecté Saint-Just qui était allé trouver les pétitionnaires dans la salle des conférences pour leur demander en quoi il avait démerité dans leur esprit. L'un d'eux lui avait présenté dans sa main du blé noir qu'on débarquait au port Saint-Nicolas, et c'est alors que Saint-Just leur avait donné le conseil auquel Heudelet avait fait allusion : « Calmez-vous et demandez une loi générale. Si la Convention ajourne votre proposition, alors je demanderai la parole et je suivrai le fil des vues que j'ai déjà présentées. »

L'incident prouvait, une fois de plus, le caractère antiparlementaire et même antimontagnard du mouvement pour la taxation. Il prouvait aussi que Saint-Just intimidé avait promis aux pétitionnaires d'intervenir en faveur de leur cause. La Convention ferma le débat et décréta qu'Heudelet serait interrogé par son comité de sûreté générale¹.

Si, par ces menaces de répression, la Convention avait cru intimider les Enragés et les obliger à renoncer à leur agitation, elle ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur. Les Enragés avaient derrière eux les masses populaires qui restèrent sourdes aux oburgations de Marat, jusque-là pourtant leur idole. Dix jours ne s'étaient pas écoulés qu'ils revenaient à la charge, plus pressants, plus menaçants que jamais. Cette fois, ils jetèrent les femmes en avant et ils essayèrent de l'action directe.

Le 22 février, des citoyennes de la section des Quatre-Nations (aujourd'hui le quartier de l'Institut) demandèrent aux Jacobins de leur prêter leur salle pour le lendemain à quatre heures afin d'y discuter sur les accaparements. Les Jacobins, où les députés montagnards dominant, font un mauvais accueil à cette demande. Robespierre jeune fait remarquer que les discussions trop répétées sur les subsistances jettent l'alarme dans la République. La salle est refusée. Alors les tribunes protestent et invectivent les Jacobins. Elles crient qu'il y a parmi eux des marchands, des accapareurs qui s'enrichissent des malheurs publics. Le président, qui était Billaud-Varenne, est obligé de se couvrir. Le calme ne renaît pas. Dubois-Crancé essaie d'expliquer aux tribunes qu'il faut d'abord conquérir la liberté et qu'ensuite on aura des denrées à bon marché. Il menace à son tour et déclare qu'en qualité de président de la Convention il repoussera avec horreur toute pétition qui aurait pour objet la taxe des denrées. Alors le tumulte reprend de plus belle et la séance est levée dans le bruit.

1. Il fut remis en liberté, après interrogatoire, le jour même (A. Tuetey, *Répertoire*, t. VIII, n° 1471).

Le mouvement pour la taxation n'est plus seulement antiparlementaire, il est antijacobin, ou plutôt il est indifférent à la politique, il est profondément économique et social.

Prévoyant un conflit violent, le Conseil général de la commune, sans doute stylé par les Montagnards, essaya de prêcher le calme aux Parisiens. Il fit afficher, le 23 février, sous la signature de son vice-président Destournelles, le futur ministre des finances de la Montagne, une proclamation où il rappelait ce qu'il avait fait pour enrayer la hausse du grain¹. Il ajoutait qu'il avait sollicité le rapport du décret qui permettait la vente de l'argent. Il promettait de réclamer à la Convention des lois répressives de l'agiotage et de l'accaparement : « Lundi prochain nous présenterons à la Convention nationale une pétition dans laquelle nous peindrons l'excès et la source de nos maux, et nous la conjurerons, au nom du salut public, de porter des lois sévères contre les accapareurs de toute espèce. » Il ne disait rien de la taxation et il terminait en mettant en garde la population contre les « hommes pervers couverts du manteau du patriotisme qui cherchaient à creuser le tombeau de l'esclavage », en portant les Parisiens à des mouvements. « Ce ne sera jamais au milieu des agitations que naîtra l'abondance et la liberté. »

Le lendemain, dimanche 24 février, nouvelle affiche par laquelle le maire Pache rend compte d'une conférence qui vient d'avoir lieu entre les comités réunis de sûreté générale, des finances, du commerce et d'agriculture d'une part et de l'autre les autorités parisiennes, municipalité et département. Les comités ont décidé de demander d'urgence à la Convention un crédit pour faciliter l'approvisionnement de la capitale.

Affichages inutiles. Les Enragés sont maîtres de la rue. Le jour même, 24 février, une députation de blanchisseuses se présente à la barre de la Convention. Elle se plaint non seulement de la cherté excessive des denrées alimentaires, mais du prix exorbitant du savon :

Bientôt la classe du peuple la moins fortunée sera hors d'état de se procurer du linge blanc... Le savon, qui coûtait quatorze sous la livre, revient aujourd'hui à vingt-deux sols, quelle différence ! Législateurs, vous avez fait tomber sous le glaive des lois la tête du tyran. Que le glaive des lois s'appesantisse sur la tête de ces sangsues publiques, sur ces hommes qui se disent perpétuellement les amis du peuple et qui ne le caressent que pour mieux l'étouffer !... Nous demandons la peine de mort contre les accapareurs et les agioteurs.

1. Bibl. nat., Lb⁴⁰ 1154b. Affiche à trois colonnes.

Dubois-Crancé, qui préside, tient la parole qu'il a donnée l'avant-veille aux Jacobins. Il répond aux pétitionnaires « qu'un des moyens de faire hausser le prix des denrées est d'effrayer le commerce en criant sans cesse à l'accaparement ».

Il vient à peine de terminer sa mercuriale qu'une nouvelle députation de femmes se présente. Celles-ci font partie de la société fraternelle qui se réunit depuis longtemps dans le local même des Jacobins¹. Elles exposent qu'un moment « où elles ont le regret de voir partir leurs maris, leurs parents sur les frontières, elles sont effrayées des manœuvres des accapareurs. C'est pourquoi elles viennent demander le rapport du décret de l'Assemblée constituante qui déclare l'argent marchandise. Elles pensent que c'est là le seul moyen de tarir tous les maux ». L'argument, cette fois, fait réfléchir Dubois-Crancé et les Montagnards. Les Enragés ont eu l'habileté de lier la question des subsistances à celle du recrutement. Au moment où l'Assemblée venait d'ordonner la levée de 300,000 hommes pour renforcer les armées, ils lui disent à mots couverts par la bouche des femmes : « Votez la taxe ou pas de recrutement ! » Dubois-Crancé rabattit de sa superbe. Il répondit que l'Assemblée s'occupait dans ses comités de l'objet des subsistances et il accorda aux citoyennes les honneurs de la séance.

Mais les citoyennes ne parurent pas satisfaites de ces promesses et de cette politesse. Elles quittèrent la barre en s'écriant tout haut : « On nous ajourne à mardi, mais nous, nous nous ajournons à lundi. Quand nos enfants nous demandent du lait, nous ne les ajournons pas au surlendemain². » Ce ne furent pas paroles en l'air.

Le lendemain, lundi 25 février, éclatèrent des troubles qui rappelèrent, par leur caractère et leur gravité, ceux qui s'étaient produits un an auparavant à propos du renchérissement du sucre. Des bandes de femmes d'abord, d'hommes ensuite, se présentèrent dans les épiceries vers dix heures du matin et se firent livrer par force le savon, le sucre, la chandelle, la soude à un prix qu'elles fixèrent³. Elles finirent par faire main basse sur toutes les mar-

1. Ces femmes s'étaient d'abord présentées à la Commune avant de se rendre à la Convention. Elles avaient demandé au maire l'autorisation de pétitionner à l'Assemblée pour solliciter la diminution du prix des comestibles et la punition des accapareurs. Le maire, Pache, leur répondit qu'elles n'avaient pas besoin d'autorisation pour exercer le droit de pétition et les invita au calme (*Moniteur*, t. XV, p. 555). Leur orateur était une femme Wuallard (*A. Tuetey, Répertoire*, t. VIII, n° 1474).

2. *Les Révolutions de Paris*, dans Buchez et Roux, t. XXIV, p. 334.

3. Le sucre fut taxé à 20 et 25 sols, la cassonade à 8 et 10 sols, le savon et la chandelle à 12 sols.

chandises « sans distinction ». Les épiciers qui résistèrent aux taxations furent pillés.

Les troubles, qui avaient commencé dans le quartier des Lombards, centre du commerce des denrées coloniales, grossirent l'après-midi et s'étendirent. Ils se prolongèrent tard dans la nuit. Ils repriront les jours suivants et ne cessèrent qu'au milieu de la semaine. En général, ils furent plus graves dans les quartiers du centre habités par les artisans et les petits bourgeois que dans les faubourgs où vivaient les manouvriers.

Le premier jour les autorités municipales flottèrent, indécises, et parurent sur le point d'être débordées. Le commandant de la garde nationale Santerre s'était éloigné de Paris dès la première heure pour aller à Versailles organiser, à la prière du ministre de la Guerre, une compagnie de gendarmerie nationale. Il ne revint qu'à neuf heures du soir. Pache, qui n'était à la mairie que depuis une quinzaine de jours, cherche à parler raison aux manifestants. Comme l'avait fait Pétion un an plus tôt, dans des circonstances analogues¹, il rédige des proclamations et prononce des discours où il mettait les troubles sur le compte des ennemis de la Révolution. Les farines ne manquaient point, disait-il dans sa proclamation du 25 février², les alarmes étaient provoquées par les aristocrates qui voulaient retarder, empêcher la levée de nouveaux soldats. Ils se déguisaient sous les dehors du patriotisme, « quelques-uns d'entre eux affectent la misère tandis que l'or d'Albion et d'Espagne roule dans leurs mains et leur sert, sous prétexte de la nécessité, à enlever les pains de chez les boulangers et corrompre l'opinion publique... »

Imitant Pétion jusqu'au bout, Pache se rendit, vers onze heures, accompagné de son parquet, au-devant d'un attroupement de femmes, rue de la Vieille-Monnaie. Mais sa harangue n'eut aucun succès. Toujours suivi de Chaumette et de ses substituts Hébert et Réal, il se rendit alors au Comité de sûreté générale de la Convention pour réclamer un décret qui l'autorisât à faire battre la générale, puis chez le ministre de l'Intérieur pour demander de nouvelles avances de fonds destinées à l'approvisionnement de Paris. Séance tenante, la Convention fit droit à sa double requête.

Pache convoqua ensuite le Conseil général de la commune pour deux heures de l'après-midi. Il lui exposa la nécessité de faire battre la générale pour appeler les gardes nationaux sous les armes. Mais le chef de légion, qui commandait en l'absence de Santerre, fit

1. Voir notre article *la Crise du sucre en 1792* dans la *Grande Revue* de mars 1917.

2. Bibl. nat., Lb⁴⁰ 1154b.

observer que le rappel qu'il avait fait battre depuis quelque temps avait déjà produit beaucoup d'effet. La Commune décida de surseoir à l'ordre de battre la générale¹.

Il semble certain que les agitateurs avaient des appuis au Conseil général de la commune et jusque dans le commandement de la garde nationale, seule force de police régulière. Leurs partisans assistaient en nombre à la séance de la Commune et ils intimidaient par leurs cris le maire et les partisans de la répression. On lit en effet dans le compte-rendu de la séance : « Un adjudant de la section des droits de l'homme vient déclarer que le rappel a été battu inutilement et que les citoyens ne se rendent pas à leur poste. Il demande la force pour maintenir la sûreté des personnes et des propriétés. » Même alors, le Conseil ne décide pas que la générale sera battue. Il se borne seulement à déléguer vingt-quatre de ses membres qui se répandront dans les quarante-huit sections pour y prêcher le calme.

On lit un peu plus loin, dans le même procès-verbal :

Le citoyen Basset, graveur, député de la section de Beaurepaire, dénonce que l'on pille tous les épiciers de la section (les tribunes [crient] : *tant mieux!* Une femme à la porte : *c'est un accapareur!*). Un commissaire de la section du Contrat social annonce [ensuite] que les épiciers de son quartier, d'après leurs fortunes, sont forcés de délivrer le sucre à plus de moitié de perte (les tribunes : *tant mieux!*).

Le président de l'Assemblée rappelle les tribunes à l'ordre. Mais la suite est plus significative encore :

Cuvillier, l'un des commissaires envoyés dans les sections, rend compte de sa mission, et annonce que, dans la section des Gravilliers, il a vu Jacques Roux, prêtre et membre du Conseil, occupé à justifier la conduite de ceux qui s'étaient attroupés pour se faire délivrer les marchandises qu'ils avaient arbitrairement taxées. Jacques Roux, qui venait d'arriver au Conseil, monte à la tribune et dit qu'il a toujours professé les vrais principes et que, dut-il être appelé le *Marat du Conseil général*, il ne s'en départira jamais. Un membre demande que Jacques Roux soit tenu de signer la déclaration qu'il vient de faire.

Un autre l'interpelle de déclarer pourquoi il n'était pas à son poste dans les moments du danger (il s'élève du tumulte). Les circonstances ne permettant pas de s'occuper de personnalités, le Conseil général a passé à l'ordre du jour sur tout ce qui concernait Jacques Roux.

On devine à travers ces phrases vagues quelle fut l'attitude du

1. Compte-rendu de la séance de la Commune dans le *Moniteur*, t. XV, p. 566.

chef des Enragés. Loin de renier sa participation au mouvement, il s'en glorifia. Il justifia les émeutiers que ses prédications avaient poussés contre les épiciers. Le journal *les Révolutions de Paris* a mis dans sa bouche la phrase suivante qu'il aurait prononcée au cours du débat : « Je pense, au surplus, que les épiciers n'ont fait que restituer au peuple ce qu'ils lui faisaient payer beaucoup trop cher depuis longtemps ¹. »

Jacques Roux n'était pas le seul membre de la Commune à pactiser ainsi ouvertement avec les émeutiers. Quelques jours plus tard, la section des gardes-françaises accusa son représentant à la Commune, un certain Chenaux, « d'avoir paru, le 25 février, fort indifférent sur les événements, d'avoir dit que c'était peu de chose, qu'on en avait été quitte pour quelques pains de savon. Elle accusa aussi Leroux Étienne d'avoir, comme Chenaux, approuvé par leur présence en écharpe la taxe arbitraire sur les marchandises chez le citoyen Madré ². »

Quand on lit ces témoignages, on comprend que la répression ait été lente à s'organiser. J. Roux n'était pas seul. Il était à la tête d'un parti nombreux et puissant. Notons encore un petit fait qui en dit long sur l'attitude de la force armée. Réal nous apprend, dans son discours du 27 février prononcé à la barre de la Convention, que le maire Pache arrêta lui-même de sa main au milieu du tumulte un gendarme qui pillait !

La répression ne commença réellement que le second jour des troubles, après que les Jacobins se furent prononcés avec énergie, dans leur séance de la nuit, contre les perturbateurs.

Les Jacobins, nous l'avons dit, redoutaient dans les Enragés des rivaux d'influence. Ils répugnaient à la taxation parce qu'ils voyaient bien que cette mesure allumerait la guerre de classes. Le succès de la Révolution était lié à la vente des biens nationaux. Si les produits agricoles étaient taxés, les cultivateurs et les propriétaires continue-

1. Le journal girondin *le Scrutateur universel* fait de l'incident Jacques Roux le récit suivant dans son numéro du 27 février : « Le prêtre Roux, inculpé d'avoir prêché l'insurrection dans la section des Gravilliers, monte à la tribune et déclare que, voyant les épiciers vendre de si bonne grâce leurs marchandises à vil prix, il en conclut tout simplement que ces messieurs restituaient enfin aux pauvres ce qu'ils leur avaient volé. — Grands applaudissements des tribunes et désapprobation générale de la part du Conseil. — Enfin, dit Roux, appelez-moi le Marat de la Commune, je déclare que je défendrai toujours la cause du peuple et que j'inquiéterai les agitateurs. — Il sort victorieux de la tribune, et le président l'ayant félicité sur les applaudissements qu'il avait assez mérités, les tribunes se sont écriées : A bas le président aristocrate ! »

2. *Moniteur*, t. XV, p. 627.

raient-ils à participer aux enchères? C'était le moment où, après les biens d'église, la Révolution mettait en vente les biens d'émigrés. La politique des Enragés risquait d'entraver, de paralyser, de faire échouer cette grande opération financière¹. Était-ce bien le moment d'ailleurs de soulever un problème aussi redoutable que celui de la taxation quand l'offensive de Dumouriez en Hollande commençait, quand les opérations pour la levée de 300,000 hommes étaient en pleine activité, quand les Montagnards enfin livraient aux Girondins le plus dur combat? Quelle belle occasion les Enragés fournissaient aux Girondins de crier à la loi agraire, au renversement des propriétés!

Mais les Jacobins, du moins certains d'entre eux, avaient d'autres raisons encore, et non pas seulement d'opportunité, pour s'opposer au programme social des Enragés. Jacques Roux ne voyait le salut que dans la démonétisation des espèces métalliques et dans le cours forcé de l'assignat. Marat, au contraire, avait toujours combattu l'assignat. Dès la Constituante, il s'était élevé contre ceux qui l'avaient créé, contre Mirabeau entre autres, et il les avait accusés d'avoir servi par cet expédient les intérêts de la contre-Révolution. Il aurait voulu qu'on remboursât la dette en distribuant aux créanciers de l'État les biens nationaux en nature. Il était l'ennemi de l'assignat. Il conseillait de le retirer de la circulation. Robespierre et Saint-Just pensaient sur ce point comme Marat. Ils étaient donc séparés des Enragés sur le fond même du problème économique.

Mais comment engager la lutte contre les Enragés quand les Jacobins menaient déjà le combat contre les Girondins? La situation était embarrassante. Il était évident que les Enragés avaient derrière eux une bonne partie de la population parisienne, toute cette classe moyenne, toute cette artisanerie qui avait fait la Révolution et qui jusque-là donnait ses votes au parti montagnard. Il fallait louvoyer, essayer des diversions, ruiner Jacques Roux, le rendre suspect, tout en gardant le contact avec les sans-culottes, tout en ayant l'air de prendre en mains leur cause.

Marat, qui ne manquait pas d'un certain sens politique, tenta de substituer au programme social des Enragés un autre programme de revendications populaires qui permettait du moins de gagner du temps. Le 24 février au soir, dès qu'il comprit, par la pétition des blanchisseuses, que le mouvement était près d'éclater, il écrivit pour le *Publiciste* du lendemain un article dont les violences voulues dissimulaient une manœuvre assez adroite. Il commençait par

1. Cambon lança cet avertissement à la Convention, au milieu même des troubles, à la séance du 26 février.

reconnaître que le peuple avait raison de se plaindre de la hausse exorbitante des denrées. Il trouvait naturel que les consommateurs fissent justice eux-mêmes des monopoleurs et des agioteurs :

Dans tout pays où les droits du peuple ne sont pas de vains titres consignés fastueusement dans une simple déclaration, le pillage de quelques magasins, à la porte desquels on pendrait les accapareurs, mettrait bientôt fin à ces malversations qui réduisent cinq millions d'hommes au désespoir et qui en font périr des milliers de misère !

Mais, après ces provocations au meurtre, simple tribut payé à la démagogie, Marat détournait ses lecteurs de demander la solution du problème à des mesures législatives. Les lois en matière économique lui semblaient, comme à Saint-Just, inopérantes. C'était dire qu'il rejetait le maximum, la solution de Jacques Roux. Pour lui, le problème était d'ordre moral. Il fallait punir les accapareurs par quelques exemples qui terroriseraient les marchands et les obligeraient à baisser leurs prix. Et Marat proposait d'investir le Comité de sûreté générale, auquel il accordait sa confiance, « du pouvoir de rechercher les principaux accapareurs et de les livrer à un tribunal d'État formé de cinq membres pris parmi les hommes connus, les plus intègres et les plus sévères, pour les juger comme des traîtres à la patrie ». Autrement dit, Marat demandait l'institution d'une sorte de tribunal révolutionnaire qui jugerait les marchands coupables de s'enrichir de la détresse générale¹. Il comptait sur la terreur qu'inspirerait ce tribunal pour ramener l'équité dans les transactions. La conception était naïve, mais Marat se proposait surtout de faire échec à Jacques Roux et à la taxation. Il ne demandait sans doute à son expédient improvisé que ce résultat. Il faisait aussi appel, avec une certaine candeur, à la philanthropie des bonnes âmes pour réduire la crise :

Je connais une autre mesure qui irait bien plus sûrement au but ; ce serait que les citoyens favorisés de la fortune s'associassent pour faire venir de l'étranger les denrées de première nécessité, les donner à prix coûtant et faire tomber de la sorte celui auquel elles sont poussées aujourd'hui, jusqu'à ce qu'il fût ramené à une juste balance.

L'expédient philanthropique de la coopération valait un peu mieux que l'expédient terroriste du tribunal, mais Marat ne cherchait qu'une diversion.

1. Notons que le tribunal révolutionnaire sera institué quinze jours plus tard sur la motion de Danton et que ce tribunal condamnera à mort beaucoup d'accapareurs.

Malheureusement pour lui, son article parut le matin même des troubles, le 25 février. Les émeutiers semblèrent mettre en pratique ses conseils de violence et on a vu que Jacques Roux ne manqua pas de les exploiter pour justifier sa campagne quand il se proclama le Marat de la Commune. Les Girondins, de leur côté, affectèrent de considérer que Marat était l'auteur responsable des pillages et le lendemain, 26 février, il demandèrent à la Convention sa mise en accusation. La Convention, qui savait à quoi s'en tenir, refusa de suivre les Girondins. Elle n'avait pas oublié les récentes et véhémentes attaques de Marat contre les Enragés. Après un violent débat, où Marat se défendit avec une hauteur insultante et où plusieurs Montagnards se solidariserent avec lui, l'Assemblée se borna à renvoyer aux tribunaux ordinaires la dénonciation que le député girondin Salle avait formulée contre l'article de Marat.

La séance qui avait eu lieu aux Jacobins, la veille de ce débat, le soir du 25 février, avait montré clairement que l'Ami du peuple et les chefs montagnards étaient unanimes non seulement à désavouer les Enragés mais à pousser contre eux aux mesures de répression. Marat dénonça lui-même au club les « intrigants » qui avaient préparé le mouvement contre les épiciers par leurs motions incendiaires¹. Il n'hésita pas à les traiter de contre-révolutionnaires et d'agents des Girondins. Il leur prêta l'intention, contre toute vraisemblance, de vouloir faire rentrer Roland au ministère :

Pour y déterminer le peuple, disait-il, ils crient dans les carrefours : lorsque vous aviez Roland, vous ne manquiez pas de pain.

Marat accuse aussi le comité des subsistances de la Commune d'ineptie et de malversations. Cette tactique grossière, qui consistait à rejeter la responsabilité des troubles sur les Girondins et les royalistes et à représenter les Enragés comme leurs instruments, fut accueillie avec empressement par les matadors du club. Après Marat, un orateur, qui n'est pas nommé dans les comptes-rendus des journaux, déclara qu'il avait vu en plusieurs endroits des hommes déguisés :

Ils étaient poudrés et mal vêtus, ils disaient aux femmes : il faut prendre la marchandise sans la payer et trancher la tête des épiciers.

L'affirmation était si manifestement fausse qu'elle souleva les protestations des tribunes qui crièrent : « Cela n'est pas vrai ! » L'ora-

1. Voir le discours de Marat dans Buchez et Roux, t. XXIV, p. 343. Ce discours est absent du recueil de M. Aulard sur le Club des Jacobins.

teur ayant persisté à maintenir son affirmation, un grand tumulte se déclama et il dut descendre de la tribune. Dubois-Crancé l'y remplaça et reprit avec plus de force la thèse de l'origine contre-révolutionnaire du mouvement :

Les besoins ne sont pas réels. Les émigrés sont cachés parmi vous, déguisés en sans-culottes et prêchant la liberté. Ce sont ces mêmes hommes qui poussent le peuple de Paris à des excès sous le prétexte de la disette des subsistances : allez à la halle, elle regorge de farine¹. Les anarchistes ont senti qu'il suffirait de faire prendre à une moitié de Paris une double provision pour faire manquer de pain l'autre moitié. Quoi ! ce peuple qui s'est disputé en 1790, pendant six mois, le pain nécessaire à son existence, se livrerait au désespoir pour quelques moments d'engouement ? Ces événements sont loin de nous, ils ne peuvent se reproduire.

Dubois-Crancé rappelait encore que la Convention avait autorisé un impôt de sept millions sur les riches de Paris pour y maintenir le pain à bon marché. Il termina en accusant les Enragés d'être des agents de Pitt : « Le mouvement avait été préparé. Il y a quinze jours que je sais que le peuple devait être en agitation et je l'ai appris par les papiers publics ; lord Grenville lui-même l'a annoncé au parlement d'Angleterre. » Dubois-Crancé fut applaudi. Son roman ténébreux intimida les tribunes.

Robespierre acheva de l'accréditer en lui donnant son adhésion : « Ceci », dit-il, « est une trame ourdie contre les patriotes eux-mêmes. Ce sont les intrigants qui veulent perdre les patriotes. » Sans doute, Robespierre avouait que les souffrances du peuple étaient réelles, que les riches profitaient de ses besoins, qu'ils « étaient encore ce qu'ils furent toujours, c'est-à-dire durs et impitoyables », mais il prétendait ensuite que les contre-révolutionnaires avaient l'habileté perfide d'aigrir des mécontentements justifiés pour provoquer des émeutes qui perdraient la Révolution. A ceux qui avaient affirmé que la main des aristocrates était dans l'agitation, il apporta son témoignage personnel :

J'ai été témoin moi-même des mouvements. A côté des citoyens honnêtes nous avons vu des étrangers et des hommes opulents revêtus de l'habit respectable des sans-culottes. Nous en avons entendu dire : on nous promettait l'abondance après la mort du roi, et nous sommes plus malheureux depuis que ce pauvre roi n'existe plus. Nous en avons entendu déclamer non pas contre la portion intrigante et contre-révo-

1. Le rapport de Pache sur sa gestion contredit l'affirmation optimiste et intéressée de Dubois-Crancé (Arch. nat., AF II 68).

lutionnaire de la Convention, qui siège où siégeaient les aristocrates de l'Assemblée constituante, mais contre la Montagne, mais contre la députation de Paris et contre les Jacobins, qu'ils représentaient comme accapareurs!

Robespierre disait vrai quand il rapportait les propos antimontagards et antijacobins des Enragés¹, mais de là à les transformer en contre-révolutionnaires il y avait loin. De nombreuses personnes furent arrêtées pendant les troubles. La municipalité jacobine, qui avait intérêt à justifier par des faits la thèse de Marat, de Dubois-Crancé et de Robespierre, les interrogea avec soin. Quelques-unes furent mises en jugement. Nous avons leurs dossiers. Aucun des émeutiers arrêtés ne fut convaincu d'aristocratie. On ne trouva dans le nombre aucun étranger ou agent de l'étranger. Voici, à titre d'exemple, les professions des douze inculpés qui furent emprisonnés à La Force : trois domestiques, un brocanteur, un tailleur, un dragon de la République, un garçon cordonnier, un marchand de boucles, un marchand de cocardes, un taillandier, un garçon pâtissier et un particulier sans profession². Ainsi le plus grand nombre appartenait au petit commerce, à l'artisanerie, à la classe dont Jacques Roux était l'organe.

Il se peut, il est probable que Robespierre et les Jacobins aient été de bonne foi en accusant les Enragés de desseins contre-révolutionnaires. Ces agitateurs obscurs gênaient leur politique, risquaient de les séparer du peuple. Le désordre qu'ils entretenaient faisait le jeu des partis de réaction.

Quoi qu'il en soit, Robespierre, appuyant Marat, essaya de tourner contre les Girondins les colères populaires déchainées contre les accapareurs. Sa tactique consista à donner au mouvement social un dérivatif politique : « Nos adversaires [les Girondins] », dit-il en terminant son discours, « veulent effrayer tout ce qui a quelque propriété; ils veulent persuader que notre système de liberté et d'égalité est subversif de tout ordre, de toute sûreté. Le peuple doit se lever, non pour recueillir du sucre, mais pour terrasser les brigands. » Ceux que Robespierre appelait ainsi « les brigands », c'étaient ceux qui avaient voulu sauver le roi, ceux qui, à l'en

1. Lasource dira de même le lendemain à la Convention qu'on avait entendu des manifestants exciter le peuple en lui disant : « Lorsque nous avons un roi, nous étions moins malheureux qu'à présent que nous en avons 745. » Quelques inconnus disaient ailleurs : « Ceux qui ont voté la mort du roi danseront bientôt à leur tour » (séance du 26 février, dans les *Archives parlementaires*).

2. A. Tuetey, *Répertoire*, t. VIII, n° 1497, 1499, 1506, 1508.

croire, préparaient la contre-Révolution. Il rappela qu'au mois de septembre, lors de l'entrée des Prussiens en Champagne, le girondin Roland avait voulu quitter Paris.

L'ancien acteur Collot d'Herbois renchérit encore sur Robespierre. Il accusa Roland d'avoir provoqué les troubles pour discréditer Pache et le chasser de la mairie :

Roland est tellement coupable qu'il ne peut disputer avec personne de scélératesse. Je me suis procuré la preuve qu'il a placé douze millions en Angleterre. Continuons de démasquer les Brissotins et allons droit à Roland. Je déclare que dimanche prochain je demanderai l'acte d'accusation contre cet ex-ministre et je m'appuie sur dix chefs, dont un seul suffit pour qu'il porte sa tête sur l'échafaud.

Ai-je besoin de dire que les attaques passionnées de Collot d'Herbois manquaient de toute base? Pas plus qu'il n'est possible de découvrir dans le pillage des épiciers la main de l'étranger, la participation des Girondins est aussi difficile à établir.

Mais, ce qu'il faut retenir, ce qui importe à l'objet de nos recherches, c'est que les Jacobins s'associèrent officiellement à la manœuvre de Marat et de Robespierre. Leur circulaire du 1^{er} mars aux sociétés affiliées, dont Robespierre fut le rédacteur, jeta le blâme et l'insulte sur les Enragés et les représenta comme des instruments ou des agents des ennemis de la Révolution. Elle prétendit qu'on avait entendu dans les groupes le cri de : *vive Louis XVII* et qu'on avait surtout pillé les boutiques des patriotes, ce qui est démenti par le récit des *Révolutions de Paris*, qui disent au contraire que certains épiciers jacobins furent épargnés.

L'attitude des Jacobins fut décisive pour l'issue du mouvement. Dans la matinée du 26, les troubles avaient recommencé dans le quartier des Halles. Mais cette fois, la municipalité avait pris des mesures d'ordre sérieuses. Dès quatre heures du matin, la générale avait été battue. Santerre commandait en personne les 80,000 hommes de la garde nationale qui furent mis sur pied¹. Il leur avait donné l'ordre suivant : « Aux armes, citoyens! Défendons la propriété de nos frères, tant de ceux qui sont aux frontières que de ceux qui sont à l'intérieur. Arrêtons ceux qui manquent à leurs serments et livrons-les à la justice²! »

La Commune s'était réunie de bonne heure et avait décidé que les gardes nationaux qui ne se rendraient pas à leur poste seraient

1. Ce chiffre est donné par Chaumette dans son discours à la Commune du 26 février (*Moniteur*).

2. Voir cet ordre de Santerre dans le *Moniteur* du 1^{er} mars.

regardés comme suspects¹. Elle avait décidé aussi de faire un recensement de tous les habitants et d'inscrire sur une liste spéciale ceux qui ne pourraient justifier ni de ressources avouables ni de leur civisme². Les visites domiciliaires commencèrent. En même temps, la commune adressait aux Parisiens une proclamation dans laquelle elle mettait les troubles sur le compte des contre-révolutionnaires désireux d'empêcher le recrutement³. Elle affectait de croire que « le mouvement d'erreur » était passé. Elle prétendait que quelques hommes égarés avaient d'eux-mêmes « rapporté au marchand le supplément du prix de la denrée » et que « des citoyennes dé trompées s'étaient réunies à la force armée pour maintenir les propriétés ». Elle promettait aux chômeurs de grands travaux qu'on allait entreprendre et elle concluait : « Arrêtez, livrez au glaive de la loi les hommes qui veulent calomnier, qui veulent avilir la Convention. Ceux-là veulent des rois. Ils veulent nous ramener à l'esclavage par l'anarchie. »

Les députés montagnards élus de Paris secondaient de leur mieux la municipalité en faisant afficher de leur côté une proclamation à leurs électeurs pour les mettre en garde contre les pièges que leur tendaient les Enragés⁴.

La section des Piques (place Vendôme), la section de Robespierre, dans la séance qu'elle avait tenue pendant la nuit du 25 au 26 février, flétrissait publiquement les doctrines professées par Jacques Roux comme « propres à égarer le peuple en le portant à violer les droits sacrés de la propriété⁵ ». Elle décidait ensuite, par un arrêté qu'elle affichait, d'inviter ses frères de la section des Gravilliers à censurer le citoyen Jacques Roux, son représentant à la Commune, pour avoir, dans la journée du 25 courant, « prêché au Conseil général la dissolution de tous les principes en légitimant les événements du jour⁶ ».

1. Par un arrêté publié dans le *Moniteur* du 1^{er} mars.

2. La Convention avait voté le jour même, sur la proposition de Barère, un décret ordonnant ces mesures.

3. Cette proclamation, rédigée par Réal, est publiée dans le compte-rendu de la séance du 27 février aux *Archives parlementaires*. Elle existe en placard à la Bibliothèque nationale, Lb⁴⁰ 1154b.

4. Je n'ai pas pu retrouver le texte de cette affiche, mais elle est mentionnée dans la circulaire des Jacobins du 1^{er} mars.

5. Voir l'intervention de la section des Piques à la Commune dans le compte-rendu du *Moniteur*, t. XV, p. 566.

6. L'arrêté de la section des Piques fut imprimé et affiché (Bibl. nat., Lb⁴⁰ 2040, in-4°). Il est signé de Pannequin, président, Ternois, vice-président, et Hautier, secrétaire. Il fut communiqué à la Commune dans sa séance du 27 février (*Moniteur* du 3-mars). L'original de cet arrêté figure dans la collection Charavay (Bibliothèque de la ville de Paris, t. V, p. 477).

Ainsi encouragées et soutenues par le parti montagnard, les autorités municipales purent maîtriser l'agitation. Les rassemblements qui se formèrent furent dissipés par les patrouilles. Cependant, les troubles continuèrent encore le 27. Ce jour-là la garde fut insultée rue de Bièvre par des femmes qui voulaient piller un magasin de soude. Mais le calme se rétablit peu à peu sans effusion de sang.

La manœuvre des Jacobins avait obtenu un succès au moins momentané. La municipalité, désarmée le premier jour, s'était reprise le second. Les troupes des Enragés avaient mordu à l'amorce de Robespierre. Elles craignirent en prolongeant les troubles de faire le jeu de la contre-Révolution, de travailler pour Brissot, pour Roland, pour Louis XVII, pour Pitt. Le vaste mouvement inspiré par Jacques Roux dégénéra en des pillages vulgaires facilement réprimés.

Par la rapidité et l'énergie de leur décision, les Montagnards enlevèrent aux Girondins la possibilité d'exploiter utilement l'agitation à leur profit. Sans doute, le 26 février, à la Convention, nous l'avons vu, les Girondins essayèrent bien de rejeter sur Marat la responsabilité des troubles. Mais ils ne réussirent pas à entraîner l'Assemblée parce que les faits parlaient trop haut. Ils essayèrent aussi de représenter la Commune et Santerre comme les complices des perturbateurs. L'absence de Santerre le 25 leur fournissait un excellent argument¹. Sans vouloir blâmer Santerre ni la Commune, la Convention leur ordonna cependant, sur la motion de Barère, de rendre compte des événements. Ils n'eurent pas de peine à se justifier.

L'ordre était rétabli. Cependant Pache ne dissimulait pas à la Convention, le 27 février, que le feu couvait sous la cendre. Aussi longtemps que la crise économique subsisterait, un nouvel incendie était à craindre. Puisque les Montagnards repoussaient les remèdes proposés par les Enragés, le maximum et la démonétisation de l'argent, il leur fallait en trouver d'autres. La Commune parisienne avait fini par réprimer les troubles, mais elle n'avait pas caché qu'elle estimait insuffisant de s'en tenir là. Par l'organe de Chau-

1. Barère, qui était alors girondin, critiqua, dans son discours du 26 février, la mollesse des autorités parisiennes et dénonça les factieux qui voulaient « légitimer le vol, comme à Sparte, et tout cela pour parvenir à une prétendue loi agraire, si on peut donner ce nom à un brigandage ». La section girondine de la butte des Moulins arrêta que le Corps municipal avait perdu sa confiance pour n'avoir pas été à son poste dimanche et lundi du moins. Elle blâma formellement Santerre (voir la séance de la Commune du 1^{er} mars dans le *Moniteur* du 4).

mette, elle soumit, le 27 février, son programme social à la Convention :

Il n'existe plus, dit Chaumette, de juste proportion entre le prix des journées de la main-d'œuvre et le prix des denrées de seconde nécessité... Il existe des malveillants, des accapareurs... La misère publique est la base des spéculations intéressées d'une infinité de capitalistes qui ne savent que faire des fonds immenses produits par les liquidations. Le pauvre a fait, comme le riche, et plus que le riche, la Révolution. Tout est changé autour du pauvre, lui seul est resté dans la même situation et il n'a gagné de la Révolution que le droit de se plaindre de sa misère... Citoyens, c'est à Paris surtout que le pauvre est trop pauvre; c'est à Paris surtout que son désespoir s'aigrit de la désespérante disproportion qui existe entre le riche et lui... La Révolution, en procurant au riche la liberté, lui a donné immensément; elle a aussi donné au pauvre la liberté, l'égalité, mais pour vivre libre, il faut vivre et, s'il n'existe plus de proportion raisonnable entre le prix du travail du pauvre et le prix des denrées nécessaires à son existence, le pauvre ne peut vivre. Rétablissez, citoyens, cette salutaire proportion; faites plus, faites que cette proportion change le bienfait de la Révolution à l'avantage du pauvre; c'est le seul moyen de lui faire aimer la Révolution; c'est le seul moyen de donner au pauvre l'espoir de devenir un jour propriétaire, et peut-être la Révolution ne sera-t-elle vraiment consolidée qu'à cette heureuse époque; alors le pauvre cessera de se regarder comme locataire dans sa patrie.

Le discours de Chaumette était empreint d'un large accent de pitié sociale. Mais ses conclusions étiquées juraient avec ses prémisses. Il se bornait à demander à la Convention trois mesures pratiques : une loi contre les accapareurs, une loi pour retirer le plus d'assignats possible de la circulation, une loi enfin qui ordonnât de grands travaux afin de donner des salaires aux pauvres. Ces mesures, d'où la taxe des denrées était exclue, n'avaient rien qui pût déplaire à la Convention. Dès la veille, elle avait décrété, sur le rapport de Barère, que ses comités de l'agriculture, du commerce et des finances lui présenteraient à bref délai des projets de lois destinés à réprimer l'agiotage et à diminuer la masse des assignats.

Restait à savoir, à supposer que ces lois fussent votées et appliquées, si elles suffiraient à résoudre les terribles problèmes du renchérissement.

En attendant, Jacques Roux n'était pas vaincu. Ses idées, son programme de taxation et de réglementation, qui n'étaient qu'un retour avoué à l'état de choses d'avant 1789, subsistaient vivaces dans le peuple. Tant que la crise durerait, les Enragés garderaient leur influence. Une preuve qu'ils étaient toujours puissants, c'est

que la Commune n'osa pas adopter la délibération de la section des Piques et chasser Jacques Roux de son sein.

Elle aurait cependant pu le faire d'autant plus aisément que l'élection de Jacques Roux à la Commune était entachée d'illégalité. D'après les règles alors en usage, les choix de chaque section étaient subordonnés à l'approbation de la majorité des autres. Or l'élection de Jacques Roux par les Gravilliers avait été rejetée par le scrutin de révision de la majorité des autres sections¹. Devant cet affront, Jacques Roux avait donné sa démission. Les Gravilliers la refusèrent et lui maintinrent ses pouvoirs². Il continua de siéger à la Commune. Le principal groupement sur lequel il s'appuyait, les défenseurs des quatre-vingt-quatre départements, ne fut pas inquiété. Ils continuèrent de se réunir et de présenter des pétitions.

Si les Enragés n'avaient pas réussi à imposer la taxation par l'action directe, par l'émeute, leurs forces n'étaient pas entamées, la crise n'était pas résolue. Les événements politiques et économiques travaillaient pour eux. Il arriverait bien un jour où les Montagnards seraient débordés.

Albert MATHIEZ.

1. Voir le compte-rendu de la séance de la Commune du 2 mars dans le *Moniteur*.

2. Voir dans Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, la séance du 14 février 1793.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE L'ART.

La rédaction de ce Bulletin a été interrompue le 2 août 1914; c'est après quatre ans que j'en relis les feuillets maintenant jaunis; et voici que, de temps en temps, au tournant des pages, un doute m'arrête et laisse tomber l'insidieuse question : « A quoi bon ? » Je crois reconnaître la petite voix désenchantée que l'on entend parfois dans le fracas inhumain de la canonnade, lorsqu'au plein de la violence, on s'arrête, on s'interroge pour se ressaisir, on ne trouve qu'à grand'peine au fond de soi-même cette petite chose qu'est une intelligence; l'on se prend à douter de l'utilité de cette flamme falote et l'on se demande s'il vaut la peine de tant veiller sur cette pauvre lueur qui compte si peu dans la tempête humaine. Mais il n'est pas sain de se laisser effleurer par le doute et de laisser mordre la voix corrosive. Si l'on pouvait penser que l'intelligence ne mène pas le monde, il ne faudrait jamais se l'avouer; ce serait enlever à nos raisons de vivre et, ces raisons-là, il ne faut y toucher à aucun prix. Reprenons simplement la tâche quotidienne, comme par devant; c'est en travaillant pour sa foi qu'on l'entretient.

Je publie donc ces feuillets tels que je les retrouve; ils me paraissent pourtant un peu lointains, d'autant plus que j'y retrouve des noms de disparus. La guerre a fauché parmi les historiens de l'art, parmi les anciens comme parmi les jeunes. Elle a emporté de Fourcaud, Marcel Reymond, deux glorieux vétérans, Émile Bertaux, en pleine action, de Foville, Robert André-Michel, Alfred Pichon, les meilleurs d'une génération qui a déjà fait ses preuves; pertes à jamais déplorables; c'est de la beauté qui disparaît du monde, lorsque s'en vont ceux qui savent la découvrir et nous la faire connaître.

HISTOIRES GÉNÉRALES. — La monumentale *Histoire de l'Art*¹ publiée sous la direction de M. André MICHEL continue à paraître

1. André Michel, *Histoire de l'Art*. T. IV : *la Renaissance en France*; t. V : *la Renaissance dans les pays du Nord*. Paris, Armand Colin; chaque vol. 15 fr.

régulièrement, sans hâte et sans à-coups. Elle atteint, dans la seconde partie du tome IV, la Renaissance française, présentée sous chacun de ses aspects par des spécialistes qui possèdent bien leur matière et des écrivains qui savent exposer leur science avec clarté. M. Paul VITRY montre comment, sous Charles VIII et Louis XII, le style italien a pénétré dans notre art gothique, pour former bientôt au temps de François I^{er} l'architecture composite de Blois et de Chambord¹. Alors sous François I^{er} d'abord, puis sous Henri II, se constitue une première forme de cet art que nous appelons « classique » et dont les plus illustres représentants ont été Pierre Lescot, Philibert de l'Orme, Jean Bullant et, à la fin du siècle, les Du Cerceau et les Metezeau. Cet art classique, après être né dans l'entourage immédiat de la monarchie, s'est propagé à travers les provinces dans lesquelles son uniformité a effacé les originalités régionales. Ce xvi^e siècle, que nous appelons le siècle de la Renaissance, a été surtout fécond et brillant par l'architecture; si l'architecture religieuse laisse voir un déclin, celle des hôtels et des châteaux est en plein essor et manifeste bien une France nouvelle.

L'histoire de la sculpture suit un mouvement parallèle; on la voit passer de la forme « gothique » à la forme italienne ou classique. M. André MICHEL suit d'un œil attentif les phases de cette transformation qui nous conduit des dernières vierges « bourguignonnes » aux figures païennes de Fontainebleau. La courbe de cette évolution est tracée d'une main sûre et la direction générale nettement indiquée, malgré tous les détours que nécessite une étude de détail. La fin du moyen âge a vu un épanouissement de la statuaire des saints. M. Mâle avait déjà magistralement montré la relation entre ce culte des saints et l'état de la sculpture dans son livre sur *l'Art à la fin du moyen âge*; voici encore les thèmes chers aux artistes et aux chrétiens de ce temps : l'arbre de Jessé qui s'accorde si bien avec les lignes enchevêtrées de la décoration flamboyante; les vierges de Pitié, les sépulcres; on sait que, parmi ces derniers, celui de l'abbaye de Solesmes est particulièrement admiré, surtout pour sa figure de Madeleine assise et pleurant en avant du tombeau. La question de l'attribution de cette œuvre n'a pas fait un pas depuis l'étude que lui avait consacrée M. Paul Vitry dans sa thèse sur Michel Colombe. Ce dernier reste l'auteur du tombeau du duc de Bretagne à Nantes, du saint Georges de Gaillon, maintenant au

1. Au sujet du château de Chambord, il convient de signaler un très intéressant article de M. Marcel Reymond (*Gazette des beaux-arts*, juillet 1913), dans lequel cet auteur donne des raisons spéciales pour attribuer à Léonard de Vinci le plan de ce château.

Louvre, sans qu'on puisse lui attribuer avec quelque certitude d'autres œuvres de ce temps. C'est à son atelier que l'on reporte le mérite de sculptures aussi belles que la statue tombale de Roberte Legendre et la Vierge d'Olivet, au Louvre. C'est à cette date qu'il faut placer le plein épanouissement de cette école champenoise si originale et si féconde qui a été étudiée naguère par MM. Kœchlin et Marquet de Vasselot. M. André Michel accepte les conclusions de ces deux archéologues. Jusque vers 1525, il n'est pas besoin de faire intervenir l'influence italienne pour expliquer l'histoire de notre sculpture. Mais voici qu'après cette date les modes ultramontaines pénètrent chez nous, et l'ornementation d'abord, puis le style même des figures subissent l'influence prépondérante de l'Italie. C'est d'abord dans le midi, en Provence, à la cour du roi René, que l'on voit apparaître des artistes italiens, Francesco Laurana, Pietro da Milano. Puis ce furent les artistes ramenés par Charles VIII de son expédition; tel ce Guido Mazzoni, qui fut chargé d'exécuter à Saint-Denis la sépulture du roi dont il ne reste rien. Mais M. André Michel serait tout disposé à reconnaître une œuvre de cet artiste dans le tombeau de Commynes, dont le musée du Louvre conserve des fragments importants. Il étudie aussi dans les documents et les monuments ce qui nous reste d'autres Italiens, Girolamo Viscardo, un Génois, Antonio della Porta, Jérôme de Fiesole et enfin les Juste, deux frères qui s'appelaient Antonio et Giovanni di Giusto Betti et ont sculpté le tombeau de Louis XII et d'Anne de Bretagne. Durant le règne de François I^{er}, les artistes italiens l'emportèrent sur les représentants du style gothique et national. Ce fut d'ailleurs une période très brillante pendant laquelle nous rencontrons des artistes comme Ligier Richier, Jean Goujon, Pierre Bontemps, Germain Pilon. L'œuvre de ces maîtres est étudiée à fond et l'on est parfois surpris qu'elle reste si obscure malgré l'illustration de ces grands noms. A la sculpture se rattache l'art de la médaille, auquel M. J. DE FOVILLE consacre une fine étude.

C'est M. le comte Paul DURRIEU qui présente l'évolution de la peinture durant cette même période, c'est-à-dire depuis l'avènement de Charles VII jusqu'à la fin des Valois. Sa connaissance approfondie des miniatures lui permet d'écrire un chapitre nourri et nouveau. Chez nous, en effet, les manuscrits fournissent beaucoup plus que les panneaux peints. Cette question des « primitifs français » a été fort remuée depuis l'exposition de 1904, organisée par leur ardent champion M. Bouchot. Avec une science exacte, M. Durrieu expose le peu de ce que nous savons sur les peintres d'Avignon, Enguerrand Charonton et Pierre Villatte, Nicolas Froment, sur Fou-

quet. M. Bouchot apportait à ces recherches des hypothèses fougueuses dans lesquelles on reconnaissait un généreux désir de ressusciter des précurseurs méconnus; M. Durrieu est beaucoup plus circonspect. Dans la peinture, comme dans les autres arts le « style gothique » cède devant les modes italiennes; l'apparition de ce style nouveau est visible dans les miniatures de Bourdichon et les peintures du Maître de Moulin; on ne sait toujours pas s'il convient de réunir ces deux artistes et d'y reconnaître un maître unique. Quoi qu'il en soit, la peinture montrait chez nous une réelle indigence quand les artistes italiens vinrent s'installer à Fontainebleau. Sur les Clouet, Corneille de Lyon, Jean Cousin, M. Durrieu apporte beaucoup plus de réserves que d'affirmations.

Le chapitre de la peinture se complète naturellement par une étude du vitrail par M. Émile MÂLE; pour tout notre moyen âge et même pendant le *xvi^e* siècle, le vitrail représente notre véritable peinture décorative et tient chez nous la place occupée en Italie par la fresque. La suite des chapitres de M. Mâle sur le vitrail compose une histoire tout à fait nouvelle de cet art; ce n'est pas seulement la « mise au point », le résumé des travaux antérieurs qu'il nous offre, mais une histoire absolument originale. Pour les *xv^e* et *xvi^e* siècles, M. Mâle passe donc successivement en revue les principaux centres de production qui sont en même temps les villes qui conservent les plus beaux ensembles de verrières : Paris, Bourges, la Normandie, la Champagne, les Leprince à Beauvais, la Bretagne, Jean Lecuyé dans le centre, Arnaud de Moles dans le midi et enfin les quelques verrières qui subsistent à Paris du *xvi^e* siècle. Malheureusement, la précision même de l'étude de M. Mâle en rend un résumé fort difficile; mais il suffit d'en rappeler l'auteur pour dire combien elle est fine, attrayante et colorée.

Une des nouveautés de cette histoire de l'art réside dans les chapitres d'ensemble que M. BERTAUX consacre à l'art espagnol et portugais. Avec une grande richesse d'exemples et une vue nette des ensembles, M. Bertaux raconte donc l'art espagnol durant cette fin du moyen âge et ce *xvi^e* siècle. Ces recherches, assez nouvelles dans l'archéologie française, vont peut-être renouveler quelques-unes de nos idées et élargir le champ de nos investigations pour l'étude même de notre art français. Voici que M. Salomon Reinach a voulu reconnaître dans un digne continuateur de Jean Van Eyck le peintre portugais Nuño Gonzalvès¹, l'auteur possible de l'*Homme*

1. Ce « primitif » portugais a été découvert naguère et présenté magistralement par le savant conservateur du musée de Lisbonne, M. José de Figueiredo.

au verre de vin (attribué autrefois à Fouquet) et aussi l'auteur de l'homme inconnu de la galerie Lichtenstein. Il est certain, en tout cas, que l'attribution à Nuño Gonzalvès est beaucoup plus vraisemblable que l'attribution à Fouquet. C'est aussi à un peintre espagnol, Bartolomeo Vermejo, qu'est adjugé un saint Michel que l'on avait tenté de donner à un maître français. Ces œuvres nombreuses d'Espagne réservent encore sans doute bien des découvertes. La plupart de ces maîtres paraissent influencés surtout par l'art flamand. Cependant, un certain maître du « Paraiso » semble quelque Allemand copiste de Hans Baldung Grien. Puis, au xvi^e siècle, l'italianisme domina bientôt l'art de la péninsule et se mélangea avec l'art provincial. Les mêmes remarques s'appliquent à la sculpture et à l'architecture.

Le tome V poursuit cette histoire de la Renaissance, c'est-à-dire cette conquête du gothique par l'italianisme, dans les pays du Nord, l'Allemagne, la France et l'Angleterre. M. Louis RÉAU fait le tableau de l'art allemand, qui s'est épanoui au commencement du xvi^e siècle avec tant de vigueur pour s'éteindre si rapidement; des maîtres comme Dürer, Holbein, Grünewald n'ont pas eu de successeurs. Est-ce la Réforme qui en est cause? Pourtant la Réforme n'est pas incompatible avec les arts plastiques, puisqu'elle a donné Rembrandt. — M. de FOURCAUD reprend l'histoire de la peinture dans les Pays-Bas qui avait été abandonnée dans le tome III à la première moitié du xv^e siècle; nous rencontrons seulement maintenant les successeurs immédiats de J. Van Eyck et Van der Weyden, comme Thierry Bouts, Hugo Van der Goës, etc. L'étude, qui est d'ailleurs fort substantielle, aurait dû, semble-t-il, passer plus tôt. Nous en avons fini depuis longtemps avec la renaissance italienne et française et voici que nous remontons, avec Thierry Bouts, jusqu'en plein moyen âge, alors que le développement de son influence a été longuement étudié dans les autres pays. Pour mettre l'art flamand au niveau des pays voisins, ce chapitre devrait au moins nous conduire jusqu'à la fin de l'école des romanistes; mais il s'arrête au début de cette école. On ne s'explique pas ce retard constant dans l'exposé de l'art flamand qui depuis le xv^e siècle est à la tête des pays du Nord. Pourquoi la *Mise au tombeau*, le chef-d'œuvre de Quentin Matsys, n'est-elle pas reproduite dans l'étude de cet artiste? C'est pour le lecteur une grosse déception de ne pas trouver une des œuvres les plus marquantes de l'histoire de la peinture. Pourquoi surtout cette coupure nouvelle dans la peinture flamande du xvi^e siècle, dont l'histoire a pourtant une telle unité? Ces divisions, qui ne sont pas dans la réalité, peuvent avoir de

fâcheux inconvénients; elles multiplient les risques d'omissions et de répétitions, surtout dans une période où les artistes circulent à travers les pays et doivent par conséquent traverser différents chapitres. Ainsi pour le fameux Antonio Moro. M. de Fourcaud lui consacre quelques lignes parce qu'il est un Hollandais du xvi^e siècle; quelques pages plus loin, M. Henry Marcel le rencontre en Angleterre et lui consacre à son tour une courte notice. Dans le livre suivant, M. BERTAUX le trouve en Espagne et analyse encore une partie de son œuvre. Enfin M. Louis GILET, qui nous ramène dans les Pays-Bas, le salue encore de quelques mots, en nous annonçant, chose étonnante! qu'il sera traité de ce maître en un autre endroit de cet ouvrage. Nous réserve-t-on encore un portrait de ce peintre? Sans compter que chaque auteur l'appelle différemment Anthonis Moor, Antonio Moro, Antoine Mor..., il y aura de quoi déconcerter les âmes simples. Peut-être eût-il mieux valu rattacher cet artiste errant à son pays d'origine, ainsi qu'il semblait le conseiller à ses historiens quand il y revint mourir. M. André Michel clôture ce tableau de la Renaissance par une très belle et très éloquente conclusion, dans laquelle il résume le grand débat historique et philosophique entre ceux qui voient en elle l'évolution naturelle de l'art européen et ceux qui trouvent que cette évolution a été faussée, dévoyée par l'intervention de l'art antique. — Cependant, après cette conclusion sur la Renaissance, l'histoire de la Renaissance continue dans le tome V, seconde partie. Nous reprenons la peinture au début du xvi^e siècle dans le nord de l'Italie, la fin de l'école vénitienne, Véronèse, Tintoret. Après quoi, M. PÉRATÉ fait un tableau soigné de l'école bolonaise : les Carrache, Dominiquin, Michel-Ange de Caravage; on attendrait aussi le Guide; mais le Guide est séparé de ses confrères et renvoyé à un prochain volume. Pourquoi? Dominiquin, plus jeune que lui, vient bien de passer; l'auteur semble surpris lui-même de cette coupure, mais il trouve une excuse en prétextant que l'œuvre de Dominiquin « semble garder un peu de l'âme d'autrefois et nous ramener au temps de Raphaël et de Corrège ». Voilà pourquoi on va mettre deux ou trois volumes entre ces deux artistes qui furent contemporains. Après un excellent chapitre sur les sculpteurs de la fin du xvi^e siècle contemporains ou continuateurs de Michel-Ange (Cellini, Bandinelli, Ammanati, Jean de Bologne), dû à M. André MICHEL, nous abordons le xvii^e siècle français.

M. BRIÈRE traite la question assez obscure de la continuation du Louvre commencée par Pierre Lescot; il n'accepte pas entièrement les conclusions d'un article fort intéressant de M. Batiffol qui prétendait que des plans et dessins de Pierre Lescot avaient guidé ses succes-

seurs pour la construction de la galerie du bord de l'eau (*Gazette des beaux-arts*, 1910-1912). L'auteur nous fait assister à l'épanouissement d'une architecture de palais qui continue le style de la Renaissance (Luxembourg) et à l'introduction chez nous du style « jésuite ». La sculpture nous offre quelques décorations charmantes de Pierre Biard et la peinture quelques œuvres médiocres des derniers maîtres de Fontainebleau et des « crayons » très caractéristiques.

En un chapitre très neuf, M. BERTAUX nous raconte la fin de la Renaissance en Espagne et il termine par une très belle étude sur Greco. L'auteur donne en particulier un excellent commentaire de l'*Enterrement du comte d'Orgaz*, composition dans laquelle il voit l'œuvre essentielle de ce peintre; mais pourquoi cette œuvre n'est-elle pas reproduite? C'était surtout celle-là que nous attendions. Pour la même époque, M. L. GILLET énumère les principaux maîtres néerlandais qui nous amèneront au seuil des œuvres de Hals et Rubens (à noter parmi ces maîtres, qui ne sont pas tous attrayants, une brillante étude sur Brueghel le vieux). Il me semble encore ici pourtant que, dans le partage des artistes entre les différents auteurs, quelques artistes sont tombés entre les chapitres. Ainsi, sur Denis Calvaert, qui est allé à Bologne et a tant contribué à la formation de l'école bolonaise, il n'y a qu'une rapide allusion dans le chapitre de M. Pératé; il est absent du chapitre flamand. Il ne me semble point non plus avoir eu l'occasion de saluer au passage des peintres comme Lancelot Blondeel, Lambert Lombart, Van Coxeyen, qui ne sont rien moins qu'amusants, mais qui occupent dans les musées flamands trop de place pour n'avoir pas droit à une mention dans une aussi grosse histoire de l'art. Le livre s'achève par un excellent chapitre de M. Léon DESHAIRS sur la tapisserie et le mobilier au xvi^e siècle.

Dans la préface-éloge qui précède le catalogue raisonné¹ des peintures du Louvre dont M. SEYMOUR DE RICCI vient de commencer la publication, M. Salomon Reinach a très justement remercié l'auteur d'avoir « fait disparaître heureusement une lacune dont s'affligeaient, avec les amis de l'art, tous ceux pour qui le Louvre est plus qu'un musée : un des symboles de notre histoire nationale ». L'auteur a droit à toute notre gratitude, car de tels travaux rendent plus de services à qui s'en sert qu'ils ne donnent de plaisir à qui les compose. Il a choisi pour guide l'excellent catalogue de Villot, qu'il

1. Seymour de Ricci, *Description raisonnée des peintures du Louvre*, avec une préface de Salomon Reinach. I : *Ecoles étrangères. Italie et Espagne*. Paris, impr. de l'Art, 1913.

reprend et met à jour; on ne saurait mieux faire. Pourtant, on peut se demander si l'auteur a toujours bien suivi l'exemple de Villot lorsqu'il le fallait et si au contraire, parfois, il n'aurait pas dû s'en affranchir. Le plan est donc le suivant : pour chaque tableau, l'auteur donne 1° le nom du peintre et les dates de sa vie. Ici, Villot joignait une notice biographique que M. S. de Ricci a cru pouvoir supprimer; cette addition n'est point nécessaire en effet dans un catalogue; il existe maintenant assez d'histoires et de dictionnaires biographiques où trouver ces renseignements. En revanche, il s'est astreint à maintenir dans les titres les noms traditionnels, et cela est bien fâcheux, car beaucoup d'attributions évidemment erronées reprennent par cette étiquette neuve une autorité nouvelle; ainsi le soi-disant Piero della Francesca, le pseudo Filippo Lippi (la Nativité), etc... — 2° Une description du tableau. Au temps où il y avait peu de gravures et point de photographies, ces descriptions avaient cette utilité de faire reconnaître une œuvre à défaut de reproduction; que ne donnerions-nous pour en trouver de semblables dans les vieux inventaires? Ce sont même les mentions insuffisantes de ces anciennes nomenclatures qui ont donné l'idée de rédiger ces descriptions précises. Mais encore faudrait-il qu'elles fussent d'une absolue exactitude. Il ne m'a pas paru que ce fût toujours le cas. Ne prenons nos exemples que dans les tableaux les plus connus du Salon carré : dans l'Antiope de Corrège, l'amour est étendu « à ses côtés ». Impossible; c'est à droite ou à gauche. Le pluriel poétique devait être ici banni. Voici le Christ couronné d'épines du Titien : « Assis sur des marches (erreur) ..., le Christ est entouré de quatre bourreaux (erreur, il y en a cinq) qui le frappent de leurs bâtons. (erreur, ils enfoncent la couronne d'épines avec des bâtons pour ne pas se blesser). » Si les descriptions ont pour but de permettre d'identifier les tableaux, en voilà une qui suffirait à nous empêcher de reconnaître notre œuvre. La « Flagellation » n'est pas le « Couronnement d'épines ». Prenons un exemple encore plus connu, la Sainte-Famille de François I^{er} par Raphaël : « La Vierge, un genou en terre (erreur, elle n'a pas de genou en terre ni à terre...). Au fond, à gauche, deux anges, dont l'un couronne la Vierge de fleurs (erreur, il jette des fleurs). » De telles descriptions pourraient induire en erreur si l'on songeait à les utiliser. Mais on n'y songera pas. L'auteur, dans une prochaine édition, pourra sans inconvénient les supprimer. Les renseignements les plus utiles qu'il aurait pu nous donner, ce sont les renseignements sur la couleur; il ne les donne jamais. — 3° Une notice critique sur les origines du tableau. C'est ici le vrai travail d'un rédacteur de catalogue. Mais M. S. de

Ricci n'a fait que l'ébaucher; en matière d'authenticité, il nous donne généreusement l'opinion de MM. Berénson, Jacobsen, Schu-bring, etc.; mais il est avare d'opinion personnelle. Or, c'est précisément son premier devoir d'avoir une opinion personnelle. Il est arrivé cependant quelquefois à M. S. de Ricci d'en donner une : dans le portrait attribué à Calcar, il reconnaît un certain Brauweiler, bourgmestre de Cologne, et se refuse à y voir l'illustre André Vésale. Les raisons sont peut-être empruntées à la dissertation de Ludwig dans le *Jahrbuch* des musées prussiens, à laquelle il nous renvoie. Comme sa référence est inexacte, je n'ai pas pu retrouver les arguments de Ludwig; mais je persiste à les croire peu décisifs, car le portrait de notre homme se retrouve deux fois gravé en tête du traité anatomique d'André Vésale, illustré par Calcar. Dans la galerie des primitifs figure un triptyque attribué à Lorenzo Monaco; au « centre la Vierge, à droite une sainte Marguerite, à gauche une sainte Agnès ». Mais au-dessous de cette sainte on lit sainte Sana ou quelque chose d'approchant. Quelle est donc cette sainte? M. Oswald Siren et, à sa suite, M. S. de Ricci font d'ingénieuses suppositions, jusqu'à inventer une sainte Sara. Il suffisait de regarder le tableau : cette sainte est un saint; cette femme est un homme. L'agneau qui fait croire à une sainte Agnès est un repeint grossier. Notre saint est saint Sano ou saint Ansanus, un des patrons de Sienne. Mais, d'ailleurs, il vaut mieux une notice qui donne une opinion, même erronée, qu'une notice sans conclusion, vide de jugement. Sans doute, on n'est jamais obligé d'avoir un avis sur une question; mais on n'est pas non plus obligé de faire un livre sur cette question. — 4° Une notice sur l'histoire du tableau, très utile. M. S. de Ricci ajoute aux renseignements donnés autrefois par Villot. Mais ce qu'il ajoute contredit parfois les renseignements antérieurs qu'il conserve cependant. Exemple : la Sainte-Famille, n° 1580, du Titien; achetée en 1661 par Louis XIV, dit M. de Ricci; il ajoute un peu plus loin que le tableau était en 1662 chez Jabach. Ces deux renseignements sont contradictoires; il fallait choisir au lieu de mettre bout à bout. — 5° Une notice sur les reproductions, qui contient d'abord le numéro d'inventaire du photographe officiel; renseignement peu utile, même au point de vue commercial; le photographe doit sans doute savoir à quels numéros du catalogue du Louvre correspondent les numéros de son inventaire de photographies. — 6° Une notice bibliographique, bien faite, mais qui pourrait être allégée de tous les noms de catalogues précédents. Il est évident que les œuvres qui existaient au Musée quand les anciens catalogues ont paru se trouvent

mentionnées dans ces catalogues; il est inutile de faire défiler à nouveau pour chaque tableau les noms de Villot, Tautzia, Lépicié, Engerand, etc... Un ouvrage d'érudition est alourdi par tant de bagages que c'est un acte méritoire de laisser tomber ce qui n'est pas nécessaire. Malgré les critiques que l'on se surprend à faire au travail de M. S. de Ricci, l'auteur ne mérite pas moins d'être remercié pour tous les services qu'il rendra et d'être hautement loué d'avoir entrepris ce catalogue scientifique auquel ont droit nos collections nationales de peinture.

M. Max Rooses a publié une histoire de l'art flamand qui aura été son dernier ouvrage¹. L'auteur était bien connu par ses travaux extrêmement érudits sur les grands maîtres de l'école anversoise : Rubens, Van Dyck et Jordaens. Installé dans la place même où ces grands artistes ont travaillé, M. Max Rooses avait auprès de lui les documents et les monuments; il connaissait admirablement les uns et les autres. Pour raconter l'art de son pays, il a tenu encore à explorer le moyen âge, les enlumineurs du ^{xiv}^e siècle, les peintres du ^{xv}^e siècle. Avec l'art florentin des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, il n'est pas d'école plus difficile à bien connaître en raison de l'abondance des œuvres et des noms; l'art flamand n'est pas un art aristocratique, un art de cour, c'est une industrie bourgeoise, presque un luxe populaire et, depuis le ^{xiv}^e siècle jusqu'à Rubens, les artistes flamands se présentent en ghildes compactes. Seul un homme du pays peut être un familier de tous ces artisans et s'intéresser à eux comme ils le méritent. Un historien étranger risque toujours de ne voir que les sommets; un homme du pays se promène avec aisance au milieu de cette foule sans s'y perdre. Le livre de M. Max Rooses est d'une richesse prodigieuse et en même temps d'une grande clarté; avec ses nombreuses illustrations et ses nomenclatures complètes, il est un instrument de travail extrêmement précieux. Cependant, il apporte une répartition qui pourrait être fort discutée des tableaux du « Maître de Mérode », entre Robert Campin et Jacques Daret; il omet la distinction généralement admise entre l'œuvre de Thierry Bouts et de son fils Albert. La discussion est d'ailleurs encore ouverte sur ces points comme sur bien d'autres.

Dans la même collection, M. Marcel DIEULAFOY² a fait paraître une histoire très personnelle de l'art espagnol et de l'art portugais. S'il a composé ce livre, à la fois très nouveau et savant, c'est sans

1. Max Rooses, *Histoire générale de l'Art : Flandre* (collection « Ars una »). Paris, Hachette, 1913.

2. M. Dieulafoy, *Espagne* (collection « Ars una »). Paris, Hachette, 1913.

doute qu'il connaît bien ce pays encore mal exploré par les archéologues, mais c'est aussi pour exposer une thèse, qui lui tient fort à cœur, sur les origines de l'architecture espagnole. D'après M. Dieulafoy, il faut chercher cette origine dans l'architecture perse et plus particulièrement dans l'art sassanide. C'est la civilisation arabe qui a fait le trait d'union ou plutôt qui a transporté d'Asie en Europe, par l'Afrique du Nord, les arts de l'Iran. Il ne faut pas seulement entendre par là que les musulmans ont apporté en Espagne les principes de l'ancienne architecture perse avec leurs mosquées, mais que cette architecture de voûtes a dépassé les Pyrénées pour constituer les formes dites romanes puis gothiques qui sont ensuite revenues dans l'Espagne chrétienne. L'Espagne se trouve donc deux fois sur le chemin de ce mouvement à l'aller et au retour. L'intérêt de cette hypothèse dépasse de beaucoup une simple étude sur des analogies de voûtes et de plans; elle présente un des épisodes de la grande question posée au sujet des origines de l'art chrétien : Orient ou Rome? demandait Strzyzowski et il faisait très importante la part de l'Orient. M. Dieulafoy apporte des arguments nouveaux à cette thèse. Sera-t-elle admise aisément? Oui, en ce qui concerne l'influence arabe sur l'Espagne; mais, s'il s'agit d'expliquer la formation des arts roman et gothique, la théorie de M. Dieulafoy se heurtera à celle qui est généralement adoptée par les archéologues; celle de Quicherat qui est devenue classique chez nous et qui a été reprise par M. DE LASTEYRIE¹ dans un ouvrage récent; elle cherche surtout dans les monuments romains les origines de l'architecture romane et par suite gothique. Mais ce n'est pas en quelques mots qu'un semblable problème peut être discuté ni même exposé. Il est pourtant curieux de remarquer en passant que les romantiques, qui les premiers décrivirent avec admiration les nefs gothiques et leurs décorations, reconnaissaient le style « arabe » dans les lignes du flamboyant comme dans la polychromie éclatante des verrières; ce n'étaient guère encore que des comparaisons descriptives; faudra-t-il y reconnaître des parentés dues à de communes origines? Pour le reste, le volume de M. Dieulafoy présente ce mérite d'être l'œuvre d'un archéologue qui a parcouru toute la péninsule; pour longtemps encore, l'histoire de cet art ne pourra être faite que par des historiens explorateurs.

Notons en passant le volume de M. BRUTAIS², *Pour comprendre les monuments de France*. Ce charmant petit livre, qui

1. R. de Lasteyrie, *L'Architecture romane en France*. Paris, Picard. Cf. *Rev. histor.*, t. CXII, p. 380.

2. J.-A. Brutails, *Pour comprendre les monuments de France*. Paris, Hachette, 1917. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXIX, p. 158.

n'a aucunement l'ambition d'être un livre d'histoire, peut pourtant rendre les plus grands services aux historiens. Il se présente modestement sous l'aspect d'un *vade-mecum* pour touriste archéologue. Mais on s'aperçoit en le feuilletant que même les professionnels de l'archéologie peuvent y apprendre. M. Brutails sait admirablement lire les monuments; il sait les interpréter en eux-mêmes, pensant qu'ils constituent des témoignages infiniment plus probants et plus sincères que tous les documents que l'on peut découvrir à leur sujet. Il les analyse donc dans leur matière et dans leur organisation; cette analyse aboutit à des remarques et des idées nouvelles dont l'histoire générale elle-même peut faire son profit. Depuis la disparition de Choisy, M. Brutails est, sans doute, l'archéologue de France qui sait le mieux interpréter le langage muet de l'architecture. Pour composer un léger manuel de cette qualité, il faut une connaissance approfondie de problèmes difficiles, une vision nette de ce qui fait le propre de l'archéologie, une extrême précision intellectuelle et verbale. Ces qualités de conception et d'exposition sont relevées encore par l'élégance de la typographie, la richesse et la clarté de l'illustration.

RENAISSANCE EN ITALIE. — Il est, dans le champ de l'histoire de l'art, des régions particulièrement mal connues. Ce sont les sources des grands fleuves que l'on découvre toujours en dernier lieu; ce sont aussi les origines des grandes écoles artistiques sur lesquelles l'accord est toujours le plus difficile à faire; nous ne sommes encore bien renseignés ni sur les origines de Giotto, ni sur celles des Van Eyck, ni même sur celles de Vinci ou de Giorgione, et chacun de ces noms désigne comme un point stratégique sur lequel une bataille est constamment engagée entre les historiens de l'art. La question du giorgionisme est encore ouverte; Giorgione, ce peintre auquel nous attribuons, sur la foi de Vasari, un rôle prépondérant dans la formation de la seconde école vénitienne, celle du *xvi^e* siècle, Giorgione est un artiste sur le compte duquel les opinions sont fort divergentes; on ne s'entend ni sur les œuvres qu'il lui faut attribuer, ni même sur la « manière » qui fut exactement la sienne. M. Lionello VENTURI¹ vient de reprendre la question en s'efforçant de bien délimiter l'œuvre de Giorgione et celle de ses élèves directs ou des artistes qui l'ont imité. Pour l'établissement de ce qui revient à Giorgione dans les peintures nombreuses et fort inégales qui nous sont parvenues de la Venise de 1505-1515, les témoignages les plus sûrs sont ceux d'un quasi-contemporain, Marc-Antoine Michiel, dont Morelli a autrefois déjà utilisé les affirmations. En effet, pour

1. Lionello Venturi, *Giorgione e il Giorgionismo*. Milan, Hoepli, 1913.

l'œuvre essentielle que la tradition attribue à Giorgione — les fresques du *fondaco dei Tedeschi* — il n'en reste exactement rien du tout et nous en étions donc réduits à reconstituer l'œuvre du peintre avec les descriptions de Vasari, et rien n'est trompeur comme la description d'un critique d'art. Six ou sept tableaux restent à Giorgione après cet examen critique fondé sur ces témoignages de Michiel, et notre *Concert champêtre* du Louvre n'est pas de ceux-là. M. Venturi fait donc le partage des œuvres « giorgionesques » entre les principaux maîtres vénitiens du commencement du xvr^e siècle, Sebastiano del Piombo, Savoldo, Palma et beaucoup d'autres. Sa critique est toujours fine et son érudition très sûre. Je crois pourtant que la théorie qu'il emprunte à son père, M. Adolfo Venturi, sur l'œuvre de jeunesse de Sebastiano del Piombo, ne doit pas être retenue. Parmi les tableaux que ces deux savants attribuent à ce peintre se trouve justement notre *Concert champêtre*, ainsi qu'un groupe de tableaux de même famille. Ces œuvres ne présentent aucun air de parenté avec le grand tableau de Saint Chrysostôme de Venise, le seul tableau certifié de Sebastiano durant sa période vénitienne, avant son départ pour Rome; dès qu'il fut à Rome, dès 1510, sa manière se transforma, il fut perdu pour l'école de Venise et il ne peut aucunement être question de lui attribuer des peintures comme notre *Concert champêtre*. Si le tableau n'est pas de Giorgione, ce qui est possible, la solution du problème doit être cherchée ailleurs.

Reprenant de son côté la question, M. Georges DREYFOUS¹ n'a pas prétendu résoudre la difficulté pour chacun des tableaux attribués à Giorgione, mais, pour chacun d'eux, il fait un clair exposé de la situation et témoigne des qualités difficiles qu'exige un travail aussi délicat, à savoir la méthode critique et une vision nette des œuvres. On peut seulement reprocher à M. G. Dreyfous — comme d'ailleurs à presque tous les historiens de Giorgione — de maintenir intacte la personnalité de son peintre après que sa critique des œuvres a clairement démontré que cette personnalité est pour une grande part une création légendaire. M. G. Dreyfous fournit plus d'un exemple de cette résistance invincible de la légende aux atteintes de l'histoire. Ainsi, il existe à la galerie Bridgewater de Londres un tableau dit des *Trois âges*; ce tableau est de Titien, personne n'en doute, et M. G. Dreyfous moins que personne. Néanmoins, comme de cette œuvre il émane une réverie mélancolique, on ne manque jamais de reconnaître Giorgione dans

1. Georges Dreyfous, *Giorgione* (collection « Art et esthétique »). Paris, Félix Alcan, 1914.

cette méditation sur la fragilité du bonheur des hommes. On ne prend pas garde que l'on a retiré justement à ce peintre la plupart de ces œuvres où se retrouvait cette inspiration de tendresse et de mélancolie. Un livre vraiment critique devrait aller jusqu'aux conséquences et ne pas craindre de poser la question de savoir si le lyrisme de Giorgione n'est pas une invention des historiens modernes. Le problème de Giorgione pourra certainement être repris. Un des tableaux les plus beaux qui lui sont attribués est une œuvre mystérieuse de la galerie Giovannelli à Venise : *la Tempête* ; pour bien des raisons, c'est aussi un des tableaux qui peuvent lui être attribués avec le plus de certitude. Michiel le lui attribuait dès 1520, dix ans seulement après sa mort. C'est donc en parlant d'une œuvre de ce genre qu'il conviendrait de tenter une reconstitution du maître mystérieux. Mais, justement, M. G. Dreyfous devant ce panneau passe négligemment ou tout au moins rapidement. Est-ce parce qu'il est le moins discutable ? Pour cette raison même ne devrait-il pas servir de guide à quiconque veut explorer cette période confuse et brillante où l'on sent la présence de Giorgione ? Mais nous n'en sommes pas encore au moment où notre sentimentalité admirative acceptera les conclusions de notre critique. Tant qu'il étudie l'œuvre de son peintre, M. G. Dreyfous montre beaucoup de lucidité ; cela ne l'empêche pas, quand il redevient biographe, de reprendre la méthode imaginative du romancier. Il raconte donc les circonstances de la vie et de la mort de Giorgione, comme s'il les connaissait, et le contraste est un peu vif entre ces chapitres critiques et ces pages de roman.

Après la cour des papes et celle des Médicis, la petite cour des princes de Mantoue a été certainement un des centres d'art les plus actifs de la Renaissance italienne, et à cette cour un personnage, Isabelle d'Este, a tenu un rôle particulièrement brillant ; cette figure a toujours beaucoup séduit les historiens et les historiens de l'art. L'historien qui raconte sa vie se trouve admirablement placé pour observer l'art italien au commencement du xvi^e siècle. Isabelle d'Este a connu et fait travailler Mantegna, Costa, Pérugin, Léonard de Vinci, Raphaël, Sebastiano del Piombo, Titien, Pordenone, etc. ; son fils, Frédéric de Mantoue, était également grand amateur d'art et a été le protecteur de Jules Romain. Beaucoup plus tard, au commencement du xvii^e siècle, un descendant, Vincent de Gonzague, a retenu près de dix ans à sa cour Rubens, durant le temps de son apprentissage italien. Tous ces princes commandaient, achetaient et, au commencement du xvii^e siècle, Mantoue possédait une des plus belles collections de peinture qui fussent alors. Pendant de nombreuses années M. Luzio, qui tient à sa disposition les archives

de Mantoue, a publié celles qui touchent plus particulièrement à l'histoire des artistes; il vient de réunir les plus intéressants de ces documents qui nous renseignent sur les relations des Gonzague avec les peintres, sur la formation de cette collection fameuse et sur sa dispersion¹. On sait que les principales œuvres furent vendues en 1627 à Charles I^{er} d'Angleterre, juste à temps pour échapper au saccage qui fut fait de Mantoue en 1630 par les Impériaux, et que les œuvres maitresses, après la mort de Charles I^{er} d'Angleterre, furent vendues à des collectionneurs et pour beaucoup rachetées un peu plus tard par Colbert pour le compte de Louis XIV; l'histoire de la collection de Mantoue est donc un peu celle des origines du Louvre.

Dans la très complète et très vivante biographie d'Isabelle d'Este² par M^{me} Julia CARTWRIGHT qu'a traduite en français M^{me} Em. SCHLUMBERGER, ce sont surtout les relations avec les artistes qui nous retiennent; ces relations sont d'ailleurs constantes. Jamais comme en ce temps la vie publique des cités et des princes ne fut mêlée à celle des artistes. On ne peut étudier la peinture italienne de la Renaissance sans rencontrer constamment le nom d'Isabelle d'Este. Cette biographie est donc un des travaux les plus considérables parus récemment sur les plus grands maitres de Rome et de Venise.

C'est encore la figure aimable, à la fois sérieuse et gracieuse, d'Isabelle qui domine dans la galerie de portraits que M. Robert DE LA SIZERANNE³ nous présente avec l'esprit, la couleur, la vivacité qui sont ses qualités habituelles. Il ne s'est point proposé de nous révéler des traits inédits de la vie des peintres ou de leurs illustres modèles; il a seulement mis de brillantes pages d'histoire en face des plus admirables figures que nous ont laissées les portraitistes de la Renaissance, et c'est un sûr moyen de les vivifier quand le procédé est manié par un écrivain de talent et un amateur raffiné.

XVII^e SIÈCLE FRANÇAIS. — La Société de l'Art français a fait une bonne œuvre en publiant une édition nouvelle des lettres de Poussin⁴. Ces lettres étaient déjà fort connues depuis la publication qu'en fit Quatremère de Quincy au commencement du XIX^e siècle. Mais Quatremère de Quincy n'avait pas résisté à la tentation de corriger les fautes d'orthographe de son auteur, ce qui est vénial; de là à corriger les incorrections et les rudesses de langage il n'y a pas loin et

1. Alessandro Luzio, *la Galleria dei Gonzaga venduta all' Inghilterra nel 1627-1628*. Milan, Cogliati, 1913.

2. Julia Cartwright, *Isabelle d'Este, marquise de Mantoue, 1474-1539*, traduit par M^{me} Emmanuel Schlumberger. Paris, Hachette, 1912.

3. Robert de La Sizeranne, *les Masques et les visages*. Paris, Hachette, 1913.

4. *Correspondance de Nicolas Poussin*, publiée d'après les originaux par Ch. Jouanny. Paris, Jean Schemit, 1911 (Archives de l'Art français).

L'éditeur avait cédé à la tentation de polir Poussin au goût d'un académicien de la Restauration. M. Jouanny, au contraire, a scrupuleusement respecté le texte du peintre. Nous y gagnons de nous sentir en contact plus direct avec cet artiste à la physionomie un peu distante; on entend mieux cette voix bien posée, tranquille et quelquefois un peu grondeuse. Les gens du xvii^e siècle, et Poussin moins que quiconque, n'avaient point coutume de faire étalage de leur personnalité; c'est à contre-cœur, à la prière d'amis intimes, qu'il fit son propre portrait; les confidences de ses lettres ne vont jamais très loin; même quand il parle de son art, il reste toujours sobre et discret; quand on cherche dans ses lettres de quoi constituer un *credo* esthétique, il est difficile de n'être pas déçu. Peut-être était-il de ces peintres qui n'aiment pas beaucoup à « parler peinture ». Il est généralement assez dur quand il juge les esthéticiens. On cite constamment de lui le passage d'une lettre où il définit des *modes* en peinture; mais il semble bien que sur ce point, comme dans toutes ses théories, il se contente d'adapter à son art des emprunts faits à la « poétique » et à la « rhétorique » des anciens. En raison même de leur discrétion, ces documents ne peuvent donc que gagner à se présenter, en toute sincérité, sous leur forme abrupte. La période sur laquelle ils nous renseignent est celle qui précède immédiatement le voyage de Poussin en France, le séjour à Paris et les quelques années qui ont suivi le retour à Rome. C'est le temps où il est en relation avec M. de Chantelou. Pour les tableaux qui ont été exécutés durant ces années, il nous est donc facile de les dater; nous sommes moins sûrs de nous pour la période antérieure et pour les années de vieillesse. Peut-être n'a-t-on pas encore tiré de ces documents toutes les indications qu'ils peuvent fournir. D'après les plus récents biographes de Poussin, il semble qu'il y ait encore quelque peu à rectifier dans la manière dont on raconte le séjour de Poussin à Paris, ses démêlés avec ses confrères et les raisons profondes de son retour à Rome. Avec nos idées romantiques sur le génie toujours persécuté, nous croyons trop, semble-t-il, à la « cabale » contre Poussin. Sa correspondance lue de très près permet de reconstituer pourquoi Poussin ne se sentait pas bien à Paris. On avait voulu faire de lui un peintre de cour et un décorateur de galeries royales. Les hommes qui ont pu lui demander ainsi d'être Rubens ou seulement Vouet n'avaient-ils donc rien compris au génie méditatif de ce solitaire? Demander à Poussin de couvrir de peintures la galerie du Louvre c'était le vouer à un échec. Poussin aima mieux renoncer et il fit bien. Les gravures qui nous restent pour juger de ses « Travaux d'Hercule » ne nous font pas regretter qu'il ait été moins endurant que son héros et

qu'il ait préféré reprendre sa rêverie sur le Pincio et sur les bords du Tibre. Malgré tant de travaux d'approche vers Poussin, notre curiosité n'est point encore satisfaite.

Le livre de M. Ém. MAGNE¹ sur Nicolas Poussin est fort luxueux d'aspect. On aborde d'une main pieuse un aussi bel ouvrage sur un aussi beau sujet. Le livre est magnifiquement illustré. Est-ce donc enfin le monument attendu sur le maître français, le fondateur de notre école classique? Mais non. En dépit des documents inédits annoncés par le titre, cette biographie de Poussin n'ajoute rien à ce qui est déjà connu. Ce qu'elle contient de plus solide est tiré de Félibien, de Bellori et de la correspondance du peintre. Le reste n'est que floriture, documentation tout extérieure, citations de mémoires, mots de Tallemant des Réaux, extraits de libelles, qui n'intéressent jamais que des personnages épisodiques. L'auteur, lorsque cette menue documentation lui fait défaut, abuse d'un autre procédé, tolérable chez un romancier, mais qui ne va pas sans quelque puérilité dans une biographie de ce genre; il consiste à énumérer en style romanesque ce qui appartient à toute biographie humaine et qui par conséquent ne devrait figurer dans aucune. Ainsi M. Magne analyse complaisamment les sentiments des parents de Poussin devant la récolte annuelle et il nous conte gravement comment leur fils fut débarrassé de ses langes et que, après avoir titubé un peu, ses jambes encore molles s'affermirent graduellement. Une partie importante du livre pourrait être supprimée sans grand dommage. Par quoi pourrait-on la remplacer? En utilisant une foule de documents que l'auteur n'a pas songé à consulter. Poussin nous a laissé des confessions auxquelles il a consacré sa vie entière, ces confessions ce sont ses œuvres et M. Magne n'a pas eu la curiosité de les consulter. Je sais bien que dans sa préface il déclare, pour se justifier, qu'il se dispensera d'apprécier les peintures de Poussin et il en donne pour raison que les opinions peuvent varier. Il ne s'agissait pas de cela. Il fallait seulement examiner de très près, analyser, comprendre. Poussin a vécu pour ces images qu'il nous a laissées; toutes ses préoccupations, toutes ses démarches, ses voyages, ses lectures, ses promenades, son activité entière n'avaient pas d'autre fin que ses tableaux; c'est dans ses tableaux qu'il nous faut donc aller le rechercher; aussi ce livre sera-t-il cher aux fervents du chef de notre école classique en raison de sa très riche illustration. Encore est-il que M. Magne aurait bien dû classer chronologiquement ces belles reproductions.

1. Émile Magne, *Nicolas Poussin, premier peintre du roi* (documents inédits). Bruxelles-Paris, Van Oest, 1914.

On lit avec agrément la thèse de M^{lle} J. DUPORTAL sur les *Livres à figures de la première moitié du XVII^e siècle*¹. Ce travail est fait avec goût, l'érudition n'en est pas rebutante; certains chapitres sur la physionomie de la librairie parisienne au temps de Richelieu et de Mazarin ont le charme d'une évocation du Paris d'autrefois. Bien que l'auteur n'insiste guère sur les œuvres qu'il cite ou reproduit, il a toujours quelques mots pertinents pour en expliquer les intentions avec finesse; peut-être abuse-t-il un peu pourtant quand il découvre dans les portraits gravés de certains artistes les états d'humeur qu'il peut leur supposer par les épisodes biographiques qu'il en connaît. Quelques menues inadvertances aussi. Par exemple : l'inscription sous le portrait de Michel Lasne ne dit pas que ce graveur a soixante-douze ans, mais qu'il est mort à l'âge de soixante-douze ans. Dans le portrait que l'on nous montre, il n'a pas plus de quarante ans. On souhaiterait d'ailleurs un commentaire plus approfondi des œuvres citées, un portrait plus fortement construit des principaux artistes rencontrés. Il est dommage que M^{lle} Duportal n'ait pas profité de l'occasion de son livre pour faire revivre la figure d'Abraham Bosse, qui reste pour nous fort énigmatique, et pour tirer au clair, dans la mesure du possible, l'histoire de sa querelle avec l'Académie. Ce qu'on nous dit sur ce point reste fort insuffisant.

Au fond de cet aimable travail il y a de l'indécision; elle s'explique par l'incertitude même du sujet. « Étude sur les livres à figures », ce titre suffit à révéler que l'étude portera un peu sur l'histoire du livre, un peu sur l'histoire de la gravure, car il n'y a pas de conditions différentes pour les livres à figures et pour les livres sans figures, et l'auteur n'a voulu voir que les premiers. Il n'y a pas non plus différence de nature entre les gravures « volantes » et les gravures insérées dans un volume, et l'auteur n'a voulu connaître que les secondes. Touchant à deux sujets assez distincts, la thèse ne peut en pénétrer aucun à fond. L'histoire du livre n'est abordée que d'une manière accessoire, et dans l'œuvre des graveurs de rares planches sont retenues et l'ensemble est omis. De l'œuvre de Bosse ou de Nanteuil quelques gravures seulement sont examinées, et non pour des raisons esthétiques ou historiques, mais parce qu'il a plu parfois à un éditeur de faire le généreux en illustrant ses publications. La gravure ne fait vraiment corps avec le livre que dans l'ornementation des pages, frontispices, frises et culs-de-lampe. Mais cette gravure décorative est encore trop peu de chose dans la première

1. M^{lle} Jeanne Duportal, *les Livres à figures en France de 1610 à 1660*. Paris, Champion, 1912, petit in-4°.

moitié du XVII^e siècle pour mériter beaucoup plus que les quelques pages que M^{lle} Duportal lui a consacrées. Son livre, d'ailleurs attrayant, en raison de l'ambiguïté de sa conception, semble n'être parfois qu'une réunion de matériaux en vue d'une histoire plus méthodique de la gravure. Non que l'auteur ait manqué de conscience ni de talent. Mais le sujet tel qu'il était défini pouvait-il être traité autrement que par la juxtaposition d'un catalogue et d'une histoire, le catalogue des livres à images de 1600 à 1660 et le chapitre d'histoire de la gravure pendant cette même période?

La querelle de Bosse avec l'Académie remplit un des chapitres du dernier livre que M. André FONTAINE¹ a tiré des archives de la bibliothèque des beaux-arts. Elle se réduit à peu de chose si l'on en retient seulement ce qui peut intéresser l'histoire de l'art. En somme, on se plaignit en 1655 que Abraham Bosse, qui était chargé d'enseigner la perspective, « entreprenait sur la charge des professeurs ». A la faveur de la perspective, il voulait enseigner aussi le dessin d'après le modèle. On devine la querelle de préséance, les mauvais caractères ont fait le reste. Peu à peu Bosse était en lutte avec tous ses collègues. Mais il n'y eut point là bataille de doctrine. Les batailles de doctrines elles-mêmes ne dureraient jamais longtemps si elles n'étaient entretenues par la vanité personnelle. Il en fut de même de toutes les chicanes entre académiciens dont M. Fontaine a retrouvé le souvenir éteint dans les papiers de l'Académie. Le Jaillot, dont il nous entretient, paraît bien avoir été un peu fou, et la rivalité entre Mignard et Le Brun ne représente nullement une rivalité entre deux esthétiques. Ce qui étonne le plus quand on parcourt ces histoires exhumées de la mort pacificatrice, c'est que M. Fontaine ait pu prendre parti en les racontant. Il a épluché avec conscience ces vétilles, comme s'il y avait chaque fois une erreur judiciaire à rectifier. Ces obscurs potins d'il y a trois siècles ne pourraient nous intéresser que si l'auteur les avait traités avec quelque humour, mais il ne paraît pas avoir cherché à nous amuser, et il en traite avec le même sérieux que si des doctrines théologiques ou philosophiques étaient en jeu.

Nous ne devons retenir d'un tel ouvrage que les chapitres qui intéressent vraiment l'histoire de l'art au XVII^e siècle. Dans l'un d'eux, intitulé l'esthétique janséniste, M. André Fontaine développe cette idée étonnante que « le réalisme d'un Philippe de Champaigne s'explique mieux par une application raisonnée de la doctrine de Port-Royal, ennemie de tout mensonge, que par l'influence flamande ». Nous rencontrons encore une fois ici la méthode qui

1. André Fontaine, *Académiciens d'autrefois*. Paris, Laurens, 1912.

cherche dans la pensée religieuse ou philosophique les raisons des formes plastiques, et l'on ne saurait jamais se montrer trop défiant à son égard. Ainsi, voici que le *réalisme* en peinture nous est donné comme un équivalent de la haine janséniste pour le mensonge. Peut-on à ce point jouer sur les mots? Et quels exemples nous donne-t-on de ce réalisme ennemi du mensonge? Celui-ci par exemple : Philippe de Champaigne critique une Sainte Famille de Raphaël comme un sujet « apocryphe ». Il songe évidemment à ces jeux entre Jésus et saint Jean, qui sont impossibles aux termes des évangiles. C'est donc au nom de la vérité historique que Philippe de Champaigne s'élève contre les abus des peintres, et cette vérité historique, ce respect des textes qu'a-t-il à voir avec ce que l'on appelle réalisme en peinture? Le réalisme du peintre, c'est le respect de la réalité concrète, la soumission aux aspects des choses et ce réalisme là ne s'allie presque jamais avec le respect de l'histoire; les peintres d'histoire, en effet, sont obligés de reconstituer un monde disparu et il n'y a rien qui répugne davantage aux écoles dites réalistes, comme l'école flamande, hollandaise ou espagnole, si bien que le souci de la vérité historique est généralement chez les peintres en proportion inverse de l'instinct réaliste. Philippe de Champaigne n'est pas le seul qui ait critiqué les thèmes apocryphes de l'iconographie religieuse au xvii^e siècle. Le Brun et à sa suite tous les académiciens faisaient de même au nom de la vraisemblance historique; Réforme et contre-Réforme avaient imposé le respect des Écritures; et tous ces académiciens, qui n'étaient rien moins que des réalistes, ne voulaient pas que l'âne et le bœuf eussent assisté à la Nativité parce que saint Luc n'en parle pas. Dans la peinture de Rubens, qui a peint le bœuf de la Nativité, je persiste pourtant à penser qu'il y a plus de « réalisme » que dans celle de Le Brun dont les scrupules historiques ont corrigé les libertés de l'iconographie médiévale. Les autres exemples cités par M. Fontaine prêtent à des réserves semblables; chaque fois on a confondu la vérité historique avec le réalisme pictural. Encore une fois, ce n'est point le jansénisme qui parle par la bouche de Champaigne, mais le classicisme académique tout simplement. Quant à ce qu'il y a de vraiment « réaliste » dans sa « peinture », c'est-à-dire sa fidélité dans la copie de la figure humaine, est-il besoin de dire que son éducation flamande y est pour beaucoup plus que ses relations avec Messieurs de Port-Royal?

Louis HOURTIQ.

(Sera continué.)

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Paul FOURNIER. **Les collections canoniques romaines à l'époque de Grégoire VII.** Paris, C. Klincksieck, 1918. In-4°, 129 pages. (Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XLI, p. 271-395.) Prix : 5 fr. 50.

Le pape Grégoire VII, dans la grande réforme ecclésiastique entreprise par lui, a toujours prétendu, même alors qu'il se montrait nettement révolutionnaire, s'appuyer sur les prescriptions et les maximes du droit ancien, aussi s'est-il occupé à faire rassembler les éléments de ce droit. Déjà, sans doute, avant lui, existait maint recueil contenant les anciens textes canoniques; mais certains recueils, comme la collection Dionyso-Hadriane et celle du faux Isidore, étaient composés d'après l'ordre chronologique, et il était difficile de s'y retrouver; d'autres, rangés d'après un ordre méthodique comme le *Décret* de Burchard de Worms et la collection en cinq livres, contenaient des textes empruntés aux chrétientés celtiques ou anglo-saxonnes ou bien aux conciles de l'église franque et suspects à la papauté. Une seule collection ancienne eût pu satisfaire Rome, l'*Anselmo dedicata*, composée en Lombardie dans la seconde moitié du IX^e siècle; mais elle était tombée dans un profond oubli. Grégoire VII demanda à ses clercs de travailler à de nouveaux recueils où seraient mises surtout en lumière ses idées : la primauté du siège apostolique, la liberté des élections épiscopales, la condamnation de la simonie et du nicolaïsme, l'indépendance des monastères et leur rattachement au Saint-Siège. Sous son inspiration, quatre collections furent compilées. La plus ancienne, la collection dite en soixante-quatorze titres, qui est inédite, a été composée vers 1050, alors que Grégoire VII était encore Hildebrand et inspirait la politique de Léon IX. Les trois autres datent du grand pontificat : celle d'Atton, cardinal du titre de Saint-Marc, qu'on ne connaît que par l'édition du cardinal Angelo Mai, celle d'Anselme, évêque de Lucques, dont Theiner a commencé la publication (le I^{er} fascicule paru en 1906 a été seul accessible à M. Fournier; le second a été publié en 1915 pendant la guerre), et enfin celle de Deusdedit, cardinal du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, dont nous avons deux éditions, celle, très défectueuse, de Pio Martinucci (Venise, 1869), l'autre de Wolf de Glanwell (Paderborn, 1905). A vrai dire, l'œuvre de Deusdedit ne fut achevée qu'après la mort de Grégoire VII, puisqu'elle est dédiée à son successeur, Victor III; mais elle reflète certainement les opinions de Grégoire et a été compilée à la fin de son pontificat.

A propos de chacun de ces quatre recueils, en autant de chapitres, M. Fournier examine les questions suivantes : l'auteur, les manuscrits, la date, le plan, les sources, l'influence, le caractère général. A chacune de ces questions, il donne une réponse que nous sommes contraints d'accepter, tant son érudition est de bon aloi, tant les preuves accumulées sont probantes ! Nous admirons surtout ce qu'il nous dit des sources de ces compilateurs. Connaissant à fond toutes les anciennes collections canoniques, ayant tenu entre les mains les manuscrits qui nous les ont conservées, il peut nous dire exactement ce que chacun des quatre a emprunté aux recueils antérieurs et ce qu'il y a ajouté en puisant directement dans les documents pontificaux, les canons des conciles, les écrits des Pères, les textes de droit séculier ou les œuvres des historiens. Pourtant, à propos de l'une de ses conclusions, une objection nous vient à l'esprit. Dans un chapitre v, M. Fournier traite « des rapports qui existent entre les recueils d'Anselme de Lucques et de Deusdedit » et, avec force preuves, il montre que le second est tout à fait indépendant du premier ; si certains passages sont identiques chez tous deux, c'est que l'un et l'autre ont utilisé des séries de textes canoniques antérieurement extraits des originaux et réunis en une ou plusieurs compilations aujourd'hui perdues et intermédiaires entre les originaux et nos deux auteurs. D'accord ; mais n'est-il pas un peu surprenant, puisqu'Anselme et Deusdedit travaillaient également sur l'ordre de Grégoire VII — *jussione et praecepto*, est-il dit à propos d'Anselme — et sous son inspiration directe, que le second ait ignoré entièrement l'œuvre du premier ? Après tout, il est possible que les deux canonistes aient travaillé parallèlement et que Grégoire VII ait institué entre eux une sorte de concours. La collection d'Anselme a dû être terminée vers 1083 et celle de Deusdedit était commencée à cette date. Redisons en finissant que M. Fournier nous a donné un modèle de discussion érudite ; souhaitons qu'il réunisse bientôt tous ses articles épars sur les grandes collections canoniques du moyen âge, antérieures au *Décret* de Gratien qui les a remplacées toutes, et nous aurons un très beau livre qui fera honneur à la science française.

Chr. PFISTER.

The « *Ad Deum vadit* » of Jean Gerson, published from the manuscript Bibliothèque nationale, fonds fr. 24841, by David Hobart CARNAHAN, ph. d. University of Illinois, « *Studies in language and literature* », vol. III, n° 1 ; Urbana (Ill.), 1917. Gr. in-8°.

Le sermon sur la Passion, intitulé *Ad Deum vadit* d'après le texte de saint Jean, 13, qui lui sert de thème, fut prêché par Gerson le vendredi saint de l'année 1402, en l'église Saint-Bernard de Paris, devant

la cour royale. Il avait alors trente-neuf ans; prédicateur officiel de Charles VI, chancelier, depuis 1397, de l'Université de Paris, il venait de passer trois ou quatre ans à Bruges comme doyen de Saint-Donatien. Curé de Saint-Jean-en-Grève depuis 1401, il y enseignait les « simples gens », sans interrompre ses prédications à la cour ni ses fonctions universitaires. Son influence, dans l'Eglise gallicane, égalait déjà celle de son maître, Pierre d'Ailly, auquel il avait succédé comme professeur de théologie au collège de Navarre et comme chancelier. Le sermon de la Passion, préparé avec soin pour un auditoire exigeant, est une des œuvres où Gerson nous révèle sa personnalité et un des plus beaux monuments de notre littérature religieuse.

Afin de prémunir les théologiens de Navarre contre la sécheresse de la culture scolastique, Pierre d'Ailly, qui d'ailleurs, en logique et en psychologie, fut un pur nominaliste, leur enseignait le retour aux sources de la mystique chrétienne, et particulièrement aux écrivains du XII^e siècle, à Richard de Saint-Victor et à saint Bernard. Gerson demeurait fidèle à cet esprit. Dans une lettre aux étudiants du collège de Navarre, il les exhorte à méditer, de préférence, les livres qui s'adressent au sentiment, développent le goût de la vie intérieure et de la charité agissante. Lecteur passionné de Richard de Saint-Victor et de saint Bernard, il n'aimait, parmi les théologiens du XIII^e siècle, que saint Bonaventure, le docteur franciscain et le plus humain des scolastiques. Il avait composé à Bruges son traité de la *Mendicité spirituelle* et sa *Montagne de contemplacion*. Pourtant, il n'arrivait pas à se libérer entièrement des méthodes que les dialecticiens avaient introduites jusque dans la prédication populaire. On voit, à chaque page du *Ad Deum vadit*, le tempérament religieux de Gerson réagir, avec plus ou moins de bonheur, contre les habitudes intellectuelles de son temps.

Le cadre même de l'ouvrage est tout scolastique. Au « sermon », prêché le matin, succède la « collation », prêchée l'après-midi. Le sermon débute par un exorde où Gerson paraphrase son texte après l'avoir traduit en un quatrain français. Chacune de ses deux parties comprend douze divisions. L'auteur suit le récit de la Passion, établi au moyen d'une concordance des quatre Évangiles, et le coupe en vingt-quatre textes, dont chacun lui offre la matière d'une « exposition » et d'une « oraison ». Plan où se manifeste l'amour des scolastiques pour les divisions et les subdivisions factices, mais plus clair et plus rationnel que la disposition adoptée par les prédicateurs du XV^e siècle, par Olivier Maillard et Jean Menot. Le ton et les procédés de développement restent assez souvent ceux de l'enseignement universitaire; l'érudition théologique du chancelier se trahit par le choix d'arguments qui parfois seraient mieux à leur place dans une dispute que dans un sermon. Pourtant, il écarte, en général, les discussions théoriques. « Laissons », dit-il, « ceste poursuite, qui seroit trop longue... » (p. 106). Nous laisserons à déclarier ceste matière... (p. 65). C'est curiosité de vouloir ainsi tout encerchier et comprendre les

jugemens de Dieu (p. 63). » Réserve qui contraste heureusement avec l'étalage de doctrine où se complaisaient ses contemporains. De même, il se garde d'accumuler, comme eux, les autorités; il nomme une fois saint Augustin, une fois saint Bernard; il ne cite ni Aristote, ni aucun scolastique. Les rares passages qu'il emprunte à la Vulgate et prend soin de traduire sont simples et bien choisis. Il écarte les procédés grossiers auxquels recouraient les mendiants pour conserver l'attention de leurs auditeurs; bien qu'il excelle à décrire les scènes de la rue, la cohue brutale des Juifs et des soudards romains autour de Jésus montant au Golgotha, sa parole n'a jamais aucun accent vulgaire. Comme saint Bernard et Richard de Saint-Victor, il contemple les souffrances du Christ, les angoisses maternelles de la Vierge, et les dépeint, afin d'« esmouvoir les cueurs à dévotion » (p. 23), en termes douloureux, qui parfois atteignent à une naïve éloquence. Parfois encore, il s'abandonne au goût que lui ont communiqué les maîtres du XII^e siècle pour les métaphores et les allégories. Mais l'enseignement moral reste pour lui l'essentiel de la prédication. Devant un auditoire de princes et de prélats, il ne craint pas de flétrir la dureté des grands qui pillent les « povres innocens » (p. 88), l'avarice et l'indignité des gens d'église (p. 57).

L'édition préparée par M. Carnahan nous rend le texte original du *Ad Deum vadit*; car l'édition parisienne des *Contemplacions hystorietz sur la Passion Nostre Seigneur, composées par maistre Jehan Gerson, docteur en théologie*, qu'Antoine Vérard publia en un volume de luxe, orné de curieuses gravures sur bois et daté du 26 mars 1507, reproduisait le texte fautif d'un mauvais manuscrit. Parmi les éditions des œuvres complètes de Gerson, celle qui fut donnée à Paris par Jean Champenois, peut-être en 1514, mais plus probablement en 1521, et l'édition bâloise de 1518, sont les premières à contenir la traduction latine du sermon de la Passion. Établie d'après un manuscrit de Saint-Victor, contemporain de l'auteur, actuellement à la Bibliothèque nationale, fonds fr. 24841, elle se retrouve dans la grande édition d'Ellies Dupin (Anvers, 1706, 5 vol. in-fol., III, col. 1153-1203). M. Carnahan a collationné ce manuscrit fondamental avec trois autres du fonds français (990, 448, 19397). Dans une introduction substantielle, il définit avec précision le caractère de l'ouvrage et s'applique à dégager les divers éléments, parfois contradictoires, que l'analyse y découvre. Le texte, accompagné de notes qui nous offrent les diverses leçons des manuscrits, est suivi d'un glossaire et d'un index. M. Carnahan annonce la prochaine publication d'une étude critique sur les sources du *Ad Deum vadit*. Un tel travail, qui complètera cette belle édition, ne saurait manquer d'apporter une précieuse contribution à l'histoire de la pensée religieuse en France et en Occident.

Augustin RENAUDET.

The Eclogues of Faustus Andrelinus and Ioannes Arnolletus, edited, with introduction and notes, by Wilfred P. MUSTARD, collegiate professor of latin in the Johns Hopkins University; Baltimore, Johns Hopkins Press, 1918. In-12.

Né à Forlì en 1462, Fausto Andrelini alla chercher fortune en France vers 1488, enseigna les lettres latines avec éclat à l'Université de Paris, devint le poète officiel de Louis XII et d'Anne de Bretagne et mourut en 1518, laissant une œuvre abondante et médiocre. Élégiés, bucoliques, poèmes de circonstance en l'honneur de la conquête de Naples, de Milan ou de Gênes, panégyriques de Georges d'Amboise ou d'Anne de Bretagne, poésies religieuses, épîtres morales en prose, autant d'écrits qui trouvèrent à Paris, dans les dernières années du x^v siècle et les vingt premières du siècle suivant, de sincères admirateurs, pour tomber assez vite dans l'oubli. Peu d'auteurs ont, en effet, manqué plus que lui de personnalité et de style. La verve sensuelle et païenne de son premier recueil d'*Amores*, couronné, en 1488, par l'Académie romaine, risquait de scandaliser la montagne Sainte-Geneviève, où les plus fervents disciples de l'antiquité restaient fidèles à la doctrine morale du catholicisme, parfois même à l'idéal ascétique des ordres réformés. Andrelini défendit les bonnes mœurs et l'orthodoxie, désavoua solennellement l'épicurisme, composa des vers pieux, flatta les théologiens et n'osa rire de leur science qu'après qu'Érasme les eut attaqués. Il excellait dans l'art de quémander et d'obtenir pensions et faveurs; il fut chanoine de Bayeux. On se souvint, plus tard, de sa vie désordonnée, des plaisanteries douteuses dont il égayait ses leçons; et l'on s'étonna de l'engouement avec lequel on l'avait applaudi. Le vide de sa pensée, l'élégance vulgaire de ses hexamètres ou de ses distiques, apparurent aux yeux de la génération qui étudiait l'antiquité classique dans les *Adages* d'Érasme ou dans le *De Asse* de Budé. Érasme, qui l'avait fréquenté au début du siècle, Beatus Rhenanus, qui l'avait entendu professer, furent sévères pour sa mémoire. Les humanistes parisiens purent recevoir de lui quelques leçons élémentaires de versification, de métrique ou de syntaxe. Mais ce qu'ils demandaient avant tout à l'Italie, cette connaissance approfondie de l'homme et du monde qu'un Marsile Ficin, un Ermolao Barbaro ou même un Lorenzo Valla avaient su tirer de l'œuvre des philosophes, des poètes, des historiens et des orateurs antiques, Fausto Andrelini, ignorant, bavard et jouisseur, était incapable de le leur apporter.

M. W. P. Mustard, après avoir édité en 1911 les *Églogues* de Battista Spagnuoli de Mantoue, en 1914 celles de Jacopo Sannazaro, vient de donner, à Baltimore, une édition très soignée des *Bucoliques* de Fausto Andrelini, publiées à Paris vers 1496. Pour en établir le texte, il a suivi l'édition parisienne de 1506 et l'édition bâloise de



1546. On peut dater à peu près ces douze élogues ; la première et la sixième furent écrites à Mantoue avant le départ de l'auteur pour la France ; il était alors au service de l'évêque Lodovico Gonzaga. Les autres furent composées à Paris. La douzième (*Aegloga moralis*), dédiée à Louis XII, parut pour la première fois à Strasbourg en 1512. Quelques vers nous informent des difficultés qu'Andrelini éprouve à devenir illustre en France ; il comble de flatteries Charles VIII, Louis XII, Anne de Bretagne, Robert Briçonnet, archevêque de Reims, le chancelier Guillaume de Rochefort, le président Pierre de Courthardy. Il accable d'injures un concurrent italien, Girolamo Balbi, qui, après lui avoir cherché noise, dut, en 1491, prendre la fuite pour l'Angleterre. Querelle mémorable qui révéla aux universitaires parisiens des mœurs littéraires dont personne en Italie, depuis les disputes légendaires de Poggio et de Filelfo, ne s'étonnait plus. Andrelini reproche à Balbi d'infâmes turpitudes ; tous deux s'accusent mutuellement d'athéisme. Quatre pièces, imprimées en appendice, une lettre d'Andrelini à Robert Gagain avec la réponse de celui-ci, une lettre d'Andrelini à Pierre de Courthardy et la défense de Balbi, rédigée par son élève Jacques Merlin, se rattachent à cette scandaleuse affaire. M. Mustard relève avec soin toutes les allusions aux hommes ou aux événements contemporains qui se cachent sous la forme conventionnelle et banale des douze élogues. Il a diligemment étudié les sources de l'inspiration du poète. D'innombrables passages de Virgile, de Calpurnius, de Claudien, de Némésien, de Battista Spagnuoli, trop fidèlement reproduits, témoignent de son manque d'originalité.

Imitateur lui-même, il fut imité à son tour. M. Mustard, à la suite de ses *Bucolica*, publie celles de Jean Arnoullet de Nevers, qui parurent, chez Josse Bade Ascensius, le 18 mars 1524 (style gallican ou style romain ?). L'auteur dirigeait alors à Nevers une école de belles-lettres ; sa vie est à peu près inconnue. Ses quatre élogues, assez lourdes et prosaïques, d'une inspiration morale et d'un art tout à fait scolaire, sont adressées à diverses personnes du clergé nivernais ou de l'entourage de Charles II, duc de Nevers et de Clèves. Dans la quatrième, l'auteur déplore la mort de ce prince, survenue le 27 août 1521.

Augustin RENAUDET.

John Neale DALTON, canon of Windsor. **The collegiate church of Ottery Saint-Mary.** Being the *Ordinacio et statuta ecclesie Sancte Marie de Ottery, Exon. diocesis, A. D. 1338-1339*. Cambridge, at the University Press, 1917. Gr. in-4°, xxiv-310 pages, avec 2 plans et 27 planches de photographies. Prix : 25 sh.

Voici un très beau livre qui offre un grand intérêt pour les histo-

riens de l'art gothique et qui met en pleine lumière d'utiles documents sur les institutions religieuses.

Ottery est une petite ville située sur l'Otter, rivière du comté de Devon, qui se jette dans la Manche à quelques milles à l'est d'Exeter. Au commencement du *xiv^e* siècle, elle formait une paroisse et les terres étaient dans la dépendance d'un manoir qui appartenait au chapitre de Rouen. Jean de Grandson (de Grandison), d'une famille noble de la Suisse française ou comté de Bourgogne, dont un membre au moins, Otton de Grandson, avait déjà joué un rôle distingué en Angleterre sous le règne d'Édouard I^{er}, fut, en 1327, nommé par provision pontificale évêque d'Exeter; après avoir pendant plusieurs années gémi sur sa mauvaise fortune qui l'avait exilé dans un pays étranger, dont il ne connaissait ni la langue ni les usages, le prélat finit par s'y attacher. Évêque plein de zèle pour ses fonctions spirituelles, ainsi que le prouvent les actes de son administration transcrits sur son registre, si bien publié en 1894 par le chanoine Hingeston-Randolf, il résolut de consacrer une partie des revenus de son diocèse à une pieuse fondation qui perpétuerait le souvenir de sa famille anglaise (sa sœur Catherine était comtesse de Salisbury) et lui mériterait les grâces du ciel. Il acquit du chapitre de Rouen le manoir d'Ottery et, avec l'assentiment du chapitre d'Exeter, il transforma l'église paroissiale en une collégiale avec huit chanoines et tout un nombreux personnel pour desservir l'église reconstruite sur un plan digne de la nouvelle institution. Cette église fut construite à grands frais de 1338 à 1342; quant au collège des chanoines, il fut organisé par une série de constitutions qui furent soumises au Saint-Siège et approuvées par lui après examen et correction.

Le présent ouvrage comprend deux parties : d'abord (p. 1-80), une description de la nouvelle église et des bâtiments qui en dépendaient et dont plusieurs ont été détruits soit au *xv^e* siècle soit de nos jours. Les archéologues suivront avec le plus vif intérêt les explications méthodiques, minutieuses et savantes que donne l'auteur sur toutes les parties de l'édifice principal, qui nous est parvenu dans un très bon état de conservation. Les historiens y trouveront aussi leur profit quand par exemple M. Dalton leur parle des membres de la famille Grandson qui ont été ensevelis dans l'église et dont l'obit a été l'objet de fondations particulières. Plusieurs dessins et de belles photographies pris sur les indications d'un guide aussi éclairé illustrent cette partie du volume.

La seconde partie contient les documents. Ils se résument en deux textes essentiels : d'abord une Ordonnance concernant l'organisation de la Collégiale : huit chanoines, huit « prêtres-vicaires », trois autres

1. Voir la notice qui lui a été consacrée au tome III des *Rôles gascons*, p. xxiii-xxviii. M. Dalton l'a sans doute ignorée; en tous cas, il l'a passée sous silence.

prêtres, dont celui que nous appellerions le curé de la paroisse, nommé désormais par la Collégiale, qui possédait « l'avouerie de l'église », huit clercs d'ordre inférieur (« secundarii »), deux clercs pour l'entretien de l'église, deux clercs pour l'eau bénite, huit enfants de chœur, un maître d'école. En tout, ce sont quarante clercs, tous astreints au célibat, qui forment le collège. La nomination, les fonctions de chacun sont réglées de la façon la plus précise dans les vingt-sept articles de cette « *Ordinatio primaria* » (p. 85-115) et chaque article est commenté par M. Dalton dans des notes surabondantes où l'on remarquera de nombreuses citations empruntées aux constitutions du chapitre d'Exeter, étroitement apparentées à celles de la Collégiale, et d'autres points de comparaison non moins instructifs¹. Suit une longue dissertation sur un second recueil d'ordonnances ou de statuts qui fut envoyé en 1338 à la cour de Rome (Avignon); après avoir conseillé d'abrégier beaucoup la rédaction primitive, le pape le renvoya; mais le texte lui-même s'est perdu, sans doute parce qu'il fut employé dans une rédaction nouvelle, et il ne nous en reste plus qu'un unique feuillet. Le pape à qui fut soumis le recueil est Benoît XII (Jacques Fournier), ce qui nous vaut une très longue notice sur ce personnage (p. 117-122). Le second document publié *in extenso* est le recueil des Statuts du collège (p. 133-259); il est divisé en soixante-dix-sept articles concernant le service divin, en particulier le culte de la Vierge, qui était particulièrement honorée à Ottery, la vie commune dans le collège, l'entretien de l'église. Le statut 77, divisé en vingt-sept numéros, est à lui seul tout un long traité sur le luminaire et permet de suivre presque jour par jour les fêtes religieuses. Des notes copieuses, ici encore, illustrent chaque numéro; dans le nombre, on peut signaler notamment celles qui se rapportent aux messes et à la confession (p. 151), à la garde, au nombre et à l'emplacement des livres (p. 156-162), à la propreté de l'église, aux repas en commun, aux jeux interdits et autorisés (p. 179-208), etc. Suivent plusieurs actes concernant l'appropriation à la Collégiale des biens et revenus appartenant à certaines églises, les revenus qu'elle possédait à Londres, etc.

Le collège fut dissous au temps de la Réformation. Le volume se termine donc par la mention des actes qui le supprimèrent, puis par l'acte capitulaire par lequel le gardien et les chanoines d'Ottery abandonnèrent au roi tous leurs biens et leurs droits (28 mai 1545); suivent un inventaire des bijoux et du mobilier possédés alors par la Collégiale, un compte des recettes et dépenses pour les huit derniers mois, un relevé des terres et tenures qui constituaient sa richesse foncière. Un bon index, mais qu'on aurait voulu encore plus détaillé, termine ce somptueux volume.

Ch. BÉMONT.

1. Quelques inadvertances : une bulle d'Innocent III est datée de 1298 (p. viii); p. 88, un archevêque de Tours a été défiguré en archevêque de Troyes. Mais en général la correction est remarquable.

J. GOULVEN. La place de Mazagan sous la domination portugaise (1502-1769). Paris, Larose, 1917. In-12, 245 p., des gravures et un plan. Prix : 4 fr.¹.

L'Espagne, malgré le testament d'Isabelle la Catholique, ne fit au Maroc que de l'occupation restreinte ; elle ne chercha jamais à donner un hinterland à ses « fronteras² » de Melilla et du Peñon de Velez. La première de ces places resta toujours étroitement bloquée par les tribus du Rif : une prise d'armes de toute la garnison était nécessaire pour aller hors des remparts chercher l'eau ou le bois. Au contraire de l'Espagne, le Portugal étendit sa domination sur tout l'arrière-pays de Mazagan et de Safi, habité par les puissantes tribus de Doukkala et d'Abda. C'était une des plus fertiles régions du Maroc, ainsi que l'atteste le dicton arabe :

Si au lieu d'un Abda, il y avait deux Abda,
Si au lieu d'un Doukkala, il y avait deux Doukkala,
La charge de blé [d'un chameau] vaudrait deux osselets.

M. Goulven s'est proposé de nous faire connaître Mazagan sous la domination portugaise. Il assigne à cette occupation une durée de deux cent soixante-sept ans (1502-1769), bien qu'en réalité elle ait été interrompue pendant soixante ans (1580-1640) par la domination espagnole, durant l'union des deux couronnes d'Espagne et de Portugal. L'auteur n'a garde d'ailleurs de l'ignorer, puisque le chapitre III (p. 65-91) est tout entier consacré à cette période espagnole.

L'âge héroïque de l'occupation portugaise va de 1510 à 1540. Pendant ces trente années, les rois « très fidèles » comptèrent parmi leurs vassaux les principaux caïds des Abda, des Doukkala, des Oulad Amran. Ces tribus, militarisées comme l'étaient les Douairs et les Smela de la province d'Oran sous les Turcs, prenaient part à toutes les expéditions des garnisons de Mazagan et de Safi ; le 22 avril 1515, on vit une de ces colonnes mixtes s'avancer jusque sous les murs de Merrakech.

M. Goulven (p. 176) cherche à quelle conception répondait la politique d'occupation pratiquée alors au Maroc par les Portugais. Les motifs de colonisation et de propagande religieuse étant écartés, les vues politiques du roi Jean III lui paraissent manquer de netteté. Ce reproche peut, en effet, être adressé à Jean III, mais il ne saurait atteindre son prédécesseur le roi D. Manuel (1495-1521), sous lequel la domination portugaise au Maroc atteignit son apogée. A mon avis, le roi Fortuné, dans sa politique d'expansion au Maroc, cherchait la

1. L'ouvrage avait paru, sous forme d'article, dans la *Revue de l'histoire des colonies françaises*.

2. On appelait « frontera » en espagnol et « fronteira » en portugais les villes africaines sous la domination de l'Espagne et du Portugal.

réalisation des bulles de démarcation qui avaient partagé d'avance le monde à découvrir entre l'Espagne et le Portugal. Or, cette partie du Maroc était, pour employer l'expression consacrée, « de la conquête du Portugal », et D. Manuel avait à cœur et à tâche de placer sous sa domination tous les pays qui lui avaient été dévolus par les actes pontificaux. Les sphères « manuélines » portant le méridien de démarcation, qui sont le motif décoratif le plus répandu sur les anciens édifices de Lisbonne, témoignent de la force qu'avait alors cette conception un peu chimérique du partage du monde.

Le règne de Jean III (1521-1557) marque la décadence de l'occupation portugaise au Maroc. Les chérifs saadiens ont remplacé les souverains débonnaires de la dynastie des Beni Ouattass (branche des Beni Merin); ils resserrent peu à peu les Portugais dans leurs frontières et les contraignent à évacuer Safi et Azemmour; les tribus des Abda et des Doukkala rompent les liens de vassalité qui les rattachaient au Portugal et se déclarent pour les chérifs. La ville de Mazagan, complètement isolée, reste pendant quarante ans (1540-1580) exposée à toutes les attaques des tribus et des troupes chériennes. Le fameux siège de 1562, où la faible garnison et les habitants rivalisèrent de courage et d'endurance, jette un dernier lustre sur l'occupation portugaise au Maroc. Le sultan Moulay Abdallah el-Ghalib, ayant résolu d'en finir avec la domination chrétienne, marcha contre Mazagan avec une armée de 120,000 fantassins, de 37,000 cavaliers et de 13,000 pionniers; il investit la place et la bombardarda avec un canon monstre « la Meïmouna », ancêtre de la Bertha, dont les boulets mesuraient cinq palmes et demie de circonférence. Mazagan résista et contraignit à la retraite la formidable armée du sultan.

De 1580 à 1640, Mazagan, sous la domination espagnole « o Governo dos Philippes », mène l'existence lamentable de Melilla, c'est-à-dire d'une place insuffisamment ravitaillée et mal secourue par la métropole. La restauration portugaise en 1640 n'améliora pas sa situation. Si, pendant la première moitié du XVIII^e siècle, le gouvernement portugais hésite à abandonner cette possession, c'est parce qu'elle procure indirectement des ressources aux finances du pays, en justifiant le maintien du privilège de la bulle de la Croisade. Enfin, en 1769, le marquis de Pombal, malgré les protestations des Mazaganais, fit décider l'évacuation de la place et sa remise au chérif. La population fut transportée en Portugal où elle vécut misérablement, puis elle émigra au Brésil, où elle fonda dans la province de Para la « ville neuve de Mazagan ».

Dans la seconde partie de son livre (p. 137-178), M. Goulven donne une description topographique de la vieille ville portugaise, en s'aidant des documents et de l'examen des lieux. Si quelques identifications restent douteuses, il en est d'autres, comme celle de la salle d'armes, récemment mise à jour, qui sont rigoureuses.

Après nous avoir conduit dans le Mazagan du *xvii*^e siècle, M. Goulven nous fait (p. 137-206) un tableau intéressant de la vie publique et privée de l'ancienne fronteira. Comme dans toutes les possessions lointaines, les conflits étaient fréquents entre des autorités, dont les pouvoirs étaient variables et mal définis; leurs plaintes et leurs réclamations remplissent des liasses entières dans la Torre do Tombo. On sera indulgent pour ces fonctionnaires et ces officiers, quand on saura les dures conditions de leur existence : la population comme la garnison mourait de faim. Le voyageur français Jean Mocquet nous a laissé un récit très suggestif de ces gentilshommes portugais venant chercher leur ration à l'arrivée d'un bateau de ravitaillement.

Cette monographie très complète de Mazagan fait l'éloge de M. Goulven, et il est à souhaiter qu'il ait des imitateurs, c'est-à-dire des fonctionnaires utilisant à la fois la documentation historique, la tradition orale et l'observation intelligente des vestiges du passé.

Lieutenant-colonel DE CASTRIES.

Ph. SAGNAC. *Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire*. Paris, Félix Alcan, 1917. In-8°, 391 pages, avec une carte. Prix : 7 fr.

Cet ouvrage a été composé et écrit au cours de la guerre; il a pris forme dans un cours professé à la Faculté des lettres de l'Université de Bordeaux par le professeur exilé de la Faculté de Lille. C'est une étude très sérieuse, appuyée sur les documents, qui survivra à la guerre, qui eût pu paraître en 1910 ou au début de 1914 à peu près telle qu'elle a paru en 1917. M. Ph. Sagnac, dont on connaît les beaux travaux sur la Révolution, a réussi, par la haute idée qu'il s'est faite de ses devoirs, à garder la méthode, le ton et l'impartialité du véritable historien. Son œuvre s'appuie sur une riche documentation¹. Il a tenu entre les mains les documents d'origine française qui sont conservés à nos Archives nationales, et ils sont très nombreux. Ce ne sont pas seulement des rapports officiels adressés par les fonctionnaires des pays du Rhin aux divers ministres de Paris, mais des lettres confidentielles nous renseignant exactement sur l'esprit de la population rhénane, sur leur résistance à certaines réformes introduites par la France, sur les malversations de certains employés. Peut-être les archives du ministère de la Guerre lui eussent-elles fourni quelques pièces supplémentaires, en particulier sur la période de 1797, avant l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France, à l'époque où Hoche y était à la fois commandant militaire en chef et administrateur; mais les archives de ce ministère étaient fermées depuis

1. Voir pourtant l'âpre critique du volume par A. Mathiez, dans les *Études robespierriennes*, 1918, mars-avril, p. 270.

le début des hostilités. Si M. Sagnac n'a pu consulter davantage les documents locaux contenus dans les archives de Cologne, Coblenz, Bonn, Aix-la-Chapelle, Trèves, Mayence, au moins a-t-il eu à sa disposition tous les livres allemands qui ont traité de l'histoire des pays du Rhin de 1792 à 1814, ceux de Remling, Bockenheimer, Karl Klein, Perthes, Justus Hashagen, et ces livres ont reproduit beaucoup de textes. Tous ces documents ont été mis par lui fort bien en œuvre; le plan qu'il a suivi est à la fois simple et net; et nous ne voyons pas quel autre il eût pu adopter. La narration est claire, le style des plus agréables; on y souhaiterait parfois un peu plus de nerf; mais comme on sait gré à M. Sagnac de n'avoir jamais déclamé! Il a sans doute, sur la question de la frontière du Rhin, son opinion personnelle; elle est indiquée par ces paroles adressées par Georges Forster au club de Mayence, le 15 novembre 1792, et qu'il a choisies comme épigraphe à son volume : « Le Rhin, ce grand fleuve navigable, est la frontière naturelle d'une grande République, qui ne désire pas faire de conquête, mais accueille les nations qui consentent à se réunir à elle. » Mais cette thèse de la frontière naturelle est indiquée par lui avec une grande discrétion, et elle ne revient point sans cesse dans le livre comme une sorte de refrain; et elle est corrigée, comme dans les paroles mêmes de Forster, par cette autre, que les peuples ont le libre droit de disposer d'eux-mêmes, et par ces mots de Carnot, inscrits également au frontispice du livre : « Nous, Français, nous ne connaissons de souverains que les peuples eux-mêmes; notre système, ce n'est point la domination, c'est la fraternité. »

Le volume s'ouvre par un tableau du pays rhénan vers 1789 : énumération des nombreux états, états ecclésiastiques et laïques, villes libres¹, entre lesquels il est partagé, situation économique, intellectuelle et morale; puis l'ouvrage se divise tout naturellement en deux périodes qu'indique le titre même du volume : c'est, « pendant la Révolution », la conquête et la réunion de la rive gauche du Rhin par la France, 1792 à 1802; c'est, « pendant l'Empire », l'organisation du pays qui, sous la direction de la France, atteint un rare degré de prospérité. De ces deux parties, la première était la plus délicate à traiter; les passions qui sont en jeu de 1792 à 1802 sont vives et surexcitées, mais M. Sagnac a su dominer le sujet et conserver, en exposant les faits, tout son sang-froid.

Le 21 octobre 1792, les Français, sous la conduite de Custine, entraient à Mayence, capitale de l'un des trois électors ecclésiastiques.

1. Quelques petites erreurs se sont glissées dans ce chapitre : Oberwesel sur le Rhin appartenait à l'évêché de Trèves, non à celui de Cologne. Est-il bien exact de dire que l'État de Mayence était inférieur à celui de Cologne? Dans le bassin du Rhin, oui; mais songeons que Mayence possède bien au loin Erfurt. L'abbaye de Prüm était annexée en réalité à l'évêché de Trèves. A noter que les Leiningen sont connus en France sous le nom de comtes de Linange.

tiques, et ils y furent bien accueillis par des membres de la secte des Illuminés, très favorables aux principes de la Révolution française; deux jours après, ces Mayençais fondèrent « la Société des amis allemands de la liberté et de l'égalité » où ne tarda pas à entrer George Forster. Dans tout le Palatinat comme dans l'électorat de Mayence une agitation très grande se produisit. On y élut des députés pour une Convention rhéno-germanique. Elle se réunit le 17 mars 1793 à Mayence, déclara déchu tous les anciens souverains; l'étendue du pays de Landau à Bingen devait former désormais un état libre, indépendant, obéissant à des lois communes; et quelques jours après, le 21 mars, la Convention rhéno-germanique réclama l'incorporation de cet État à la République française. La Convention nationale, le 30 mars, accepta le vœu des populations rhénanes. Ce fut la première réunion d'une partie de la rive gauche du Rhin à la France; mais elle ne fut qu'éphémère. Les Autrichiens et Prussiens furent victorieux; la garnison française de Mayence dut capituler le 23 juillet et les démocrates furent livrés aux vengeances des vainqueurs. Sur cette réunion que M. Chuquet avait racontée en détail, M. Sagnac ne pouvait apporter de faits bien nouveaux; mais du moins il les a bien résumés; signalons l'excellent portrait qu'il a tracé de Georges Forster.

La rive gauche du Rhin fut conquise au cours de l'année 1794, après que Jourdan par la victoire de Fleurus (25 juin) eut repris la Belgique; seulement le Palatinat ne fut entièrement en notre pouvoir qu'en octobre 1795 et la forteresse de Mayence ne sera occupée que le 30 décembre 1797. Longtemps, on put se demander quel serait le sort futur de ces régions; au Comité de salut public, on discuta s'il fallait les annexer à la France ou les abandonner; sous le Directoire, il y eut de même de vives controverses et l'Alsacien Reubell se déclara de la façon la plus énergique partisan des frontières naturelles. A un certain moment, il fut question de créer une république cisrhénane, comme Bonaparte créait une république cisalpine; enfin, au traité de Campo-Formio, le 17 octobre 1797, l'Empereur se décidait, par des articles secrets et additionnels, à céder, sauf ratification de l'Empire, au moins une partie de la rive gauche, celle qui s'étend de Bâle au confluent de la Nette au-dessus d'Andernach, et la paix de Lunéville, en février 1801, nous reconnaissait, au nom de l'Empereur et de l'Empire, la possession de toute la rive gauche.

Dès 1794, la France avait pris des mesures pour l'administration des pays occupés et ce sont ces mesures que M. Sagnac a eu le grand mérite de nous faire connaître. Au début, le pays fut placé sous le régime militaire; les généraux Jourdan et Moreau, les représentants du peuple près les armées y eurent la haute main; le véritable chef fut, pendant un certain temps, Merlin de Thionville. Le 17 mai 1796, deux directions générales furent créées, l'une à Aix-la-Chapelle pour les pays entre Meuse et Rhin, l'autre à Coblenz pour les pays entre

Moselle et Rhin; mais, dès le 24 février 1797, on en revint au système militaire et tous les pouvoirs furent concentrés entre les mains de Hoche; il les exerça jusqu'au moment où une maladie foudroyante l'emporta. Le chapitre que lui consacre M. Sagnac est un des plus attrayants du volume. Hoche rêvait peut-être de se mettre à la tête de la république cisrhénane dont il a été question; à la cérémonie funéraire, qui fut célébrée à Coblenz, on grava sur une colonne cette inscription : il allait être le Bonaparte du Rhin.

Après la mort de Hoche et au lendemain de la ratification du traité de Campo-Formio, le Directoire, sur la recommandation de Reubell, nomma l'Alsacien Rudler commissaire général du Gouvernement dans le pays rhénan et le chargea d'y établir une « organisation nouvelle » (4 novembre 1797). Rudler y resta pendant un an et demi, jusqu'au 26 mars 1799, et son œuvre fut féconde. C'est lui qui introduisit dans le pays l'administration française, les tribunaux français, la liberté des cultes, réforma les écoles; c'est lui qui sut inspirer aux habitants le désir d'être réunis à la France; M. Sagnac a bien raison d'insister sur son œuvre. Peut-être passe-t-il un peu vite sur son successeur Marquis, de Saint-Mihiel, le futur préfet de la Meurthe; mais la sévérité qu'il montre pour Lakanal (août-décembre 1799) semble bien justifiée; l'un des torts qu'a parfois le gouvernement français est de choisir des administrateurs qui ignorent tout des pays où ils sont envoyés et qui ne savent pas garder les ménagements nécessaires. Dubois-Dubois ne fit que passer comme commissaire du Gouvernement, et, sous son successeur Shée, on appliqua aux pays rhénans les mêmes règles qui furent introduites en France après le coup d'État du 18 brumaire. Ils furent divisés en quatre départements : Mont-Tonnerre, capitale Mayence; Sarre, capitale Trèves; Rhin-et-Moselle, capitale Coblenz; Roër, capitale Aix-la-Chapelle. Shée, nommé préfet du Mont-Tonnerre, gardait le titre et les pouvoirs de commissaire général, afin de donner de l'unité à l'administration et maintenir un certain lien entre les pays rhénans¹.

1. Le paragraphe sur le système représentatif sous le Consulat et l'Empire, p. 254, est inexact. La constitution de l'an VIII avait créé des listes de notabilités qui furent supprimées par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X (4 août 1802). C'est alors qu'on établit les assemblées cantonales qui désignent à la fois les membres des collèges électoraux d'arrondissement et du collège électoral de département, les derniers parmi les 600 citoyens les plus imposés du département. Le Conseil d'arrondissement présente deux candidats pour chaque place vacante au Conseil d'arrondissement et le Conseil de département deux candidats pour chaque place vacante au Conseil général. Chaque collège d'arrondissement et le collège de département présentent deux candidats par place vacante pour le département au Corps législatif, et le Sénat choisit entre tous ces candidats. Chaque collège de département désigne deux candidats pour le Sénat entre lesquels le Consul choisit trois membres par place vacante et le Sénat choisit l'élu parmi ces trois.

Nous voici arrivés à la seconde partie, au régime napoléonien; elle était plus facile à traiter que la première, puisqu'alors tout s'unifie, tout se simplifie, puisque M. Sagnac avait à sa disposition les nombreux rapports des quatre préfets qu'il a dépouillés avec beaucoup de soin. A ces préfets il rend pleine justice. Il trace de deux d'entre eux un excellent portrait : Jeanbon Saint-André que Bonaparte envoya, en février 1802, à Mayence, où Shée n'avait fait que passer, et qui y demeura jusqu'en 1814; Lezay-Marnésia qui administra Coblenz de 1806 à 1810, avant de devenir le célèbre préfet du Bas-Rhin. Il nous dit la grande œuvre que ces préfets français accomplirent : la libération du sol, l'augmentation des petits propriétaires par la mise en vente des biens nationaux et le partage des biens communaux, la meilleure exploitation des terres, les progrès de l'industrie, le département de la Roër devenant la région la plus industrielle de l'Europe, les mines de Sarrebrück directement exploitées par l'État suivant un système rationnel, le commerce encouragé, les routes construites, les canaux creusés; ce sont là des bienfaits dont les Rhénans se souvinrent longtemps. Il y en eut peut-être de plus grands : l'unité législative, grâce à la promulgation du code civil, la paix religieuse, la liberté de conscience, toute l'œuvre morale. A côté des profits, les charges sont sans doute lourdes. Les impôts ont augmenté, les droits réunis sont impopulaires, surtout la conscription est mal vue; puis ce pays, comme la France elle-même, souffre du manque de liberté politique, de la guerre continue; il se fatigue non de la France, mais du régime napoléonien. Après les désastres de Napoléon en 1813, la domination française sur les bords du Rhin s'écroula; une administration provisoire, composée de commissaires prussiens et autrichiens, remplaça l'administration française; puis le Congrès de Vienne attribua à la Bavière le Palatinat avec Spire, à la Hesse-Darmstadt Mayence, Worms et la rive droite de la Nahe, et le reste à la Prusse. Dans ce pays entièrement et foncièrement catholique, la Prusse fut longtemps regardée comme une intruse. Un seul Rhénan se félicita de devenir Prussien, c'est Joseph Görres, sur lequel Sagnac a écrit des pages vigoureuses. Au début, Görres s'était jeté dans les bras de la France qui prêchait un idéal supérieur; maintenant il se tourne contre la France qui l'a déçu. Sa foi révolutionnaire cède à la foi catholique et germanique; il fait appel à la Prusse que, dans son mysticisme, il pare des plus belles vertus. Mais Görres demeura un isolé. Longtemps les Rhénans firent à la Prusse réactionnaire, despotique, militariste, une opposition systématique et, en haine des Prussiens, ils évoquèrent les souvenirs du temps français. Nous étions aimés, peut-être moins pour nous-mêmes que contre les Prussiens. Jusqu'à quand ce souvenir de la France a-t-il duré et jusqu'à quel point ce beau pays s'est-il laissé gagner par les idées prussiennes? Quelle est sa part exacte de responsabilité dans le cataclysme que la mégalomanie prussienne a déchainée sur le monde? Il nous

manque encore une bonne et impartiale histoire des pays rhénans de 1814 à 1914. Peut-être sera-t-elle écrite un jour, quand apparaîtront clairement les désastreuses conséquences de la mainmise de la Prusse sur l'Allemagne¹. M. Ph. Sagnac nous a donné cette bonne et impartiale histoire pour la période de 1792 à 1814.

Chr. PFISTER.

André BEAUNIER. *La jeunesse de Joseph Joubert*. Paris, Perrin, 1918. 1 vol. in-16, ix-349 pages.

Ce livre, attrayant comme un roman et qui est pourtant d'histoire authentique, n'est, à vrai dire, qu'un prologue. D'autres volumes nous introduiront plus avant dans la longue vie — presque trois quarts de siècle, du milieu du règne de Louis XV aux débuts de Charles X — du philosophe notoire dont, si considérable qu'il ait été par lui-même, ce ne sera pas calomnie de dire que son plus grand mérite a été d'être le contemporain de quelques Français vraiment extraordinaires. Joubert — il s'agit ici moins de ses *Pensées*, encore qu'on ne les ait pas publiées sans les arranger ni les déranger, que de sa vie, prodigieusement riche et touffue — était jusqu'à ce jour des plus mal connus. On évoquait, à ce nom, très généralement précédé d'un « Monsieur » à la fois respectueux et cordial, déférent et bonhomme, et, pour tout dire, comme celui de « Monsieur Thiers », assez familier, la silhouette falote et chétive d'un philosophe chenu, frileusement enfoncé dans son cache-nez et dans sa cravate, infiniment intelligent et averti, ironique aussi peut-être.

Mais s'avisait-on qu'avant de devenir ce vieillard « de petite santé », « pauvre de cheveux » et qui « se cachait les mains dans un manchon » — j'emprunte ces traits à un délicieux portrait liminaire dont tout serait à citer et dont tout est à lire (p. I-IV) — « M. Joubert » avait été jeune; qu'il était né fort loin de Paris, à Montignac-le-Comte, en Périgord, d'une famille de très petite bourgeoisie provinciale, nombreuse et peu fortunée; qu'il avait tôt quitté son Sarladais pour recevoir à Toulouse, au collège de l'Esquille, l'enseignement à la fois classique et hardi, traditionaliste et novateur, des Pères de la Doctrine (et dont il a laissé un portrait enchanteur, p. 23); qu'il y devint clerc, un clerc maigre et pâle, à la bouche fine et au nez fort long, « l'air d'un jeune sage très chimérique », fort exact à ses devoirs jusqu'au jour où la fragilité de sa santé, le goût de la liberté ou l'incertitude de sa foi, ou cela tout ensemble, ou bien plus simplement quelque velléité mondaine l'enlevèrent au noviciat et aux ordres sacrés sans l'enlever d'ailleurs à l'Esquille, où il préluda par un enseignement

1. Ces lignes étaient écrites en septembre 1918; aujourd'hui les habitants de la rive gauche du Rhin connaissent les conséquences de la politique prussienne.

très substantiel et très vivant à ses futures hautes fonctions d'inspection générale de l'Université (sous l'Empire) : en ce temps-là, il bâtissait un système, mais il s'éprenait de l'amitié des femmes et rimait des compliments à M^{me} de Falguière. S'en avisait-on ? Non, personne ne s'avisait de cette adolescence agitée, de ce désordre du cœur et de l'esprit, de ce tumulte de sentiments et d'idées. Si M. André Beaunier y a si adroitement pénétré, nous entraînant fort heureusement à sa suite, c'est sans doute que les papiers de Joubert, lettres intimes et brouillons de toute espèce, lui ont été libéralement ouverts par ses petits-neveux¹, sans parler des archives et collections de familles alliées²; c'est aussi qu'il a une puissance de travail remarquable, qu'il peut mener à bien d'aussi subtiles analyses (inébranlablement appuyées sur de solides recherches), tout en livrant en même temps, dans la presse, un ardent et quotidien combat.

Dès le second chapitre, le portrait s'élargit. Ce n'est plus seulement celui de Joubert; c'est celui de son temps et de ses amis. M. Beaunier a eu raison de penser (p. ix) que, bien que les peintures de cette époque ne soient pas rares, la sienne avait de la nouveauté. On ne lui en veut pas si presque tout de suite son héros disparaît derrière des contemporains, car ceux-ci sont de marque. Au chapitre II³, c'est derrière les encyclopédistes en général et Diderot en particulier, un des premiers hommes de lettres que Joubert aborda, à l'époque où obscurément se préparait la Révolution. Installé au pays latin, notre provincial se trouvait voisin de l'auteur des *Salons* et de la *Religieuse*, qui gitait rue Taranne, près de Saint-Germain-des-Prés, Diderot, alors le plus illustre des « philosophes », puisque Voltaire venait de succomber à un « excès de joie », tandis que Jean-Jacques Rousseau achevait sa triste vie aux champs. Diderot revit avec intensité dans les pages de M. Beaunier⁴, accueillant et cordial, sans per-ruque, en robe de chambre de rouge flanelle; et non seulement Diderot, mais sa femme, hargneuse et sale, grossière et rude, sans respect pour le génie, lequel ne nourrit pas son homme, la pire mégère du temps; mais ses élèves, mais ses contradicteurs (le statuaire Falconet entre tous). Diderot, bien qu'il pétillât de génie, n'eut en définitive aucune influence durable sur Joubert, sinon peut-être dans le sens négatif; et ici M. Beaunier rectifie ingénieusement Sainte-Beuve. Comment se seraient-ils entendus ? Diderot était un sceptique; Joubert, un instant « secoué » et « excité », demeurerait au fond un croyant, et il devait revenir plus tard à la foi de son enfance, à de parfaites assurances philosophiques et religieuses. C'est ce que M. Beaunier, dont les sympathies n'hésitent pas, traduit par cette opposition : « L'un est un fol, l'autre est un sage. » Quoi qu'il en

1. M. Paul du Chayla et M^{me} Henri de Lauder.

2. Notamment les familles de Noailles, Egger, etc.

3. P. 58 à 116.

4. P. 73 et suiv.

soit, Joubert fut un ingrat; il ne manqua aucune occasion, à la fin de sa vie, de qualifier cette folie jusqu'à n'y plus vouloir se rappeler de Diderot que d'« ingénieuses lubies ». M. Beaunier a quelque hésitation, ce semble, à en blâmer son personnage; on ne fut pourtant guère plus désinvolte, et l'antipathie des idées ne justifie en rien « la brusquerie » des formules¹.

Après Diderot, Fontanes, dont M. André Beaunier contribue à redresser le souvenir faussé (sa fille, qui était chanoinesse et, par surcroît, comtesse, aida Sainte-Beuve à « costumer » sa mémoire avec la plus inexacte pitié). De son berceau cévenol et son enfance oratorienne, de ses débuts hâtifs en province dans l'administration² à ses débuts mélancoliques à Paris dans la société et parmi les gens de lettres, de son adresse à se faire des relations et des circonstances qui le rapprochèrent de Joubert, son aîné de peu d'années, de leurs communs amis et d'une de leurs amies, la comtesse de Beauharnais³, nous avons une vive et animée peinture⁴.

Après Fontanes, Restif. En fait, il devrait moins s'agir de lui que de sa femme, Agnès Lebègue, dame Restif de la Bretonne, et que Joubert aima. Mais le mari trompé (qui en avait lui-même auparavant trompé tant d'autres) était un type trop original pour que M. André Beaunier ne le retint pas au passage. On ne l'a jamais mieux dessiné, et le portrait qu'il nous en offre est aussi inoubliable que l'était le visage du « voyeur », ce « satire moderne, vagabond sans gaieté, luxurieux, morne et bouffi⁵ ». On s'en voudrait d'insister ici, mais on renvoie de confiance à l'eau-forte; on n'oubliera pas les traits du « spectateur nocturne⁶ ». Ce chapitre d'analyse aigüe est une manière de chef-d'œuvre⁷.

Auprès de lui, sa femme est de mince intérêt. C'est à l'âge où, déjà très las, Restif ne cherchait plus guère dans sa chère île Saint-Louis que des souvenirs mélancoliques, aliment symbolique de sa sensibilité, que Joubert lui prit Agnès sans grand-peine. Cette aventure était à peu près inconnue; M. Beaunier en a trouvé les éléments, non pas groupés et à portée de la main dans des papiers inédits, mais épars à travers toute l'œuvre de l'auteur du *Paysan pervers*: deux cents volumes « désordonnés » et parfois « incohérents ». Grâce lui soient rendues de cette laborieuse exégèse : elle nous a valu un curieux « roman d'amour⁸ », si toutefois on peut donner ce nom à

1. P. 116.

2. Celle des manufactures, où son père avait servi. C'est aux Andelys qu'il résida longtemps à ce titre; il en chanta, en vers, la « rive pastorale ».

3. Maîtresse alors de Dorat.

4. Chap. iv.

5. P. 178.

6. P. 177 à 181.

7. Chap. iv.

8. C'est le titre du chap. v, « le Roman d'amour de Joubert ».

l'aventure où une femme notoirement infidèle se vengeait des incongrues et quotidiennes incartades de son détestable mari. Au fond, et M. Beaunier l'a bien vu¹, une misérable histoire d'adultère, dont tout le relief tient à l'originalité de la victime. Joubert essaye de l'oublier en travaillant. Il se mit à étudier les arts, dont tous l'attiraient : peinture, sculpture, musique (il oubliait que Diderot l'avait initié à leur intelligence) ; il fit du journalisme, « ou peu s'en faut » ; il publia un remarquable essai, *l'Eloge de Pigalle*, pour le *Journal de Paris*², le premier quotidien français. Il produisait d'ailleurs peu, sans cesse arrêté par son souci de la perfection ; et c'est dans ce bouillonnement d'idées assez stérile que s'achevait sa jeunesse, jusqu'au jour où, mécontent de perdre son temps, de manquer d'argent et de ne pas donner sa mesure, il s'orienterait autrement. Nous le retrouverons dans un prochain livre. Redisons combien cette première partie, tableau coloré et animé de la société jusqu'en 1786, nous a plu.

Écrivant pour le grand public, M. Beaunier a systématiquement dépouillé son texte de tout appareil critique. Mais les spécialistes pourront retrouver, à la fin du volume, les notes et indications de sources convenablement groupées. On y voit qu'il a dépouillé non seulement les archives privées de M. Paul du Chayla et de M^{me} Henri de Lauder, quinze ou vingt mille pages de carnets, soixante liasses de feuillets et brouillons de toute espèce, mais les papiers de la mairie de Montignac, les archives départementales de la Dordogne et de la Haute-Garonne et tous les essais de ses devanciers. Il est à peine besoin de souligner la correction de cette méthode, mais on peut bien souligner aussi son inconvénient.

Roger LÉVY-GUÉNOT..

Fernand ENGERAND, député du Calvados. **Le secret de la frontière, 1815, 1871, 1914.** Charleroi. Paris, Bossard, 1918. In-8°, 600 pages, 14 cartes et 6 portraits. Prix : 15 fr.

Les personnes qui ont lu dans le *Correspondant* les dix articles si intéressants de M. Engerand sur le « secret de la frontière », expression assez impropre qui lui appartient, et sur l'« énigme » de Charleroi, expression juste qui appartient à un autre historien de la grande guerre, lui seront reconnaissantes de pouvoir les relire en un beau volume bien imprimé et muni d'excellentes cartes. Plus d'un sans doute éprouvera quelque regret en constatant que M. Engerand n'a rien changé à sa rédaction première, ça et là prolixe et décousue. Il s'en excuse en disant : « Assurément, j'eusse pu mieux fondre certaines

1. P. 277. « Avec des sophismes sentimentaux » et « plus de larmes que de joie ».

2. 12 septembre 1786. Pigalle était mort depuis plus d'un an (21 août 1785).

parties, retrancher des redites; mais les heures passées à ce soin eussent été perdues pour d'autres travaux. Le souci de la forme est un luxe des temps de paix. » On ne le chicanera pas sur la forme qu'il a donnée à ses idées; on ne lui cherchera pas querelle sur des questions de pur style; mais on ne peut s'empêcher de blâmer la composition de son livre. S'il avait pris le temps de le remanier, son plaidoyer, dans un plus puissant raccourci, eût produit sur l'esprit du lecteur une impression encore plus forte.

Ce livre, nos lecteurs ont déjà pu en connaître les principales thèses par l'analyse que nous faisons du *Correspondant*. Je me contenterai donc de les résumer brièvement. L'auteur met d'abord en lumière, ce qui n'était en réalité un « secret » pour personne, le fait que les frontières de la France vaincue en 1815 et en 1871 ont été établies par l'Europe ou par la Prusse dans un esprit de défiance et d'hostilité contre nous; à dessein, les puissances qui nous imposèrent leur paix ont laissé ouvertes, pour les invasions futures de notre territoire, les voies d'accès à travers la Picardie (trouée de l'Oise), la Champagne (trouées de Stenay et de Charmes), la vallée supérieure de la Seine (trouée de Belfort). Après le traité de Francfort, il fallut procéder à l'érection de forteresses capables d'arrêter un ennemi haineux et insatiable; ce fut l'œuvre du général Serré de Rivières dont M. Engerand nous explique fort bien, quoique avec de fatigantes répétitions, le sens et le bienfait. On ne songeait alors qu'à se défendre contre de nouvelles attaques. Plus tard, un esprit nouveau anima notre État-major : le succès à la guerre était promis à celle des armées qui saurait le plus vite prendre l'offensive et le mieux exploiter le succès initial. D'après une semblable conception, les forts perdaient de leur importance; en outre, l'invention de poudres nouvelles et d'explosifs puissants ayant démontré qu'une partie de ceux qui avaient été construits en 1875 seraient rapidement détruits par le feu de l'ennemi, on se demanda si les frais qu'entraînerait leur réfection ne seraient pas de l'argent dépensé en pure perte. Alors, on procéda au déclassement et à la démolition de beaucoup de ces places sur tout le front septentrional et oriental. La région du Nord surtout fut atteinte par cette fureur de destruction. Qu'avions-nous besoin en effet d'entretenir de coûteux ouvrages sur une frontière où nous étions protégés par la Belgique? En 1870, Bismarck avait respecté la neutralité de ce pays; ses successeurs ne pouvaient avoir la pensée de la violer, au risque de susciter l'intervention armée de l'Angleterre. En conséquence, Maubeuge fut négligé et l'on commença de démolir les forts de Lille. Dans le même temps, il est vrai, sous la pression de quelques patriotes clairvoyants et par une heureuse contradiction avec le principe, on renforçait les positions de la frontière orientale, de Verdun à Belfort. Notre État-major, toujours convaincu qu'aucune menace n'était à redouter dans la direction du Nord, disposait la plus grande partie de nos corps d'armée face à l'Est, où il attendait l'ennemi et

d'où il se proposait de lancer l'offensive française. A ce plan, dont la solidité dépendait de la neutralité belge, les Allemands, qu'aucun scrupule moral ne pouvait retenir, en opposèrent un autre, fondé justement sur la violation de cette neutralité. Convaincus qu'une attaque directe contre la ligne de Verdun à Belfort coûterait très cher et peut-être échouerait, ils décidèrent d'attaquer par la Belgique. C'est ce qui eut lieu comme chacun sait : après s'être emparés en août 1914 de Liège et de Namur, ils purent tenter leur grandiose manœuvre d'enveloppement par leur droite qui ne devait rencontrer aucun obstacle sérieusement préparé entre Dunkerque et Maubeuge. Cette démonstration est la plus forte partie du plaidoyer de M. Engerand et elle entraîne la conviction. Il faut déplorer avec lui, par exemple, qu'on n'ait voulu tenir aucun compte des pressantes objurgations du général Herment; si, comme il le réclamait avec instance, on avait maintenu un solide point d'appui à Lille et à Douai, les Allemands eussent peut-être hésité à attaquer par la Belgique ou, s'ils en avaient couru le risque, leur témérité eût pu être châtiée bien avant la Marne.

Telles sont les conditions déplorables dans lesquelles se livra la « bataille des frontières ». Ici, c'est l'enseignement de l'École de guerre que M. Engerand prend à partie : le principe de l'offensive à tout prix nous conduit à des attaques désordonnées sur des points où l'ennemi avait décidé de se maintenir sur une défensive énergique, tandis que la masse allemande précipitait sa marche dans la direction où on l'attendait le moins. En outre, des renseignements mal contrôlés nous avaient fait croire qu'au début les forces des deux armées allemande et française étaient à peu près égales : vingt-cinq corps d'armée de part et d'autre; mais en réalité c'était de trente-quatre corps d'armée que nous devions subir le choc; en outre, les Allemands pouvaient concentrer leurs troupes plus rapidement que nous en mettant à profit le « Kriegsgefahrzustand », qui leur permettait de commencer en secret leur mobilisation plusieurs jours avant d'en faire la déclaration officielle. Ajoutons que l'Allemagne pouvait choisir son heure pour déclarer une guerre depuis si longtemps préméditée et préparée par elle, tandis qu'un gouvernement pacifiste comme le nôtre retenait ses troupes en deçà des frontières, même du côté de Brieux où rien n'était préparé pour défendre nos mines et nos établissements métallurgiques. Aussi partout nos troupes, très inférieures en nombre, durent-elles se replier. Sans la ténacité anglaise, sans les belles dispositions ordonnées par le général Lanrezac, auxquelles le député du Calvados rend un hommage enthousiaste, la défaite eût pu se transformer en catastrophe.

Telles sont en résumé les deux thèses principales de ce livre, dont l'intérêt est si poignant. Il appartient à de plus compétents de dire si tous les arguments dont elles sont étayées sont également solides. Dès à présent, l'historien qui pèse les témoignages remarque une contradiction, à peine voilée par la prudence voulue et nécessaire des

expressions, entre deux historiens de la grande guerre qui puisent leur inspiration à deux sources différentes : M. Engerand, qui paraît çà et là penser et écrire comme s'il était l'avocat du général Lanrezac, et M. Hanotaux, qui s'incline davantage devant le génie militaire du généralissime. Cependant, si M. Engerand discute avec quelque âpreté le plan et les ordres de Joffre pendant les premières semaines de la guerre, il s'attaque non à l'homme, mais au système. Pour entrevoir le fond de sa pensée, il suffira peut-être de relire les lignes qui terminent son ouvrage : « Après la rude leçon de Charleroi », dit-il, « le commandement retrouva sa lucidité, et l'armée, se resserrant, reprit sa cohésion. Nous avions jeté trois armées hors de nos frontières ; nous n'en eûmes qu'une sur la Marne et, ce jour-là, il n'y eut pas de brouillard. »

L'intérêt passionné avec lequel M. Engerand a poursuivi son enquête lui dicte aujourd'hui des jugements très sévères. On peut croire que les fautes commises avant la guerre n'étaient pas tellement évidentes, puisqu'elles furent signalées par un si petit nombre de spécialistes compétents : Grouard, Meyer, Maitrot, etc. D'autant moins s'étonnera-t-on des résolutions votées par des parlementaires incompetents. Le député du Calvados n'est pas tendre pour la Chambre française, et sans doute il regrette de n'avoir pas cherché alors à se faire une opinion critique sur les problèmes vitaux de la défense nationale. Il répare aujourd'hui le péché d'ignorance, qu'il a commis avec la majorité de ses collègues, en projetant un jour vif et cru sur les erreurs du passé. C'est un réel service qu'il rend à la patrie ainsi qu'à la vérité.

Ch. BÉMONT.

Auguste GAUVAIN. *L'Europe au jour le jour*. T. I-IV. Paris, Bossard, 1917-1918. 4 vol. gr. in-8°.

Après avoir expliqué, en deux volumes dont le succès a consacré la valeur, l'état de l'Europe avant la guerre et les Origines de la guerre européenne, M. Aug. Gauvain réimprime, sous le titre de *L'Europe au jour le jour*, les articles qu'il a donnés au *Journal des Débats* de 1908 à 1914, d'abord en anonyme, puis sous sa signature. La collection n'aura pas moins de six volumes : la *Crise bosniaque* (1908-1909) ; *De la contre-révolution turque au coup d'Agadir* (1909-1911) ; le *Coup d'Agadir* (1911) ; la *Première guerre balkanique* (1912) ; la *Deuxième guerre balkanique* (1913) et les *Préliminaires de la guerre européenne* (1913-1914). Les quatre premiers volumes se sont succédé rapidement et, lorsque la série sera terminée, il est à souhaiter que l'auteur lui donne, sans tarder, la suite des articles qu'il a publiés au cours même de la guerre.

On sait que M. Gauvain s'est placé au premier rang des publicistes

français contemporains; sa maîtrise se révèle plus complètement peut-être encore dans ses articles que dans ses livres. Car l'article est de confection plus difficile : le temps manque, le recul fait défaut, la réflexion est forcément hâtive, l'information fournie par les dépêches souvent insuffisante ou tendancieuse, les incidents minuscules et parfois plus bruyants qu'importants cachent les faits essentiels qui restent ignorés, et les appréciations journalières risquent, comme les événements eux-mêmes, d'être contradictoires, au moins en apparence. Rien de pareil chez M. Gauvain. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si dans le détail quelques-uns de ses jugements ne seraient pas discutables ou si, sur certaines questions (comme celle de l'impérialisme russe d'ancien régime), sa pensée ne s'est pas précisée, sinon peut-être modifiée, au cours de ces dernières années. Il est bien évident qu'il n'en saurait être autrement. D'autre part, il ne faudrait pas chercher dans *l'Europe au jour le jour* ce que l'auteur n'a pas prétendu donner. Il n'a étudié que les questions européennes d'ordre diplomatique et international. En règle générale, il laisse donc de côté ou ne mentionne qu'accessoirement les transformations économiques et l'histoire intérieure des partis dans chacun des États considérés séparément.

Mais, son champ d'observation ainsi délimité, il excelle à dégager du fatras des disputes quotidiennes les grandes lignes directrices de la politique européenne. C'est qu'il a une doctrine, si par ce mot on entend, non pas un système subjectif de jugements formulés d'avance et une fois pour toutes, mais un ensemble coordonné de conclusions dont on peut dire qu'elles sont expérimentales. L'événement a prouvé que cette doctrine est vraie, que l'Allemagne suivait délibérément une politique d'hégémonie et de domination, que pour la France c'était duperie ou trahison de s'y associer et que la guerre, préparée et voulue à Berlin, n'a été longtemps retardée que par la modération pacifique de l'Entente. Mais il ne suffit pas d'avoir déterminé l'exact point de vue : il faut savoir regarder, et M. Gauvain est un observateur sagace. Il n'ignore pas comment à Berlin on manœuvre la presse européenne et que le commerce des nouvelles est un des plus suspects qui soient; il a la pénétration critique sans laquelle la connaissance approfondie qu'il possède du personnel et des conditions de la politique européenne resterait comme stérile, à l'état d'improductive documentation.

La collection de ses articles est donc deux fois précieuse : par les faits exacts et bien choisis et par l'interprétation des faits. C'est pourquoi il est permis de regretter que, par un excès de modestie dont ses lecteurs sont les principales victimes, l'auteur n'ait point cru devoir donner à sa publication les menus soins qui en auraient fait un commode instrument de travail : tables alphabétique et analytique; peut-être aussi tables chronologiques; reproduction des documents ou informations auxquels il est fait allusion dans l'article

et que le lecteur du journal trouvait sans difficulté dans le même numéro; indication des suppressions éventuelles; enfin, dans certains cas, courtes annotations et brèves notices biographiques. Au reste, M. Gauvain s'est rendu lui-même compte de certaines de ces déficiences, car elles sont visiblement plus nombreuses au tome I^{er} que dans les suivants. Parfois, mais non toujours (par exemple p. 458-459), les informations dont l'article donne le commentaire sont reproduites en note (p. 404, n. 1; p. 463, n. 1). Trois articles ont été brouillés par une erreur de composition typographique (p. 445-452). De longs passages ont été supprimés dans la reproduction de l'article du 5 janvier 1909 (p. 256-257); suppression licite assurément, mais à la condition que le lecteur en soit toujours averti. Les articles ont été, dans le corps du volume, munis de sommaires qui n'ont pas été reproduits dans la table, et cette table est comme inexistante; près de vingt articles y portent le titre commun de la *Crise orientale*. A cet égard, les progrès réalisés dans les volumes subséquents sont très notables, et l'heureuse disposition des articles en chapitres facilite la lecture et les recherches.

G. PARISSET.

G. A. SCHREINER. *La détresse allemande*. Traduit de l'anglais.

Préface d'Ernest LAVISSE. Paris, Hachette, 1918. In-16, xii-244 pages. (Collection des *Mémoires et recits de guerre*.) Prix : 4 fr. 50.

L'auteur est né Boër; après avoir combattu contre les Anglais, il se fit naturaliser aux États-Unis et fut, jusqu'à l'entrée en guerre de sa nouvelle patrie, correspondant d'une agence télégraphique américaine, chargé d'étudier les répercussions de la guerre sur les États centraux. Il écrivit l'avant-propos de son livre à New-York en janvier 1918; il ignore donc toute la dernière année de la guerre et n'en prévoit absolument pas le dénouement réel. Il émet même des affirmations que l'événement a rudement démenties. Il n'est pas d'avis (p. 238) « qu'au lendemain de la guerre le socialisme régnera dans l'Europe centrale ». Il estime, certes, que l'Allemagne aura un gouvernement libéral, mais il ne saurait être question d'un changement dans la forme même du gouvernement. Ceux qui s'imaginent que les Allemands pourraient entreprendre une révolution « pour se donner une république connaissent aussi peu l'Allemagne qu'ils connaissent les habitants de Mars » (p. 241). Il nous assure avec sérénité qu'« au total le dommage causé à l'Europe centrale par la guerre n'a rien d'une catastrophe » (p. 236). Il ne croit pas non plus (même page) « que les progrès mécaniques et les inventions faites au cours de la guerre soient de nature à compenser les pertes qu'elle a causées ». La manière dont il parle de l'invasion de la Belgique (p. 191-

193) semble indiquer qu'il n'a pas bien compris les mobiles auxquels obéissait l'État-major allemand. Sans doute, ils auraient écrasé nos forts de l'est presque aussi aisément que ceux de Liège et de Namur; mais la résistance belge fut l'élément inattendu qui troubla tous les calculs. Le plus risqué de ses jugements est peut-être celui qu'il porte sur Guillaume II; il ne se figure pas qu'il puisse « être atteint par un destin pareil à celui de Nicolas II » (p. 114) : « Il est trop constamment prompt à l'action pour que ce soit possible... Je ne doute pas un seul instant que, si l'Allemagne devenait une république, Guillaume ne dût en être le premier président. » Bref, pour M. Schreiner, « il n'y a pas en Europe de trône plus solide que celui des Hohenzollern ». Voilà de quoi rendre prudents les mieux instruits parmi les faiseurs de pronostics.

A part ces erreurs, que nous tenions à signaler d'abord pour pouvoir mieux louer ensuite, ce livre est remarquable d'observations de détail, d'indications précises, de jugements personnels; il va même jusqu'à braver d'une façon assez inattendue les opinions courantes. Voici deux beaux exemples de cette singulière disposition d'esprit (p. 72) : « Je suis fort sceptique sur tout ce que j'entends dire de l'espionnage allemand... Qu'on dise ce qu'on voudra, les Allemands feraient mieux de laisser ce genre de choses à d'autres; il y faut une intelligence subtile et prompte qui n'est pas dans leur manière. Les agents autrichiens et hongrois y réussissent mieux; il faut dire que ce sont d'ordinaire des Polonais, ce qui explique tout; car il n'y a guère au monde de cerveaux plus souples, mieux faits pour feindre, et ils ont sous ce rapport beaucoup d'analogies avec les Français, ce qui explique leur réussite dans un domaine où le Français est passé maître. » A propos du blocus maritime (p. 227) : « Les puissances centrales eussent depuis longtemps fait faillite, si elles avaient eu la faculté de faire librement leurs achats sur le marché étranger... L'Allemagne n'aurait pas fait l'effort qu'elle fit pour organiser en temps utile sa résistance économique. En ce sens, la menace trop prompte du blocus anglais est une des plus graves erreurs qu'il faille inscrire au passif de l'Entente. Le profit militaire en fut nul. Des hommes d'État plus avisés eussent au contraire laissé l'Allemagne importer tout ce qui leur plaisait et se fussent contentés de limiter au minimum ses exportations. »

L'auteur croit aussi qu'à la fin de 1916 « les États de l'Entente auraient pu trouver un point d'appui singulièrement efficace dans la faim généralisée qui mettait alors en péril la force de résistance de l'Europe centrale, si leurs desseins militaires et leurs buts politiques eussent été plus modestes. La dépression causée par la famine s'arrêta court chaque fois que l'Allemagne et l'Autriche s'entendirent déclarer à nouveau qu'on voulait à tout prix qu'elles fussent réduites à merci » (p. 82). Il est vrai que la page 109 contredit en partie cette affirmation ou du moins place ce moment critique un an plus tôt. Une autre opinion originale est celle-ci : « L'activité soutenue des

théâtres et des concerts rendit à la population des États centraux l'immense service de la sauver de la folie »

Entre autres choses, M. Schreiner nous apprend ce détail macabre que la mauvaise nutrition produit une usure des tissus analogue à la décomposition après la mort et que, par suite, l'odeur des corps mal nourris rappelle celle d'un cadavre (p. 155). Il explique d'une façon peu banale l'entrée en guerre de la Turquie (p. 199). Le grand-vizir lui dit : « L'Entente nous offrait de nous garantir pour trente ans l'intégrité de notre territoire. Des garanties ! Nous savons ce qu'en vaut l'aune. Lorsque la Turquie reçoit une nouvelle garantie, c'est signe infallible qu'on va violer quelque engagement. Nous nous sommes rangés du côté des Allemands, parce qu'ils ne nous offraient aucune garantie. » Talaat bey ajouta : « Nous avons compris que la guerre européenne serait pour nous le dernier coup. Les Russes veulent Constantinople et les détroits ; les Italiens veulent la Cilicie, sans songer que la prétention des Grecs a le pas sur la leur. La Thrace serait allée aux Bulgares et l'Angleterre aurait pris tout le reste. » M. Schreiner admet comme hors de conteste (p. 198) que la Macédoine est de race bulgare.

Th. SCHOELL.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— Les historiens consulteront avec fruit l'article nourri de faits que M. Harry Elmer BARNES, professeur d'histoire à l'Université Clark à Worcester (Mass.), a publié dans l'« Encyclopedia Americana », édition de 1919 : *History, its rise and development*. Cet article, qui ne compte pas moins de cent pages sur deux colonnes très serrées, donne un résumé du développement historique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. L'auteur, qui a fait avec raison une grande place à l'École des chartes dans le domaine de l'érudition médiévale, passe sous silence l'École des hautes études ; les 225 volumes de sa « Bibliothèque » protestent contre cette omission. D'autre part, plus d'un Français sera sans doute surpris de l'importance considérable attribuée à l'historiographie américaine ; c'est qu'on ignore généralement chez nous les prodigieux efforts accomplis par les Universités des États-Unis pour rivaliser avec celles du vieux monde. A l'école d'abord de l'Allemagne, puis de la France, elles ont déjà beaucoup produit. Pour la science, il n'y a plus d'océans.

Ch. B.

— Sur la Ligue des Nations, deux brochures peuvent être lues avec fruit : l'une est une conférence faite à l'Université de Londres par M. Ernest BARKER, d'Oxford : *A confederation of Nations; its powers and Constitution* (Oxford, at the Clarendon press, in-8°, 54 p.; prix : 1 sh.); — l'autre est une étude par M. A. F. POLLARD, professeur à l'Université de Londres : *The league of Nations; an historical argument* (ibid., 68 p.; prix : 1 sh.); M. Pollard y étudie les conditions du problème, les principes sur lesquels on a proposé de constituer cette Ligue et les leçons que l'histoire peut donner aux diplomates.

— Robert Joseph KERNER. *Slavic Europe. A selected bibliography in the western european languages* (Harvard University press; prix : 15 sh.). — L'auteur de cette bibliographie s'est proposé de faire connaître non tous les livres sur les Slaves qui ont été édités dans une des langues de l'Europe occidentale, mais seulement les ouvrages qui peuvent le mieux faire connaître les principales phases de la civilisation dans les pays slaves. Ce n'est donc qu'un choix nécessairement arbitraire et où chacun pourra constater des lacunes, mais livre utile à consulter.

LA GUERRE.

— *Pages actuelles, 1914-1918* (Paris, Bloud et Gay; suite). — N° 123. Comte Louis DE VOINOVITCH. *Yougoslavie et Autriche* (conférence faite au Collège libre des sciences sociales le 30 janvier 1918). — N° 124. F. MARTIN-GINOUVIER. *Le martyr du curé de Varedes* (titre incomplet; dans une première partie, en effet, l'auteur reprend, d'après des sources déjà utilisées, plusieurs épisodes de la bataille de la Marne; d'aucuns trouveront que la rhétorique y occupe une place excessive. Dans la seconde partie, on résume une conférence de l'abbé Formé, curé de Germigny-l'Évêque, où cet ecclésiastique a consigné le souvenir de ses tribulations pendant les journées du 1^{er} au 10 septembre 1914 et raconté le bombardement de Meaux, la retraite allemande, enfin le martyr du curé de Varedes, vieillard de soixante-seize ans, que les Allemands prirent en otage et firent disparaître sous le prétexte qu'il avait fait des signaux du haut du clocher et causé de cette façon leur défaite. Quatre pages seulement sur ce dernier épisode). — N°s 127-128. DUMONT-WILDEN. *Les Flamands et l'Allemagne* (excellente esquisse sur le mouvement flammingant et sur les intrigues des « activistes » germanophiles pendant la guerre).

— Lieutenant François MAURY. *L'apogée de l'effort militaire français* ([Paris], Union des grandes associations françaises, s. d., in-8°, 159 p.). — Recueil de trois articles intitulés : l'effort militaire de la France, 1914-1917; l'apogée de l'effort militaire français, mars-juillet 1918; l'effort suprême, la campagne de libération, 10 septembre-11 novembre 1918. M. Maury, lieutenant de l'armée territoriale, a donné dans cette brochure un résumé clair, rapide, intelligent de l'effort français sur le front et à l'arrière. Après l'avoir lu, on répétera volontiers l'avis imprimé au bas de la couverture : « Lisez, faites lire autour de vous. »
Ch. B.

— Commandant Paul CASSOU. *La vérité sur le siège de Maubeuge* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1919, in-8°, 112 p., avec 1 carte; prix : 3 fr.). — L'auteur de cette brochure était capitaine d'état-major sous les ordres immédiats du général Fournier, gouverneur de Maubeuge. Il prit une part très active aux mesures préparatoires et aux péripéties du siège depuis le 9 août jusqu'au 8 septembre, puis il accompagna son chef en captivité. C'est donc un témoin à la fois direct, informé de première main et très compétent. Dans cette brochure, il reproduit avec quelques additions l'article déjà publié dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1918 et que nous avons analysé au tome CXXIX, p. 187. Nos lecteurs savent donc déjà l'importance exceptionnelle de cet écrit qui tend à justifier, avec preuves à l'appui, la conduite du général Fournier. Il sera certainement une des pièces

essentielles du procès qui sera plaidé au conseil de guerre chargé d'examiner la conduite du vaillant défenseur de la place. — Ch. B.

— J.-L.-Gaston PASTRE. *Trois ans de front. Belgique, Aisne et Champagne, Verdun, Argonne, Lorraine. Notes et impressions d'un artilleur* (Paris, Berger-Levrault, 1918, in-12, 224 p.; prix : 3 fr. 50).

— Ce livre n'est pas à proprement parler un journal, il n'en a ni la monotonie, ni le souci du détail. Ce ne sont pas non plus des souvenirs, l'auteur ne fait pas appel à sa mémoire et parle toujours au présent. Il se classe lui-même dans un genre intermédiaire, celui des impressions de guerre. L'homme de goût qui a pris part à cette campagne de quatre années ne se raconte pas au jour le jour, il serait certain de nous lasser rapidement. Dans la masse des événements, gros ou menus, qu'il lui arrive de vivre, il fait un choix et ne nous livre que ceux qui en valent la peine. Les pages que publie M. Pastre ont été composées de cette façon. C'est dire que l'historien y trouvera peu à glaner. Pas d'indications de temps et de lieux, sinon dans les têtes de chapitres : Belgique (août 1914), Aisne et Champagne (novembre 1914-avril 1916), Verdun (mai, juin, juillet 1916), Argonne (août 1916), Lorraine (septembre 1916-novembre 1917). Ailleurs, il n'y a guère que des initiales, souvent transparentes heureusement, pour nous renseigner. Pas davantage de révélations sur les hommes ou sur les événements de la guerre; au surplus, la censure, qui a trouvé quelques passages à supprimer, ne les aurait sans doute pas laissés passer. Le livre se recommande surtout par des qualités littéraires, de la vie, du mouvement, un style sobre mais attachant. L'auteur, officier d'artillerie de complément, est aussi un lettré qui, pour se distraire de la bataille, traduit les Géorgiques.

G. Z.

— Raymond JUBERT. *Verdun* (Paris, Payot, in-16, 239 p.; prix : 4 fr. 50). — Un avocat d'avenir, devenu sous-lieutenant d'infanterie, décrit dans des pages émouvantes les exploits d'un régiment qui au cours du printemps de 1916 contribua à contenir la ruée du kronprinz contre « la plus forte citadelle de France ». Verdun, comme le dit M. Paul Bourget dans la préface, « c'est la bataille de l'infanterie, terrée, mitraillée, asphyxiée et qui tient toujours. C'est aussi la bataille des dévoués anonymes, des sacrifiés qui auront arrêté des canons avec des poitrines d'hommes ». La valeur du livre que nous a légué le sous-lieutenant de la 11^e du 151^e, réside dans le « rendu » de la plus formidable et de la plus tragique des réalités. Qu'il s'agisse de la « marche à la mort » vers cette côte de Froideterre balayée par la mitraille, de la corvée vers les lignes à travers la boue, les trous, les débris de toute espèce et toujours sous les marmites, qu'on évoque Fleury, le Mort-Homme, le « Ravin de la Mort », le « Ravin du Colonel », ces théâtres de la plus monstrueuse épopée, où chaque coin recèle un cadavre et où les plaintes des mourants scandent les courts moments de silence qui séparent deux canonnades, qu'on nous fasse

assister aux assauts du 9 avril et du 20 mai, où « Rosalie » triomphe de la masse germanique, tout est dit, sans exagération ni recherche et, en lisant ces pages ardentes, les survivants ne peuvent que s'écrier : « Comme lui, j'y étais. » Dans l'hémicycle des nécropoles qui entourent Verdun, martyr, peut-être, mais toujours « vierge du pas de l'ennemi », se dresse la tombe de Raymond Jubert, tué le 16 août 1917 à son poste de combat. Son ouvrage posthume n'est pas seulement un chapitre de la plus grandiose des histoires, il est la réalisation suprême de ces stances, adressées à François Coppée par le futur soldat quand il était élève de rhétorique :

Pour cela nous suivrons l'exemple de nos pères
Et portant fièrement le drapeau, nous irons
Défendre notre foi, le pays et nos frères,
Et s'il le faut, nous périrons.

Ch. D.

— *L'armée grecque et la victoire d'Orient* (Paris, Berger-Levrault, 1919, in-8°, 79 p., avec 49 photographies inédites et deux cartes). — Très intéressant exposé qui est un panégyrique de l'armée grecque et un hommage à la coopération française.

Ch. B.

— Céline FALLET. *Notes d'une internée française en Allemagne* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-8°, 61 p., 12 gravures hors texte; prix : 3 fr.). — Le volume contient deux récits. M^{lle} Céline Fallet, originaire de Damvillers, dans la Meuse, fut surprise par la guerre à Berlin, lorsqu'elle cherchait à regagner la ville de Radom près de Varsovie où elle était institutrice française. Elle dut rebrousser chemin; vous lirez dans le volume les aventures dramatiques qui lui arrivèrent à Francfort-sur-le-Mein, à Offenbourg, à Donaueschingen et comment, à la fin de septembre 1914, elle réussit à gagner la ville française d'Évian, sur les bords du lac de Genève, où elle devait retrouver, au mois de mai 1915, sa vieille mère. Ici, le récit change; la fille nous raconte ce que sa mère a tant de fois répété, l'arrivée des Allemands à Damvillers le 23 août 1914, le départ de tous les hommes de la ville emmenés le 19 septembre vers un camp de concentration en Bavière, l'arrivée à Damvillers en octobre du kaiser et du kronprinz, logés dans l'ancienne maison de Bastien Lepage, les femmes qui restent encore dans la ville obligées de partir le 30 mars 1915 et internées pendant six semaines à Ville-rupt, enfin l'arrivée de la mère à Évian où la fille la rejoint. Ce récit si simple, mis dans la bouche de M^{lle} Fallet, s'amplifie et prend une grandeur vraiment tragique si l'on songe qu'avec elle des milliers d'habitants de la Lorraine et des régions envahies du Nord ont passé par les mêmes transes et subi les mêmes maux.

C. Fr.

— Eugène-Louis BLANCHET. *En représailles* (Paris, Payot, in-16, 204 p.; prix : 4 fr. 50). — Un intellectuel, promené à travers tous les bagnes que les Allemands avaient imaginés pour dompter l'énergie

morale des prisonniers de marque et pour amener les Alliés à accepter des conditions de paix ignominieuses, décrit le douloureux calvaire auquel il fut soumis avec ses compagnons de captivité. Qu'il soit question des travaux dans les marais, du « camp des Moustiques », des solitudes glacées, où le Prussien obligeait les prisonniers à remplir des sacs de sable dont le contenu était ensuite méthodiquement jeté dans la Baltique, on est profondément ému à la lecture de ces pages qui nous laissent l'impression, non d'un acte implacable d'accusation, mais d'un chapitre d'histoire effrayant par les faits qu'il dévoile. Dans l'antiquité, l'esclave travaille pour vivre; en Allemagne, le captif est scientifiquement condamné à la mort. Que sont les souffrances révélées par la « Case de l'oncle Tom », ce livre de chevet de notre enfance qui nous fit pleurer, à côté de la peine du poteau, de la fusillade en masse, de la propagation du typhus et du choléra, un certain nombre de « contaminés » étant mis dans les camps, de ces tortures épouvantables, plus cruelles que le pire des tourments imaginés par les Achéménides ou par les Chinois, et qui consistent à faire espérer jusqu'au bout soit la visite sanitaire, soit même le départ pour la Suisse, puis à refuser au dernier moment cette perspective d'affranchissement suprême? L'ouvrage de M. Blanchet est un document accablant que l'on doit répandre afin de révéler au public ce que fut l'Allemagne dans sa laideur inexpiable. Ch. D.

— Capitaine Christian FROGÉ. *Les captifs* (Paris, Berger-Levrault, 1918, in-16, 210 p., 8 photographies; prix : 3 fr. 50). — Ce volume est dédié par l'auteur à son frère, capitaine dans un régiment de Saintonge, « captif et torturé pendant trois ans ». On gravit avec émotion les étapes de cette « géhenne », depuis l'hôpital de Saint-Quentin, d'où nos blessés sont arrachés brutalement à leurs infirmières pour être conduits à coup de crosse dans les geôles d'outré-Rhin. Les scribes du « kaiser » croient les décourager en leur montrant les ruines fumantes de Louvain et les réduire à merci après un stage au camp de représailles de Mézières-lès-Metz, dans la scorie des usines et sous le feu des avions français. Que penser du séjour dans les usines de Zwickau, de la « schlague » quotidienne, des quatorze heures de travail imposées aux intellectuels? Que dire du pillage systématique des colis? En lisant le récit du massacre des prisonniers russes, qui refusaient de prendre les armes contre les alliés de leur patrie; en évoquant la figure brutale du lieutenant Zorndorff, qui commande le fort de Küstrin, et dont les molosses sont lancés sur les prisonniers qu'il torture, on est saisi de douleur et de dégoût. Mais avec quels élans de fierté et d'admiration n'assistons-nous pas à la controverse serrée qui s'engage entre un docteur « pangermaniste » et un pauvre blessé qui lui jette à la tête les vers de Dante : « Alors, nous marchâmes sous l'escorte fidèle, le long des flots rouges, où ceux qui bouillaient dans le sang poussaient de grands cris. C'est là que la justice a plongé cet

Attila qui fut le fléau de la terre » (*Enfer*, chant XII)! Méditons comme il convient ces paroles d'un mourant couvrant de ses larmes la dernière lettre qui lui venait de France et s'écriant au milieu des sanglots : « Un peuple n'est le peuple élu que s'il a fièrement gravi son calvaire. C'est chaque jour en nous-mêmes un peu de la France que les barbares crucifient! Soyons fiers d'avoir été choisis pour victimes si de nos tortures quotidiennes jaillit la sublime et providentielle rédemption. »

Ch. D.

— A. DE CHAMBURE. *Quelques guides de l'opinion en France pendant la grande guerre 1914-1918* (Colin, Mary, Elen et C^{ie}, 1918, xxii-223 p.). — Ce livre comprend trois chapitres : 1^o Les commentateurs des communiqués officiels : lieutenant-colonel Roussel, commandant de Civrieux, général de Lacroix, Polybe, A. Bidou, M. Hutin, etc.; 2^o hommes de lettres et journalistes : Clemenceau, Mandel, Barrès, Daudet, Maurras, Meyer, Capus, Berenger, Berthoulat, Hervé, Téry, Dhur; puis un groupe d'« avancés » : MM. Sembat, A. Thomas, A. Varenne, Cachin, etc.; enfin le *Temps*, les *Débats* et les journaux nouveau-nés, tels que le *Pays*, la *Justice*, le *Populaire*; 3^o la grande presse d'information, à savoir *Petit Parisien*, *Matin*, *Journal*, *Petit Journal* et *Écho de Paris*, ce dernier formant le trait d'union avec la presse d'opinion. Sur tous ces hommes et feuilles, leur activité et leur influence pendant la guerre, l'auteur porte un jugement forcément un peu sommaire, superficiel et ... optimiste. Il a « voulu faire œuvre de notateur historique en s'efforçant de dégager le rôle de ces guides », comme nous le dit la dernière phrase de son livre. Il peut rendre service en donnant certains détails biographiques ou bibliographiques mal connus; une table alphabétique des noms propres termine et complète le volume.

Th. SCH.

— M^{me} SAINT-RENÉ TAILLANDIER. *En France et Belgique envahies* (Paris, Félix Alcan, 1919, in-32, 475 p., Collection « la France dévastée »; prix : 2 fr. 75). — M^{me} Saint-René Taillandier rapporte, avec quelque recherche, mais aussi avec beaucoup de bonne grâce et çà et là d'émotion, des conversations recueillies, dans un salon parisien ou sur les routes du front; elles viennent d'Américains qui firent partie de la Commission pour le ravitaillement de la Belgique (C. R. B.) et qui, après la déclaration de guerre des États-Unis, vinrent en France pour continuer leur œuvre de dévouement charitable. Au début, ces gens étaient neutres, ils eurent alors le loisir de voir de près les Allemands en Belgique; ils vécurent avec des officiers allemands, qui étaient d'ailleurs chargés de les surveiller, et ils ont beaucoup à nous dire sur la mentalité de ces chefs dont quelques-uns étaient de braves gens, mais qui tous étaient corrompus par de monstrueux préjugés de race et de culture. Ils ont observé de près aussi le Belge opprimé, le Français des régions envahies, réduit à la famine et

au servage. Ils expriment en termes touchants, presque religieux, leur compassion pour tant de souffrance, leur admiration pour leur courage moral qui les empêcha de jamais désespérer. C'est comme un hymne à la France qui monte de leurs cœurs; on ne saurait le lire sans en être profondément ému et reconnaissant. Ch. B.

— Paul GINISTY. *Les artistes morts pour la patrie*. Seconde série. Préface de M. A. LAFFERRE, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Paris, Félix Alcan, 1919, in-8°, viii-157 p.; prix : 2 fr. 50). — Beaucoup de noms, hélas! et un assez bon nombre de biographies, très brèves naturellement, mais non sans prix. On a marqué dans ce nécrologe tous les artistes qui sont morts pour la patrie depuis le 1^{er} janvier 1916; à côté des peintres et graveurs, des musiciens, des architectes, des artistes dramatiques et lyriques; y figurent ceux qui ont appartenu à l'administration des beaux-arts, aux manufactures de l'État (les Gobelins, Sèvres) et à l'École des Arts décoratifs. Ch. B.

— Albert MOUSSET. *Éléments d'une bibliographie des livres, brochures et tracts imprimés ou publiés en Espagne de 1914 à 1918 et relatifs à la guerre mondiale* (Madrid, Hijos de Tello; Paris, Collemant, 1918, in-16, 108 p.). — La liste, très soigneusement établie, que M. Mousset a compilée et publiée, rendra évidemment de grands services aux futurs historiens de la guerre. Peut-être l'auteur eût-il pu ordonner ses matériaux méthodiquement, de façon à les rendre plus immédiatement utilisables. Cette réserve faite, nous ne pouvons que nous louer de son initiative, en formant le vœu que les diverses missions françaises à l'étranger se préoccupent dès maintenant de fabriquer des instruments de travail analogues. G. BN.

— Gaston ESNAULT. *Le Poilu tel qu'il se parle* (Paris, éditions Bossard, 1919, petit in-8°, 603 p.; prix : 7 fr. 50). — Puisque le langage est l'expression de la pensée, c'est faire connaître la manière de penser, l'âme même du soldat que de recueillir les mots qu'il a forgés à son usage et que la littérature de guerre s'est empressée de recueillir. M. Esnault, agrégé de grammaire, a donc rendu à l'historien de la grande guerre un service inappréciable en compilant ce « Dictionnaire des termes populaires, récents et neufs, employés aux armées en 1914-1918, étudiés dans leur étymologie, leur développement et leur usage ». L'ouvrage a été exécuté avec un sens critique et une méthode remarquables. Peut-être l'auteur a-t-il dit le dernier mot sur l'origine si contestée du mot *boche*. Les Allemands (ou Alboches) n'y trouveront rien d'injurieux à leur égard. Les Français feuilleteront avec un vif intérêt un recueil aussi savoureux des locutions employées par les soldats du front. Ch. B.

— Pierre PERREAU-PRADIER et Maurice BESSON. *L'effort colonial*

des *Alliés* (Paris, Berger-Levrault, 1919, gr. in-8°, vii-184 p.; prix : 12 fr.). — L'ouvrage de MM. Perreau-Pradier et Besson raconte avec une grande clarté et une non moins grande précision les campagnes alliées qui ont mis fin à la domination coloniale allemande en Afrique, en Asie et en Océanie. Peut-être, pour les régions tropicales, eût-on désiré quelques indications moins sommaires sur les extrêmes difficultés dues au climat et à la configuration du sol qu'il a fallu surmonter. Animés d'un esprit de haute et sereine impartialité, MM. Perreau-Pradier et Besson insistent sur l'entente parfaite qui n'a cessé de régner entre les armées coloniales alliées, entente qui a été le puissant artisan de la victoire commune. On ne peut que partager leur désir que cette entente se continue après la guerre. Trop longtemps, dans toutes les nations, certains groupes coloniaux se sont laissé par moments séduire par des aspirations irraisonnées; on se regardait par-dessus la frontière de l'œil jaloux de deux paysans qui convoitent avec apreté un même lopin de terre. Il faudra dorénavant envisager ces questions sous leur aspect mondial et prévoir les conditions d'entraide coloniale. Ici ce sera une ligne de transport maritime à assurer entre deux colonies alliées, là ce sera une voie ferrée à raccorder à une voie ferrée alliée, ailleurs une barrière douanière à abaisser. Telle est la conclusion à laquelle arrivent les auteurs de *L'Effort colonial des Alliés*, c'est celle à laquelle se rallieront tous les hommes de bon sens.

E. C.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Auguste GAUVAIN. *L'encerclement de l'Allemagne* (Paris, éditions Bossard, 1919, in-32, 167 p.; prix : 3 fr.). — Est-il vrai que l'Allemagne soit entrée en guerre pour se défendre contre un cercle d'ennemis : France, Russie, Angleterre, Japon, conjurés contre sa légitime expansion au dehors? Non, cet « encerclement » est un mythe imaginé par le gouvernement lui-même et propagé par une presse servile pour cacher d'autres visées : l'empereur allemand et le puissant parti de la toujours plus grande Allemagne voulaient obtenir l'hégémonie du monde. Après avoir réfuté le plaidoyer des Finke, des Schiemann et autres publicistes impérialistes, l'auteur prouve, à l'aide des révélations faites par le prince Lichnovsky, par le Dr Muelhon, par le « Livre blanc » grec, etc., que la responsabilité de la guerre incombe uniquement aux empires du centre. On relira avec intérêt dans cette brochure les articles que M. Gauvain avait déjà publiés sur ce sujet toujours actuel dans le *Journal des Débats*.

Ch. B.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Jacques SOYER. « *Aquis Segeste* » de la table de Peutinger; son véritable emplacement, son véritable nom (Paris, Impr. natio-

nale, 1919, in-8°, 19 p.; extrait du « Bulletin de la Section de géographie » du Comité des travaux historiques, 1917). — Cette localité se trouvait sur la route de Sens à Orléans, au lieu dit le Préau ou Pré-Haut, sur la commune de Sceaux-en-Gâtinais, où l'on a retrouvé d'importants vestiges d'une station romaine et d'un grand établissement thermal. Sceaux, dans le latin du moyen âge, s'appelait *Seda* ou *Seia*, forme qui en fait supposer une plus ancienne : *Segeta*. Il est donc probable que le nom, tel que nous le donne la table de Peutinger, a été défiguré par un copiste et qu'il devait être « Aquis Segetae ». Une carte autographiée permet de suivre la démonstration faite par M. Soyer.

— Arthur HASSALL. *France mediæval and modern* (Oxford, at the Clarendon press, 1918, in-42, 319 p.). — L'histoire-batailles, dont la défaite en France semble bien irrévocable, n'a peut-être pas partout aussi complètement abdiqué. Le précis de M. Hassall s'inspire de cette méthode désuète. La guerre et la diplomatie y tiennent une place demesurée. La civilisation sous ses divers aspects, le développement social et économique du pays y sont négligés. Même les luttes politiques intérieures sont reléguées au second plan, comme « offrant peu d'intérêt pour l'étranger » (p. 275). La raison, c'est que l'auteur a sans cesse présente à l'esprit la guerre contemporaine et qu'il prétend expliquer cette guerre à la lumière du passé. Tout est visiblement subordonné à ce dessein. Si le livre s'adresse au grand public, regrettons la façon dont l'histoire de notre pays lui est présentée. Peut-être y saisira-t-il quelque chose de l'âme guerrière de la France; l'essentiel de nous-mêmes lui échappera. Si l'auteur n'a visé qu'à réunir pour des étudiants les principaux faits de l'histoire extérieure de la France en les éclairant par quelques idées générales, reconnaissons que son manuel est clair et d'un usage commode. Des cartes aident à suivre l'évolution de nos frontières à travers les siècles. Quelques tableaux généalogiques et un index terminent le livre. Les ouvrages utilisés sont presque tous exclusivement anglais. G. Z.

— F. PASQUIER. *Vente du château de Castelviel de Rosanès en 1023 par Bérenger, comte de Barcelone, d'après la charte originale*. Texte, fac-similé, commentaire (Toulouse, Privat, 1918, 14 p.; extrait des « Annales du Midi », t. XXX). — Belle reproduction de cette charte; le commentaire fait ressortir le grand intérêt qu'elle présente au point de vue juridique et historique. L'acte est rédigé selon les règles du droit wisigothique dont quatre articles sont formellement invoqués. Beaucoup de faits en peu de mots. Ch. B.

— Paul YVON, *Les idées de François Douce sur l'art gothique*, d'après sa correspondance avec l'abbé de La Rue (Caen, A. Olivier, 1919, in-8°, 14 p.; extrait du « Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie », t. XXXIII). — Douce était, on le sait, un érudit et

un collectionneur; plus qu'à ses écrits, son nom est resté attaché à la belle collection de manuscrits qu'il a léguée à la Bodléienne d'Oxford. Il ne fut pas archéologue; c'est cependant d'archéologie qu'il s'entretient dans sa correspondance avec l'abbé de La Rue; il y parle de l'architecture religieuse en Normandie et en Angleterre; mais c'est surtout l'opinion des autres qu'il rapporte à propos d'ouvrages qui paraissaient alors sur l'art dit « normand » et que depuis Arcisse de Caumont on est convenu d'appeler « roman ». Il ne disserte pas, il émet des suggestions avec une prudente réserve et une bonne grâce cordiale. Ces détails valaient la peine d'être tirés de l'oubli. M. Yvon saura sans doute y ajouter beaucoup dans l'ouvrage qu'il prépare sur les « Traits d'union normands avec l'Angleterre avant, pendant et après la Révolution ».

Ch. B.

— Jacques SOYER. *Notes pour servir à l'histoire littéraire. Du succès de la prédication de frère Olivier Maillart à Orléans en 1485* (extrait du « Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais », t. XVIII, 1919, 6 p.). — Frère Maillart prêcha le carême à Orléans avec un tel succès que les assistants montèrent jusque sur le faite de la maison où il parla et qu'il fallut soixante-quatre journées de couvreur pour réparer la toiture. Un fait pareil ne peut s'expliquer que si l'orateur avait parlé en français au peuple. Or, son sermon nous est parvenu seulement en latin. Concluons donc avec l'auteur de cette piquante brochure que les sermons faits au peuple étaient dits dans la langue du peuple. Plusieurs bons esprits l'avaient contesté.

Ch. B.

— J. MATHOREZ. *Notes sur le mouvement de la population française sous l'ancien régime, 1328-1789* (Paris, Impr. nationale, 1919; extrait du « Bulletin de la section de géographie » du Comité des travaux historiques, 1917, p. 302-381). — La première conclusion qui ressort de ce travail est qu'aucune des tentatives faites pour évaluer la population française du XIV^e au XVIII^e siècle ne repose sur des bases vraiment scientifiques. Les chiffres donnés par les historiens et les démographes sont des à peu près entre lesquels il existe des écarts considérables. On retiendra néanmoins les observations et constatations faites par l'auteur sur le faible accroissement de la population au cours des quatre siècles qui ont précédé la Révolution, sur la mortalité des enfants, sur la peste et autres calamités qui ont décimé la population, sur les conséquences produites par le célibat ecclésiastique et le célibat laïque, enfin sur l'émigration. Par contre, la France a toujours accueilli un nombre appréciable d'étrangers qui n'ont pas tardé à s'assimiler à la population indigène, à faire souche de bons Français et à combler jusqu'à un certain point les trous creusés par une natalité que menaçaient tant de maux divers.

Ch. B.

— Pierre de JOINVILLE. *Le commerce de Bordeaux au XVIII^e siècle*

(Paris, Larose, gr. in-8°, 257 p.; prix : 5 fr.). — Le XVIII^e siècle a été pour Bordeaux une époque de grande prospérité, fruit d'une lente évolution, préparée par toute une série de mesures administratives, dont la plus lointaine est l'édit de Colbert, accordant en 1663 une prime de cinq livres par tonneau à tout navire de cent tonneaux construit dans nos ports et destiné au commerce. La création des manufactures dans le sud-est, l'importation de leurs produits en Guyenne, grâce au canal du Midi, nouvellement percé, les talents remarquables d'un Boucher, d'un Aubert de Tourny, d'un Dupré de Saint-Maur, ont contribué à faire de Bordeaux cette ville remarquable dont Arthur Young vantait en 1788 la richesse et les magnificences.

Des institutions comme la Chambre de commerce, qui comprenait des juges du « Tribunal consulaire » assistés de six négociants, travaillaient de concert avec le Parlement et les intendants, pratiquent en matière économique une politique prudente et opportuniste, émettent en matière financière des idées très neuves et très pratiques, adoptent le système des échanges de valeurs en banque, essayent de fonder des comptoirs sur la rivière de Gambie, multiplient les relations avec le Danemark, la Suède et la Norvège. Des dynasties de courtiers, beaucoup israélites d'origine espagnole ou portugaise, des « foires franches » attirant un public toujours plus nombreux, des négociants énergiques et entreprenants, huguenots comme les Baour, les Balguerie, les Bonnafé et les Nairac, Hambourgeois comme les Bethmann, Hollandais comme les Kater, Britanniques comme les Lawton et les Johnston, sont les auxiliaires avertis des économistes et tirent le meilleur parti des années de paix dont jouit la France après les traités de 1748 et de 1763. L'armement prend une importance capitale, qu'il s'agisse du commerce des vins, de l'importation des denrées coloniales ou d'une traite lucrative faisant aux Nantais une concurrence redoutable et ayant pour but de fournir aux planteurs des Antilles tous les travailleurs nécessaires. Le livre de M. de Joinville, agréablement écrit, présente des statistiques nécessaires et intéressantes; il montre bien comment la capitale de la Guyenne, à partir de 1720 et jusqu'en 1789, devint le principal centre économique du royaume.

Ch. D.

— Alfred LEROUX. *La colonie germanique de Bordeaux*. T. II : 1871-1914 (Bordeaux, Féret, 1918, in-8°, 365 p., avec appendices et index alphabétique; prix : 8 fr.). — Nous avons déjà rendu compte (*Rev. histor.*, t. CXXVIII, p. 380) du t. I de cet ouvrage, qui couvre les années 1462-1870; le t. II traite de l'époque contemporaine. Après la victoire de la Prusse, en 1871, la colonie germanique change de personnalité et d'attitude. A la faveur de l'article 12 du traité de Francfort, elle se reconstitue rapidement et sans être vraiment inquiétée par la population bordelaise, exception faite de quelques incidents provoqués en 1888 par la crise boulangiste. Il y a bien,

comme jadis, des allogènes originaires des rives de la Baltique; cependant, à côté d'eux, se groupent non seulement des « Allemands de l'intérieur », mais encore des habitants de Vienne et de Trieste. Qu'ils soient « ansaessige » ou « zeitweilige », ces étrangers occupent une condition sociale intermédiaire entre le « Bauernstand » et le « Bürgerstand ». Notons, en passant, quelques « wohlgeboren » comme le fameux négociant Georg Hollnack, ancien « gefreiter » de 1870, capitaine de réserve, qui a consigné ses impressions dans la *Posner Zeitung*, écrit des *Souvenirs de guerre* et qui paraît avoir pratiqué l'espionnage en amateur. On compte en moyenne cinq cents colons exerçant les professions les plus diverses. Immatriculés sur un registre spécial à partir de 1893, notre « laissez-passer » gouvernemental les en dispense une dizaine d'années plus tard. Astreints aux contributions personnelle et foncière, soumis également à la patente, ils présentent une situation légale assez complexe et l'on compte même quelques « heimatlose ». Les naturalisations, motivées par des raisons de sentiment ou d'intérêt, deviennent extrêmement rares; néanmoins, le « milieu indigène ambiant » absorbe les « sédentaires ». Les consulats sont réduits au nombre de deux : l'un, beaucoup plus important, pour l'Allemagne, l'autre, pour l'Autriche-Hongrie, s'occupent de contrôler la situation militaire de leurs administrés. Ils jouent le rôle d'agences d'informations et de propagande.

Positifs, profiteurs et réalistes, les membres de la colonie ne pratiquent généralement aucun culte. S'ils se rattachent aux « Unions chrétiennes » ou aux « Associations de la jeunesse catholique », c'est généralement parce qu'ils sont nourris ou logés à bon compte. Seuls les « germaniques » fixés à Bordeaux avant 1870 se rendent au temple de la rue Tourat, car les services y sont célébrés dans leur langue maternelle, ou ils assistent aux offices soit de Saint-Ferdinand soit de Saint-Louis.

Après la fermeture du « Cercle des étrangers », qui disparaît en 1896, les Allemands se réunissent dans quelques cafés des allées de Tourny, principalement au « Cardinal ». Les soirées, les banquets y sont fréquents. On célèbre toujours la fête de l'Empereur le 27 janvier. Cependant, la seule manifestation de « chauvinisme provocateur » est un télégramme de félicitations adressé, à l'issue d'un mariage, au colonel von Reuter, un des tristes héros de l'affaire de Saverne.

Qu'il soit patron ou commis, qu'il exerce la profession de « négociant en chaux » ou de « négociant en chambre », toujours fidèle à la parole de Bismarck, l'Allemand essaye de nous infliger un « Sedan industriel ». L'« Institut de renseignements commerciaux » (Schimmelpfeng), l'« Association nationale des employés de commerce », l'« Union nationale des employés auxiliaires de commerce » sont autant de machines de guerre économique, soutenues par la « Deutsche Bank », pratiquant vraisemblablement l'espionnage commercial et

préconisant la « vente en gros », suivant la formule FOB (free on board). Sans avoir la même importance numérique que la « colonie hispanique », les « allogènes de Germanie » exercent une influence autrement considérable. Ils n'occupent pas encore, en juillet 1914, la place, dont les vieux Bordelais conservent la maîtrise, mais leur activité commerciale, de plus en plus envahissante, est une menace pour un avenir très prochain.

En fermant ce livre qui présente les mêmes qualités de composition, de style et de rigueur scientifique que le tome I, on ne saurait taire les difficultés énormes qu'a constamment rencontrées l'auteur. On doit admettre en effet que, s'il écrivait « une œuvre d'après guerre au point de vue français », cela n'excluait pas le devoir de loyauté et d'équité à l'égard de l'ennemi. Il ne fallait à aucun prix confondre les Allemands de Bordeaux avec les misérables qui ont systématiquement pillé notre territoire. Sans abdiquer la moindre parcelle de son patriotisme, M. Leroux a su le comprendre, et les esprits pondérés, comme les historiens de profession, sauront admettre qu'il a accompli sa tâche avec tact, délicatesse et honneur.

Ch. D.

— J.-Roger D'ANGLADE. *Aperçu sur l'histoire de Bazas depuis les origines jusqu'à la Révolution* (Bordeaux, Féret, 1918, in-8°, 275 p.; prix : 5 fr.). — Ce livre a été écrit afin d'éveiller la curiosité des écoliers et pour ébaucher les traits distinctifs de Bazas, place forte, ville épiscopale et siège d'un présidial. D'un bout à l'autre le récit est animé; des détails témoignant de recherches patientes et innombrables abondent à chaque page. L'auteur décrit avec verve la vie locale et nous fait assister aux progrès de la cité, dirigée par un évêque, haut justicier, qu'assiste un chapitre recruté dans l'aristocratie locale, et partageant depuis 1283 la juridiction civile avec le roi d'Angleterre, duc de Guyenne. Il vitupère contre les huguenots qui pillent la cathédrale, le 24 décembre 1561, ce qui le rend indulgent pour les rigueurs de Louis XIV contre le Jansénisme et la R. P. R. Il évoque avec admiration et peut-être avec justesse la figure de l'évêque Arnaud de Pontac. Ce prélat est issu de l'opulente aristocratie bordelaise sortie du négoce de Saint-Michel. Il trouve son diocèse désolé par les guerres de religion; il met à profit son érudition et son talent pour devenir le conseiller et l'obligé du maréchal de Matignon et du cardinal de Sourdis. C'est lui qui organise la contre-réformation dans le Bazadais et relève de ses ruines une église qui sera admirée par tout le sud-ouest. Ville aujourd'hui déchue, Bazas fut longtemps un foyer de civilisation. Remercions donc un érudit fanatiquement attaché à sa petite patrie d'en avoir retracé les institutions.

Ch. D.

— Henri MALO. *Dunkerque, ville héroïque. Dans le passé, dans le présent* (Paris, Perrin, in-32, 341 p.; prix : 3 fr. 50, plus la majoration temporaire de 30 %). — On ne saurait écrire avec une érudition

tion plus discrète et d'une langue plus alerte l'histoire assez monotone d'une ville maintes fois assiégée et dévastée et qui même, pendant tout un siècle, fut plus maltraitée par les traités de paix qu'elle ne l'avait été en temps de guerre. La première partie s'arrête après le siège de 1793, qui fut un échec retentissant pour les Anglais et après lequel la Convention déclara que « Dunkerque avait bien mérité de la patrie ». La seconde partie est une histoire très fouillée et appuyée de renseignements nombreux et bien contrôlés sur le rôle de Dunkerque durant la dernière guerre et sur les bombardements qu'elle eut à subir de la terre, de la mer et des airs. Cette fois encore, l'héroïque cité vit son courage récompensé par une citation à l'ordre de l'armée qui l'a donnée en « exemple à toute la nation ».

Ch. B.

— Georges MAURION. *La formation du département de la Seine-Inférieure*, étude de géographie politique et historique (Paris, librairie du Recueil Sirey, et à Épouville, chez l'auteur, s. d., in-8°, 88 p.). — C'est le recueil en un volume d'études précédemment parues dans la *Nouvelle revue historique du droit français et étranger*. Le travail est purement documentaire. Il a l'intérêt de fournir le texte des adresses, pétitions, résolutions et pièces diverses relatives à la réforme administrative de 1790 et au choix des chefs-lieux de districts qui, on le sait, ne créèrent nulle part plus de réclamations ni de rancunes qu'en Seine-Inférieure, où Montivilliers fut, pour de mesquines raisons locales, préféré au Havre, et Caudebec à Yvetot. — R. L.-G.

— Jeanne RÉGAMEY. *Celle qui dormait* (Paris, E. Sansot et Cie, 1919, in-12, 312 p.; prix : 3 fr. 50). — L'ouvrage est un roman, et pourtant ce roman doit être signalé aux lecteurs de la *Revue historique* pour la part de vérité et d'histoire qu'il contient. C'est, semble-t-il, avec beaucoup de détails inventés, l'autobiographie d'une petite Alsacienne qui, en grandissant, décide de se mettre au service de l'Alsace, d'écrire sur elle de beaux livres, de faire sur elle d'éloquantes conférences. Cette petite Alsacienne est née à Colmar; elle y habite d'abord sur la place d'armes, d'où la vue plonge sur l'église Saint-Martin, puis dans un immeuble de la rue des Cloches, vieille maison bourgeoise et cossue, dont le double grenier renferme tant de cachettes! L'auteur se plaît à nous dépeindre les divers quartiers de la ville si coquette ayant pour fond, du côté de l'ouest, les sommets bleus des Vosges. La petite fille, qui porte le nom modeste de Violette, est venue au monde à la veille de la guerre de 1870 et son histoire nous conduit jusque vers sa vingtième année, en 1890; l'écrivain rappelle les graves événements qui se sont passés en cet intervalle : elle nous dit l'émigration vers la France, le petit cousin qui part pour le lycée de Belfort, la fermeture des écoles libres où est enseigné le français, une visite à Colmar du vieux Manteuffel achetant aux gamins des couteaux neufs, le régime des passeports et la frontière fermée du

côté de la France. Puis parfois les parents prennent la parole, racontent ce qu'ils ont vu : la rentrée des troupes françaises après la guerre d'Italie en 1859, l'arrivée des Prussiens le 14 septembre 1870 et le combat livré sur le pont de Horbourg. De ce livre le lecteur pourra extraire, avec quelques jolies expressions de notre patois si savoureux, toute une histoire de Colmar pendant la seconde partie du XIX^e siècle.

C. PF.

— Maurice BARRÈS. *La Lorraine dévastée* (Paris, Félix Alcan, 1919, in-16, 476 p., avec 8 planches et 1 carte hors texte; prix : 2 fr. 75). — C'est le premier volume d'une nouvelle collection, « la France dévastée », qui décrira les ravages des Allemands dans les provinces envahies et dénoncera au monde les principaux faits de cruauté dont ils se sont rendus coupables. M. Barrès, pour faire connaître leurs crimes en Lorraine, n'avait pas à écrire un livre nouveau; il reproduit ici quelques-uns de ses plus émouvants articles parus dans l'*Écho de Paris*. Il raconte le voyage qu'il fit en Lorraine, en octobre 1914, quand il put visiter Lunéville, Saint-Dié, Gerbéviller; quand, sur les ruines de cette dernière cité, sur les tombes des héros qui y sont ensevelis, il flétrit la barbarie allemande et exalta l'héroïsme de nos soldats. Il dit aussi sa visite au Grand-Couronné de Nancy, en mai 1915, et rappelle les principaux épisodes de la bataille qui, en septembre 1914, sauva la ville de Stanislas. Il nous conduit en novembre 1915 à Ajoncourt, un petit village lorrain sur la rive droite de la Seille; c'est un tout petit coin de la Lorraine annexée que nos troupes ont occupé depuis le début des hostilités. Comme pour faire contraste avec ces tableaux de misères et de ruines, il a ajouté à son volume le récit de l'entrée des soldats français à Metz; il a fixé pour toujours « la minute sacrée du retour de la France sous Metz ». Dans ces articles, M. Barrès s'est attaché moins à suivre les faits dans un cadre chronologique rigoureux qu'à pénétrer l'âme de ces populations lorraines qui, pour la France, ont supporté de pareils maux et chez qui il retrouve les traits fondamentaux de leurs ancêtres; il analyse aussi ce qui a pu se passer dans la cervelle des brutes qui ont donné l'ordre de telles dévastations. En ces pages vibrantes, écrites au jour le jour, M. Barrès a mis tout son beau talent.

C. PF.

— Henry DUGARD. *Le Maroc de 1918* (Paris, Payot, 1918, in-12, 287 p.; « Bibliothèque politique et économique »). — Dans un précédent volume, *le Maroc en 1917*, M. Henry Dugard avait clairement débrouillé pour les hommes d'affaires et les futurs colons quelques-uns des problèmes essentiels que pose le protectorat marocain. Dans ce nouveau livre, il complète ses premières études sur les régions du Maroc, sur sa valeur agricole et sur son avenir industriel, sur sa coopération à la guerre et sur ses grandes villes. Il rend un nouvel et significatif hommage au résident général, « ce grand Français » qui,

en six ans, « a fait pour le Maroc ce que jamais colonisateur ne fit pour aucun pays neuf sur la planète » (p. 8). Mais, s'il est un admirateur convaincu du général Lyautey, qui a transformé et régénéré un pays anarchique avant notre arrivée, il s'exprime avec netteté sur les diplomates également ignorants de la politique et de la géographie qui naguère créèrent pour l'Espagne, au sud-ouest du Maroc, une zone où jamais Espagnol n'a encore débarqué, mais où s'opéra contre nous, en avril 1917, la concentration des Mauritaniens et des Berbères. Il est vrai qu'à cet égard la Conférence de la Paix garde toute liberté de revision (*la Situation au Maroc en 1918*, p. 13 à 56). Les monographies sur *la Colonisation au Maroc* (p. 57 à 74), *le Marché marocain* (p. 75 à 81), *l'Industrie future* (p. 81 à 90), laquelle pourra être intense, *l'Importation* (p. 91 à 107) et même sur la rivalité des capitales, Rabat, dont le choix comme capitale administrative, naguère très attaqué, est ici justifié (p. 131 à 150), Fez, Marrakech, offrent un répertoire de renseignements pratiques indispensables aux futurs colons, lesquels pourraient naïvement être tentés de croire qu'il suffit de demander une concession gratuite à l'administration française du protectorat marocain pour posséder sans bourse délier une propriété où ils tenteront de faire fortune et qu'une fois défrichée ils revendront à gros prix. Les difficultés semblent considérables. En les signalant loyalement à ses concitoyens, M. Dugard leur rend service. Certes, il ne cherche pas à les détourner du Maroc ; au contraire, il leur montre dans ce pays un champ largement ouvert à leur esprit d'aventure, à leur goût de la responsabilité et du travail et aux capacités d'ordre et de commandement qu'ils auront acquises à la guerre. Nulle part ils ne serviront plus utilement la cause française et la cause de la civilisation, bien liées. Un excellent appendice reproduit deux essais du colonel Berriau, directeur des Affaires indigènes et du Service des Renseignements au Maroc, sur les méthodes modernes de conquête (p. 233 à 247), et de M. Alfred de Tarde sur la prise de la smalah d'Abd-el-Malek par nos troupes en janvier 1916, curieux épisode de l'action germanique en Afrique (p. 248 à 253), plus d'intéressantes statistiques (commerce des dix principaux ports, postes, mandats et timbres, transmissions téléphoniques, télégraphiques et radiotélégraphiques, colis postaux, routes, etc.).

R. L.-G.

— Auguste MAILLOUX. *Georges Clemenceau* (Paris, Maurice Mendel, [1918], in-8°, 46 p.). — Biographie très sommaire ; analyse très abrégée de quelques ouvrages du célèbre polémiste. Rien sur son rôle pendant la guerre et l'on se demande ce que peut vraiment nous apprendre « l'opinion de la critique » par quoi se termine ce panégyrique.

Ch. B.

— M. Émile LE SENNE, secrétaire général de la Société historique et archéologique des VIII^e et XII^e arrondissements, est mort à Lille,

le 14 novembre 1914, des suites d'une blessure reçue trois jours auparavant à Wytschaete. Ses amis ont voulu consacrer à sa mémoire un volume de *Mélanges* (*Mélanges Émile Le Senne*. Paris, sans nom d'éditeur, 1915-1916, in-8°, 330 p.). Nous y signalerons les mémoires suivants : Germain BAPST. Le vol du garde-meuble (1792); — G. CERISE. Petite bibliographie du VIII^e arrondissement de Paris, ancien 1^{er} arrondissement; — Jacques DOUCET. Les projets de couronnement de l'arc de triomphe de l'Étoile. Deux lettres inédites de Pradier; — Alfred FOULON. L'incendie du pavillon de Flore en 1787; — Fr. FUNCK-BRENTANO. Le comte d'Argental (avec un portrait inédit); — abbé Jean GASTON. La maladrerie du Roule (document inédit de 1697); — Paul JARRY. Nicolas Beaujon. La chartreuse, les promenades aériennes (Nicolas Beaujon, directeur du commerce à Bordeaux, mort le 20 décembre 1786. Il fit bâtir par Girardin une « chartreuse » dans le faubourg du Roule et fit commencer l'hospice qui porte aujourd'hui son nom. Histoire de sa maison et de ses jardins); — LA VALLÉE-POUSSIN. Soldat d'il y a cent ans (souvenirs sur le grand-père de l'auteur : né en 1789, élève de Fontainebleau en 1807, il était capitaine en 1815; arrêté en 1815 comme inculpé de complot contre la sûreté du royaume et renvoyé des fins de la plainte pour manque de preuves le 8 février 1816. Mort en 1870); — E. MAREUSE. Essai sur la formation du quartier de l'Europe; — Paul MARMOTTAN. Le VIII^e arrondissement en 1815; — Georges PÉLISSIER. Les chevaux de Marly; — Camille PITON. Batignolles, étymologie de ce nom (diminutif de « batillus », qui désigne la partie du moulin où tombe la farine); — Auguste FRICAUD. Les premières fêtes nationales aux Champs-Élysées, 25 messidor an IX-4^{er} vendémiaire an X; — baron DE VINCK. L'entrée de Marie-Antoinette à Paris, juin 1770; — Albert VUAFLART. La maison de Fersen, rue Matignon. La journée du 20 juin 1791; Monsieur Léonard (détails sur la fuite du roi à Varennes. Si cette tentative ne réussit pas, c'est la faute de Louis XVI qui, notamment, ne voulut pas se laisser accompagner par Fersen).

— La Société de l'Histoire de l'Art français a offert à M. Jules GUIFFREY un recueil de *Mélanges* qui forme le tome VIII des *Archives de l'Art français*. Dans ce volume, nous notons les mémoires suivants : Henry MARTIN. Les d'Ypres, peintres des xv^e et xvi^e siècles (avec un tableau généalogique de cette famille); — Marcel AUBERT. La bannière des lépreux du cabinet des estampes; — comte Paul DURRIEU. Une suite de dessins de Godefroy le Batave, vers 1516; — Henri CLOUZOT. Une famille de peintres poitevins : les Mervache, xvi^e-xviii^e siècles; — Étienne MOREAU-NÉLATON. Étienne Du Monstier, peintre et diplomate, 1540-1603; — Henry MARCEL. Adrien Brouwer; — L.-A. HUSTIN. La création du jardin du Luxembourg par Marie de Médicis; — Henry LEMONNIER. Sur deux volumes de dessins attribués à Poussin ou à Errard; — Gustave MACON. Les tapisseries des princes de Condé; — Henri STEIN. Les tapisseries du château de Comblat, Cantal (représentant plusieurs scènes de la vie de Jeanne d'Arc; elles

ont été exécutées à Aubusson au XVII^e siècle); — G. VAUTHIER. Anne d'Autriche et l'église du Val-de-Grâce; — Pierre MARCEL. La correspondance de Charles Le Brun avec Cosme III de Médicis et Charles-Antoine de Gondi, 1682-1689; — Gaston BRIÈRE. Le pavillon de l'Aurore au château de Sceaux; — Marc FURCY-RAYNAUD. Les premiers peintres du roi (publie la copie des brevets accordés à Coppel, Carle Vanloo, Boucher Pierre et Vien); — Gaston SCHEFER. La rue de Rennes et les embellissements de Paris au XVIII^e siècle; — Paul CORNU. Le château de la Brosse dans le parc de Saint-Cloud; — Émile DACIER. Natoire paysagiste; — S. ROCHEBLAVE. Le mariage de Jean-Baptiste Pigalle (le 17 janvier 1774, il épousa sa nièce et pupille alors âgée de vingt ans; actes de dispense pour raison de consanguinité); — André MICHEL. A propos de quelques œuvres de J.-J. Caffieri récemment entrées au musée du Louvre; — Pierre DE NOLHAC. Les peintures du château de Versailles en 1788 (publie un « Examen très exact » de ces peintures par Du Rameau, « garde des tableaux du Roi »); — François COURBOIN. A propos du serment du Jeu de Paume (publie une quittance de souscription, en 1791, de la gravure de Gerdret, reproduisant l'esquisse inachevée du tableau de David); — Alexandre TUETÉY. Inventaire des laques anciennes et des objets de curiosité de Marie-Antoinette confiés à Daguerre et Lignereux, marchands bijoutiers, le 10 octobre 1793, 5 frimaire an II; — Paul FROMAGEOT. Victor Schnetz, directeur de l'École de Rome; l'insubordination de son pensionnaire Carpeaux (racontée dans une longue lettre datée de Rome, 16 décembre 1855; dans une autre lettre du 7 septembre suivant, Schnetz déclare que Carpeaux lui donna « plus d'embarras que d'agrément »).

— *Catalogue de la bibliothèque de feu M. Ernest Labadie* (Bordeaux, Mounastre-Picamilh, 1918, in-8°, 412 p.). — M. Ernest Labadie, qui est mort en 1918, était un bibliographe qui forma une belle collection de livres sur Bordeaux. Le catalogue, qui comprend 4,154 numéros, en montre bien la valeur méthodique; il sera consulté avec fruit par toute personne s'intéressant à la capitale du sud-ouest et à son histoire, riche en événements, en hommes et en œuvres. En voici le plan et les principales sections : manuscrits (nos 1-39; à noter une copie en cinquante-deux volumes de registres secrets du Parlement de Bordeaux); typographie bordelaise (section considérable, nos 50-977, où les ouvrages sortis des presses bordelaises sont rangés par ordre chronologique); almanachs et annuaires bordelais; journaux et revues; patois du midi de la France (nos 1210-1686); auteurs bordelais et de la Guyenne (nos 1687-2460; on trouvera là une précieuse collection d'éditions uniques ou rares d'Ausone, de Montaigne, de Montesquieu, etc.); histoire des provinces (surtout du midi); imprimerie (origines et histoire de l'imprimerie en France); bibliographie, bibliothéconomie et catalogues (nos 3649-3847).

— Pierre LASSERRE. *Frédéric Mistral, poète, moraliste, citoyen*

(Paris, Payot, in-12, 286 p.; prix : 4 fr. 50). — Cet ouvrage, écrit en pleine tourmente, a pour objet de rappeler l'attention sur les poèmes de Mistral. Il faut que le public trouve un stimulant, un réconfort. Le « chantre de Maillane » va donc lui donner des motifs de croire et des raisons d'espérer parce que l'idée de patrie est l'âme de ses œuvres, comme elle fut l'âme de l'« Énéide », parce qu'elle est « une civilisation traditionnelle qui se communique à chaque famille, à chaque individu dans la mesure de ce qu'ils valent ». Au lieu de rechercher systématiquement le civisme du « premier des Félibres » et de mettre à part les vers qui y ont trait, M. Lasserre nous promène à travers tous ses chefs-d'œuvre afin que la leçon qui s'en exhale soit plus forte et plus pénétrante.

Qu'il s'agisse de la vocation du poète « découvert » par Lamartine, de la rénovation de cet idiome riche et suave, que l'on nomme le provençal, que *Mireille* nous représente par bien des côtés tout ce qu'il y a de pittoresque et d'attachant dans la campagne arlésienne, que *Calendal*, cette peinture radieuse « de l'homme, de la nature et de la vie dans un cadre illuminé par le soleil méridional », rappelle une civilisation qui devait disparaître avec la Croisade albigeoise, que *Merte*, si analogue par certains côtés au *Faust* de Goethe, nous ramène au temps où Avignon se glorifiait d'abriter les papes, que le *Poème du Rhône*, ce « monument » de la vieillesse, soit non seulement un admirable guide de voyage, mais encore la conciliation vivante entre l'industrie mécanique moderne et la civilisation humaine, partout Mistral reste l'idéaliste, le croyant et le patriote, tel qu'il était apparu en 1870 à Michel Bréal, tel qu'il se définissait en répliquant jadis aux critiques d'Eugène Garcin : « Vivifier l'idée de patrie, c'est vivifier au cœur de chaque Français l'idée de son pays natal. En réveillant le Midi, j'essaye de faire croître des patriotes pour la France. »

Ch. D.

— Ernest LÉMONON. *L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne en France*. Préface de Raphaël-Georges LÉVY (Paris, Félix Alcan, 1918, in-12, VII-87 p.). — Les diverses questions, complexes et délicates, que pose le séjour en France d'une abondante main-d'œuvre italienne (400,000 travailleurs en 1910) sont traitées dans ce petit livre avec une rare compétence. L'auteur, spécialiste des choses d'Italie, indique les conditions auxquelles devra satisfaire le traité à intervenir entre la France et l'Italie pour remplacer celui du 15 avril 1904. Deux problèmes principaux se posent : réglementation de l'immigration italienne et statut du travailleur italien en France. Sur chacun d'eux, M. Lémonon nous expose, avec une abondante documentation à l'appui, les diverses opinions en présence. Les nombreux textes législatifs français ou italiens qui se rapportent à la question nous sont au fur et à mesure signalés et commentés. Des extraits de journaux ou de revues, heureusement choisis, nous aident à mieux comprendre l'état de l'opinion de l'autre côté des

Alpes. Un travail de ce genre ne se résume pas; aucune page n'en est inutile. Signalons seulement la conclusion générale : la conciliation des intérêts en présence, presque toujours divergents, est nécessaire et elle est possible. Mais il y faudra beaucoup de bon vouloir de part et d'autre; il faudra surtout que chacun des pays ait une claire notion des intérêts de l'autre pour tempérer au moment voulu l'intransigeance de ses prétentions propres. D'ailleurs, le problème dépasse maintenant la France et l'Italie. Il est devenu un problème interallié, et la législation internationale du travail que devra sans doute envisager la Conférence de la Paix posera les bases de son règlement définitif.

G. Z.

— Joseph BARTHÉLÉMY. *Le problème de la compétence dans la démocratie* (Paris, Félix Alcan, in-8°, 264 p.; prix : 6 fr. 60). — La compétence que l'auteur se propose d'étudier est l'aptitude intellectuelle et morale à s'acquitter convenablement d'une tâche déterminée. M. Joseph Barthélémy commence en rappelant les condamnations sévères qu'on entend répéter contre la démocratie moderne et son goût pour les amateurs incompetents. Dans tous les cas, la maladie serait ancienne : à Athènes, toutes les fonctions publiques, même les plus délicates, étaient conférées pour une année et par l'élection populaire ou par le sort; à Rome, sous la République, l'élection les confiait pour le même terme et sans rééligibilité. A ces exemples cités par l'auteur, il aurait pu ajouter celui de Florence, où les noms des futurs *signori* étaient mis dans une bourse (*imborsati*) et tirés au sort tous les deux mois. La maladie n'est donc pas mortelle à bref délai, car Athènes, Rome et Florence ont longtemps été trois centres éclatants de lumière et de vie. D'ailleurs, dans les monarchies, le favoritisme a souvent élevé les moins dignes et les moins aptes aux charges les plus éminentes et les plus ardues. Au cours de l'histoire, aucun régime n'a fourni de garanties inébranlables contre l'invasion du gouvernement par les incompetents.

Mais si le mal est de tous les temps, il importe à chaque époque de trouver les moyens de le réprimer. C'est la tâche que s'est imposée M. Joseph Barthélémy pour la nôtre. Il étudie le problème de la compétence dans les simples citoyens, celle des législateurs, celle des gouvernants et celle qu'on est en droit d'exiger pour l'exercice des plus hautes fonctions de l'État. Dans ce livre, semé d'aperçus tantôt ingénieux tantôt profonds, il procède à la façon d'un magistrat chargé de la surveillance de la morale politique qui serait successivement pour une même affaire juge d'instruction, ministère public, défenseur, président d'audience formulant un résumé impartial et enfin juge ayant la mission de prononcer une sentence propre à empêcher les récidives. Voici en bref les conclusions qu'il formule : pour les simples citoyens, il admet que dans une démocratie tous doivent être admis au droit de vote; toutefois convient-il de leur accorder à tous une part égale dans le choix des législateurs à élire? En Belgique, on

a imaginé il y a une vingtaine d'années le système plural qui donnait une voix supplémentaire aux hommes mariés et une autre voix supplémentaire aux détenteurs de certains diplômes, mais il en est résulté une sorte de malaise politique, et le projet de loi électorale soumis en ce moment au Parlement belge propose le suffrage universel égal et uniforme : tout électeur dispose d'une voix et n'en a qu'une. Pour les législateurs — et c'est surtout à ceux-ci que les critiques s'attaquent — M. Joseph Barthélémy estime que nos assemblées délibérantes, si elles diffèrent par la physionomie des débats de celles de nos monarchies constitutionnelles, n'en renferment pas moins une somme égale de talent. Afin d'élever encore leur niveau, il conseille le remplacement du scrutin d'arrondissement par un scrutin régional à large envergure et combiné avec le système de la représentation proportionnelle; celle-ci assurerait la présence sur les bancs des Chambres des hommes les plus distingués de tous les partis. L'élaboration des lois comporte une partie éthique et une partie technique; la première se résume dans l'indication des grandes lignes de la politique voulue par le groupe d'électeurs que représente l'élu et constitue sa mission essentielle; la seconde, la préparation et la rédaction des articles de la loi à voter et leur coordination avec les autres lois en vigueur, devrait être confiée à des conseillers techniques, par exemple au Conseil d'État; malheureusement plus est grande la liberté politique, plus règne la tendance à réduire le rôle légitime des techniciens. Quant aux gouvernants et aux hommes investis des plus hautes fonctions politiques, l'éducation technique est loin d'être la condition *sine qua non* de leur aptitude à accomplir leur mandat; il faut par-dessus tout qu'ils possèdent le don de l'intelligence politique et de l'art de savoir manier et mener les Chambres; toutefois, il convient qu'ils s'appuient sur une forte organisation bureaucratique sur laquelle ils exercent seulement un droit de contrôle et d'impulsion. L'autorité réelle du chef de l'État devrait également être accrue, ce qui lui permettrait de maintenir l'équilibre et d'empêcher les empiétements entre les différents pouvoirs publics. Mais aucun mécanisme constitutionnel ne pourra jamais rendre inutiles les qualités intellectuelles et morales des citoyens; le premier devoir de la démocratie sera toujours de comprendre qu'elle doit se soumettre à la direction des plus capables.

Tel est le plan d'ensemble de ce livre qu'on lira avec fruit et agrément.

E. C.

— Étienne FLAGEY. *Comment devenir ingénieur, par l'école ou par l'usine* (Paris, Payot et C^{ie}, in-16, 243 p.; prix : 4 fr. 50). — De retour d'une mission aux États-Unis, où il est allé étudier les programmes et l'organisation des grandes écoles techniques américaines, M. Flagey, ancien professeur de sciences et de mathématiques, répond à la question posée par le titre de son intéressant volume en demandant qu'en France soit renforcée la formation technique et pra-

tique de nos futurs ingénieurs, voie dans laquelle l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique nous ont déjà précédés. Il fait également remarquer qu'aux États-Unis le concours ou l'examen d'entrée n'est généralement pas exigé dans les nombreux établissements qu'il a visités et que l'enseignement y est fortement spécialisé. Peut-être, au rebours de ce qui se passe chez nous, y pêche-t-on par insuffisance de préparation théorique; telle est au moins l'opinion de quelques-unes des hautes personnalités que l'auteur a interrogées, mais dans leur opinion cette préparation doit demeurer l'affaire de l'enseignement secondaire.

Dans son dernier chapitre résumant les conclusions applicables à notre pays, M. Flagey propose de se contenter pour nos futurs ingénieurs du diplôme du baccalauréat moderne en exigeant la connaissance de deux langues vivantes, l'anglais et l'espagnol. Il insiste pour que les études des ingénieurs soient terminées à l'âge de vingt-deux ou vingt-trois ans et recommande tout particulièrement l'institution, à l'exemple des États-Unis, de cours spéciaux d'ingénieurs commerciaux, c'est-à-dire d'ingénieurs joignant à leurs connaissances techniques celle de l'art de convaincre et d'entraîner une clientèle. Il reconnaît cependant que leur recrutement sera assez difficile et que pour obtenir une bonne sélection il faudra procéder par élimination. Ne naît-on pas adroit voyageur de commerce comme on naît poète ou simplement rôtisseur?

E. C.

— René LAVOLLÉE. *Lendemain de victoire* (Paris, Félix Alcan, in-8°, 368 p.; prix : 6 fr. 60). — André CHÉRADAME. *Comment éviter les impôts mortels* (Paris, librairie de la Pensée française, in-16, 184 p.; prix : 4 fr.). — M. Lavollée a bien raison d'intituler son premier chapitre : « Fin d'un monde. » Nous assistons à l'écroulement d'un monde, et les esprits réfléchis se posent avec une certaine anxiété la question : « De quoi demain sera-t-il fait? » Tous les hommes de bonne volonté doivent donc s'armer de courage, car nous allons entrer dans une période de tâtonnements et d'essais où le succès ne sera pas assuré du premier coup. M. Lavollée examine l'un après l'autre les problèmes multiples que nous aurons à résoudre : organisation de la Société des Nations, problème financier, problème économique, dépopulation, réforme de l'enseignement; pour finir, il expose les enseignements de la guerre et se défend contre le reproche de byzantinisme que lui adresseront les gens impatientes de ce qu'il n'exige pas la réalisation sur l'heure de toutes les réformes désirables. Les solutions qu'il soumet à notre appréciation, il les fonde sur un examen attentif des maux dont nous souffrons, de leurs causes et de leurs manifestations, mais il ne se flatte pas de l'illusion qu'elles les guériront du jour au lendemain. Par exemple, dans son étude minutieuse de la dépopulation française, il ne dissimule pas sa conviction que le seul remède efficace est d'ordre moral et qu'il est impossible d'en décréter l'application.

M. Chéradame n'envisage que le seul problème financier, celui du fardeau des 164 milliards de dépenses de guerre qui pèse sur 36 millions de Français, alors que les 67 millions d'Allemands n'auront à supporter que celui de 205 milliards de francs. Un budget de 48 milliards aboutirait évidemment à bref délai à notre écrasement irrémédiable; par contre, pour payer, les Allemands doivent avoir le temps et pouvoir travailler dans l'intervalle. Reprenant le projet de combinaison qu'il a, pendant un récent séjour aux États-Unis, développé dans le *Wall Street Journal* de New-York et qui y a été favorablement accueilli par les hommes compétents, il propose d'imposer à l'Allemagne le paiement annuel pendant un terme de soixante ans d'une annuité de 10 milliards, dont 4 milliards seront attribués à la France, et de considérer cette annuité comme devant constituer le gage d'emprunts annuels interalliés, dont l'amortissement serait assuré par la durée même de l'indemnité allemande. Tous les Alliés ayant un intérêt vital à alléger leurs propres charges financières, il croit pouvoir compter sur leur adhésion et sur la souscription des Américains à une partie des emprunts annuels. D'après ses calculs, les impôts à payer en France par suite de la guerre seraient alors de 3 milliards au lieu de 13. Son plan est séduisant. Seulement les destins et les flots sont changeants, et en admettant que l'Allemagne acceptât ces conditions, continuerait-elle à faire honneur à ses engagements pendant plus d'un demi-siècle?

E. C.

— Ludovic ZORETTI. *Éducation, un essai d'organisation démocratique* (Paris, Plon, 1918, in-8°, xviii-288 p.). — A notre système d'éducation qui est sévèrement critiqué et qui ne correspond pas à une société vraiment démocratique, on nous propose de substituer une organisation égalitaire où tous les enfants recevront un enseignement primaire identique et où les aptitudes seules désigneront ceux qui doivent avoir accès à l'enseignement moyen et supérieur. Ce projet aurait pour résultat la disparition des classes sociales fondées sur la richesse héréditaire et mettrait en valeur les intelligences nécessaires au développement de notre civilisation. M. Zoretti entre d'ailleurs dans le détail de cette organisation : il veut à tous les degrés un enseignement utilitaire qui fasse une large part au travail manuel, que les études littéraires, notamment celle des langues anciennes, soient réservées à l'enseignement moyen qui ne dure que pendant trois ans, que la sanction des études résulte du classement obtenu par l'élève pendant toute leur durée, sans examen ni concours, qu'un enseignement postscolaire presque équivalent à l'enseignement moyen et supérieur soit réservé à ceux qui auront arrêté leurs études à la sortie de l'école primaire. Nous retrouvons là beaucoup d'idées actuellement courantes dans les nombreux projets qu'on oppose à notre pédagogie. Le livre de M. Zoretti, comme celui des autres réformateurs, appellerait à chaque instant une critique souvent facile : le plus grave défaut de ce plan général est d'avoir été élaboré par un

esprit scientifique, qui reconnaît son incompetence en matière littéraire; il lui manque par suite cette largeur d'informations nécessaire à une entreprise aussi complexe. R. D.

— Jean BONNEROT. *La bibliothèque centrale et les archives du service de santé au musée du Val-de-Grâce* (Paris, Champion, 1918, in-8°, 164 p.; extrait de la « Revue des Bibliothèques », janvier-juin 1918). — Le musée du Val-de-Grâce a été constitué par décret du 29 avril 1918 pour « réunir et conserver tous les objets et documents qui, à un titre quelconque, touchent à l'organisation et au fonctionnement du service de santé ». Il comprend trois grandes divisions : 1° les « Archives et documents de guerre », service créé par une circulaire du 5 mai 1916; on trouve à la page 14 un état sommaire des cartons d'archives médicales et administratives. 2° Les « Archives historiques du service de santé » depuis 1777; un inventaire des 147 cartons qui les contiennent et où l'on conserve en particulier les papiers du grand chirurgien Hippolyte Larrey occupe les pages 24-80. On y a joint les archives anciennes de l'hôpital du Val-de-Grâce formées par quatre registres des années 1794-1800. Les autres registres ont disparu depuis 1888. Une table alphabétique des Archives historiques remplit les pages 90-113. 3° La Bibliothèque centrale; son histoire, les locaux qu'elle occupe, son catalogue (p. 142-149) et ses manuscrits. L'inventaire de ces derniers remplacera désormais celui qu'avait dressé en 1908 le Dr Lucien Hahn pour le « Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France ». — La brochure que nous annonçons, précise et détaillée, est un instrument de travail inestimable pour l'histoire de la médecine et de la chirurgie militaires depuis la Révolution française jusques et y compris la guerre actuelle. Ch. B.

— Julien TIERSOT. *Un demi-siècle de musique française. Entre les deux guerres, 1870-1917* (Paris, Félix Alcan, 1918, in-16, 249 p.; prix : 3 fr. 50; collection « les Maîtres de la musique »). — Le livre de M. Tiersot répond à la même pensée qui inspirait il y a deux ans les auteurs du volume intitulé : *Un demi-siècle de civilisation française*, dont nous avons rendu compte ici même (*Rev. histor.*, t. CXXIII, 1916, p. 154-157). Ce volume, on s'en souvient, était une manière de « défense et illustration » de l'esprit français, dont on avait tenu, avec juste raison, à souligner les plus caractéristiques manifestations au cours de ces cinquante dernières années. Nos « maîtres de la musique » n'avaient pas été exclus de ce tableau d'ensemble; mais le bref chapitre qui leur avait été réservé ne pouvait à aucun point de vue passer pour suffisant. Le mal est aujourd'hui réparé, largement réparé, grâce à M. Tiersot.

Il n'y a plus de musique « française », disaient naguère à l'envi ces mêmes détracteurs du génie de notre race, qui déclaraient aussi qu'il n'y a plus de science « française », plus d'érudition « française ». A ceux-là M. Tiersot oppose simplement l'œuvre si belle, si pure ou si

séduisante d'un Saint-Saëns, d'un César Franck, d'un Debussy. Il en montre tout à la fois la nouveauté féconde et le caractère nettement français.

Ars gallica, telle était la devise qu'adoptaient au début de 1871 les fondateurs de la « Société Nationale » de musique, qui, à l'origine, comptait dans son sein presque tous les musiciens de valeur de notre pays : sans répudier en aucune façon les influences salutaires du grand art allemand, tout en proclamant même avec loyauté le rôle primordial joué dans l'évolution de la musique par le pays de Bach, de Beethoven, de Wagner, nos compositeurs français surent, dès l'origine, affirmer avec vigueur leur personnalité au risque de se fermer les portes de nos salles de concerts et de spectacles, où seuls alors avaient accès soit les œuvres d'outre-Rhin, soit les opéras et les opéras-comiques dans le style italien à romances. La Société Nationale fraya la voie; et il est intéressant de suivre avec M. Tiersot les persévérants efforts de ses fondateurs pour assurer aux talents nouveaux le droit de s'affirmer.

M. Tiersot analyse les tendances des principaux groupes entre lesquels ceux-ci peuvent se répartir. A l'école de Franck, il fait, comme de juste, une très large place; mais il s'efforce d'être équitable et de n'oublier personne, pas plus Massenet et l'« école du Conservatoire » que Léo Delibes et Benjamin Godard. Les indépendants, comme Chabrier ou Alfred Bruneau, ne sont pas étudiés avec moins de soin ni moins de sympathie. Peut-être même y a-t-il quelque chose d'excessif dans ce parti pris de bienveillance universelle — d'une bienveillance dont bénéficient même des compositeurs de second ou de troisième ordre : car les réserves que se permet M. Tiersot sont rares. Les grands noms surnagent bien, sans doute, mais les tendances générales de la musique française contemporaine et ses qualités propres auraient pu, croyons-nous, être plus fortement encore mises en relief.

Le livre porte aussi par endroit des traces d'une rédaction un peu hâtive, et il faut souhaiter que dans une prochaine édition M. Tiersot puisse corriger les trop nombreuses négligences de style qui en déparent le texte¹. Il fera bien, en même temps, de modifier la dernière phrase de sa conclusion, où il parle du droit qu'a la musique

1. Exemples : « Que ce soit par l'effet du contre-coup produit par l'initiative des jeunes compositeurs ou parce que ... » (p. 19); « ... et c'est été une belle chose si, au lieu de deux, la musique française avait produit ... une trilogie d'œuvres... » (p. 38); « ... la faute n'en est pas à lui qui, en trente-six ans de vie, a donné tout ce qu'il était possible » (p. 39); « Abusé par la croyance en sa prédestination qui lui fit méconnaître l'impulsion inéluctable de l'art moderne et y rester étranger... » (p. 82); « La Société Nationale fut fondée par l'initiative de M. Saint-Saëns... » (p. 83); « Nous aurions pu les intituler encore des romances, encore qu'à l'époque où elles furent écrites... » (p. 167). — P. 103, ligne 13, lire *insensible* au lieu de *sensible*.

française « de réclamer, dans le concert des nations, la placé qui lui appartient ».

Livre utile, somme toute, cependant, malgré ces légères réserves, livre bienfaisant, dont il faut souhaiter la diffusion dans l'intérêt même de la vérité historique.

L. H.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— Un article de M. Reginald L. POOLE dans le « *Journal of theological studies* » (octobre 1918) sous le titre : *The Chronology of Bede's « Historia ecclesiastica » and the councils of 679-680* doit être signalé aux computistes. M. Poole établit que l'indiction employée par Bède est celle du 24 septembre et ce résultat lui permet de fixer plusieurs dates de la vie de Wilfrid, évêque ou archevêque d'York : ce prélat partit d'Angleterre en 677 (entre février et septembre); il arriva l'année suivante à Rome; il y était encore à Pâques 680 quand il souscrivit avec 124 autres évêques une déclaration de foi en vue du sixième Concile général qui se réunit à Constantinople en novembre 680. Dans l'intervalle, un synode s'était tenu à Hatfield le 17 septembre 679 (et non 680, date généralement admise aujourd'hui), afin de recueillir l'opinion des évêques anglais. M. Poole réédite, d'après Mansi, la liste des 125 évêques mentionnés plus haut; cette liste a l'avantage de donner l'indication à peu près complète des évêques italiens en 680 et en outre plusieurs noms qui par ailleurs nous sont inconnus.

Ch. B.

— Jacques BOULENGER. *L'affaire Shakespeare* (Paris, Éd. Champion, 1919, in-8°, 75 p.). — L'intérêt soulevé par les études si ingénieuses et neuves de M. Abel Lefranc est loin d'être épuisé; la brochure de M. Boulenger ne pourra qu'y ajouter. Elle contient d'abord un excellent exposé de la thèse (article paru dans la *Revue de Paris* du 1^{er} février 1919), puis une réponse aux critiques opposées à cette thèse par MM. André Fontainas, André Beaunier et M^{me} la comtesse de Chambrun. La conclusion de l'auteur est très nette : l'hypothèse présentée par M. Lefranc qui désigne le sixième comte de Derby comme l'auteur véritable des drames attribués à Shakespeare est bien celle qui, actuellement, résout le mieux le problème. Problème d'histoire littéraire sur lequel nous ne pouvons pas insister dans cette *Revue*; mais que nous ne saurions passer sous silence, les drames de Shakespeare appartenant au patrimoine commun de la civilisation.

Ch. B.

— David Harrison STEVENS. *Party Politics and English Journalism, 1702-1742* (Menasha Wisconsin, George Banta Publishing Co., 1916, in-8°, ix-156 p.). — L'histoire du journalisme anglais pendant cette période a été trop exclusivement étudiée au point de vue littéraire et trop peu au point de vue politique. Pourtant les qualités et

surtout les défauts littéraires des journaux, l'abus du raisonnement, l'emploi constant de l'ironie s'expliquent par des influences politiques. Les leaders ont vite compris les services qu'ils pouvaient demander aux journalistes, et ceux-ci ont été moins des hommes de lettres que des politiciens. Oxford le premier a su utiliser la plume de Defoe pour guider le public. Sous la direction de Walpole et de Bolingbroke, Addison et Swift sont devenus en quelque sorte deux agents généraux chargés de recruter des écrivains pour leur parti. Pendant le règne de Georges I^{er}, Walpole, avec la collaboration de Defoe, est parvenu à réduire presque à l'insignifiance la presse de l'opposition. Aussi a-t-il trop négligé de gagner à son parti les écrivains de valeur. Bientôt le « Craftsman » de Bolingbroke les groupe en un faisceau redoutable. Il donne une nouvelle impulsion au journalisme et, par son succès, il fait progresser la cause de la liberté de la presse.

P. V.

— Milton PERCIVAL. *Political Ballads illustrating the administration of Sir Robert Walpole* (Oxford, Clarendon Press, 1916, in-8°, LVIII-214 p.; « Oxford Historical and Literary Studies », t. VIII). — La collection des ballades composées pendant le ministère de Walpole, que l'auteur a recueillies en Angleterre et en Amérique, a été déposée par lui à la bibliothèque de Harvard. Il en publie un choix de soixante-quinze qui embrasse la période de 1725-1742. Chacune est accompagnée d'une notice qui nous rappelle les circonstances auxquelles elle fait allusion et s'efforce autant que possible d'en découvrir l'auteur. Une intéressante introduction étudie les différents moyens dont on disposait alors pour atteindre l'opinion publique — journaux, théâtre, caricature. La ballade, qui était florissante depuis Elisabeth, était, à l'époque de Walpole, déjà menacée par la concurrence des journaux. Cependant, on s'en servait encore soit pour répandre les nouvelles que les journaux n'osaient pas publier, soit pour faire un appel plus direct aux passions du public. On chantait des ballades aussi bien dans les salons et même à la cour que dans les clubs, les cafés et les rues. Certaines méritent d'être tirées de l'oubli, spécialement celles que composaient Pulteney pour l'opposition et Lord Hervey pour la défense du gouvernement.

P. V.

— La réforme scolaire en Angleterre est une œuvre ardemment poursuivie et dont le succès fait le plus grand honneur au ministre, M. Herbert FISHER, « president of the Board of education ». Il a fait réimprimer les discours prononcés par lui en 1917 pour préparer les esprits à la réforme et conquérir une majorité dans le Parlement : *Educational Reform speeches* (Oxford, at the Clarendon Press; Londres, Humphrey Milford, 1918, in-8°, xvi-101 p.; prix : 1 sh.). A la fin, il a présenté un résumé très succinct du projet de loi (« Education bill », 1918). Le texte complet a été imprimé parmi les « Sessional papers » : *Education act, 1918, 8 et 9 Geo. V, ch. 39* (Londres,

H. M. Stationary office, in-4°, 40 p.). Tous ceux qu'intéresse le grave problème de ce que nous désignons en France sous le nom d'enseignement primaire et secondaire devront lire avec soin les dispositions particulières de cette loi et les indications générales présentées par un ministre qui, avant de devenir un politicien et un homme d'État, s'est formé par de fortes études philosophiques et s'est ensuite fait un nom très distingué comme professeur et comme historien. On s'en aperçoit.

Ch. B.

HISTOIRE D'ITALIE.

— Dans la *Raccolta di studi di storia e critica letteraria, dedicata a Francesco Flamini da' suoi discipoli* (Pise, Mariotti, 1918, in-4°, xxliij-814 p.), on pourra noter les études de MM. C. Pellegrini sur Edgar Quinet et la littérature italienne, P. Silva sur l'Université de Pise et l'enseignement de la grammaire dans la seconde moitié du xiv^e siècle et divers travaux concernant Dante, Pétrarque, Boccace, Ange Politien, Gozzi, le Tasse, Manzoni et Foggazzaro. G. BN.

— Dans une intéressante communication faite à l'Académie des sciences de Turin, M. Giuseppe PRATO étudie *Giacomo Giovanetti ed il protezionismo agrario nel Piemonte di Carlo Alberto* (Turin, Bocca, 1919, in-8°, 48 p.). Ce jurisconsulte novarais (1786-1849), dont les travaux ont été fort appréciés par Cavour et par Charles-Albert, s'est préoccupé très activement des conditions économiques de sa patrie; M. Prato met en lumière quelques-unes de ses idées d'après un manuscrit retrouvé dans le musée du Risorgimento de Gênes. — G. BN.

— André GEIGER. *Gabriele d'Annunzio* (Paris, la Renaissance du livre, 1918, in-18, xix-168 p.; « Bibliothèque internationale de critique »). — M. Geiger est avant tout un littérateur; cela se voit quand on lit non seulement son « Préambule sur l'Italie passéiste, futuriste et présentiste », mais de trop nombreuses pages de son étude sur le grand poète italien. Toutefois, sa sensibilité propre d'écrivain l'a mis peut-être mieux qu'un autre en état de comprendre une partie de la psychologie de d'Annunzio. Je dis à dessein une partie, car nous ne trouvons dans le livre de M. Geiger ni une biographie complète, ni une étude systématique des œuvres du grand homme de Pescara; nous y trouvons en revanche une analyse sympathique du milieu familial, social, géographique où d'Annunzio est né et des liens très puissants et très doux qui ont attaché son âme romanesque et volage à sa mère, Donna Luisa. Souhaitons que M. Geiger, se débarrassant des inutiles oripeaux de la langue « dynamique » ou « futuriste » et suivant la méthode employée en histoire littéraire, utilise ses premiers essais sur la littérature italienne pour un travail d'ensemble sur Gabriele d'Annunzio.

G. BN.

HISTOIRE DE POLOGNE.

— W. KOPACZEWSKI. *La Pologne et la science française* (Paris, Félix Alcan, 1918, in-32, 65 p.; prix : 4 fr.). — Trois chapitres : 1^o Histoire de l'amitié franco-polonaise depuis Boleslas le Grand qui envoya une délégation en France pour demander aux moines de Cluny de venir en Pologne. 2^o Les savants français en Pologne depuis le XVII^e siècle. 3^o Les savants polonais en France. Élégante brochure, avec un portrait hors texte de Joseph-Marie Hoëné-Wronski, mathématicien profond, fondateur d'un système philosophique dit le Messianisme, auteur d'ouvrages tous écrits en français, mais dans une langue si compliquée qu'ils sont demeurés presque aussi inconnus des Français que des Polonais eux-mêmes. Riche galerie de portraits qu'il convenait de mettre en bonne lumière.

Ch. B.

— J. MATHOREZ. *Notes sur les réfugiés politiques polonais dans la Mayenne, 1833-1860* (Angers, 1918, 21 p.; extrait de la « Revue de l'Anjou »). — M. Mathorez a entrepris dans les archives de la Mayenne des recherches qui lui ont fait découvrir des actes se rattachant au séjour dans ce département, depuis 1833, d'émigrés polonais. On sait qu'ils affluèrent en grand nombre en France après l'échec de l'insurrection de 1830-1831. On en fixait le nombre à cinq mille personnes. Cédant à la pression de la Russie, le gouvernement de Louis-Philippe dispersa ces réfugiés en leur imposant comme lieu de séjour des dépôts en province. Ils touchaient une allocation insignifiante et étaient soumis à une surveillance rigoureuse. C'est en 1833 qu'arriva dans la Mayenne le premier émigré. La population l'accueillit comme un héros. Il fut bientôt suivi de quatre-vingts de ses compatriotes (installés à Laval, à Château-Gontier, à Mayenne, à Évron). Les émigrés étaient tenus à signer chaque semaine à la mairie leur feuille de présence. Ils touchaient de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 par jour d'allocation. L'administration ne leur témoignait que peu de bienveillance. En mai 1834, le préfet écrivait au sous-préfet de Château-Gontier : « Vous ne sauriez vous imaginer l'étendue de la correspondance à laquelle donnent lieu les réfugiés polonais; ces turbulents étrangers font tout ce qu'ils peuvent pour se montrer indignes de l'hospitalité qu'on leur donne. » M. Mathorez ajoute avec justesse : « Le préfet exagérait les difficultés de sa tâche. » Il n'y avait pas de la faute des émigrés s'ils habitaient la province, étant renvoyés par les autorités de Paris. Ils voulaient vivre et travailler, ils voulaient s'instruire. Mais toute démarche qu'ils tentaient provoquait un échange de correspondance; tout ce qui les concernait aboutissait à Paris. S'il y eut parmi eux quelques éléments turbulents dont eurent à s'occuper les tribunaux, on peut dire d'une manière générale que c'étaient des hommes paisibles. Déjà, en 1835, le préfet écrivait au reste : « Je n'ai aucun motif de me plaindre de ces réfugiés. » En

1836, il n'y avait plus dans le département que soixante-trois Polonais. On réduisit le montant de leur allocation (0 fr. 60 à 1 fr. 20). En 1839, ils n'étaient plus que quarante et un. L'un était tailleur, un autre employé dans le bureau des hypothèques, un troisième carrossier. Il y avait des Français qui leur venaient en aide, tel un militaire Goussin qui en 1843 légua à chacun des Polonais 1,000 francs. En 1848, il n'y avait plus que vingt et un Polonais. Sauf deux d'entre eux, ils vivaient tous de leur travail. Les enfants et les petits-enfants de ces émigrés payèrent à la France la dette contractée par eux en combattant en 1870 et en 1914 sur le front français.

Il serait à souhaiter que l'initiative de M. Mathorez fût poursuivie par d'autres érudits dans les archives des départements où furent dispersés les Polonais réfugiés en France. L'ensemble de leurs recherches permettrait de retracer l'histoire de l'immigration polonaise en France au XIX^e siècle. La littérature polonaise ne manque pas de documents dus aux réfugiés eux-mêmes qui pourraient apporter à cette œuvre une contribution précieuse. Mais les réfugiés ne connaissaient pas les archives départementales ni la correspondance échangée à leur sujet. Ce sont justement ces informations qui donnent un intérêt particulier au travail de M. Mathorez, plein de sympathie pour les Polonais.

Stan. P.

HISTOIRE DE PORTUGAL.

— Paulo OSORIO. *Le Portugal et la guerre* (Paris, Payot, 1918, 19 p.; prix : 1 fr.). — L'auteur, qui est un publiciste très hostile à l'Allemagne, a réuni dans cette élégante brochure trois courts écrits. Dans le premier, intitulé : le Portugal et les Alliés, il montre que, si le Portugal s'est rangé du côté de l'Entente, c'est parce que le peuple lui-même l'a voulu. La propagande allemande n'a pas réussi à ébranler ce sentiment; il a résisté même à l'influence gouvernementale. Le gouvernement issu d'un coup d'État en décembre 1917 avait pour chef M. Sidonio Paes, et on le disait germanophile. « Je n'en sais rien », dit M. Osorio; « mais je sais que son arrivée au pouvoir a été saluée par tous les éléments réactionnaires; sur lui, tous les adversaires de la guerre contre l'Allemagne ont mis leurs meilleurs espoirs. » Or, ce gouvernement, pour se maintenir, dut commencer par déclarer qu'il poursuivrait la coopération militaire du Portugal avec les Alliés. Le second chapitre est une brève chronique écrite en décembre 1916 pour la « Revue d'Italie » de Rome; elle a pour titre : les Portugais arrivent! Elle déclare : le Portugal se bat pour le droit, pour la liberté des petites nations menacées, sans autre idée que de faire honneur à une vieille alliance et d'être parmi ceux qui auront soutenu, dans cette grande crise de l'histoire, la cause de l'humanité. La brochure se termine par une allocution lue dans un banquet où l'auteur expose à des Américains les raisons qui poussent les étrangers à aimer la France, à travailler et à se battre pour elle.

Ch. B.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

— Pour faire suite aux brochures de propagande que nous avons indiquées dans notre tome CXXX, p. 330, nous mentionnerons les suivantes : Constantin LACEA, *la Bukovine*, histoire de cette province détachée de la Moldavie au profit de l'Autriche en 1776; — D. DRAGHICESCO et MURGOCI, *les Roumains d'Ukraine*, avec deux cartes; — *la Dobroudja méridionale*, autrement dit « le Quadrilatère », avec ses quatre forteresses de Silistrie, Roustschouk, Choumla et Varna, avec trois cartes. Chacune de ces brochures a été imprimée à Paris, chez Dubois et Bauer (sans nom d'éditeur, 1919). — Un autre travail, plus approfondi, est l'œuvre de G.-D. CREANGA, professeur de science financière et de statistique à l'Université de Jassy : *les Finances roumaines sous le régime de l'occupation et de la paix allemandes. II : la Roumanie en coupe réglée* (Paris, impr. des Arts et des Sports, 1919, iv-128 p., avec un tableau représentant la situation économique et financière des pays européens avant les guerres des années 1912-1914). Le journal *la Roumanie* a cessé de paraître à Paris. Ch. B.

— N. JORGA. *Histoire des Roumains de la péninsule des Balkans : Albanie, Macédoine, Épire, Thessalie, etc.*, publiée par la Société des Macédo-Roumains de Bucarest (Bucarest, impr. « Cultura Neamului romanesc », 1919, in-8°, iii-64 p., avec une carte; prix : 4 fr.). — Au moment où les Roumains du Pinde viennent à la Conférence de la Paix demander l'autonomie qui leur permettra d'échapper aux convoitises de leurs voisins grecs, slaves et bulgares, on sera curieux de connaître l'histoire de ce rameau détaché de la grande Roumanie transdanubienne. On ne saurait trouver un meilleur guide que le savant professeur de Bucarest. Sa brochure, publiée sous les auspices de « l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », est un écrit de circonstance, presque un acte de foi patriotique, mais en partie aussi une œuvre d'érudition que les intérêts changeants de la politique ne feront pas oublier. Ch. B.

— D. JANCOVICI. *Take Jonesco* (Paris, Payot, 1919, in-8°, 160 p.; prix : 3 fr.). — Il n'y a sans doute dans cette biographie de l'illustre homme d'État roumain rien de bien nouveau; on lira néanmoins avec fruit ce qui est dit sur le rôle considérable joué par T. Jonesco dans les deux guerres balkaniques de 1912-1913 et dans la grande guerre. On sait qu'il fut en réalité, comme le dit M. Jancovici, « l'auteur moralement responsable de la guerre de libération roumaine ». Attendons maintenant patiemment les mémoires que nous a promis M. Jonesco (voir plus haut, p. 124). Ch. B.

HISTOIRE DES PAYS SCANDINAVES.

— C'est avec une satisfaction particulière que nous enregistrons les

preuves de sympathie qui nous viennent des pays scandinaves et notamment de la Suède; aussi lira-t-on chez nous avec reconnaissance le recueil de *Témoignages suédois, 1914-1919*, extraits de livres et de journaux publiés par des journalistes et des savants suédois depuis le commencement de notre guerre avec les Empires centraux; ces extraits ont été rassemblés par M^{lle} Anna LINDHAGEN et publiés avec une préface de la baronne Marika STIERNSTEDT (brochure sans lieu ni date, in-8°, 61 p. et 6 planches reproduisant de suggestives caricatures). La question des responsabilités y est traitée par plusieurs écrivains avec une précision accablante pour l'Allemagne. — Recueillons avec empressement ces témoignages; quant aux causes qui ont amené le peuple suédois ou, pour mieux dire, ses classes dirigeantes et son gouvernement à prendre à l'égard de l'Allemagne l'attitude que l'on sait, on les trouvera exposées avec une grande abondance de faits et d'idées dans un beau livre de M. Lucien MAURY : *les Problèmes scandinaves, le nationalisme suédois et la guerre, 1914-1918* (Paris, Perrin, 1918, in-16, vii-469 p.; prix : 5 fr.). Ancien professeur français à l'Université d'Upsal, M. Maury connaît le pays de longue date; après avoir combattu en Alsace et sous Verdun, il a été autorisé à retourner en Suède pour renouer les liens trop relâchés qui avaient autrefois rattaché nos deux pays. Son livre est le résultat des constatations qu'il y a faites, en pleine guerre, et des réflexions qu'elles lui ont suggérées. Autre témoignage infiniment précieux et instructif. — Peut-on penser qu'un jour les trois royaumes scandinaves s'uniront pour fortifier leur indépendance économique et politique? Non, répond M. Olof HÖJER (*le Scandinavisme dans le passé et dans le présent*. Paris, éditions Bossard, 1919, in-16, 72 p.; prix : 1 fr. 80); « l'idée d'un scandinavisme intégral se heurte à des obstacles redoutables, insurmontables même »; mais il appartient à chacun des trois États, et à la Suède en particulier, d'écarter habilement toute cause de mésintelligence. Ce vœu d'un Norvégien clairvoyant dépasse les limites de la Scandinavie et des pays qui, tout en restant neutres pendant la guerre, en ont subi durement, comme la Norvège, le contre-coup.

Ch. B.

HISTOIRE DES SLAVES DU SUD.

— La librairie Bloud et Gay a publié sous le titre général : « Les Serbes de Hongrie, études historiques et économiques », et avec une carte de la « voïvodina » serbe sur la couverture, les brochures suivantes : 1° par M. Yovan RADONITCH, professeur à l'Université de Belgrade : *Histoire des Serbes de Hongrie* (xix-295 p.); *le Banat* (v-119 p.) et *la Batchka* (ii-80 p.). Ce dernier nom est celui d'un comitat ayant pour capitale Batch, village aujourd'hui disparu, dont les ruines se trouvent au nord de Palanko. 2° M. St. STANOYÉVITCH, professeur à la même Université, a écrit : *le Rôle des Serbes de la Hongrie dans la vie nationale du peuple serbe* (vi-48 p.) et une His-

toire nationale succincte des Serbes, des Croates et des Slovènes (147 p., avec une préface de M. Charles DIEHL et une carte ethnique de la nation en tête du volume). Ce petit livre, dit M. Diehl, « prend, dans la crise présente et pour les directions qui en pourraient sortir, l'intérêt d'un avertissement et la valeur d'un secours ».

Ch. B.

— François BARAC. *Les Croates et les Slovènes ont été les amis de l'Entente pendant la guerre* (Paris, impr. Lang, Blanchong et C^{ie}, 1919, in-8°, 128 p.). — Il importe à la bonne entente, qui a réglé les rapports entre les Alliés pendant la guerre, de persister après l'armistice; elle est une des plus solides bases de la paix. Des accusations calomnieuses ayant été lancées contre les Croates et les Slovènes, sujets opprimés par l'empire austro-hongrois, ces malheureux, désormais affranchis et indépendants, tiennent à prouver que leurs sentiments n'ont jamais varié, qu'ils ont toujours, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'empire d'Autriche, travaillé au renversement de la dynastie des Habsbourg. C'est dans cette intention que M. Barac, professeur de théologie, ancien recteur de l'Université de Zagreb, publie « quelques documents officiels tirés des archives militaires d'Autriche-Hongrie ». Ces documents, au nombre de quarante-neuf, vont du 19 août 1914 au 24 janvier 1919. Treize autres, publiés en appendice, concernent le trafic maritime dans l'Adriatique.

Ch. B.

— Yovan Cvijić. *Frontière septentrionale des Yougoslaves* (Paris, sans nom d'éditeur, 1919, in-4°, 30 p. avec 3 cartes en couleurs hors texte). — Entre Yougoslaves et Italiens, il est possible de tracer une frontière presque parfaite en s'inspirant de l'ethnographie; mais la limite septentrionale des Yougoslaves est moins précise. Au nord de Belgrade, Yougoslaves, Allemands et Roumains sont très mélangés. M. Cvijić rend cette vérité visible aux yeux sur une carte en couleurs à l'échelle de 1/1,000,000°. Pour établir cette carte, il ne s'est pas appuyé sur les seuls documents magyars qui sont truqués; il les a corrigés à l'aide d'autres documents : les recensements serbes et des renseignements personnels. Celle qu'il a établie devra être mise sous les yeux des négociateurs de la paix.

C. Pp.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1919, mai-juin. — Edmond LENIENT. La Révolution et la guerre (c'est la Révolution qui a imprimé son caractère tout moderne à la guerre. Napoléon a simplement démarqué les principes formulés déjà ou appliqués par Robespierre et Carnot, Hoche et Moreau). — Albert MATHIEZ. La Révolution et les subsistances. Le vote du premier maximum, avril-mai 1793 (les Montagnards se servirent du maximum comme d'une arme pour écraser la contre-Révolution; dans l'angoisse patriotique provoquée par la trahison de Dumouriez et les défaites des armées en Belgique, ils firent alliance avec les Enragés et la Commune réconciliés; le maximum fut le prix de cette alliance). — Léon DUBREUIL. L'idée régionaliste sous la Révolution. IX. Le fédéralisme (« la vraie cause de la centralisation, que la Convention dut adopter comme principe de gouvernement, se trouve dans la lutte, tantôt sournoise, tantôt ouverte, que se firent les municipalités et les directoires départementaux et dont le fédéralisme constitue l'épisode le plus important ». Dans l'esprit des Montagnards, la centralisation ne fut qu'un pis aller imposé par les circonstances; elle fut en réalité l'œuvre de la bourgeoisie qui a fait alliance avec les puissances du passé pour barer la route à la démocratie). — Maurice DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. Le décadi. — Albert MATHIEZ. La démocratie française et la démocratie américaine (leçon d'ouverture d'un cours professé devant les étudiants américains inscrits à l'Université de Besançon). — Jean DE BRY. Autobiographie; suite (sous la Convention). — Albert MATHIEZ. Quelques nouveaux témoignages sur Catherine Théot. — Maurice DUSSARP. Les étrangers et le recrutement sous le Directoire et sous l'Empire. — G. VAUTHIER. Notes sur le séjour de la famille royale au Temple, = C.-rendus : A. Aulard. La Révolution et le régime féodal (ajoute des faits intéressants à ceux qu'avait déjà signalés Henri Doniol). — Ed. de Marcère. La Prusse et la rive gauche du Rhin, 1794-1795 (sans valeur). — P.-E. Hugues. Un impôt sur le revenu sous la Révolution. Histoire de la contribution patriotique dans le Bas-Languedoc (utile).

2. — **Le bibliographe moderne.** Années 1918-1919, janvier-juin. — A. DE SAINT-LÉGER. Les mémoires statistiques des départements pendant le Directoire, le Consulat et l'Empire (donne, par ordre

alphabétique des départements, une liste de ces mémoires publiés de l'an VII à 1813, soit à part, soit dans des recueils, comme les *Archives statistiques* de Ferrière ou la *Description topographique et statistique de la France* de Peuchet et Chanlaire). — Jacques SOYER. Les actes des souverains antérieurs au XIV^e siècle conservés dans les archives départementales du Loiret; 1^{re} partie (publie dix-neuf actes qui se trouvent dans le fonds du prieuré de Saint-Samson d'Orléans et allant de 1067 au 17 avril 1276; quatorze de ces actes sont inédits). — Ch. MAUNIER. Liste chronologique des revues publiées en Égypte de 1798 à 1917 (soixante-quatre numéros). — Max BRUCHET. Le classement des séries modernes aux archives départementales du Nord (ce classement a été fait de 1915 à 1918, durant l'occupation allemande; un répertoire manuscrit a été rédigé et comprend vingt volumes foliotés de 1 à 8366). — Georges BOURGIN. Le bureau historiographique de la mobilisation italienne (diverses sections de cet *Ufficio*, qui aura ses archives et sa bibliothèque). — Les archives des Pays-Bas (nouvelle loi de 1918 qui en règle l'organisation). — Chronique des archives et des bibliothèques. = C.-rendus : Severin Bergh. Svenska riksarkivet, 1618-1837 (exposé détaillé de l'histoire des Archives de l'État suédois jusqu'en 1837 par l'archiviste en chef; excellent). — Raoul Montandon. Bibliographie générale des travaux paléontologiques et archéologiques; t. I (œuvre de première importance; elle comprendra sept volumes). — Louis John Paetow. Guide to the study of mediaeval history for students, teachers and libraries (beaucoup de menues erreurs; pourtant ensemble satisfaisant). — Gustave Amweg. L'imprimerie à Porrentruy, étude historique (elle y fut introduite en 1592; bonne monographie). — Conrado Haebler. Bibliografía Ibérica del siglo XVI (bibliographie de tous les livres sortis des presses d'Espagne et de Portugal avant 1501 et connus à l'heure actuelle).

3. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1918, janvier-juin. — J. TARDIF. Le procès d'Enguerran de Coucy; I (il s'agit d'Enguerran IV que Louis IX voulait condamner à mort en punition du supplice que le sire de Coucy avait infligé à trois jeunes Flamands. Dans cette première partie, l'auteur fait l'histoire des seigneurs de Coucy depuis la fin du X^e siècle jusqu'à celle du XII^e). — G. HUET. La légende de la fille d'Hippocrate à Cos (cette légende a été popularisée en Occident par G. de Mandeville; peut-être même sert-elle à expliquer la légende du « fier baiser » des romans de la Table Ronde). — Jules VIARD. La Cour et ses « parlements » au XIV^e siècle (jusqu'à l'ordonnance rendue par Philippe VI en 1345, on ne peut constater l'existence d'un Parlement autonome et distinct : les « parlements » sont uniquement les sessions où la Cour jugeait des causes et rendait des arrêts. Encore le Parlement proprement dit n'a-t-il été définitivement organisé que sous Jean le Bon. Le traité de Guillaume Du Breuil était intitulé « de stilo curie Francie »). — Roger GRAND. Un juriconsulte du XIV^e siècle, Pierre Jacobi,

auteur de la « *Practica aurea* » (Pierre Jacobi naquit à Aurillac vers 1270; à partir de 1311, il composa sa « *Practica aurea libellorum* » qui est un commentaire de procédure civile destiné aux étudiants en droit et aux praticiens. Il reçut les ordres en 1324 et mourut sans doute peu après 1361). — H. JASSEMINE. Le contrôle financier en Bourgogne sous les derniers ducs capétiens, 1274-1353 (d'après les archives de la Chambre des comptes conservées à Dijon). — Henri STEIN. Arnoul Gréban, poète et musicien. — Comte DELABORDE. Notice sur la vie et les travaux de M. Paul Viollet (intéressant et touchant; la bibliographie des œuvres de Viollet compte quarante-cinq numéros). = C.-rendus : Jacques Flach. Les origines de l'ancienne France; t. IV (œuvre du plus grand mérite). — Gabriel Le Barrois d'Orgeval. La justice militaire sous l'Ancien régime. Le tribunal de la connétablie de France du xiv^e siècle à 1790 (intéressant au point de vue juridique et historique). — Paul Bonnefon. Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne; t. II (Mémoires dont il convient de se méfier, le jeune Brienne n'étant pas très sain d'esprit; peut-être cependant a-t-il dit le dernier mot sur les rapports d'Anne d'Autriche et de Mazarin. La régente a sans doute éprouvé un sentiment vif et sincère pour son ministre italien, qui demeura fort indifférent à cet amour; le mariage secret d'Anne d'Autriche avec Mazarin est une légende qui a sa source impure dans les Mazarinades). — Ch. H. Haskins. Norman institutions (remarquable). — Allenou. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol; enquête par tourbe ordonné par Henri II, roi d'Angleterre (excellent). — R. Fage. La propriété rurale en Bas-Limousin pendant le moyen âge (travail sérieux, clair, intéressant et d'une lecture agréable). — Jean de Jaurgain. L'évêché de Bayonne et les légendes de saint Léon (polémique fastidieuse contre l'abbé Dubarat; des vues justes et d'autres contestables). — G. Battelli. Brunetto Latini. I libri naturali del « Tesoro » (bonne édition de trois livres du « Trésor » dans la traduction de Bono Giamboni; rendra service en faisant connaître aux étudiants et au grand public ce qu'était la science au moyen âge). — Max Prinnet. Les armoiries familiales dans la décoration des sceaux des évêques français au xiv^e siècle (résultats précis et certains). — Schweizer, Werdmüller et Hegi. Siegelabbildungen zum Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich (belles reproductions de plus de 700 sceaux). — Andreas Lindblom. La peinture gothique en Suède et en Norvège; trad. par S. Harrel (excellent). — H. Fett. Norges Malerkunst i middelalderen (étude très complète, méthodique et approfondie de la peinture norvégienne au moyen âge). — Hubert Nélis. L'écriture et les scribes (bon répertoire qui complète la première partie de la Bibliographie paléographique-diplomatique-bibliologique de P. Namur parue en 1838).

4. — Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française. 1918, avril-juin. — Henry HUBERT. Nos connaissances actuelles sur l'atmosphère, le sol

et le sous-sol en Afrique occidentale. — Colonel MANGEOT et Paul MARTY. Les Touareg de la boucle du Niger; suite (il s'agit ici des tribus imrad ou vassales; elles se divisent en sept groupements, qui sont passés en revue). — J. MONTEILHET. La « reprise de possession » des établissements français d'Afrique; suite (à la fin de 1816; rôle de Schmaltz; ses conflits avec les autorités anglaises qui lui doivent rétrocéder ces établissements). = C.-rendu : *Louis Le Barbier*. Études africaines. Les Bambaras. Mœurs, coutumes, religions (travail excellent; quelques légères erreurs). = Juillet-décembre. Jules SALENC. La vie d'Al Hadj Omar (traduction d'un manuscrit arabe de la Zaouia tidjaniya de Fez; ce prophète naquit vers 1797 dans le Fouta Toro et mourut en février 1864; miracles accomplis par lui). — Colonel MANGEOT et Paul MARTY. Les Touareg de la boucle du Niger; suite et fin (énumération des diverses tribus; la vie nomade des Touareg). — J. MONTEILHET. Au seuil d'un empire colonial; suite et fin (la reprise du Sénégal en 1816-1817; services rendus par le colonel Schmaltz; il fut un véritable gouverneur par l'intelligence, le talent et le caractère). = C.-rendu : *H. Dodwell*. Le Sénégal sous la domination anglaise (de 1758 à 1779; excellent; l'auteur devrait donner un travail semblable sur la domination anglaise de 1809 à 1816).

5. — *Journal des savants*. 1919, mai-juin. — M. DIEULAFUY. L'architecture romane en Catalogne; I (d'après la publication de J. Puig y Cadafalch, Antoni de Falguera et J. Goday y Casals; veut montrer dans les édifices catalans l'influence de l'Orient iranien). — P. BOISSONNADE. Les finances de Charles IV le Bel (d'après les journaux du Trésor publiés par J. Viard; ce qu'ils nous apprennent sur l'hôtel du roi, sur la composition de la *Curia*, sur l'administration financière, recettes et dépenses, sur l'état économique et social de la France). — Maurice CROSET. Les papyrus d'Oxyrhynchus (analyse le contenu du volume XIII publié par Grenfell et Hunt : fragments de Pindare, de Ménandre, de Lysias). — H. DEHÉRAIN. L'acquisition des manuscrits orientaux d'Anquetil Duperron par la bibliothèque impériale en l'an XIII (ces manuscrits furent laissés par testament à Silvestre de Sacy, qui les céda à la bibliothèque pour 6,000 francs). = C.-rendus : *Societat catalana d'heràldica*. *Anuari* (contient d'intéressants mémoires en catalan, castillan, français et anglais). — É. Michon. Rebords de bassins chrétiens ornés de reliefs (a réuni quarante reliefs qu'il compare entre eux).

6. — *Nouvelle Revue historique du droit français et étranger*. 1918, septembre-décembre. — É. CHÉNON. Les jours de Berry au Parlement de Paris de 1255 à 1328 (devant les divers parlements qui furent réunis sous saint Louis et d'où est sorti le Parlement, les causes de chaque bailliage étaient jugées à des jours spéciaux; dans les *Olim* et dans d'autres documents, il est souvent

question des *dies bituricenses*. Commence un catalogue des procès concernant le Berry portés devant les divers parlements; de 1255 à 1263, en signale vingt-trois). — Olivier MARTIN. Un document inédit sur les travaux préparatoires de l'ancienne coutume de Paris (c'est le procès-verbal d'une assemblée réunie en juin et juillet 1507 au Châtelet pour préparer la rédaction des coutumes de la prévôté et vicomté de Paris; malheureusement, le préambule fait défaut; ce procès-verbal se trouve dans le ms. fr. 11750 de la Bibliothèque nationale). — C.-rendu : Geneviève ACLOCQUE. Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres du XI^e siècle à la Révolution (important compte-rendu de G. Fagniez).

7. — **Polybiblion.** 1919, mai-juin. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : Mémoires de l'ambassadeur *Morgenthau* (document des plus précieux); *G. Lechartier*. Intrigues et diplomaties à Washington, 1914-1917 (montre tous les procédés auxquels les Allemands ont eu recours aux États-Unis); *Pasteur Vallery-Radot*. Pour la terre de France par la douleur et la mort (très beau livre); *Édouard Junod*. Lettres et souvenirs, 1875-1915 (l'auteur est un officier suisse, engagé dans la légion étrangère, qui a combattu en Algérie, au Maroc, à Madagascar, au Tonkin et fut tué près de Souain en 1915). — *Pierre Batiffol*. Études de liturgie et d'archéologie chrétiennes (neuf bonnes monographies). — *Oscar Harvard*. Le prêtre-soldat dans l'histoire (depuis le temps des Césars jusqu'à nos jours). — *André Lichtenberger*. La France au Maroc (travail lumineux). — *Henry Dugard*. Le Maroc de 1918 (suite au Maroc de 1917). — *Comte Maurice de Périgny*. Au Maroc. Marakech et les ports du Sud (excellent). — *Comte de La Revelière*. Les énergies françaises au Maroc (rapport d'homme d'affaires). — *Henri Malo*. Les pêches maritimes. Un tour sur le Dogger-Bank (critique vive des procédés de pêche français).

8. — **La Révolution française.** 1919, mai-juin. — André BLUM. Les fêtes républicaines et la tradition révolutionnaire (caractère général de ces fêtes; en note la liste des « principales » fêtes révolutionnaires depuis le 14 juillet 1790 jusqu'au 20 vendémiaire an III). — F. BRAESCH. Un faux historique (il s'agit de la prétendue lettre du comte de Provence à Favras et qui prouverait la participation du premier dans le complot fomenté par le second; Favras fut exécuté le 19 février 1790 et la pièce porte la date du 1^{er} novembre 1790; elle a été fabriquée sans doute en 1802, époque où elle a paru dans un roman de Regnault-Warin). — F. ÉVRARD. Une enquête du Parlement de Paris sur la récolte de 1788; suite et fin (la crise du blé et du pain, pendant les derniers mois de 1788, ne peut se dissocier de la décomposition de l'Ancien régime). — M. DUSSARP. Un exemple symptomatique de l'organisation du service de santé militaire de l'an VIII (publie une lettre du sous-préfet de Brignolles et du préfet

du département du Var montrant que les blessés de la guerre étaient très mal soignés). — Jean CANU. Le régime électoral et l'opinion publique en 1814-1815 (extrait d'un mémoire pour le diplôme d'études supérieures d'histoire présenté à la Sorbonne en 1918). = C.-rendus : Robert Bizardel. L'assemblée provinciale du Nivernais (pas assez creusé). — Paul Meuriot. Le recensement de l'an II (critiques de détail). — A. Mathiez. Danton et la paix (on reproduit l'avant-propos de l'auteur). — Livres sur la guerre que nous avons signalés.

9. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1919, 15 avril.

— P.-A. Bæser. Mummiekisten van het nieuwe Rijk; 2^e et 3^e séries (très belles planches en phototypies. M. Moret nous présente les personnages auxquels ont appartenu les cercueils contenant ces momies). — P. Alfarc. L'évolution intellectuelle de saint Augustin. I. Du manichéisme au néoplatonisme; du même : Les écritures manichéennes (deux thèses très remarquées et très remarquables; « œuvre capitale », dit A. Loisy). — H. F. Stewart et E. K. Rand. Boethius. The theological tractatus with an english translation (bonne édition; la traduction anglaise aide beaucoup à l'intelligence du texte). — J. Laborde. Il y a toujours des Pyrénées (oui, par l'effet d'erreurs commises de part et d'autre, mais d'erreurs qu'il serait facile de réparer). — Hennessy. L'évolution régionaliste (les origines du fédéralisme se trouvent dans le félibrige; le but en est la décentralisation. La France pourrait être avec profit divisée en dix-sept régions économiques, d'après la carte dressée en 1910 par Vidal de La Blache). — G. Truc. D'une organisation intellectuelle du pays (clair et utile). — Eugène Gascoin. Les victoires serbes de 1916 (bon; mais l'illustration aurait pu être de meilleur choix). = 1^{er} mai. L. W. King. Legends of Babylon and Egypt in relation to hebrew tradition (trois conférences sur les documents fournis par les fouilles américaines de Nippur et sur les étroits rapports qu'ils permettent d'établir entre la tradition jahviste de la Genèse et les traditions babylonienne et sumérienne qui sont beaucoup plus anciennes. La formation du mythe diluvien s'y trouve mise en pleine lumière). — B. Berenson. Essays in the study of Sienese painting (recueil d'articles sur les peintures siennoises conservées dans des collections américaines). — René Lote. Les intellectuels dans la société française, de l'Ancien régime à la démocratie (fait penser). — A. Gérard. Ma mission en Chine, 1893-1897 (important). — J. D. Duff. Russian realities and problems (série de conférences faites au mois d'août 1916; les événements en ont depuis singulièrement affaibli l'optimisme; il faut néanmoins faire confiance à la Russie). — B. Bareilles. Les Turcs; ce que fut leur empire; leurs comédies politiques (réquisitoire fort bien documenté contre le gouvernement ottoman responsable de toutes les « turpitudes » qu'il a commises sous les déguisements les plus divers). = 15 mai. A. Bel. Les industries de la céramique à Fez (beaucoup de renseignements historiques et linguistiques). — Abbé Joseph Sautel.

Catalogue descriptif et illustré des antiquités romaines du musée municipal de Vaison (excellent). — *Félix Sartiau*. L'archéologie française en Asie Mineure et l'expansion allemande (instructif). — *André Bellessort*. Le nouveau Japon (agréable ouvrage d'un touriste bien renseigné sur les choses d'Extrême-Orient). — *Lucien Maury*. Les problèmes scandinaves. Le nationalisme suédois et la guerre, 1914-1918 (instruit et fait réfléchir). — La vie catholique dans la France contemporaine (fournit beaucoup de renseignements précieux et qui, peut-être, feront revenir quelques Allemands de leurs préjugés à l'égard de la France). — *G. Goyau*. Ce que le monde catholique doit à la France (remarquable apologie du catholicisme). — 1^{er} juin. *É. Cuq*. Les nouveaux fragments du code de Hammourabi sur le prêt à intérêt et les sociétés (instructif). — *G. Conteneau*. Umma sous la dynastie d'Ur (publie 110 tablettes de comptabilité, intéressantes pour la vie d'Umma au ^{xxiv}e siècle av. J.-C.). — *R. S. Conway*. The venetian point of view in roman history (étude sur la « patavinitas » de Tite-Live. Tite-Live pense et écrit comme un peintre vénitien du ^{xvi}e siècle; ses Décades sont une suite de scènes, de tableaux raccordés entre eux par des récits). — *H. Coutant*. La Marseillaise, son histoire depuis 1792 (bon). — *E. O'Shaughnessy*. Une femme de diplomate au Mexique du 8 octobre 1913 au 23 avril 1914; trad. par *E. Altiar* (très intéressant tableau du conflit entre le Mexique et les États-Unis). — *Mgr Landrieux*. La cathédrale de Reims. Un crime allemand (livre véridique et très émouvant). — La vie catholique dans la France contemporaine (ce n'est pas un livre d'histoire, mais un ouvrage de propagande, surtout à l'adresse des étrangers. Article d'Albert Houtin). — *Bernard Shaw*. Peace conference hints (pamphlet d'un humoriste anglais contre l'Angleterre détestée; « altère sciemment et malicieusement la vérité »). — *Victoroff-Toporoff*. La première année de la révolution russe. Faits, documents, appréciations (important et plein de renseignements sûrs).

10. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1918, 4^e trimestre. — *J. GOULVEN*. L'établissement des premiers Européens à Mazagan au cours du ^{xix}e siècle (Mazagan, après le départ des Portugais en 1769, fut livrée aux flammes par les Maures; elle fut reconstruite en 1821; les premiers commerçants étrangers : la famille Redman, d'origine anglaise; les principaux foyers d'émigration : Baléares et Gibraltar; les intérêts français et la firme Joseph Brudo en 1857; développement de la population européenne depuis l'instauration de notre protectorat au Maroc; sur 22,000 habitants, on compte actuellement 1,600 Européens dont 830 Français; vœux qu'on y puisse établir bientôt un grand port). — *F.-P. RENAULT*. La question de la Louisiane, 1796-1806; suite et fin (mécontentement qui se produit en Espagne à la suite du traité de Paris; l'application de ce traité et la délimitation de la Louisiane; le conflit hispano-américain, 1804-1806; ces rapports hostiles entre les États-Unis et l'Espagne devaient sub-

sister sous une forme plus ou moins atténuée durant tout le XIX^e siècle et se dénouer seulement par la disparition du pavillon espagnol du Nouveau-Monde, tant continental qu'insulaire; en appendice, le rapport de Talleyrand à l'Empereur au sujet du « Mémoire sur les Florides », remis par Monroe, 6 mai 1806). = C.-rendus : *Marc de Villiers*. Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans, 1717-1722 (ouvrage un peu confus, mais contenant d'importantes découvertes, publié avec un grand luxe). — *Benjamin Sulte*. France et Canada, 1775-1782 (la France n'a point songé à reprendre le Canada ni à reconstituer son ancien empire colonial dans l'Amérique du Nord; Vergennes, d'autre part, craint de voir le Canada passer entre les mains des Américains; telle est la thèse soutenue par M. Sulte, et deux faits que cite M. Froidevaux la confirment). — *A. Singaravelon*. Inventaire des archives judiciaires de Chandernagor (elle vont de 1703 à 1821). — *Henri Parmentier*. Cartes de l'empire khmer d'après la situation des inscriptions datées (six cartes à l'échelle uniforme du 4.000.000^e représentant cet empire aux divers siècles de son histoire). = 1919, 1^{er} trimestre. *Henri Froidevaux*. Les premiers successeurs de Flacourt à Madagascar, février 1655-janvier 1656 (le second gouvernement de Prony, 12 février-26 mars 1655; Desperriers; le meurtre du capitaine de La Forêt; vengeance de Desperriers). — *Ch. de La Roncière*. L'attaque du Fort-Royal de la Martinique par Ruyter, 20 juillet 1674 (comment au lendemain des batailles navales de Solebay, de Schooneveld, du Texel, Ruyter se vit infliger une sanglante défaite par un seul de nos vaisseaux de guerre et par une poignée de matelots et de miliciens). — *Charles-B. Maybon*. *Nguyen-Ahn*, empereur et fondateur de dynastie, 1802-1810 (il prit le titre de Gia-long et fut le premier souverain régnant sans partage sur toute l'Indo-Chine annamite agrandie du delta du Mékong; bibliographie des ouvrages en langue chinoise et en langue indo-européenne). = C.-rendus : *V. Demontès*. Papiers du général Berthezène relatifs à la colonisation de l'Algérie (intérêt de ces documents). — *Lieutenant-colonel Hannezo*. Tabarca (on explique pourquoi Richelieu a voulu mettre la main sur ce rocher stérile de la côte de Tunisie). — *L. Cadière*. Les Européens qui ont vu le vieux Hué : le P. de Rhodes (la description du P. de Rhodes s'applique à l'année 1645). = 2^e trimestre. *A. Vadala*. Essais sur l'histoire des Karamanlis, pachas de Tripolitaine de 1714 à 1835 (en 1551, l'amiral turc Sinan Pacha s'empara de Tripoli qui fut gouverné désormais par vingt-huit valis turcs jusqu'en 1714. A cette date, Ahmed Karamanli chassa les Turcs et se rendit presque indépendant de Constantinople, fondant une dynastie locale maure de six pachas qui gouvernèrent le pays jusqu'en 1835. Alors la Turquie prit possession à nouveau de Tripoli qu'elle garda jusqu'en 1911. Histoire détaillée des six pachas Karamanlis : Ahmed I^{er}, 1714-1745; Mohammed, 1745-1754; Ali I^{er}, 1754-1793; Ahmed II, 1794; Yousef, 1794-1832; Ali II, 1832-1835; en appendice, la liste des documents manus-

crits relatifs aux Karamanlis conservée dans les dépôts publiés de Paris). — Henri MALO. Les fâcheux errements du capitaine Jacques Thomas, 1684-1685 (épisode de la flibuste dans les Antilles, sur les côtes du Sénégal et de la Guinée). = C.-rendus : *Georges Bruel*. L'Afrique équatoriale française : le pays, les habitants, la colonisation, les pouvoirs publics; préface de M. Merlin (œuvre considérable dans tous les sens du mot). — Le Mémorial de *Pedro Sevil* à Philippe III sur la conquête de l'Indo-Chine; publié, traduit et annoté par *Antoine Cabaton* (tiré d'une plaquette imprimée sans doute à la fin de 1603; le capitaine préconise la conquête du Cambodge par l'Espagne, mais ne réussit pas à persuader Philippe III). = Notes bibliographiques : *Lamartine* défenseur des intérêts syriens; Les établissements romains de la plaine de Sétif; Notes sur l'histoire du Sénégal aux temps de la Révolution et du premier Empire (d'après le travail de M. J. Monteilhet); Le gouvernement français et le Canada en 1760.

11. — Revue de l'histoire des religions. 1919, janvier-février.

— J. TOUTAIN. Les Lupercales romaines et la fête chrétienne de la Purification de la Vierge ou de la Chandeleur (contrairement à l'opinion de Mgr Batiffol, il y a un rapport entre la fête chrétienne de la Purification et les rites de lustration célébrés par les païens au mois de février, ainsi que Bède le Vénérable l'avait indiqué au VIII^e siècle). — A. VAN GENNEP. L'état actuel du problème totémique; suite (la théorie de Goldenweiser; la répartition géographique du totémisme; ses survivances dans l'Égypte prédynastique; opinions des principaux égyptologues). — P. SAINTYVES. Les notions de temps et d'éternité dans la magie et la religion (comment s'est formée la notion de temps; les caractéristiques du temps magico-religieux; les dates critiques du calendrier; quant à l'éternité, elle n'est qu'une notion imaginaire, « une projection, une extériorisation du sentiment extatique durant lequel le temps paraît être aboli »). = C.-rendus : *L. Bréhier*. L'art chrétien, son développement iconographique jusqu'à nos jours (information très riche et très sûre. Quelques erreurs signalées par M. Guignebert). — Dom R. Hugh Connolly. The so-called Egyptian church order and derived documents (la démonstration de l'auteur est concluante). — *Edward G. Browne*. Materials for the study of the Babi religion (documents importants; comment le babisme est devenu le bébaïsme, c'est-à-dire au lieu d'une révolution dans l'islamisme une doctrine de la paix universelle qui, par son vague, pouvait être admise par les croyants de toutes les religions). — *Edward Spearing*. The patrimony of the roman church in the time of Gregory the Great (l'auteur est un jeune étudiant tué à la guerre; a dépouillé avec soin les lettres de Grégoire le Grand où il est fait mention des patrimoines).

12. — Revue des bibliothèques. 1918, janvier-juin. — Ch. BEAU-

LIEUX. Catalogue des livres du xvi^e siècle, 1501-1550, de la bibliothèque de l'Université de Paris. Supplément (le Catalogue n'enregistre que les livres imprimés de 1501 à 1540; on trouvera ici, par ordre alphabétique des auteurs, un supplément à ce Catalogue et une suite comprenant la description de tous les livres de cette bibliothèque qui ont été imprimés de 1541 à 1550; l'article s'arrête à *Eck Osvaldus ab*; à suivre). — Jean BONNEROT. La bibliothèque centrale et les archives du service de santé au musée du Val-de-Grâce (voir plus haut, p. 365). — C.-rendus : Library of Congress. A list of american doctoral dissertations printed in 1912-1916; 5 volumes (statistique de ces thèses par universités). — Cornell University library. Catalogue of the Petrarch Collection bequeathed by Willard Fiske, compiled by Mary Fowler (la collection dépasse 4,000 volumes). — The University of Chicago. Publications of the members of the University, 1902-1916.

13. — *Revue des études anciennes*. 1919, avril-juin. — E. BOURGUET. Sur la promantie des Thouriens (nouvelle interprétation d'une inscription de Delphes, mentionnant le privilège des Thouriens de consulter l'oracle avant les Grecs de l'Italie méridionale). — Ph. BOISSEvain. La tablette d'achat de Tolsum (en Frise; trouvée en 1917; elle date sans doute de la fin du règne d'Auguste). — J. VENDRYÈS. Sur le nom du « gendre » (le sens de ce mot s'est fixé peu à peu, comme tous les mots désignant la parenté avec la famille de la femme). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXXII. Nouvelles questions sur les druides (les druides de l'assemblée des Carnutes étaient sans doute délégués par les *pagi* de la Gaule, au nombre de cinq cents; ils étaient des rois-prêtres). — J. ROY-CHEVRIER. Dea Souconna (c'était sans doute la déesse d'une source qui naissait à Chalon pour se perdre dans l'Arar). — C. JULLIAN. A propos de géographie urbaine (analyse de quelques leçons faites au Collège de France). — M. PIROULET. Coup d'œil sur le réseau des voies principales du Jura avant le moyen âge et particulièrement sous la domination romaine. — Marquis DE FAYOLLE. L'oppidum central des Pétrocores (le plateau de la Boissière, et non pas l'arête d'Écornebœuf). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. — C.-rendus : P. *Saintyves*. L'autre des nymphes de Porphyre, suivi d'un Essai sur les grottes (bonne contribution à l'histoire des religions, mais que d'hypothèses!). — Hugh Connolly. The co-called Egyptian Church Order and derived documents (démonstration concluante). — Ch. Frégier. Les étapes de la crise grecque, 1915-1918 (l'histoire ancienne peut éclairer l'histoire contemporaine). — Juillet-septembre. P. CLOCHÉ. Les conflits politiques et sociaux à Athènes pendant la guerre corinthienne, 395-387 av. J.-C. (recherche dans quelle mesure la politique intérieure, les ambitions, les conflits sociaux d'Athènes ont pu influencer sur les préludes, les origines et l'évolution de la guerre de Corinthe et réciproquement; étude minutieuse, fondée sur une interprétation de tous les documents). — R. VALLOIS. Observations sur

le théâtre romain de Mérida (cherche à déterminer les époques où furent construites les diverses parties du théâtre). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXXIII. Aux cols du Jura : la Faucille et Saint-Cergues (croît que par Saint-Cergues et par la Faucille, ou tout au moins par l'un des deux cols, passait une route romaine importante et sans doute un vieux chemin gaulois; expose les arguments en faveur de cette opinion; en appendice, M. Lucien FEBVRE analyse les six mémoires qui ont été envoyés à l'Académie de Besançon pour le concours qu'elle avait ouvert en 1756 sur ce sujet : les voies romaines de Séquanie). — W. DÉONNA. Clef et hache (une hache néolithique trouvée à Lou-dun porte à sa surface un signe en forme de clef, gravé sans doute à l'époque romaine : c'est une amulette funéraire où la clef doit ouvrir au mort les portes de l'Au-delà). — Adrien BLANCHET. Les sarcophages de Charles IX à Pont-Saint-Esprit (sarcophages chrétiens d'Arles que Charles IX fit embarquer en 1565 sur le Rhône, mais qui, à la suite d'un naufrage, furent précipités dans le fleuve près de Pont-Saint-Esprit; ne pourrait-on pas faire des recherches pour les retrouver?). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : Travaux du Congrès français de la Syrie tenu à Marseille les 3, 4 et 5 janvier 1919. — Antoine Thomas. Notice sur le manuscrit latin 4788 du Vatican contenant une traduction française, avec commentaire par maître Pierre de Paris, de la « Consolatio philosophiae » de Boèce (Pierre de Paris vivait au début du XIV^e siècle). — M.-J. Lagrange. Saint Paul, épître aux Galates (édition excellente).

14. — *Revue des études napoléoniennes*. 1919, mai-juin. — Joseph DURIÉUX. Les vingt-cinq cavaliers d'Arcole, 17 novembre 1795 (détails authentiques sur dix de ces cavaliers qui, conduits par le lieutenant Joseph Damingue, dit Hercule, assurèrent par un coup de surprise la victoire de Bonaparte au pont d'Arcole. Les autres sont restés inconnus jusqu'à ce jour). — Général H. LE GROS. A propos des méthodes de commandement de Napoléon (du rôle de la surprise à la guerre. Sachant combien le Français est bavard et indiscret, l'Empereur ne confiait d'ordinaire ses plans à personne et seulement au dernier moment). — Alfred HACHETTE. La confession d'un témoin de l'affaire Tchernitchef (ce témoin est un certain Soulet, policier intermittent et besogneux, par qui Tchernitchef, aide-de-camp du tsar, essaya en 1810 d'obtenir des renseignements confidentiels sur les mouvements et les positions des armées françaises). — J. DONTENVILLE. Le complot des « ultras » en 1818. — Georges WEILL. Coessin et le fils de Napoléon (biographie composée à l'aide de documents en partie inédits sur un ancien polytechnicien, inventeur et chef de secte, qui mourut méconnu en 1843. Il était entré en rapports avec le comte Léon, fils de Napoléon I^{er} et de M^{lle} Denuelle, plus tard comtesse de Luxembourg. Léon et l'un de ses amis, Charbonnel, entreprirent de continuer l'œuvre de Coessin, cet « homme de génie », « le plus grand philosophe des temps modernes ». Ils échouèrent, comme

leur maître). — Talleyrand et son entourage à la suite de la Grande Armée, 1806-1807; souvenirs d'un Danois au service de la France; traduits par E.-G. LEDOS; suite et fin. — Paul MARMOTTAN. L'hospitalité napoléonienne envers les rois feudataires (publie des notes de frais pour l'année 1809).

15. — Revue des sciences politiques. 1919, 15 juin. — Gaston DESCHAMPS. M. Vénizelos et la nation grecque (son rôle en Crète, puis en Grèce; ce que lui doit la cause de l'hellénisme). — A. ARNAUNÉ. Des causes de la cherté actuelle de la vie aux États-Unis d'Amérique, en Angleterre et en France. — J. FLACH. L'âme alsacienne et le retour de l'Alsace à la France (leçon d'ouverture du cours professé au Collège de France en 1918-1919. « L'esprit alsacien plonge ses racines dans un tréfonds gaulois, indigène et français d'où il n'a cessé de puiser sa substance. Quand le froid de la conquête s'est abattu sur le pays et que des sédiments allemands ont recouvert le sol, la sève a reflué dans les racines comme en hiver la sève des arbres. Mais voici le printemps qui reparait et l'arbre qui renaît dans toute sa force; il s'épanouit en beauté »). — P. CLOAREC. La guerre sous-marine (faillite de cette guerre, entreprise par les Allemands; lutte des puissances de l'Entente contre les immersibles). — Julien ROVÈRE. Le développement économique de la Bavière de 1870 à 1914 (la Bavière a assez peu profité des avantages économiques que l'empire assurait à ses membres; si le bien-être de sa population s'est accru, le pays est loin d'avoir atteint l'énorme développement économique pris par la Saxe; la Bavière est tributaire du Rhin et sera forcément attirée dans l'orbite de la puissance qui sera maîtresse de la navigation de ce fleuve). — J. DUHAMEL. Quelques perspectives sur l'avenir économique de l'Allemagne (le monde entier se fermera aux marchandises allemandes; finie, la chimère du Mittel-Europa; évanouie, l'ambition de Bagdad; fermées les ambitions marocaines et mortes les belles clientèles d'Amérique, d'Angleterre et de France et du monde entier). — Ch. DUPUIS. La police secrète au Congrès de Vienne (d'après le livre du commandant Weil). = C.-rendus : *Achille Viallate*. Les États-Unis d'Amérique et le conflit européen (jusqu'au 6 avril 1917, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis). — *Joseph Barthélemy*. Démocratie et politique étrangère (on loue l'esprit d'analyse du juriste et le savoir de l'historien). — *Jules Chopin*. L'Autriche-Hongrie, brillant second (beaucoup d'hypothèses; il est loin d'être prouvé que l'archiduc François-Joseph ait préparé l'attentat de Serajevo dont il fut la victime). — *Hugh Gibson*. La Belgique pendant la guerre (témoignage de la plus haute valeur, celui du premier secrétaire de la légation américaine). — *Yovan Cvijić*. La péninsule balkanique (excellent). — Ouvrages sur la Roumanie que nous avons signalés. — *Jacques Flach*. Les origines de l'ancienne France; t. IV (bon travail français, net, loyal, sobre et clair). — *Jean Larmeroux*. La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie; t. II (de 1908 à 1914;

n'a pas craint de faire long). — *E. de Marcère*. La Prusse et la rive gauche du Rhin. Le traité de Bâle, 1794-1795 (montre l'égoïsme de la Prusse). — *S.-Th. Lascaris*. Capodistrias avant la révolution grecque (bonne monographie jusqu'à la date de 1822).

16. — Revue du seizième siècle. Tome V, 1917-1918, fascicules 3-4. — *Ed. GALLETTIER*. L'« Idylle du Loir » du poète angevin Pierre Le Loyer et ses sources antiques (la pièce fut récompensée de l'Églantine aux Jeux floraux de Toulouse en 1572; le poète a imité Horace, Juvénal, Catulle, mais surtout Ausone). — *Hugues VAGANAY*. De Rabelais à Montaigne. Un millier de vocables en *en, éen, ien* (série d'adjectifs formés avec des noms propres appartenant à la géographie, à la mythologie et à l'histoire). — *Henri CLOUZOT*. Maître Pihourt et ses hétéroclites (Du Fail a sans doute recueilli une anecdote courante de 1560 et en a gratifié Pihourt qui vivait en 1527). — *Id.* Deux chansons patoises du xvi^e siècle (imprimées en 1556 par Le Roy et Balard en dialecte poitevin). — *Georges DUBOIS*. L'assaut du V^e acte d'Hamlet et sa mise en scène (d'après le traité d'escrime de Henri de Saint-Didier dédié à Charles IX en 1573). — *Maurice ROY*. Collaboration de Philibert de Lorme aux préparatifs de l'entrée de Henri II à Paris et du sacre de Catherine de Médicis en 1549 (d'après des documents inédits). — *Id.* La famille de Jehan Bullant (prouve qu'elle était originaire d'Amiens). — *H. CHAMARD* et *G. RUDLER*. L'histoire et la fiction dans la « Princesse de Clèves »; fin (« avec cette probité des vrais classiques, M^{me} de la Fayette n'a pas cru que le talent dispensât du travail ni que l'art supérieur de la psychologie l'autorisât à dédaigner l'humble précision historique »). — *C.-rendus* : *W. F. Smith*. Rabelais in his writings (excellent). — *D^r M. Boutarel*. La médecine dans notre théâtre comique depuis ses origines jusqu'au xvi^e siècle. Mires, Fisiciens, Navrés (a eu le tort de ne pas se servir, pour expliquer les termes médicaux, des commentateurs de Rabelais).

17. — Revue générale du droit. 1919, mars-avril. — *Jean ALESSANDRI*. Essai d'une théorie des blocus nouveaux (extrait d'un volume qui va paraître à la librairie de Boccard). — *André ISORÉ*. De la situation de la femme en cas de non-présence du mari (extrait d'un volume qui va paraître à la même librairie : « La guerre et la condition privée de la femme »). — *C.-rendus* : *W. Muelhon*. L'Europe dévastée (significatif). — *A. Gérard*. Nos alliés d'Extrême-Orient (importante contribution à l'histoire de la guerre). — *H. Spender*. David Lloyd George (c'est plutôt un exposé de la politique anglaise en ces dernières années).

18. — Revue historique de la Révolution française. 1918, avril-juin. — *Jean RÉGNÉ*. Les Autrichiens dans l'Ardèche en 1814 et 1815 (article très précis où sont utilisés et publiés des documents inédits; à suivre). — *Henry POULET*. L'esprit public à Thann pendant

la Révolution. La Société des amis de la constitution, 1791-1795; suite (publie d'importants extraits des registres de la Société). — Joseph COMBET. La Révolution dans le golfe de Sambracit, 1789-1799; suite (difficultés monétaires; situation du clergé). — Félix PONTEIL. La Société populaire des Antipolitiques d'Aix-en-Provence, d'après des documents inédits, 1790-1795; suite (organisation de la Société à son apogée; ses rapports avec le dehors, d'après ses archives). — Le registre de correspondance de Roger DUCOS en mission à Landrecies, 1^{er} germinal-10 fructidor an III, publié par Maurice DUSSARF; suite (du 13 prairial au 14 messidor an III). — G. VAUTHIER. Les hommages des auteurs à la Convention. — Camille PITOLLET. Une relation manuscrite de la translation des ossements de Pierre Goudelin à Toulouse, le 14 juillet 1808 (Goudelin, rimeur toulousain, qui avait été couronné aux Jeux floraux; cette relation contient des détails sur la réception faite à l'empereur et à l'impératrice les 25-29 juillet de cette même année). = C.-rendu : *F. J. Maccunn*. The contemporary english view of Napoleon (beaucoup de détails intéressants concernant le jugement porté par les Anglais sur Napoléon 1^{er} avant la chute de l'Empire).

19. — **Le Correspondant**. 1919, 25 mai. — ***. Le bolchevisme russe (son origine, son but, ses moyens; les chefs du parti : Lénine, Trotski, Zinoviev, Sverdlov, Krylenko, Kamenev, Lounatcharski et les trois ministres des affaires étrangères : le russe Tchitcherine, l'arménien Karachan, le juif autrichien Karl Radek). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Lodge (sénateur des États-Unis, homme politique et historien, un des hommes les plus distingués du parti républicain, né à Boston le 12 mai 1850. On raconte ici son intervention contre la politique du président Wilson dans la Conférence de la Paix). — Pierre KHORAT. Propos d'un combattant. En Allemagne avec les vainqueurs; suite (intéressantes observations. Notons celle-ci entre autres, à propos des pays rhénans : « L'annexion poserait des problèmes irritants et difficiles à résoudre. Laissons les Rhénans vivre leur vie sous notre contrôle effectif. Disons avec eux : vous ne serez plus Prussiens, mais ne leur disons pas : vous serez Français. Ils y perdraient peut-être et nous n'y avons rien à gagner. » N'est-ce pas la sagesse même?). — ***. Aspirations nationales de la Belgique (la question de l'Escaut, la frontière de l'est, les échanges, les rectifications de frontière, la neutralité; avec une carte). — L. DE LANZAC DE LABORIE. L'œuvre historique de M. Frédéric Masson. I : Avant les études napoléoniennes. — ***. La paix de Versailles (analyse des conditions imposées à l'Allemagne le 7 mai 1919). = 10 juin. Mgr Pierre BATIFFOL. Une campagne américaine pour l'union des églises (cette campagne a été ouverte en 1910 par l'assemblée plénière des évêques américains à Cincinnati; elle a pour objet de réunir une conférence mondiale de toutes les églises chrétiennes fondées sur le principe de la hiérarchie traditionnelle à base épiscopale. Les catholiques

doivent « faire bon visage » et « faire confiance » à cette attitude nouvelle qui se dessine dans le protestantisme anglo-saxon). — MILES. Silhouettes de guerre. Le sénateur Borah (un des adversaires de la Ligue des nations et, en général, de la politique du président Wilson dans la Conférence de la Paix). — Pierre DUPOUEY. Lettres intimes (écrites à bord du cuirassé « République », août et septembre 1914, puis pendant la campagne de l'Yser, novembre 1914-avril 1915. Dupouey fut blessé en avant de Saint-Georges et mourut le 3 avril à Nieuport). — L. DE LANZAC DE LABORIE. L'œuvre historique de Frédéric Masson. II. Les études napoléoniennes (analyse et critique). — Fénelon GIBON. Les noces d'or de la Société générale d'éducation et d'enseignement (société fondée en mai 1868 par d'éminents catholiques en opposition de la ligue de l'enseignement, cette « maçonnerie extérieure » de Jean Macé). = 25 juin. Mgr JULIEN. Une théorie catholique de la « Société des Nations » (intéressante analyse d'un *Essai théorique sur le droit des gens* par le P. Taparelli, Naples, 1848). — MILES. Silhouettes de la guerre. M. Elihu Root (ancien sénateur de l'État de New-York; une des plus hautes autorités en droit international, âgé aujourd'hui de soixante-quinze ans, étant né le 15 février 1845). — Vicomte Henri DAVIGNON. L'opinion en Belgique pendant et depuis la guerre. — Abbé Félix KLEIN. Deux mois d'Amérique au temps de l'armistice; suite. — L. DE LANZAC DE LABORIE. Les finances de l'Ancien régime et du début de la Révolution (à propos de l'ouvrage de M. Marion). — François LECHANNEL. M. Brand Whitlock et l'occupation de la Belgique (analyse du livre : *In Belgium under the German occupation* par M. Whitlock, ministre des États-Unis en Belgique, témoin direct et singulièrement bien informé). = 10 juillet. MILES. Silhouettes de guerre. Le sénateur Hiram Johnson (le sénateur H. Johnson, de Californie, est un républicain, ami dévoué de Roosevelt, adversaire résolu du démocrate Wilson et de sa politique, très hostile à la Ligue des Nations telle que Wilson l'a imposée à la Conférence de la Paix, « typicall american » et franc-maçon à la mode américaine; né à Sacramento le 2 septembre 1866). — Colette YVER. Les sources du féminisme. L'intellectuelle et l'amour. — M. MARION. La question des économies au lendemain de la précédente guerre. — Ernest DAUDET. Témoin d'un siècle. La princesse Léonille de Sayn-Wittgenstein, 1816-1918. I (née à Moscou le 9 mai 1816, la princesse est morte à Ouchy en janvier 1918; elle a écrit des *Souvenirs*, parus en 1907, des *Pages intimes*, imprimées de son vivant et distribuées à quelques intimes après sa mort. C'est d'après ces confidences, des lettres nombreuses de la princesse, de longues conversations avec celle-ci et avec ses familiers, que M. Daudet en retrace la biographie. Elle était née Bariatinski; elle épousa en 1834 son cousin, le prince de Sayn-Wittgenstein, veuf avec deux enfants; comme lui, elle professait alors la religion orthodoxe, mais elle inclinait fortement vers le catholicisme; d'où un conflit moral qui assombrir sa vie). — Camille

VALAUX. Le problème de Tanger (c'est à Tanger que doit se faire « la liaison politique du Maroc avec la France, comme sa liaison économique; c'est aussi par le grand port d'escale de Tanger, enfin outillé, que le Maroc entrera dans la vie générale du monde. Cela importe à la solidité de la domination française aussi bien qu'aux intérêts du vieil empire rajeuni et ranimé par nous »). — DEMORGNY. Le président Roosevelt et le comte de Witte à la conférence de Portsmouth, août 1905 (l'auteur vit, pendant l'hiver de 1917-1918, à Pétrograd, M. Korostovetz, ancien ministre de Russie à Téhéran, que le comte de Witte avait emmené avec lui aux conférences de Portsmouth comme secrétaire. Korostovetz fut chargé de tenir le journal du comte pendant les longues tractations politiques et financières qui se terminèrent par le traité de Portsmouth. Ce journal, M. Demorgny, ancien professeur du jeune chah de Perse à Téhéran de 1911 à 1914, réussit à le rapporter avec lui quand il put rentrer en France. C'est à l'aide de ce document précieux et des conversations avec Korostovetz qu'il a retracé les rapports de l'ambassadeur russe avec le président des États-Unis en 1905). — Raoul DU VAURE. Le Siam et sa participation à la guerre.

20. — *Études*. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1919, 20 mai. — Frédéric ROUVIER. L'épiscopat français pendant la grande guerre (les évêques dans les pays envahis : Meaux, Châlons, Reims, Verdun; les évêques sous le sabre allemand : Lille). — Charles PARRA. Un journal clandestin et patriote (« la Libre Belgique »; les rédacteurs ont tenu jusqu'à la victoire, jusqu'au jour du retour du roi Albert à Bruxelles; le journal, parvenu à son numéro 171, mourut alors en beauté). — Blaise ROMÉYER. Le bolchevisme russe : sa méthode et son esprit. II (l'esprit du bolchevisme : les destructions; mais sur les ruines du monde bourgeois, il prétend édifier un monde nouveau; il a son idéal). — H. DELEHEYE. Les « Acta sanctorum » des Bollandistes; 3^e article (élaboration et adoption du plan; ses inconvénients, ses avantages; dissertations générales servant de *Propylaeum* à certains mois). — Henri DU PASSAGE. L'avenir du syndicalisme. II (importance du syndicalisme; services que peut rendre une société comme l'Internationale syndicale catholique). — C.-rendus : K. Waliszewski. La Pologne inconnue (proteste contre la thèse que les malheurs des Polonais ne sont imputables qu'à leur esprit d'anarchie). — Jean-E. Godefroy. Les bénédictins de Saint-Vanne et la Révolution (connaît à fond son sujet). — 5 juin. Joseph HUBY. Le témoignage d'Émile Clermont. Souvenirs et récit d'une sœur (veut surtout montrer en Clermont l'écrivain qui revient à la foi). — Maxime DOÜILLARD. La jeunesse catholique française au XIX^e siècle (d'après le livre du R. P. Mainage; associations formées par les jeunes catholiques; les « semaines sociales »). — Paul DUDON. L'Allemagne vue par deux ambassadeurs américains (Gérard, ambassadeur à Berlin; Morgenthau, ambassadeur à Constantinople). — Impressions de guerre.

LXXV. Paul PEETERS. A la recherche de « la Libre Belgique ». Un épisode de l'occupation allemande à Bruxelles (récit de la descente faite par la police allemande, le 18 mars 1916, à Etterbeck-Bruxelles, au collège Saint-Michel, où elle espérait trouver les rédacteurs de « la Libre Belgique »). = C.-rendus : *Mgr Péchenard*. Le martyre de Soissons (fruit d'une patiente information). — *André Hallays*. L'opinion allemande pendant la guerre 1914-1918 (excellent). = 20 juin. Pierre LHANDÉ. La fin du « Gambetta » (dans la nuit du 26 au 27 avril 1915; extrait d'une biographie de l'enseigne Lefèvre qui va paraître prochainement; Lefèvre périt avec le vaisseau). — Xavier MOISANT. Que demande l'Irlande? Les revendications du Sinn fein (l'Irlande veut répudier son allégeance vis-à-vis de l'Angleterre). — Paul PIERLING. Un précurseur de Vladimir Soloviev : le prince N.-B. Golitsyne (celui-ci, comme plus tard celui-là, admet la primauté d'honneur et de juridiction et l'infaillibilité doctrinale de l'église; le rôle de Golitsyne au milieu du XIX^e siècle). — H. DELEHEYE. Les « Acta sanctorum » des Bollandistes; suite. L'épreuve (les Carmes contre le P. Papebroch, qui ne voulait pas que l'ordre du Carmel remontât au prophète Élie; autres attaques contre le continuateur de Bolland; rôle de la papauté dans ces querelles). — Louis LAURAND. Voix américaines pour les études classiques (elles ont été réunies dans un volume paru à Princeton, « Value of the classics », dont on nous donne d'amples extraits). — Lucien ROURE. « Le retour à la scolastique » (d'après l'ouvrage de Gonzague Truc). = C.-rendus : *Jean Vic*. La littérature de la guerre, août 1914-août 1916 (excellent instrument de travail). — G. Lechartier. Intrigues et diplomaties à Washington, 1914-1917 (rôle de l'ambassadeur allemand Bernstorff; ouvrage très bien documenté). = 5 juillet. Adhémar d'ALÈS. Études anglicanes sur l'église primitive (analyse les articles réunis par le Dr Swete : *Essays on the early History of the Church and the Ministry*. « Les auteurs de ce savant livre ont, depuis longtemps, franchi la plupart des étapes qui ramènent de l'anglicanisme primitif au christianisme intégral ». Mais pourquoi sont-ils restés à mi-chemin?). — Paul DUDON. L'instruction intégrale et l'école unique des « compagnons » (tout en applaudissant à l'esprit qui anime « les compagnons », s'élève contre la formule de l'école unique qui a contre elle la pédagogie, les exigences de la liberté et l'histoire même des sociétés). — Marcel VILLER. Une congrégation alsacienne qui a bien mérité de la France : les sœurs de Ribeauvillé pendant la guerre (d'après le cahier de notes de sœur Marie Gonzague). = C.-rendus : *Régis Michaud*. Mystiques et réalistes anglo-saxons d'Emerson à Bernard Shaw (galerie de portraits très vivants). — *Paul de Jabrun*. Un épiscopat aux Indes : vie de Mgr Charles Lavigne, 1840-1913 (il fut successivement vicaire apostolique chez les chrétiens syriaques de la côte de Malabar, puis évêque de Trincomalie, dans l'île de Ceylan; très intéressant). = 20 juillet. L. BILLOT. La parousie; fin (la fin du monde dans l'Apocalypse). —

Henri RIONDEL. La France et les Arméniens (depuis les Croisades jusqu'à nos jours. Et pourtant ce sont les États-Unis qui vont recevoir de la Société des Nations le mandat d'administrer l'état arménien jusqu'à ce qu'il puisse se régir lui-même et marcher par ses propres moyens). — Hippolyte DELEHEYE. Les « Acta sanctorum » des Bollandistes; suite (ruine de l'entreprise lors de la suppression des Jésuites; la nouvelle société des Bollandistes créée en 1857; le rôle du P. Victor De Buck jusqu'en 1870). — Michel D'HERBIGNY. La situation religieuse des provinces baltes (un chanoine de Saint-Augustin, Meinhard, avait évangélisé cette contrée à la fin du XII^e siècle et l'avait consacrée à la sainte Vierge; comment le protestantisme s'y est répandu; situation de l'église orthodoxe). — Pierre BLIARD. L'assassinat de Foullon de Doué et de Bertier de Sauvigny (au 14 juillet 1789; ils sont morts innocents). — Henri DU PASSAGE. Louis de Clermont-Tonnerre, commandant de zouaves (mort pour la France le 30 mars 1918, d'après le livre de Louis Gillet). = C.-rendus : *E. Angot*. Dames du grand siècle (M^{me} de Sévigné et M^{me} de Grignan, M^{me} de La Fayette, M^{me} de Motteville; trois bonnes études). — *J. Munier-Jolain*. Le cardinal Collier (le livre garde l'accent très vif d'une parole d'avocat).

21. — La Grande Revue. 1919, juin. — Marcel LAURENT. Nos gouvernements de guerre. II. Le ministère Briand, 1915-1917 (à noter ce qui est dit sur l'expédition d'Orient et en général sur la politique orientale du ministre; en ce qui concerne la guerre sur le front français, c'est à son ministère que nous devons l'unité d'action et l'unité de front). — G. WEULERSSE. La tradition guerrière américaine et l'idéal national américain.

22. — Mercure de France. 1919, 1^{er} juin. — Camille MALLARMÉ. Italia cara! Fragments de lettres écrites d'Italie entre 1914 et 1918. 1^{er} article (l'auteur, qui était en Corse au début de la guerre, put arriver en Italie en septembre 1914; de Florence et de Rome, elle envoya des lettres intéressantes sur les sentiments du peuple italien au sujet de la guerre. Cette première série s'arrête le 20 juin 1915, après l'entrée en guerre de l'Italie. Immense influence exercée à ce moment par G. d'Annunzio). — Boris SAVINKOF. L'affaire Korniloff. Réplique à M. Kerensky (à verser au dossier de la Révolution russe en 1917). — Marcel FONTAINE. Six mois de révolution en Bavière (de novembre 1918 à mai 1919). = 16 juin. Étienne FOURNOL. L'Orient bolcheviste (montre l'abîme qui sépare la conception occidentale de la société et les principes des bolchevistes; ils sont radicalement hostiles aux idées de liberté, d'égalité; ils veulent ramener le monde au régime féodal; « le bolchevisme n'est que la féodalité retournée »). — Guy DE POUTALÈS. Petites leçons de maître François Rabelais pour le temps de guerre et pour le temps de paix. — Camille MALLARMÉ. Italia cara! suite et fin (émouvant et instructif). = 1^{er} juillet, Marcel ROBIN. L'An-

doré à la Conférence de la Paix (discute et réfute la thèse historique sur l'Andorre qu'a soutenue M. Miret y Sans dans son livre sur les Caboet).

23. — La Revue de Paris. 1919, 1^{er} juin. — H. C. Les relations de la France avec le Saint-Siège (montre quels avantages le gouvernement actuel pourrait retirer du rétablissement de rapports directs et réguliers avec le chef du monde catholique). — Commandant Émile VEDEL. Quelques épisodes inédits de la guerre sous-marine. — LONGWORTH-CHAMBRUN. Une autobiographie de Shakespeare. II (aux indications fournies par les sonnets de Shakespeare sur ses sentiments et sur sa vie viennent s'ajouter d'autres témoignages contemporains; de tout cela il résulte que l'hypothèse d'Abel Lefranc doit être rejetée). — Auguste GAUVAIN. L'Italie et les Yougoslaves. = 15 juin. André MAZON. Prisons russes d'août à décembre 1918. I (l'auteur, arrêté le 31 août 1918 en représailles de l'assassinat d'Ouritski, raconte avec simplicité, précision et bonne humeur les mauvais traitements que lui ont fait subir, ainsi qu'à ses compagnons de captivité, les autorités bolchevistes). — C. BOUGLÉ. L'Université américaine (montre comment les Universités françaises ont réussi à répondre au désir des soldats américains en France de s'initier à l'histoire, à la littérature, à la civilisation françaises. L'expérience, bien que hâtive et imparfaite, a donné de beaux résultats). — René HUBERT. La philosophie de l'histoire et les événements du temps présent (« la philosophie de l'histoire est la connaissance, dans l'ordre des temps, de toutes les expressions de la liberté morale, et la conscience humaine, qui n'existe pour la science positive que par ce qu'elle lui fournit de documents psychologiques, est pour elle le centre auquel tout se ramène »). — F. MAURETTE. L'Afrique du Milieu (ses diversités régionales, son unité naturelle; champ d'activité qu'elle offre à la colonisation ainsi qu'à la souveraineté des métropoles démocratiques). = 1^{er} juillet. Louis BARTHOU. La bataille du Maroc. I (le Maroc a été un autre théâtre de la guerre mondiale; il nous importe donc de le bien connaître. L'auteur, évidemment renseigné de première main, nous expose les intrigues de l'Allemagne avant et depuis la déclaration de guerre, les mesures prises par le général Lyautey pour maintenir les gains déjà acquis et poursuivre la conquête du pays. La bataille continue). — STENDHAL. Rome, Naples et Florence (publie cinq fragments inédits qui datent de 1824). — A. AULARD. Hoche et la République rhénane (fort intéressant exposé des mesures prises par Hoche en 1795-1797 pour appuyer et organiser cette République; elle disparut après le coup d'État de fructidor, le Directoire ayant décidé alors d'en incorporer le territoire à la France). — André MAZON. Prisons russes, d'août à décembre 1918. II. Moscou (arbitraire et chaos; les révolutionnaires mêmes ne s'entendent pas entre eux; arrêtés par hasard, les prisonniers sont remis en liberté par hasard. Description de Moscou ruinée par les terroristes; mais sur tous les murs de la ville

s'étale, imprimée en lettres rouges, cette déclaration : « La Révolution est la locomotive de l'histoire ». = 15 juillet. Louis BARTHO. La bataille du Maroc. II (organisation du protectorat français dont l'autorité chérifienne est la base, respectée dans ses formes les plus protocolaires par le général Lyautey; la foire de Rabat en 1917 et son éclatant succès; ce fut une victoire sur l'influence allemande exploitée jusqu'en 1914 par les frères Mannesmann et leur dangereuse société par actions; idées du général sur la méthode à suivre pour administrer un pays neuf où n'ont encore pénétré ni le parlementarisme ni le formalisme administratif. Publie une bien curieuse lettre de Lyautey en 1895, qui caractérise l'action de Gallieni au Tonkin et par avance la sienne propre au Maroc. Conclusion : « La libération du Maroc, arraché à l'emprise allemande et dégagé des entraves du traité de 1911, est une des causes les plus heureuses du traité de Versailles du 28 juin 1919. Le Maroc est, pour tout dire, l'un des plus importants facteurs de l'avenir de la France »). — Reginald KANN. La conduite de la guerre sur le front occidental. I (les doctrines de guerre, les plans de campagne, la guerre de mouvements en 1914, les offensives françaises en 1915). — Paul MAUTOUCHET. Les fêtes des victoires à Paris sous la Révolution. — Dr A.-F. LEGENDRE. L'évolution du Japon; sa puissance économique.

24. — Revue des Deux-Mondes. 1919, 1^{er} juin. — A. ISWOLSKY. Souvenirs de mon ministère. I. La première Douma, 1906 (très intéressant et instructif). — René PINON. La reconstruction de l'Europe danubienne (« l'effort de la France et de ses alliés vainqueurs doit aboutir d'abord à établir les quatre piliers de l'Europe centrale : Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, Roumanie, à les lier ensemble pour les rendre solidaires et accroître leur capacité de résistance. La nouvelle Autriche républicaine et la République magyare viendront alors d'elles-mêmes chercher leur place dans l'édifice reconstitué sur de nouvelles assises »). — A. LE BRAZ. Quelques grandes minutes américaines, 1917-1918. 2^e article (notes sur l'opinion américaine dans l'attente de la déclaration de guerre et après cet acte libérateur). — Louis GILLET. La bataille des monts de Flandre, avril-mai 1918 (« les journées du 4 avril 1918 devant Moreuil, du 17 devant Breteuil, du 25 avril devant Hangard, du 29 devant Loire sont quatre journées de victoire » et nous aurions eu le droit de pavoiser). — Albert PINGAUD. Un congrès de la paix il y a cent ans (chronique du congrès de Vienne, 1^{er} juillet 1814-20 novembre 1915; d'après les documents publiés par le commandant Weil dans « Les coulisses du congrès »). — G. DESCHAMPS. La journée du 7 mai 1919 à Versailles (jour où fut remis aux plénipotentiaires allemands le volume contenant les conditions des Alliés). = 15 juin. Émile OLLIVIER. Lettres d'exil, 1870-1874 (à plusieurs reprises l'ancien ministre de Napoléon III déclare : « L'Empereur n'a pas voulu la guerre; il ne l'a pas cherchée, » 14 oct. 1870; « ni l'Empereur ni son ministère n'ont cherché la guerre; la

Prusse seule l'a voulue, provoquée, après l'avoir longuement méditée », 24 décembre; « je n'avais pas à me plier aux volontés guerrières de l'Empereur, car elles n'existaient pas. Ce pauvre homme ne voulait pas plus la guerre que moi, et il ne l'a acceptée comme moi que parce qu'il n'a pu faire autrement. La guerre a été *imposée* par Bismarck », 26 mai 1871. C'est vraiment trop commode de se tirer ainsi d'affaire! Notons, dans une lettre du 17 janvier, ce menu fait que l'histoire pourra retenir : « Je n'omettrai pas de mentionner le déjeuner où M^{me} Waleska nous tournait le dos et l'Impératrice affectait de ne pas nous regarder, parce que nous nous contentions de la renonciation du père Antoine [de Hohenzollern]. » D'ailleurs rien de ce qu'écrivait Émile Ollivier n'est indifférent). — Jérôme et Jean THARAUD. Le front de l'Atlas. Séjour à Marrakech. II. — Alfred RÉBELLIAU. Autour de la correspondance de Bossuet. I. Bossuet étudiant à Paris et chanoine à Metz (étude approfondie, délicate et toute en nuances). — Alfred GUIGNARD. Les troupes noires pendant la guerre (au début, ces troupes comptent, en tout et pour tout, deux bataillons « d'expérience », qui furent détruits devant Reims et sur l'Yser en septembre et octobre 1914; un régiment, hâtivement formé pendant l'hiver, alla périr dans l'« enfer » de Gallipoli. En 1916, douze bataillons allèrent s'illustrer devant Verdun; à la fin de mars 1917, il y avait vingt-six bataillons noirs donnant environ 30,000 hommes; en 1918, ils étaient 73,000, la plupart soldats d'une bravoure éprouvée et réservés pour les grands sacrifices, mais encore inexpérimentés. Quelles ressources nous aurait procurées une armée noire préparée dès le temps de paix! Mais des influences politico-financières entravèrent pendant longtemps sa progression nécessaire). — Ernest DAUBET. Les dernières années d'Alexandre III, 1890-1894. Notes et souvenirs (début de l'alliance franco-russe). — Comte Jean DE PANGE. Le Conseil national d'Alsace-Lorraine (instructive histoire de ce Conseil qui, élu en 1912 par le suffrage universel, sut défendre les intérêts de l'Alsace et de la Lorraine jusqu'à la guerre. Suspendu ou réduit à l'impuissance pendant la guerre, il se trouva être la seule force organisée dans le pays au moment de la Révolution qui renversa l'empire, et, français de cœur, il contribua, d'une part, à maintenir l'ordre contre les révolutionnaires allemands, de l'autre, à hâter le retour de l'Alsace à la France). — Ch. NORDMANN. Les progrès de la T. S. F. et la guerre. = 1^{er} juillet. G. GOYAU. L'Église libre dans l'Europe libre. I. Les préludes des libertés nouvelles. L'Autriche et Rome (montre l'Autriche oppressive des nationalités et prétendant asservir même Rome; puis les nationalités slaves luttant pour leur indépendance avec l'appui déclaré de l'Église. Benoît XV n'a pas moins travaillé que l'Entente à faire triompher « les droits et les justes aspirations des peuples ». Comme ses deux prédécesseurs, il empêcha que l'Autriche exploitât le catholicisme pour les intérêts du germanisme). — Émile OLLIVIER. Lettres d'exil; suite et fin (plusieurs lettres sur

Napoléon III écrites après la mort de ce prince; on devra tenir grand compte du témoignage de l'ancien ministre : « Nos relations n'étaient pas officielles, elles étaient intimes, comme il me l'a écrit lui-même de Châlons, et, en le perdant, j'ai perdu un ami en même temps qu'un souverain ». — A. ISWOLSKY. Souvenirs de mon ministère. II. Après la dissolution de la Douma (très intéressantes notations sur le ministre Stolypine : c'était un libéral qui ne voulait agir que de concert avec la Douma; ses réformes, surtout en faveur des paysans : il supprima définitivement l'institution du mir ou communisme agraire et fournit aux paysans le moyen d'acquérir la complète propriété individuelle). — Henri BIDOU. La troisième bataille de la Somme (depuis le 8 août 1918 jusqu'au 3 septembre).

25. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus, 1918, septembre-octobre. — Franz CUMONT. Les « hastiferi » de Bellone, d'après une inscription d'Afrique (il est certain maintenant que les hastiferi appartenaient à une confrérie religieuse consacrée à Bellone). — D^r CARTON. Note sur des édifices renfermant des statues en terre cuite découvertes dans la région de Ghardimaou, Tunisie (ces statues étaient sans doute des ex-voto accumulés dans des sanctuaires magiques que fréquentait la population indigène de la région). — P. PARIS. Fouilles de Bolonia en 1918 (« une grande et riche maison, une rue monumentale, une vaste usine à salaisons; deux objets de premier ordre : un cadran solaire et un admirable groupe en bronze, voilà le fruit de notre campagne »). — Henri CORDIER. Rapport sur les travaux de l'École française d'Extrême-Orient du mois de juillet 1917 au mois d'avril 1918.

26. — Académie des sciences morales et politiques. Compte-rendu des séances et travaux, 1919, mai. — Auguste ARNAUNÉ. Des causes de la cherté actuelle de la vie aux États-Unis d'Amérique, en Angleterre et en France (la circulation fiduciaire; nécessité de réduire le prix de revient et de réformer le régime douanier). — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité; suite. Le département des Côtes-du-Nord et plus particulièrement l'arrondissement de Lannion (les causes générales qui ont amené la diminution de la natalité n'ont pas agi pendant longtemps dans la Bretagne bretonnante, mais « les caractères spécifiques de la race se sont peu à peu effacés dans une sorte de type moyen du peuple, et la province a été gagnée par le mal de la nation »). — RAFFALOVICH. L'enquête parlementaire anglaise sur les dépenses publiques et la lutte contre le gaspillage (services rendus par la commission nommée le 25 juillet 1917 et que préside M. Herbert Samuel). — Charles LEFEBVRE. Quelques procédés financiers des Allemands dans la région du Nord (comment ils ont cherché à capter les revenus et les capitaux dans cette région). — Julien LUCHAIRE. L'expansion intellectuelle de la France et les Instituts français à l'étranger

(principaux services rendus pendant la guerre par l'Institut français de Florence; projets pour l'avenir; nécessité de créer en France un « office national des relations intellectuelles » avec les pays étrangers). — Juin. Georges TESSIER. Notice sur la vie et les travaux de Jacques Bétolaud. — René WORMS. Les prises maritimes et la quatrième année de la guerre. — Édouard DRIAULT. Les dernières thèses d'histoire sur la politique extérieure de Napoléon (Canton, Vandal, Émile Bourgeois, Albert Sorel; M. Driault expose ensuite sa thèse : Napoléon, Corse, a surtout songé à l'Italie et a été hanté par le dessein impérial). — Juillet. Jacques FLACH. La Prusse conquérante de l'Allemagne et dominatrice de la Pologne (court résumé de l'histoire de la marche du Brandebourg et de la Prusse depuis le x^e siècle jusqu'à nos jours). — Henri LORIN. Les grandes lignes transeuropéennes de chemins de fer au lendemain de la guerre (traversée de la Manche et des Alpes, la voie du 45^e parallèle, nécessité d'une politique interalliée des chemins de fer). — Charles DUPUIS. L'organisation internationale et la notion de souveraineté (comment elles peuvent se concilier). — E. CAVAIGNAC. Le capital romain et le cens équestre (maintenant contre M. de Sanctis que la richesse minima pour entrer dans la première classe, le futur ordre équestre, était de 100,000 deniers).

27. — L'Anjou historique. 1918, janvier-juin. — Jeanne-Baptiste de Bourbon, abbesse de Fontevault, 1608-1670 (extrait des « Arrêts célèbres » de Pocquet de Livonnière). — Louis XIII en Anjou (ses voyages de 1614, 1620, 1622 et 1626; reproduction du Journal de Jean Héroard). — L'abbaye de Bourgueil au xvii^e siècle (tiré d'une Histoire d'Anjou manuscrite, composée en 1674 par dom Barthélemy Roger). — L'hôpital général d'Angers après la banqueroute de Law (documents montrant sa grande détresse). — Un oratorien janséniste à Saumur, 1749-1783 (le P. Jean-Bernard Goiverot de Blandé; notice que lui consacrent les « Nouvelles ecclésiastiques »). — Le chevalier de Caqueray, député de Maine-et-Loire, 1771-1845 (élu par l'arrondissement de Beaupré en 1828; notice par M. Théodore de Quatrebarbes). — Le clergé d'Écouflant pendant la Révolution (en réalité, une biographie du curé Leroy, nommé à cette paroisse le 15 janvier 1789 et mort le 8 avril 1814). — Le décret du 1^{er} août 1793; ses premières applications en Maine-et-Loire (c'est le décret qui transportait la garnison de Mayence dans la Vendée et prenait diverses mesures de défense). — Les neuf commissaires de police d'Angers en 1799. — Benjamin Constant à Saumur en 1820 (troubles qui éclatent lors de son passage; récit d'un témoin oculaire). — Juillet-décembre. Ermengarde, femme d'Alain II, duc de Bretagne (née au château d'Angers en 1067, morte en 1147, d'après l'« Histoire des Illustres d'Anjou », de Pocquet de Livonnière). — Henri Arnauld, évêque d'Angers, 1597-1692 (biographie tirée d'un manuscrit, dû sans doute à l'abbé Antoine Arnauld, neveu du prélat). — Un faux en écriture au xvii^e siècle (faux acte de célébration de mariage, d'après les « Arrêts célèbres », de Poc-

quet de Livonnière). — M. Louet, vicaire général d'Angers, 1725-1806 (on publie une lettre inédite de Louet, réfugié à Jersey, à l'abbé Barruel, réfugié à Londres, du 18 avril 1793, et donnant d'intéressants détails sur la conduite du clergé à Angers au début de la Révolution). — Les Jansénistes contre la Visitation d'Angers, 1788 (lettre tirée des « Nouvelles ecclésiastiques », du 16 janvier 1789). — La persécution contre les prêtres insermentés en Maine-et-Loire, 1791-1792 (lettre de même origine que celle de Louet; elle est adressée par un prêtre d'Angers à l'abbé Barriel, qui préparait son « Histoire du clergé pendant la Révolution française »). — La bataille de Saumur, 9 juin 1793 (texte du rapport adressé à la Convention par les représentants du peuple Richard et Choudieu). — La Terreur en Maine-et-Loire (dénonciation faite à la Convention contre les terroristes par la Société populaire d'Angers, le 2 décembre 1794; le mémoire fut imprimé à 800 exemplaires). — Le cardinal d'Astros, prisonnier à Angers, 1814 (alors qu'il était chanoine de Paris; il fut arrêté, à la suite des réceptions officielles de Napoléon I^{er}, le 1^{er} janvier 1811, pour la résistance qu'il opposait au cardinal Maury, mis en possession de l'évêché de Paris le 16 octobre 1810; il fut enfermé trois années au château de Vincennes, puis conduit en février 1814 au château d'Angers; il fut délivré par la Restauration). — La duchesse d'Angoulême à Saint-Florent-le-Vieil, 22 septembre 1823 (article du Journal de Maine-et-Loire). — Le choléra à Angers, 1832 (d'après une correspondance adressée par le colonel Poudret de Sevret à M. Piet de Lataudrie, demeurant à Niort). — 1919, janvier-juin. Origine de l'hôpital général d'Angers (en août 1672). — Charlotte de Grammont, abbesse du Ronceray d'Angers, 1623-1714 (d'après l'« Histoire des Illustres d'Anjou », de Pocquet de Livonnière). — Le chapitre de la cathédrale d'Angers avant la Révolution (d'après un manuscrit de Joseph Grandet, supérieur du séminaire, 1704). — M. Montalant, vicaire général d'Angers (1766-1840). — Une ordination au May-sur-Evre (en 1781, ordination d'élèves du grand séminaire d'Angers par l'évêque de la Rochelle). — Les aumôniers du Calvaire d'Angers pendant la Révolution (1789 à 1792). — Bannissement en Espagne de prêtres angevins et manceaux (1792). — A l'École centrale de Maine-et-Loire (les professeurs réclament leur traitement, 1797). — Prise de Baugé par les Chouans, 12 novembre 1799 (rapport adressé par la municipalité cantonale à l'administration centrale du Maine-et-Loire). — Voyage du Dauphin en Maine-et-Loire, 15-18 mai 1827 (il s'agit du duc d'Angoulême; récit du *Moniteur*). — La police secrète en Maine-et-Loire, 1830-1831 (publie diverses lettres tirées des archives de Maine-et-Loire). — Plantation d'un arbre de la liberté à Saint-Georges-sur-Loire (14 mai 1848; récit du « Précurseur de l'Ouest »). — La Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers et la fondation de l'Université catholique (comment cette Société a encouragé, de 1870 à 1875, les dessins de Mgr Freppel). — Juillet-août. Origines des paroisses du Rosiers et de La Daguenière (deux sen-

tences rendues en 1713 et en 1691 par les sénéchaussées de Beaufort-en-Vallée et d'Angers d'après les « Arrêts célèbres » de Pocquet de Livonnière). — Joseph Grandet et l'histoire ecclésiastique d'Angers (préface de ce travail manuscrit; elle a été écrite en 1715). — Les Jansénistes contre l'abbesse de Fontevault, 1742-1753 (articles publiés contre M^{me} de Saint-Hérem, nommée abbesse, par les « Nouvelles ecclésiastiques »). — Un incident à l'Académie d'Angers (un nouvel académicien, M. de La Blandinière, avait fait dans son discours de réception le 1^{er} mars 1758 l'éloge de Fénelon et de Mgr Poncet de La Rivière, évêque de Troyes, célèbre par sa lutte contre le jansénisme). — Les arrêtés des 24 mai et 24 juin 1791 contre le clergé insermenté de Maine-et-Loire (arrêtés pris par le directoire du département). — Le général Turreau en Maine-et-Loire (lettres du général, juillet-décembre 1793; elles ont été publiées en 1885 par la « Revue de la Révolution »). — Les Vendéens et le « complot du bord de l'eau », 1818 (d'après des lettres du colonel Poudret de Sevet). — La conspiration Berton à Saumur, 1822 (d'après des lettres du même colonel). — La duchesse de Berry en Maine-et-Loire (même source). — Dom Pedro à Angers (il s'agit de dom Pedro I^{er}, empereur du Brésil, qui dut abdiquer en janvier 1831 et visita la France et Angers en 1832; récit de cette visite faite par le colonel Poudret). — Physionomie morale, intellectuelle et politique du département de Maine-et-Loire en 1834 (rapports des sous-préfets de Baugé, Beaupréau, Saumur et Segré : le rapport d'ensemble du préfet est perdu, sauf un cours passage relatif au clergé).

28. — **Annales de Bretagne.** 1918, octobre. — Jean ALLENOU. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol; suite et fin (voir *Rev. histor.*, t. CXXIX, p. 109). — Maurice BERNARD. La municipalité de Brest de 1750 à 1790; suite (voir *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 372). — Lucien GUILLOU. André Vanderheyde, courtier lorientais, et ses opérations, 1756-1765; suite (renseignements sur le commerce des marchandises et le crédit commercial; mercuriales : prix de vingt et un articles; il en résulte que la vie était chère à Lorient). — Louis DE LAIGUE. Nantes à l'époque gallo-romaine; suite et fin (administration civile et militaire; commerce; communications tant par terre que maritimes et fluviales; monnaies. Conclusion : « Vicus portensis » est sans conteste le Nantes gallo-romain et Nantes tout entier, car comment comprendre Nantes sans son port?). — G. DOTTIN. Louis Eunius ou le purgatoire de saint Patrice; suite et fin. = C.-rendus : Roger Grand. Le contrat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours (travail le plus complet, le plus approfondi sur ce mode de tenure). — Abbé C. Dutemple. Histoire de Lamballe; t. I et II (longue analyse de ce livre un peu touffu, où souvent l'auteur s'est appuyé sur des documents sans valeur, mais où abondent les renseignements). — Abbé F. Gaugain. Histoire de la Révolution dans la Mayenne; t. I (on ne peut faire confiance ni à la

science de l'auteur, ni à ses jugements). — *Geneviève Diertelle de Saint-Sauveur*. Le collège de Rennes, 1536-1762 (quelques renseignements). — *Abbé A. Lemasson*. Les actes des prêtres insermentés du diocèse de Saint-Brieuc guillotinés en 1794 (fait à un point de vue hagiographique). — *Memento des sources hagiographiques de l'histoire de Bretagne*. 1^{re} partie : Les fondateurs et les primitifs du v^e au x^e siècle (étude approfondie et, sur la plupart des points, définitive). — 1919, avril. *Maurice BERNARD*. La municipalité de Brest de 1750 à 1790; suite et fin. — *Lucien GUILLOU*. André Vanderheyde, courtier lorientais, et ses opérations, 1756-1765; suite et fin (conclusion, appendices; liste des clients du courtier; marchandises qu'il expédie sur divers bateaux). — La métropole de Bretagne; suite et fin (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 372). — Chronique d'histoire et de littérature de Bretagne. — Bibliographie bretonne, année 1917.

29. — Annales du Midi. 1919, janvier-avril. — *Ch. BÉMONT*. La mairie et la jurade dans les villes de la Guyenne anglaise : la Réole (cette ville a emprunté à Bordeaux une partie de ses institutions; pendant toute la première moitié du XIII^e siècle, elle a possédé une mairie et une jurade, puis, à la suite de dissensions intestines, elle a perdu son maire et le nombre des jurats a été réduit. C'est le triomphe de l'aristocratie bourgeoise). — *A. ARNAUD*. Fonctions et juridiction consulaires à Montpellier aux XVII^e et XVIII^e siècles. — *Ant. THOMAS*. Le style du 1^{er} avril à Toulouse (publie un acte de Philippe VI où il est formellement déclaré que l'année « juxta consuetudinem Tholose » commençait le 1^{er} avril). — *F. LOT*. Sur la date du poème de Girard de Roussillon (il est fait allusion à ce poème dans le Brut de Wace, qui a été achevé en 1155). — C.-rendus : *E. Bligny-Bondurand*. Les coutumes de Saint-Gilles, XII-XIV^e siècles (très utile recueil juridique, déparé malheureusement par des fautes de méthode et de commentaire). — *G. Mollat*. Étude critique sur les « Vitae paparum Avenionensium » d'Étienne Baluze (très bonne édition critique). — *R. Fage*. La propriété rurale en Bas-Limousin pendant le moyen âge (excellent). — *J.-B. Sabrié*. De l'humanisme au rationalisme. Pierre Charron, 1541-1603 (bon).

30. — Bulletin de la Société de l'histoire de Paris. 1917, 44^e année. — *Baron DE BARANTE*, président de la Société (dans son discours à l'Assemblée générale annuelle, le président a inséré une notice sur une chronique parisienne intitulée : *Ce qui s'est passé au Palais de 1549 à 1554*, par Amable Mazuer, jurisconsulte auvergnat, et fourni des détails biographiques sur plusieurs membres de la famille de Barante). — *Comte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR*. Un document concernant Nicolas Jarry, célèbre calligraphe du XVII^e siècle, 1666. — *Maurice ROY*. Le Primatice à Meudon (il y construisit vers 1553 pour le cardinal Charles de Lorraine un château, célèbre autrefois par son architecture et par sa décoration intérieure. Avec un dessin reproduit

sant la « grotte » de Meudon, détruite par le Dauphin, fils de Louis XIV, quand il transforma le château. Notes sur le séjour du Primatice à Meudon, sur les immeubles qu'il y posséda jusqu'à sa mort survenue en 1570, sur ses neveux, etc.). — H. OMONT. Le second catalogue des publications de l'Imprimerie royale, 1651. — LÉON MIROT. Notes sur un hôtel de la rue des Poulies : hôtel de Vaucouleurs, de Cypières, de Créqui (où l'on avait dit faussement que demeura Jeanne d'Arc. On sait que la Pucelle n'entra jamais dans Paris. Plan de l'hôtel de Créqui et généalogie résumée de la maison de Créqui au xvii^e siècle). — Comte Paul DURRIEU. Le prix Jean-Jacques Berger à l'Institut de France (liste des prix décernés successivement par les cinq académies « aux œuvres les plus méritantes concernant la ville de Paris », de 1897 à 1916). — Max PRINET. Deux monuments funéraires de l'abbaye de Saint-Antoine-des-Champs (attribués par le P. Ménestrier, l'un à la comtesse de Leicester, Aliénor, veuve de Simon IV de Montfort, l'autre à maître Rogier, greffier du Châtelet de Paris. Relève plusieurs attributions douteuses ou fautives faites par le P. Ménestrier). — E. MAREUSE. Chronique de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France pour l'année 1917.

31. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 1918, 3^e trimestre. — D^r PAMARD. L'observatoire du Mont-Ventoux (liste des efforts faits de 1877 à 1889 pour la création de cet observatoire qu'on doit à M. Marius Bouvier et à M. Mascart). — Abbé J. SAUTEL. Catalogue descriptif des antiquités romaines du musée municipal de Vaison, orné de plans et de gravures (à vrai dire, les antiquités de Vaison, l'ancienne capitale des Voconces, sont encore dispersées entre trois ou quatre locaux; mais le Conseil municipal a décidé la construction d'un musée, destiné à les contenir toutes, et voici par avance le catalogue de ce musée qui comprend 305 numéros : inscriptions religieuses, équestres et municipales, funéraires; monuments en marbre, en pierre; objets en bronze, en terre cuite, en fer. Chaque objet est décrit avec le soin le plus minutieux; dans une lettre-préface, M. HÉRON DE VILLEFOSSE fait avec raison l'éloge de cette publication. Pourquoi faut-il que la réplique du Diadumène de Polyclète ait été vendue au British Museum et que l'inscription relative à la carrière de Burrhus ait été transportée au musée d'Avignon? Ces deux « numéros » ne figurent pas au catalogue de l'abbé Sautel. En appendice, quelques renseignements sur les monuments de Vaison au moyen âge et dans les temps modernes). — Alexis MOUGIN. Discours prononcé aux obsèques du baron Marc de Vissac, ancien président de l'Académie. = 4^e trimestre. L.-H. LABANDE. La légation d'Avignon de 1464 à 1476; suite et fin (à peine Sixte IV fut-il devenu pape qu'il fit entrer dans le Sacré-Collège son neveu Julien de La Rovère, le 15 décembre 1471; le 14 mai 1474, il le nomma évêque d'Avignon et, le 21 novembre 1475, il érigea en sa faveur l'église d'Avignon en métropole, en lui donnant comme suffragants les évêques comtadins

de Carpentras, Cavaillon et Vaison; le 21 février 1476, il révoquait de ses fonctions de légat en Avignon et dans le Venaissin l'archevêque de Lyon Charles de Bourbon et instituait en sa place Julien de La Rovère; comment celui-ci fit alliance avec les ennemis de Louis XI; occupation de la ville d'Avignon et du comté venaissin par les troupes royales le 30 avril 1476; négociations et traités conclus avec le roi qui consent d'assez bonne grâce à reconnaître Julien comme légat et à rappeler ses troupes; importante étude faite d'après les sources; jusqu'à son avènement au trône pontifical sous le nom de Jules II, La Rovère resta à la tête du gouvernement venaissin). — Ulysse CHEVALIER. Institutions liturgiques de l'église d'Aix (texte d'un fragment d'ordinaire des XIII^e-XIV^e siècles trouvé dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale). — Maurice BARBER. Joseph d'Ortigue, de Cavaillon, critique musical, 1802-1866 (avec une bibliographie de ses œuvres). — Adrien MARCEL. Les anciens jardins d'Avignon (ceux qui appartenaient à certaines collectivités, le jardin des Marchands, les jardins de Plaisance et de la Commanderie, le jardin des Médecins, celui des Chevaliers de l'Arc, important pour l'histoire topographique; ils rappellent aussi ce qu'était la vie des ancêtres).

32. — *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*. T. XLIV, 1917. — François ROUSSEAU. Le premier monastère des Carmélites en France. Le couvent de l'Incarnation, faubourg Saint-Jacques (fondé en 1602; la bulle pontificale est du 13 novembre 1603; le monastère fut établi dans les locaux conventuels du prieuré de N.-D.-des-Champs ou des Vignes et non loin des Chartreux, prieuré bénédictin fondé à la fin du XI^e siècle, mais dont les bâtiments tombaient en ruines. Les ordres religieux ayant été supprimés en France par décret du 15 février 1790, les Carmélites furent expulsées le 29 septembre 1792; elles purent recouvrer en 1802 une partie du terrain où se trouvait leur monastère avant la Révolution). — Émile PICOT. La querelle des dames de Paris, de Rouen, de Milan et de Lyon au commencement du XVI^e siècle (Louis XII fit son entrée solennelle à Rouen le 29 septembre 1508, puis à Paris six semaines après. Dans ces deux villes, les dames s'entendirent pour faire au souverain une réception dont elles devaient être le principal ornement. Leur rivalité fit le sujet d'un poème composé par Maximien, un des poètes que le roi entretenait pour servir ses desseins politiques; il a pour titre : le « Débat des dames de Paris et de Rouen sur l'entrée du roy ». Puis Louis XII fit son entrée à Milan le 1^{er} juillet 1509; à cette occasion, un poète italien, Simeone Litta ou Simon de Milan, composa un poème qui fut traduit en vers français par ce même Maximien. Cette traduction, intitulée « la Rescription des dames de Milan à celles de Paris et de Rouen », est suivie de trois autres pièces brodées sur le même sujet. L'ensemble de ces cinq poèmes présente un réel intérêt, non seulement pour l'histoire littéraire, mais aussi pour celle des mœurs et du costume). — A. TUE-TEY. Journal parisien des années 1412 et 1413 (l'auteur, anonyme, était un bourgeois parisien très hostile aux Armagnacs).

33. — Revue africaine. 1918, 3^e et 4^e trimestres. — **Henri BASSET.** La Libye d'Hérodote d'après le livre de M. Gsell (importance du travail de M. Gsell; informations sur la Libye que nous devons à Hérodote). — **A. BEL** et **M. BEN CHENEB.** La préface d'Ibn-'Abbar à sa *Takmila-t-essila* (texte arabe et traduction française de cette préface, découverte dans un manuscrit jusqu'ici inconnu; l'ouvrage qui date du XIII^e siècle est un dictionnaire des savants de l'Espagne de cette époque). — **Commandant L. VOINOT.** Le développement et les résultats de la crise de 1859 dans les confins algériens-marocains (étude très détaillée faite à l'aide des archives des deux services des affaires indigènes, celui de la division d'Oran et celui du cercle de Marnia; en appendice, trente-huit documents). — **A. COUR.** La poésie populaire politique au temps de l'émir 'Abdelgader (les poésies citées nous montrent l'état d'esprit et les préoccupations de ceux qui, autour d'Abdelgader, prétendaient inspirer ou influencer la conduite politique des populations). = C.-rendus : *A. Bel.* Coup d'œil sur l'Islam en Berbérie (très personnel et vivant). — *Id.* Les industries de la céramique à Fès (exposé scrupuleux et précis). — *S. Biarnay.* Études sur les dialectes berbères du Rif (excellent et il faut déplorer la mort de l'auteur, enlevé dans la force de l'âge). — *Ch. Monchicourt.* L'expédition espagnole en 1560 contre l'île de Djerba (bon). = 1919, 1^{er} trimestre. **A. JULIEN.** Marseille et la question d'Alger à la veille de la conquête (au début, Marseille pouvait sembler indifférente aux questions algériennes; mais, après la prise d'Alger, elle voulut jouer le rôle d'intermédiaire éclairé entre la France et l'ancienne Régence; ses députés allaient se vouer à l'étude et à la défense des questions algériennes). — **J. DESPARMET.** Ethnographie traditionnelle de la Mitidja; suite (les jours; pratiques de sorcellerie pour lesquelles le dimanche est le jour propice). — **G. YVER.** Abd-el-Kader et le Maroc en 1838 (deux lettres d'Abd-el-Kader, des 8 août et 1^{er} septembre 1838; texte arabe, traduction et commentaire). — **G. ESQUER.** Les poètes et l'expédition d'Alger. « La Bacriade » de Barthélemy et Méry (biographie des deux auteurs; analyse du poème héroï-comique paru en novembre 1827). = C.-rendus : *Jules Cambon.* Le gouvernement général de l'Algérie, 1891-1896 (recueil des discours prononcés pendant les six années où il fut gouverneur). — *Paul Gaffarel.* Notre expansion coloniale en Afrique de 1870 à nos jours (critique assez vive). — *J.-L. de Lanessan.* La Tunisie; 2^e édit. (excellent). — *Raymond Ronce.* La question d'Afrique (les intentions et le programme de l'auteur sont dignes d'éloges; la façon dont il les a réalisés prête à la critique). = 2^e trimestre. **R. BASSET.** Rapport sur les études relatives à la linguistique berbère, 1913-1918. — **G. YVER.** Les Irlandais en Algérie (série de projets faits depuis 1847 pour attirer les Irlandais en Afrique : on insiste sur le projet de Mac-Mahon en 1869 qui échoua misérablement). — **A. COUR.** Constantine en 1802, d'après une chanson populaire du cheikh Belqâsem-Er-Rahmouni El-Haddad (texte arabe et traduction). — **Jérôme CARCOPINO.** A pro-

pos de trois inscriptions de Madaure récemment découvertes (inscriptions funéraires : la troisième est composée de deux épitaphes en vers). — J. DESPERMET. Ethnographie traditionnelle de la Mitidja ; suite (légendes qui se rapportent au dimanche et au lundi). — R. BASSET. Un conte de Blida (celui des deux bossus). = C.-rendus. G. Bellucci. I chiodi nell' etnografia antica e contemporanea (cette publication sur le rôle des clous est remplie des plus savoureux détails). — Michel T. Feghali. Études sur les emprunts syriaques dans les parlers arabes du Liban (donne comme syriaques des mots dont la présence est constatée dans l'arabe classique ou dans le parler algérien). — E. Le Marchand. L'Europe et la conquête d'Alger (sérieuses réserves).

34. — *Revue de l'Anjou*. 1918, mai-juin. — J. MATHOREZ. Notes sur les réfugiés politiques polonais dans la Mayenne, 1833-1860 (on organisa des dépôts de Polonais dans le département, où ils furent bientôt au nombre de 124 ; allocations qu'ils touchent ; voir ci-dessus, p. 370). — E.-G. LEDOS. Joseph Denais, écrivain et journaliste angevin ; fin (Denais mourut le 20 octobre 1916 en chrétien). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (1^{er}-14 novembre 1916). = Juillet-août. Ch. URSEAU. La peinture décorative en Anjou du XII^e au XVIII^e siècle ; suite (prend une à une les églises d'Angers, puis celles des diverses communes par ordre alphabétique ; traite dans cet article d'Aubigné-Briant et d'Avrillé). — Fernand RICHOU. L'armée américaine en Anjou. — André GODARD. Un ami des oiseaux : Gabriel Rogeron ; suite. — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre ; suite (15-30 novembre 1916). = Septembre-octobre. A. LE MOY. Correspondances bretonnes du XVIII^e siècle. Extraits relatifs à la guerre d'indépendance américaine (tire de la correspondance de deux Bretons, habitant Paris, M. de La Bellangerais et M. Le Prestre de Châteaugiron, les passages concernant la guerre de l'Indépendance). — Ch. URSEAU. La peinture décorative en Anjou du XII^e au XVIII^e siècle ; suite (de Beaufort-en-Vallée à Fontevault). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (1^{er}-11 décembre 1916). = Novembre-décembre. B. BRICHET. Quelques livres oubliés (missels angevins ; fragments de la Bible de Lemaistre de Sacy ; le « Dictionnaire militaire portatif », 1758 ; un mémoire de Parmentier de 1781). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (12-31 décembre 1916). = 1919, janvier-février. G. DUFOUR. Chez nos internés de Suisse (à Cava-Glion, aux Avants et à Chamby, en octobre 1917). — Ch. URSEAU. La peinture décorative en Anjou du XII^e au XVIII^e siècle (de Grésillé à Pin-en-Mauges ; à noter les articles consacrés à la chapelle du château de Pimpéan à Grésillé et à l'église paroissiale du Lion d'Angers). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (pendant le mois de janvier 1917).

35. — *Revue de Saintonge et d'Aunis*. 1918, décembre. — Jules

SOTTAS. François d'Espinay-Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage, 1583-1585; suite et fin (comment les ligueurs se réconcilient avec Henri III). — Éd. Jean GUÉRIN. Les Vanderquand; suite et fin (généalogie d'une famille de Saintes). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (Outric, 694-710; les trois derniers évêques canonisés du VIII^e siècle : saint Dizence, 717-731; saint Anthème, † 731; saint Séverin de Cologne, confondu souvent avec saint Seurin de Bordeaux). = Documents : Saintongeais à Saint-Domingue (au XIX^e siècle); honoraires de chirurgien (3 novembre 1617); singuliers procédés d'instruction criminelle (1681); conventions ayant pour objet le remplacement des conscrits (an VII). = 1919, février. Nécrologie de la guerre pour la Charente-Inférieure. — Prêtres du diocèse de La Rochelle morts à la guerre (sur 184 prêtres mobilisés, 9 ont été tués, 11 sont morts de maladies contractées sur le front ou dans les hôpitaux). — Ch. DANGIBEAUD. Petit de Bertigny (auteur de l'*Antihermaphrodite*, écrit en prison; ce qu'on sait de sa vie jusqu'en 1612; à suivre). — C. JULLIAN. En suivant les frontières d'une cité gallo-romaine (extrait de la *Revue des Études anciennes*). — Une adresse d'un groupe d'élèves du collège de Saintes à l'Assemblée législative (12 mars 1792, contre les prêtres séditieux). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes; suite (aborde la période carolingienne : Benjamin, 783-784; Aton, 797-804, les rapports d'Aton avec Alcuin). = Avril. F. UZUREAU. Pourquoi le duc d'Angoulême n'alla point à La Rochelle en 1817 (parce qu'une ordonnance royale venait de supprimer la moitié de la marine et qu'il craignait des manifestations). — Ch. DANGIBEAUD. Petit de Bertigny; suite et fin (analyse de son livre : l'*Antihermaphrodite*, paru en 1606; ce n'est pas seulement une curiosité bibliographique, mais un recueil de pensées et de projets de réformes). — La bibliothèque d'un curé de campagne avant la Révolution (celle de Levesquat, curé de Saint-Saturnin de Séchaux en 1789). — E.-J. GUÉRIN. Arrêté de la Société populaire de Ruffec, Charente, pour prescrire le tutoiement (10 novembre 1793). — M. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes; suite (les évêques de 805 à 862; conséquence de l'invasion normande; en 876, les deux métropoles de Bordeaux et de Bourges auraient été réunies).

36. — *Revue du Vivarais*. T. XXIV, 1917. — A. LE SOURD. M. Benoit d'Entrevaux (directeur de la *Revue du Vivarais* pendant près de vingt ans, mort le 16 décembre 1916; sa vie « restera comme un très noble exemple de fidélité au sol natal »; portrait). — J. RÉGNÉ. Les synthèses d'histoire provinciale à la veille de la guerre. La vulgarisation de l'histoire locale en France et plus particulièrement dans le bassin du Rhône de 1905 à 1915 (voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 380, compte-rendu du tirage à part). — A. LE SOURD. Baix de 1619 à 1622 (tentative d'assassinat contre le gouverneur de la place; intervention de Ventadour, Montmorency et Lesdiguières;

rébellion de Privas avec complicité de Baix; pillage des hardes du nonce (1621); prise de Baix et expulsion du gouverneur par Blacons qui, après sa lutte contre Lesdigunières, vend la place de Baix au roi en 1622). — R. LABRÉLY. L'imprimerie au Bourg-Saint-Andéol au XVIII^e siècle (lettres et mémoires sur les imprimeurs-libraires de cette ville de 1764 à 1811). — E. N. La prohibition du port d'armes (ordonnance du duc de Noailles, commandant en chef de Languedoc, contre le port d'armes, 15 octobre 1683; arrestation dans le mandement de Boffres d'un religionnaire en août 1684). — A. LE SOURD. Mémoires de Jacques de Banne, chanoine de Viviers (qui est moins un mémorialiste qu'un chroniqueur des événements et des mœurs de sa petite cité épiscopale). — A. ROCHE. Correspondance administrative du citoyen Robert, commissaire du gouvernement dans l'Ardèche du 8 messidor an VII au 12 prairial an VIII (sur l'esprit public, la chouannerie et le brigandage). — Le général DE CHALENDAR. Souvenirs de la guerre de 1870 (défaut de préparation et d'organisation, responsabilités de l'impératrice dans la déclaration de guerre; affecté à la défense de Paris, l'auteur, alors lieutenant de lanciers, prend part à quelques escarmouches dans la banlieue, puis aux combats de Champigny et de Nogent; nombreux détails sur la nourriture de siège, la vie mondaine à Paris, le bombardement). — L. L'orgue de Vidalon (fourni en 1818 par la maison Callinet de Rouffach, Haut-Rhin, à Notre-Dame d'Annonay; certaines parties doivent remonter au XVI^e siècle). — D^r L. PLANTIER. L'introduction de la vaccine à Annonay (par Joseph de La Roque et le D^r Mathieu Duret en 1801). — J. VALLET. Une lettre inédite de Lamartine (du 9 octobre 1836, adressée en réponse à un horloger-poète de Serrières). — F. BENOÎT D'ENTREVAUX. Saint-Pierre-La-Roche (renferme des maisons fortes, des fermes à pigeonnier et à mâchicoulis : La Faysse, Le Châtelet, Chambezou; ce dernier sief appartenait, au début du XVI^e siècle, à Barthélemy de Vogüé; l'église paroissiale, ruinée par les huguenots, fut reconstruite en 1611). — A. R. Beaudelaire et le Saint-Péray (vin mousseux des côtes du Rhône que le poète aurait célébré en 1857 à la fin d'un diner). — L. FUZIER. Notes des services, campagnes, blessures et actions d'éclat de M. Méan de Saint-Prix, lieutenant-colonel de cavalerie en retraite (né au Teil le 24 mars 1770, fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire; mis à la retraite en 1829, il offrit ses services à Lafayette le 30 juillet 1830). — A. LE SOURD. Bibliophiles vivarois du XV^e siècle (missel enluminé, en 1444, à Saint-Julien-du-Serre; manuscrit des « Décrétales » transcrit vers 1463 en rouge, noir et or et orné de miniatures à personnages). — Id. Notes sur l'ancienne paroisse de Notre-Dame-des-Plans-sous-Aubenas (église antérieure à 1272 et démolie par les réformés avant 1599; Bernardin de Roqua, chanoine de Saint-Flour dès 1503, prieur de Payzac en 1507, fut le grand bienfaiteur de Notre-Dame-des-Plans; sa maison, construite peu avant 1513 près de Notre-Dame, existe encore avec sa tourelle d'escalier polygonale; son testament est du 8 octobre 1527; la maison

et l'enclos de Roqua furent utilisés pour l'installation de la manufacture de mouchoirs de coton fondée par Gondard en 1754). — A. MARTIN et A. BOUDON-LASHERMES. Les dames d'Espinchal et la baronnie de Dunières (Marguerite d'Apchon, la première dame d'Espinchal qui s'installe à Dunières, inaugure une série de « livres de raison » le jour de son mariage, 7 octobre 1584; Gaspard de La Roue continue la rédaction à partir de 1612; son fils aîné François épouse Isabeau de Polignac, qui ne mentionne dans son livre de raison que son mariage et la naissance de sa première fille, 1639; son autre fils, Charles-Gaspard d'Espinchal, se signale par une vie d'aventures et de rapines, qu'il raconte pour s'en justifier dans ses Mémoires). — E. BERNARD. Un ordre d'appel en 1639 (invitant Élie de Barrès, sieur du Molard, au Pouzin, le 1^{er} octobre 1639, à rallier l'armée royale devant Salses). — P. DE LA CHARRIÈRE. S. G. Monseigneur Leynaud, archevêque d'Alger (originaire de l'Ardèche). — Translation du corps du cardinal de Tournon (le 19 décembre 1720, derrière le grand autel de la nouvelle église du collège de Tournon). — E. REYNIER. En territoire occupé (d'après la correspondance échangée le 6 novembre 1815 entre le commissaire du gouvernement autrichien et les autorités de Privas touchant les exigences de la garnison autrichienne). — Bibliographie des œuvres de Léon-Henri-Marie Barry (ancien élève de l'École normale supérieure, mort le 17 mars 1913). — L'abbé MERCIER et C. FABRE. Enquête concernant le testament de Raymond de Châteauneuf-Saint-Remèze (commencée le 3 décembre à la prévôté de Mende; le 11 décembre, au château de Saint-Remèze, un officier du bailliage de Vivarais confirme Armand de Châteauneuf et Jeanne de Cénaret dans leurs fonctions de tuteurs; ceux-ci lui remettent le rôle des revenus féodaux du seigneur de Saint-Remèze rédigé en langue d'oc).

37. — Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde. 1918, juillet-septembre. — Georges CIROT. Les Juifs à Bordeaux; leur situation morale et sociale de 1550 à la Révolution (VIII : Griefs de quincailliers, miroitiers et bijoutiers; IX : Les marchands drapiers contre les Avignonnais brevetés). — E. BOUGOUIN. Une disette en Guyenne à la fin de l'Ancien régime, 1777-1778. — R. B. Un maire de Bordeaux inconnu : Pierre Thomas (documents biographiques concernant ce personnage; né en Périgord vers 1760 d'une famille calviniste, il fut pasteur protestant à Sainte-Foy-la-Grande; pendant la Révolution, il devint tour à tour administrateur du département de la Gironde, maire de Bordeaux de juillet à novembre 1794, commissaire du Directoire exécutif près l'administration départementale de la Gironde de juin à novembre 1799. Puis il reprit ses fonctions de pasteur à Sainte-Foy. En 1815, il prononça de violents prêches contre le gouvernement royal et fut révoqué). — F. GÉBELIN. Récit de la Fronde à Bordeaux, par CAYRAC; suite. — Abbé Albert GAILLARD. La municipalité de Bordeaux et le serment ecclésiastique en 1793. — C.-rendu : Abbé Albert Gaillard. A l'ombre des pinèdes.

Étude sur l'industrie, l'agriculture et le commerce dans le Belinois. — Octobre-décembre. L. DE BORDES DE FORTAGE. Sébastien Mercier à Bordeaux (alors qu'il était attaché comme régent de cinquième au collège de la Madeleine, 1763-1764). — Georges CIROT. Les Juifs à Bordeaux. Leur situation morale et sociale de 1550 à la Révolution; suite (1750-1751). — E. BOUGOUIN. Une disette en Guyenne à la fin de l'Ancien régime, 1777-1778; suite (sur la liberté du commerce des grains et la taxation du pain). — F. GÉBELIN. Récit de la Fronde à Bordeaux, par CAYRAC; suite et fin. = C. rendu : *Jean Monval*. Soufflot, sa vie, son œuvre et son esthétique, 1713-1780 (en août 1758, Soufflot soumit à l'Académie d'architecture de Paris un projet pour un hôtel de ville, une salle de spectacle et un collège à Bordeaux; il ne fut pas exécuté, bien qu'il eût été trouvé supérieur à un autre de Portier et Gabriel). = 1919, janvier-mars. P. C. L'abbé Gaillard (article nécrologique et liste des publications du défunt qui se rapportent toutes à l'histoire locale). — J.-A. BRUTAILS. La barbe du chanoine Belcier (plaisante histoire des procès que dut subir ce chanoine pour obtenir de pouvoir porter la barbe, 1542-1544). — Georges CIROT. Les Juifs à Bordeaux; leur situation morale et sociale de 1550 à la Révolution; suite. — A. DUJARRIC-DESCOMBES. Un professeur de l'ancienne Université de Bordeaux : le P. Merlhie de Lagrange, 1740-1798. — P. COURTEAULT. Beaumarchais et l'intendant Dupré de Saint-Maur (cinq lettres échangées en 1782 et 1783). — R. B. Un maire de Bordeaux inconnu : Pierre Thomas; supplément (on donne la date exacte de la mort de cet ancien pasteur et maire de Bordeaux, 5 septembre 1822). — A. LEROUX. Le « fonds germanique » de la bibliothèque municipale de Bordeaux. — Jean DE MAUPASSANT. L'incendie des archives du port de Bordeaux (elles ont été anéanties dans l'incendie du 20 au 21 mars 1919, même les archives anciennes qui auraient dû être depuis longtemps, conformément à la loi, versées aux archives du département).

38. — *La Revue savoissienne*. 1918, 3^e trimestre. — Marc LE ROUX. La visite du château Montrottier (23 juin 1918; le château a été cédé à l'Académie florimontane par M. Marès, décédé). — C. MARTEAUX. Études sur les villas gallo-romaines du Chablais. I. Thonon et ses environs; suite et fin (villas des environs). — G. LETONNELIER. Voltaire et la Savoie; suite et fin (Savoyards avec lesquels il est en relations; il eut pour parrain un Savoyard, l'abbé François de Castagnery de Chateauneuf, et Ducis, un Savoyard, le remplaça à l'Académie française). — F. MIQUET. Le collège Saint-Nicolas d'Annecy en Avignon (fondé en 1624 par le cardinal de Brogni; liste des Genevois et Savoyards qui y obtinrent des bourses de 1433 à 1761; à suivre). = 4^e trimestre. Max BRUCHET. Document inédit concernant le couvent de Sainte-Croix à Annecy (lettre d'un religieux, Antoine Pennet, à Marguerite, duchesse de Savoie, sur la situation de ce monastère au début du xvi^e siècle). — J. DÉSORMAUX. Note étymologique : Trésou

(viendrait de *trivium*, carrefour). — G. LETONNELIER. Sur un fragment de lettre autographe de saint François de Sales (l'autre moitié est conservée à la Visitation d'Annecy). — Louis PFISTER. Barthélemy André (docteur en Sorbonne, bibliothécaire du futur Charles X, né à Thônes). — François MIQUET. Le collège de Saint-Nicolas d'Annecy en Avignon; suite (liste de ses élèves). = 1919, 1^{er} trimestre. Ch. MARTEAUX. Études sur les villas gallo-romaines du Chablais. II. Les villas à l'est de la Drance (le tracé de la voie romaine). — Les limites du mandement d'Annecy à la fin du xiv^e siècle (le mandement était une circonscription territoriale, commandée par un châtelain, représentant direct du comte de Savoie ou du seigneur féodal). — J. DÉSORMAUX. Un ancien terme du droit féodal survivant en patois savoyard : drouille, drouli (supplément au prix dans un achat). — L. PFISTER. La Savoie et l'Alsace (souvenirs communs; Savoyards qui ont joué un rôle en Alsace : les Trombert; François Monnet, maire de Strasbourg; Marulaz, supérieur du grand séminaire de Strasbourg, etc.). — F. MIQUET. Le collège de Saint-Nicolas d'Annecy en Avignon; fin (liste des gradués de 1711 à 1790). — Louis RITZ. Quelques chapitres inédits du coutumier de Talloires (ce coutumier a été publié en 1908, chez Honoré Champion, par le capitaine Robert de Launay, d'après trois manuscrits; mais il existe un quatrième manuscrit qui contient des chapitres inédits).

CANADA.

39. — **Bulletin of the department of history and economic science in Queen's University, Kingston, Ontario.** Nos 24 et 25, juillet et octobre 1917. — F. W. BAUMGARTNER. La neutralisation des États (1^o expose brièvement comment s'est formée la confédération suisse du xiii^e au xvi^e siècle et comment s'est établie la neutralité permanente de cette République de 1546 à 1815. 2^o La neutralisation de la Savoie de 1815 à 1860; de la république de Cracovie, 1815-1846; de la Belgique depuis 1830; du Luxembourg de 1839 à 1867; du bassin du Congo en 1885; des îles Ioniennes, 1815-1864; des îles Samoa, 1889-1899; de la mer Noire, 1856-1871; neutralisation de rivières et de canaux : le Rhin, le détroit de Magellan, le canal de Suez, l'isthme de Panama. Critique des mesures de neutralisation au point de vue de la souveraineté des États et du droit international). = N^o 26. 1918, janvier. H. MICHELL. La coopération et le partage des bénéfices au Canada. = N^o 27. Avril. W. C. CLARK. Doit-on établir un maximum? = N^o 28. Juillet. Walter SAGE. Sir George Arthur, administrateur du Haut-Canada (Sir George fut le dernier lieutenant gouverneur du Haut-Canada avant l'Union de 1841; son administration fut brève, 1837-1839, mais énergique et bienfaisante). = N^o 29. Octobre. O. D. SKELTON. Finances de la Fédération canadienne; II. = N^o 30. 1919, janvier. Fred. B. MILLETT. Des publications sur le savoir-vivre

qui ont paru en Angleterre avant 1557 (bibliographie des livres qui traitent des enfants et des pages, des filles, des serviteurs, des gentilshommes, jusqu'au *Governor* de Sir Thomas. L'influence italienne sur l'Angleterre est à peine sensible, jusqu'au moment où Sir Thomas imita le traité de Patrizi : *De regno et regis institutione*). = N° 31. Avril. V. A. MACKINTOSH. L'économie politique, les prix et la guerre (montre la banqueroute de l'économie politique et de la science sociale pendant la guerre; les théories des économistes n'ont été d'aucun secours quand le gouvernement, au Canada par exemple, a dû s'occuper de réglementer les prix).

GRANDE-BRETAGNE.

40. — *Edinburgh Review*. T. CCXXVIII, juillet 1918. — Dr A. SHADWELL. Germanisme, guerre et paix (rappelle quelques ouvrages pangermanistes très connus, ceux de Frédéric Naumann et du général von Freytag-Loringhoven; analyse surtout le livre dont on a moins parlé, du Dr Karl Renner, « *Marxismus, Krieg und Internationale* », qui, venant d'un socialiste, s'adresse à ses frères du prolétariat pour leur offrir une doctrine de guerre d'apparence très serrée à leur usage). — Ernest FAYLE. Les actes sur la navigation (M. Holdsworth, l'historien autorisé du droit anglais, dans une conférence à Londres en février 1918, a proposé de ressusciter contre l'Allemagne les lois sur la navigation qui protégèrent, surtout depuis Cromwell et les derniers Stuarts jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la marine anglaise contre la concurrence étrangère. Mais les conditions sont changées. Ce ne sont pas ces lois, dirigées contre la Hollande par exemple, qui ont amené le dépérissement de sa puissance due à d'autres causes. Le commerce anglais, d'ailleurs, ne désire pas cette protection nouvelle). — IKBAL ALI SHAH. L'Afghanistan et la menace allemande (écrit par un Afghan qui raconte comment, en 1914, l'émir Habibullah se rendit en grand appareil sur le pont de la rivière Kaboul, et, tenant dans ses mains le Koran, déclara que, les Anglais étant ses amis, il ne laisserait pas lever le doigt contre eux. L'Afghanistan est menacé présentement de trois côtés : de Boukhara, dont l'émir déteste les Russes, du Turkestan même et de la Perse qui ambitionne de conquérir Hérat). — CLAUD JENNINGS. La situation politique au Canada (pour une population de moins de huit millions d'habitants, le Canada entretient une armée de 450,000 hommes sur le front, dépense un million de dollars par jour et a emprunté près de 800 millions de dollars pour la guerre seule. L'Ouest a fourni plus de recrues à proportion que les autres provinces, et, même à Québec, le recrutement rencontra dès l'abord une grande hostilité. A noter la façon dont Sir Robert Borden, le premier ministre, a tranché la question des étrangers naturalisés qui viennent des Empires centraux : on ne leur demandera pas de porter les armes contre leur ancienne patrie, mais ils ne voteront pas en temps de guerre). —

W.-P. JAMES. Livres et voyages (excursion à travers la littérature du sujet, de l'Odyssée aux Sagas d'Islande et à la collection d'Hakluyt). — Réalités irlandaises (l'Irlande déteste aujourd'hui l'Angleterre plus qu'à aucune époque de mémoire d'homme : non pas que le gouvernement anglais soit tyrannique, mais le clergé catholique et les agitateurs politiques promettent à l'Irlande une indépendance totale qui lui donnera le bonheur définitif et fera d'elle le seul peuple d'Europe n'ayant pas de dette nationale. La résistance de l'Ulster au nationalisme tient moins à son affection pour l'Angleterre qu'au souci de sa sécurité dans un milieu « où », disait à l'auteur un habitant du Derry, « on n'attache pas plus d'importance à casser la tête d'un homme qu'à briser un œuf »). — Sir Valentin CHIROL. L'Inde en travail (moins de dix ans après la déclaration de Lord Morley qu'il s'opposerait au parlementarisme dans l'Inde, nous trouvons le gouvernement anglais, grâce au concours des Indiens dans la grande guerre, s'occupant de préparer le pays à cette forme de politique. Mais l'Inde est extrêmement divisée en races, religions, terroirs, souverainetés locales; le vieil intellectualisme hindou n'incline pas vers la démocratie, dans la pratique, et les minuscules républiques des panchayets ne préparent guère à la vie publique. Il serait donc prudent d'établir des représentations diverses suivant les intérêts). — Dundas PILLANS. Centralisation et révolution (tableau trop sommaire de l'Ancien régime en France, d'après Taine, Tocqueville et Burke. L'auteur ne semble pas se douter qu'il existait chez nous des pays d'États. Critique d'ailleurs avec raison la tendance anglaise d'aujourd'hui qui risque d'exagérer la bureaucratie). — Harold Cox. Le gouvernement de l'Angleterre (le régime parlementaire de l'âge victorien ne suffit plus. La liberté est devenue moins le droit pour chacun d'agir à sa guise que le droit de participer à l'oppression de quelque autre. L'organisation actuelle des partis est à la fois nécessaire et ruineuse pour le parlementarisme. L'Angleterre n'est plus ce qu'elle était au temps de Simon de Montfort : la représentation territoriale devrait céder la place à celle des intérêts, plus homogène et plus intéressante pour l'électeur). — Octobre. Henry Wickham STEED. Programme de paix : revision. — Horatio BROWN. Napoléon I^{er} et Caporetto (dès 1796, Bonaparte avait reconnu l'importance militaire de Caporetto. En 1809, tandis que Napoléon marchait sur Vienne, le prince Eugène mena dans le Frioul, le pays de Cadore et la Vénétie, contre l'archiduc Jean, une campagne dont les péripéties rappellent à bien des égards celles qui viennent de se produire en 1917-1918). — David HANNAY. Le commerce de l'Espagne avec les Indes (aussitôt que Colomb eut découvert l'Amérique, les rois catholiques n'eurent d'autre rêve que de garder pour eux cet Eldorado; mais Charles-Quint, pressé de récompenser les banquiers de Francfort qui l'avaient aidé de leur argent dans son élévation à l'empire, leur ouvrit ces pays d'outre-mer où ils ne connurent pas de discrétion. Philippe II, réduit à l'Es-

pagne, en revint à l'organisation d'Isabelle, formée de capitalistes espagnols, guère moins égoïstes, qui entendaient faire de Séville l'unique port de trafic européen avec les Indes. Cette *Casa de contractacion* finit par tuer le commerce des Indes. Il en fut comme de la transhumance, la *mesta*, qui ruina l'agriculture sans même que le peuple s'en plaignit). — G. M. TREVELYAN. Les quatre grandes guerres antiimpérialistes (contre l'Espagne, la France, l'Allemagne. « La guerre contre Philippe II nous a faits protestants; la guerre contre Louis XIV nous a faits whigs et tolérants; la guerre contre la Révolution française nous a faits tories; la guerre contre l'Allemagne nous rend démocrates, pas socialistes. » De ces quatre guerres, une seule fut contre la cause du peuple). — Edmond GOSSE. L'agonie de l'âge victorien (à propos d'un recueil de portraits assez irrévérencieux de M. Lytton Strachey, du docteur Arnold, du cardinal Manning, de Miss Florence Nightingale, du général Gordon. Caractères de l'époque victorienne qui est bien défunte et semble presque incompréhensible aujourd'hui). — A. Wyatt TILBY. La philosophie du pessimisme. — Miss D. PETRE. Religion et patriotisme (la fâcheuse attitude du clergé irlandais en ce qui concerne la conscription a réveillé toutes les préventions anglaises contre le papisme. Relations politiques et accommodements des catholiques avec l'État en Angleterre. Les événements actuels auront montré le parfait loyalisme des catholiques anglais). — Alfred HOPKINSON. Les réformes nécessaires dans la Législation. — T. M. NAIR. Caste et démocratie (l'Inde, qui réclame un gouvernement autonome et démocratique, y semble cependant peu préparée par ses divisions sociales. « Ne serait-ce pas une politique plus sage d'accepter les divisions tranchées au sein de la population indienne et de s'en servir pour préparer la fusion future au lieu de les ignorer pour établir un régime de responsabilité qui ne recouvrirait qu'un sépulcre blanchi? »). — Victor FISHER. Le travailisme et l'élection générale (le parti travailliste). — Harold COX. Empire et commerce (proteste énergiquement contre les intentions de protectionnisme impérial. L'empire anglais, considérablement accru par la guerre, ne saurait entrer en opposition commerciale avec ses alliés actuels, ce qui finit presque toujours par aboutir à des hostilités effectives. A propos du concours colonial, on ne saurait négliger d'imprimer ici le nom d'un héroïque Peau-Rouge, Indien pur sang, John Campbell; parti des bords de la mer Polaire, dans les parages de l'île Herschel, il a parcouru 2,000 milles à pied, en canot, chemin de fer, transatlantique, gagnant de ses mains le prix de son passage, pour venir s'enrôler dans l'armée canadienne et se battre en France). = Vol. CCXXIX, janvier 1919. David HANNAY. La marine marchande et l'empire (pour la première fois depuis la paix de Bréda, signée avec la Hollande en 1667, l'Angleterre sort d'une grande guerre avec une marine amoindrie, sa perte sèche est de 3,443,012 tonnes. De plus, elle rencontrera désormais des concurrences sérieuses aux États-Unis). — Émile CAMMAERTS. Les frontières de la Belgique (séparation politique de la Bel-

gique et de la Hollande de 1815 à 1839. A la veille de la guerre, la Prusse se trouvait en possession déjà de tous les points stratégiques et des hauteurs entre la Meuse et le Rhin qui forment la défense naturelle de Liège; c'est sur la frontière contestable, arrachée par ses menées diplomatiques, qu'elle avait installé son camp d'Elsenborn et ses chemins de fer militaires). — O. DE L. L'Ukraine (le mouvement nationaliste en Ukraine est purement factice. Depuis plus de deux siècles et demi, l'Ukraine est russifiée; même en 1905, l'Ukraine ne s'affirma que par de violents pogroms. Cependant, il régnait chez les Ruthènes une haine intense contre les Polonais, tandis que l'*intelligentza* organisait des pèlerinages aux demeures des assassins du gouverneur de Galicie en 1908. Efforts de la Russie dès le début de la guerre pour convertir les Uniates à l'orthodoxie. Lorsque la révolution de 1917 éclata, l'*intelligentza* essaya de réunir à Kiew un congrès ukrainien nationaliste vis-à-vis duquel les libéraux de Pétersbourg ne surent quelle attitude prendre. Les bolchevistes furent donc assez bien accueillis par une bourgeoisie sournoise et frondeuse, jusqu'au jour où la grève générale lui ouvrit les yeux). — IKBAL ALI SHAH. Les réclamations de l'Afghanistan (rappelle les empiètements successifs de la Russie dans l'Asie centrale toujours dirigée par l'autorité militaire. Il conviendrait, dans l'intérêt général, de rendre à l'Afghanistan ses frontières nécessaires et de libérer au nord Boukhara, le pays de Ouzbeks, qui sont les Tchéco-Slovaques de l'Asie centrale. Les papiers de la mission allemande du capitaine Niedermayer, tombés aux mains des Anglais, montrent que la précaution ne serait pas inutile). — W. BATESON. Science et nationalité. — Arthur HORT. Le père de la botanique (Théophraste, dont l'auteur de l'article vient de traduire les œuvres pour la collection Loeb. Disciple de Platon, qui dut lui apprendre le principe de la classification, puis d'Aristote, le naturaliste grec semble avoir eu à sa disposition les notes des savants qu'Alexandre emmena dans son expédition. Ses observations botaniques, très remarquables et systématiques, nous renseignent sur les goûts floraux des Grecs). — J. DE MONTMORENCY. La renaissance anglo-normande (pendant des siècles, malgré les guerres fréquentes, l'humanisme avait marché du même pas fraternel en Angleterre et en France. L'invasion intellectuelle de l'Allemagne au début du XIX^e siècle interrompit cet accord; mais, si utile que fût son apport, la réaction commença dès avant 1914. C'est ainsi que l'on montrait déjà dans la conquête normande, en dépit de ses abus et brutalités, une revanche de l'esprit latin contre l'anarchie teutonique implantée en Angleterre. Les Normands, totalement francisés, représentaient la culture romaine et parfois même italienne. Influence de cette civilisation normande et gallo-latine sur la théologie, le droit, la politique, l'architecture, la littérature). — W. OESTERLEY. Le folklore de l'Ancien Testament (à propos du nouvel ouvrage dû à l'auteur du *Rameau d'or*, Sir James Frazer). = Avril. Rev. D^r INGE. L'avenir de la race anglaise (considé-

rations biologiques d'un vif intérêt. L'Anglais ne saurait s'établir dans ses colonies tropicales; dans l'Afrique du Sud, les blancs disparaîtront avec l'épuisement de l'or et des diamants. Seuls, le Canada et l'Australie pourront entretenir des populations prospères. Quant à l'Angleterre même, le doyen de Saint-Paul regrette que son taux de natalité ne soit pas celui de la France, qui, en somme, gagnait autant d'habitants avec le taux de 20, en 1913, qu'en 1781 avec le taux de 39). — D^r SHADWELL. Le problème de l'âge présent (la lutte de l'homme contre la nature n'est que la moindre part de son effort. La lutte contre ses congénères est bien plus âpre. Accorder l'État et l'individu devient une première difficulté; puis, répartir les valeurs produites et les richesses en est une autre, l'ouvrier voulant à la fois le confort et la liberté, c'est-à-dire une situation sociale, une participation intellectuelle à la direction de son industrie; il veut qu'on lui demande son avis et qu'on l'écoute). — Edmond GOSSE. Les œuvres de M. Clemenceau. — Harold WILLIAMS. La Russie et la Conférence de la Paix (la guerre a éveillé des forces et posé des problèmes qui dépassent les ressources de nos hommes politiques, habitués à restreindre leurs vues aux limites de leur parti, ou des intérêts métropolitains. Bon gré, mal gré, la question russe les domine et met à l'épreuve l'ensemble d'idées ou de traditions que réunit la Conférence de la Paix. On ne doit songer qu'à rétablir une Russie et non à créer, sauf pour la Pologne et la Finlande, une frange de petits états autonomes dont l'Allemagne saurait occuper tôt ou tard la direction). — Francis GRIBBLE. L'histoire misérable de Rubleben (scandaleuse inorganisation de ce camp de prisonniers affecté principalement aux Anglais. « Les autorités allemandes n'ont jamais eu l'idée d'une réforme et n'ont pas cessé de s'opposer aux améliorations que l'on essayait, passant seulement et lentement de la cruauté active à l'indifférence plus ou moins tolérante. ») — A. SHIPLEY. L'Université dans l'Amérique du Nord (tableaux curieux de la vie universitaire aux États-Unis où l'éducation intellectuelle diffère grandement de ce que l'on rencontre en Europe). — Lynden MACASSEY. L'erreur économique dans l'industrie (témoignage d'un arbitre qui a représenté le gouvernement pendant la guerre en de nombreux litiges industriels. La classe ouvrière ne comprend rien aux répercussions économiques). — J. MARRIOTT. La politique étrangère des États-Unis (l'erreur est très répandue de considérer les États-Unis comme une nation pacifique, insoucieuse de politique étrangère. Mais leur République n'a cessé de s'agrandir, quadruplant son territoire par une série d'opérations qui relèveraient de la politique étrangère en tout autre pays et déjà maintenant elle déborde son continent. La doctrine de Monroe fut un défi jeté aux puissances européennes « par une démocratie qui avait pris conscience de sa force agressive », suivant la remarque du professeur Dunning; mais cette doctrine expose précisément les États-Unis à faire la police dans la riche et remuante Amérique du Sud ou à laisser celle-ci retomber dans l'anarchie. D'ailleurs, le

monde s'est trop rétréci pour comporter désormais une politique d'isolement). — Sir F. LUGARD. L'Afrique tropicale (les productions tropicales sont désormais indispensables, si bien qu'un pays auquel on les mesurerait deviendrait, et l'Allemagne craint de le devenir, une puissance de second ou troisième ordre. Expose comment l'Angleterre procède, notamment en Nigérie, que l'auteur connaît pour en avoir été l'un des hauts fonctionnaires. En principe, on s'efforce de relever l'autorité des chefs natifs; mais il ne faut pas laisser la surveillance internationale s'exercer mal à propos). — Sir Sidney Low. Clive, Warren Hastings et leurs biographes (Sir George Forrest et Monckton Jones. La Revue n'oublie pas que les fameux essais de Macaulay sur les deux proconsuls indiens furent publiés d'abord sous son couvert; mais ces articles, qui révélèrent à beaucoup d'Anglais tout ce que ces lecteurs connurent jamais de l'Inde, respirent les passions de « l'intelligentza whig »; ils s'appuient contre Warren Hastings sur les accusations violentes de Burke, aigri par ses propres déconvenues politiques. Aujourd'hui, on constate que les causes d'incrimination, fort exagérées, furent le résultat des circonstances plus que la marque d'erreurs personnelles).

CHRONIQUE.

Le texte du *Traité de paix entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne* (28 juin 1919) vient d'être distribué par les soins du ministère des Affaires étrangères en sa double rédaction authentique en français et en anglais. En tête de la section V, relative à l'Alsace-Lorraine, on lit ce paragraphe que nous reproduisons sans commentaire : « Les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES, ayant reconnu l'obligation morale de réparer le tort fait par l'Allemagne en 1871, tant au droit de la France qu'à la volonté des populations d'Alsace et de Lorraine, séparées de leur patrie malgré la protestation solennelle de leurs représentants à l'Assemblée nationale, sont d'accord sur les articles suivants :

Article 51.

Les territoires cédés à l'Allemagne en vertu des préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871 et du traité de Francfort du 10 mai 1871 sont réintégrés dans la souveraineté française à date de l'Armistice du 11 novembre 1918.

Les dispositions des traités portant délimitation de la frontière avant 1871 seront remis en vigueur...

France. — Le 18 avril 1919 est mort à Vitry-le-François, dans sa soixante-dix-huitième année, M. Emmanuel COSQUIN, qui a publié de nombreux ouvrages sur le folklore, notamment les *Contes populaires de Lorraine* comparés avec les contes des autres provinces de France (1886, 2 vol. in-8°).

— La *Revue historique* doit un souvenir ému à M. Georges LAFENESTRE, décédé au mois de mai dernier dans sa quatre-vingt-deuxième année. Il a été l'un de nos excellents critiques d'art. Son manuel : *la Peinture italienne* (Paris, 1885), est devenu classique; son grand ouvrage sur *la Vie et l'œuvre du Titien* a emporté tous les suffrages; ses études sur les primitifs français, notamment sur *Jehan Fouquet*, ont attiré l'attention sur les origines de notre peinture. Il était aussi un poète délicat et a publié pendant la guerre un recueil de vers où il a flétri les crimes des Allemands et exalté l'héroïsme de nos soldats de France. Il a occupé pendant de longues années, au Collège de France, avec une grande autorité, la chaire de l'histoire de l'art, et il était membre libre de l'Académie des beaux-arts.

— Nous avons le chagrin d'annoncer la mort (7 juillet 1919) de notre collaborateur et ami Didier NEUVILLE. Après de solides études classiques, il entra à l'École des chartes, d'où il sortit en 1877 avec une thèse remarquée sur le *Parlement royal à Poitiers de 1418 à 1436*, qui parut l'année suivante dans la *Revue historique*. Puis l'amitié de l'amiral Aube l'appela au ministère de la Marine, où il accomplit toute sa carrière, soit à la tête du service des archives, soit dans divers bureaux, où son intelligence et son activité le firent arriver rapidement aux premiers postes; il était administrateur de l'établissement national des Invalides de la marine quand la maladie l'obligea soudain à prendre sa retraite; mais il était si apprécié que, même alors, il continua de suivre au Conseil d'État des affaires qui exigeaient une grande expérience administrative, beaucoup de tact et de décision. Cependant, il ne perdit jamais de vue les travaux d'érudition; il a publié un *État sommaire des archives de la marine antérieures à la Révolution* (gros vol. de presque 700 p., 1898) et il fit partie de diverses commissions, entre autres du Comité supérieur des archives, où son caractère était fort apprécié. Retiré à la campagne, il comptait passer ses derniers jours au milieu des siens et reprendre contact avec ses chers classiques, quand il fut enlevé presque subitement à la suite d'une opération chirurgicale. Il était né à Paris le 6 décembre 1854.

— Le 17 juillet 1919 est mort, âgé de quatre-vingt-six ans, M. Paul LACOMBE, inspecteur général honoraire des bibliothèques et des archives. On lui doit plusieurs travaux ingénieux et profonds : *De l'histoire considérée comme science* (1894); une *Introduction à l'histoire littéraire* (1899), qui est comme une suite du précédent; une *Esquisse d'un enseignement basé sur la psychologie de l'enfant*. Une étude courageuse et forte sur la *Guerre et l'honneur* (1900) pourrait encore être méditée avec fruit aujourd'hui.

— Un décret présidentiel et des arrêtés ministériels, en date du 19 juillet, ont organisé un Service historique de la marine, sous les ordres directs du chef d'État-major de la marine. Cette organisation prévoit la collaboration d'officiers supérieurs de la marine, d'archivistes-paléographes et d'historiens. Elle groupe en effet les archives et bibliothèques centrales de la marine, celles des ports et la Section historique. Ces organes, sous une direction ferme, serviront à élaborer la doctrine de guerre navale dont les experts regrettaient l'absence en France et à publier des travaux qui, relevant d'une méthode sérieuse, attireront l'attention du pays sur une grande institution nationale, sur son passé et son avenir. L'une des besognes préliminaires du Service historique consistera à reprendre, en l'améliorant, la *Revue maritime*, disparue au début de la guerre, et qui peut devenir un périodique de grande valeur scientifique, si la confection en est étudiée avec soin. Souhaitons que cette nouvelle Section historique se souvienne de sa devancière de la Restauration et de la monarchie de

Juillet, époques où, grâce à Jal, elle a produit tant d'ouvrages encore utilisables. Souhaitons également qu'elle fasse une concurrence, toute de science et d'érudition, aux institutions analogues d'Angleterre, d'Italie et des États-Unis. En Angleterre, sous la direction de l'érudit Sir Julian Corbett, une équipe de travailleurs prépare des travaux définitifs sur la guerre navale, et l'amirauté annonçait récemment la mise en train d'une étude critique sur la bataille du Jutland. En Italie, le commandant Roncagli a fait récemment paraître le premier volume d'une histoire de la participation de la marine italienne à la conquête de la Tripolitaine. La Section historique américaine, qui vient de changer de chef, n'a rien publié encore. Souhaitons que la nouvelle Section française ne se laisse pas devancer par la dernière née. Le Service historique de la marine se doit, et nous doit, de promouvoir des publications qui éclaireront le passé, proche ou lointain, de notre marine nationale. G. BN.

Allemagne. — Le Kriegswirtschaftsmuseum, créé à Leipzig par les Chambres de commerce et d'agriculture, a mis au concours une étude sur le développement des doctrines économiques de guerre depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours.

Grande-Bretagne. — Le Dr Holland ROSE, bien connu par ses travaux sur l'histoire napoléonienne, a été choisi pour occuper la chaire d'histoire navale créée par lord Rothermere à l'Université de Cambridge. — M. S. RAIT, professeur de littérature et d'histoire d'Écosse à l'Université de Glasgow, a succédé à P. Hume Brown comme historiographe d'Écosse.

— M. James Buchanan a récemment acheté, pour en faire don au British Museum, le livre de bord du *Victory*, navire amiral de Nelson à Trafalgar.

— La ligue navale anglaise est en train de rassembler les fonds nécessaires pour créer une chaire d'histoire navale à l'Université de Londres. Le maximum requis est de 50,000 l. Le Comité créé à cet effet comprend le duc de Somerset, président de la ligue, et diverses personnalités du monde des armateurs.

États-Unis. — Un Comité d'histoire militaire, organisé à l'Université d'État de Louisiane, offre un prix de 250 dollars pour un travail d'histoire militaire américain touchant une guerre, une campagne, une bataille, une méthode, un officier, ou encore l'influence de la diplomatie ou de la politique sur les opérations militaires. Ce travail, qui doit être remis avant le 1^{er} juillet 1920, ne doit pas dépasser 1,100,000 mots.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- A propos du 4^e centenaire de la Réforme, 119.
Barker (Ernest). A confederation of nations; its powers and constitution, 342.
Barnes (Harry Elmer). History; its rise and development, 342.
Barthélemy (Joseph). Le problème de la compétence dans la démocratie, 361.
Besson (Maurice). Voir *Perreau-Pradier (Pierre)*.
Crump (G. G.). The logic of history, 149.
Duhem (Pierre). Le système du monde, histoire des doctrines cosmologiques, de Platon à Copernic. T. V, 99.
Gauvain (Auguste). L'Europe au jour le jour. T. I-IV, 337.
Jonesco (Take). Souvenirs, 123.
Perreau-Pradier (Pierre) et *Besson (Maurice)*. L'effort colonial des Alliés, 348.
Pollard (A. F.). The league of nations; an historical argument, 342.
Poole (Reginald L.). Medieval reckonings of time, 149.
Probus. L'organisation de la démocratie, 119.
Revue internationale de l'organisation politique et économique du monde, 120.
Spalding (E. H.). Bibliography of social history, 120.
Stern (Alfred). Geschichte Europas von 1815 bis 1830. T. III, 2^e édit., 119.
Zorette (Ludovic). Éducation; un essai d'organisation démocratique, 364.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Albert I^{er}*, prince de Monaco. La guerre allemande et la conscience universelle, 123.
 Archives (les) de la grande guerre, 120.
 Armée (l') grèque et la victoire d'Orient, 345.
Barac (François). Les Croates et les Slovénes ont été les amis de l'Entente pendant la guerre, 374.
Blanchet (Eugène-Louis). En représailles, 345.
Bonnassieux (A.). Voir *Reiss (R.-A.)*.
Cassou (commandant Paul). La vérité sur le siège de Maubeuge, 343.
 Documentary history of the war, 121.
Engerand (Fernand). Le secret de la frontière, 1815, 1871, 1914. Charle-roi, 334.
Esnault (Gaston). Le Poilu tel qu'il se parle, 348.
Fallet (Céline). Notes d'une internée française en Allemagne, 345.
Frogé (capitaine Christian). Les cap-tifs, 346.
Gascoin (Eugène). L'aube de la re-vanche. Les victoires serbes de 1916, 126.
Giraud (Victor). Histoire de la grande guerre. 1^{re} partie, 121.
Jean-Bernard. Histoire générale et anecdotique de la guerre de 1914. T. III, 122.
Joubert (Joseph). A travers les con-tinents pendant la guerre, 125.
Jubert (Raymond). Verdun, 344.
Maury (lieutenant François). L'apo-gée de l'effort militaire français, 343.
Moussel (Albert). Éléments d'une bibliographie des livres, brochures et tracts imprimés et publiés en Espagne de 1914 à 1918 et relatifs à la guerre mondiale, 348.
Muelhon (Wilhelm). L'Europe dévas-tée, 123.
 Pages actuelles, n^{os} 123-128, 343.
 Pages d'histoire, 1914-1918, n^{os} 151-160, 122.
Pastre (J.-L.-Gaston). Trois ans de front. Notes et impressions d'un artilleur, 344.
 Pourquoi l'Allemagne a capitulé le 11 novembre 1918, 128.
 Protestation des divers savants lillois relative aux actes de l'autorité mili-taire allemande pendant l'occupa-tion de Lille, 130.
Raimondi-Matheron (Odette). Voir *Seeger (Alan)*.

- Reiss (R.-A.) et Bonnasieux (A.). Réquisitoire contre la Bulgarie, 127.
 Reti. Ceux qui soignent; notes de guerre, 124.
 Saint-René Taillandier (M^{me}). En France et en Belgique envahies, 347.
 Seeger (Alan). Ses lettres et poèmes écrits pendant la guerre; trad. par Odette Raimond-Matheron, 116.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Soyer (Jacques). « Aquis Segeste » de la table de Peutinger; son véritable emplacement, son véritable nom, 349.
 White (H. J.). From Josephus, Tacitus, Suetonius, Dio Cassius, illustrative of christianity in the first century, 148.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Andler (Ch.). Collection de documents sur le pangermanisme. Le pangermanisme philosophique, 108.
 Bosc (Pierre). Les Allemands à Lille, 129.
 Chuquet (Arthur). Allemands d'hier et d'aujourd'hui, 127.
 Dybowski (J.). Voir Henry (René).
 Froidevaux (H.). Voir Henry (René).
 Gauthier (Paul). La cruauté allemande, 130.
 Gauvain (Auguste). L'encerclement de l'Allemagne, 349.
 Guillaume II. Discours pendant la guerre, recueillis par Marie Méring, 127.
 Henry (René), Martel (E.-A.), Hullo (baron), Froidevaux (H.), Dybowski (J.). Les rêves d'hégémonie mondiale, 128.
 Hullo (baron). Voir Henry (René).
 Martel (E.-A.). Voir Henry (René).
 Méring (M^{me} M.). Voir Guillaume II.
 Schreiner (G.-A.). La détresse allemande, 339.

HISTOIRE D'AUTRICHE-HONGRIE.

- Draghicesco (D.). Les problèmes nationaux de l'Autriche-Hongrie. Les Roumains, Transylvanie, Bukovine, Banat, 153.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

- Gibson (Hugh). La Belgique pendant la guerre, juillet-décembre 1914; trad. par le comte Louis d'Ursel, 133.
 Moreau (E. de). La bibliothèque de l'Université de Louvain, 1636-1914, 131.

Ursel (comte Louis d'). Voir Gibson (Hugh).

Van der Essen (Léon). Atlas de géographie historique de la Belgique, 131.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

- Bibliographie hispanique, 135.
 Boissonnade (P.). Les études relatives à l'histoire économique de l'Espagne, 134.
 Carreras y Artau (Tomás). Una excursión de psicología y etnografía hispanas. Joaquim Costa, 143.
 Cirot (G.). L'espionnage en Espagne au temps de la Reconquête, 140.
 Dario (Ruben). Pages choisies, 143.
 Del Arco (Ricardo). El famoso jurisperito del siglo XIII Vidal de Canelas, obispo de Huesca, 140.
 Foulché-Delbos (R.). L'authenticité de la Guerre de Grenade, 135.
 Haring (Clarence Henry). Trade and navigation between Spain and the Indies in the time of the Hapsburgs, 105.
 Heaton (H. C.). Voir Rocaberti.
 Ibarra y Rodriguez (Eduardo). Documentos de asunto económico correspondientes al reinado de los reyes católicos, 1475-1516, 138.
 López-Aydllo (Eugenio). El obispo de Orense en la regencia del año 1810, 142.
 Miret y Sans (Joachim). La esclavitud en Cataluña en los últimos tiempos de la edad media, 139.
 — Lettres closes des premiers Valois, 145.
 — Voir Schwab (Moïse).
 Mitjana (Rafael). Don Fernando de las Infantas, teólogo y músico, 141.
 Nation (la) catalane, son passé, son présent et son avenir, 102.
 Parpal y Marqués (Cosme). El puerto de Fornells en el siglo XVIII, 141.
 Prat de La Riba (Enric). Historia de la nacio catalana, 102.
 Rahola (Frederick). Comentarís a un vers famós del Dant, 136.
 Roca (Joseph-Maria). En Jaume Vila, heraldista català de començaments del segle XVII, 141.
 Rocaberti (Fra). The Gloria d'Amor; a catalan vision poem of the XV cent.; publ. par H. C. Heaton, 137.
 Sagarra (Ferrán de). Sigillografia catalana, 137.
 Schwab (Moïse) et Miret y Sans (Joachim). Documents de Juifs barcelonais au XI^e siècle, 136.
 — Nouveaux documents de Juifs barcelonais au XII^e siècle, 136.
 Serdán y Aguirregavida (Eulogio).

- Rincones de la historia Vitoriana, 136.
Yaeth (Joseph A.). Tirant lo blanch; a study of its authorship, principal sources and historical setting, 141.
Yahuda (A.-S.). Contribución al estudio del Judeo-Español, 137.
 — Hallazgo de pergaminos en Solsona, 137.

HISTOIRE DE FRANCE.

- Anglade (J.-Roger d')*. Aperçu de l'histoire de Bazas depuis les origines jusqu'à la Révolution, 354.
Barrès (Maurice). La Lorraine dévastée, 356.
Beaurrier (André). La jeunesse de Joseph Joubert, 331.
Bonnerot (Jean). La bibliothèque centrale et les archives du service de santé au musée du Val-de-Grâce, 365.
Briand (Charles). Pour que la France vive, 147.
Brutails (J.-A.). Pour comprendre les monuments de France, 306.
Carnahan (Hobart). Voir *Gerson (Jean)*.
 Catalogue de la bibliothèque de feu M. Ernest Labadie, 359.
Chambure (A. de). Quelques guides de l'opinion en France pendant la grande guerre, 1914-1918, 347.
Chéradame (André). Comment éviter les impôts mortels, 363.
Dimier (Louis). Les préjugés ennemis de l'histoire de France, 144.
Dugard (Henry). Le Maroc en 1918, 356.
Flagey (Étienne). Comment devenir ingénieur, par l'école ou par l'usine, 362.
Gerson (Jean). The « Ad Deum vadit »; publ. par *Hobart Carnahan*, 317.
Hassall (Arthur). France mediæval and modern, 350.
Ilgshorst (J.). Du Plessis-Mornay, 86.
Joinville (Pierre de). Le commerce de Bordeaux au XVIII^e siècle, 351.
Lasserre (Pierre). Frédéric Mistral, poète, moraliste, citoyen, 359.
Lavollée (René). Lendemain de victoire, 363.
Lémonon (Ernest). L'après-guerre et la main-d'œuvre italienne en France, 360.
Leroux (Alfred). La colonie germanique de Bordeaux. T. II : 1871-1914, 352.
Le Senne (Émile). Mélanges Émile Le Senne, 357.
 Ligue (la) de l'enseignement pendant la guerre, juillet 1914-décembre 1916, 148.
Mailloux (Auguste). Georges Clemenceau, 357.
Malo (Henri). Dunkerque, ville héroïque. Dans le passé, dans le présent, 354.
Marcault (abbé Charles). Le message de 1689 a-t-il été réellement abandonné? 146.
Mathorez (J.). Notes sur le mouvement de la population française sous l'Ancien régime, 1328-1789, 351.
Maurion (Georges). La formation du département de Seine-Inférieure, 355.
Mortier (Raoul). Au tribunal des Neutres. A la gloire de la France, 147.
Mustard (Wilfred P.). The eclogues of Faustus Andrelinus and Joannes Arnolletus, 320.
Orgeval (baron Gabriel d'). Les maréchaux de France à l'Académie, 146.
Pasquier (F.). Vente du château de Castelvieu de Rosanès en 1023 par Bérenger, comte de Barcelone, d'après la chartre originale, 350.
Régamey (Jeanne). Celle qui dormait, 355.
Sagnac (Ph.). Le Rhin français pendant la Révolution française et l'Empire, 326.
Soyer (Jacques). Notes pour servir à l'histoire littéraire. Du succès de la prédication du frère Olivier Maillard à Orléans en 1485, 351.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

- Boulenger (Jacques)*. L'affaire Shakespeare, 367.
Dalton (John Neale). The collegiate church of Ottery Saint-Mary, 321.
Escoufrière (R.-C.). L'Irlande ennemie...? 149.
Fisher (Herbert). Educational reform speeches, 368.
Fowler (R. C.). Episcopal registers of England and Wales, 149.
Hearnshaw (J. C.). Municipal records, 149.
Johnson (Charles). The public Record Office, 149.
 — The care of documents and management of archives, 149.
Kennedy (W. P. M.). Documents of the Canadian constitution, 1759-1915, 152.
Murray (Robert H.). A short guide to the principal classes of documents preserved in the P. Record Office, Dublin, 149.
Percival (Milton). Political ballads

- illustrating the administration of Sir Robert Walpole, 368.
Poole (Reginald L.). The chronology of Bede's *Historia ecclesiastica*, and the councils of 679-680, 367.
Skeel (C. A. J.). Selections from Matthew Paris, from Giraldus Cambrensis, 148.
Stevens (David Harrison). Party politics and english journalism, 1701-1742, 367.
Treguis (Louis). L'Irlande dans la crise universelle, du 3 août 1914 au 25 juillet 1917, 150.
White (Newport J. D.). Libri sancti Patricii, 148.
 — A translation of the writings of S^t Patrick, 149.

HISTOIRE D'ITALIE.

- Cartwright (Julia)*. Isabelle d'Este, marquise de Mantoue, 1474-1539; trad. par M^{me} Emmanuel Schlumberger, 310.
Dejob (Charles). Histoire de la Société d'études italiennes, 146.
Flamini (Francesco). Voir *Raccolta di studi*.
Geiger (André). Gabriele d'Annunzio, 369.
Prato (Giuseppe). Giacomo Giovannetti ed il protezionismo agrario nel Piemonte di Carlo Alberto, 369.
Raccolta di studi di storia e critica letteraria, dedicata a Francesco Flamini da' suoi discipoli, 369.
Schlumberger (M^{me} Emmanuel). Voir *Cartwright (Julia)*.
Tamara (Attilio). La lutte de Fiume contre la Croatie, 153.

HISTOIRE DE LA PAPAUTÉ.

- Fournier (Paul)*. Les collections canoniques romaines à l'époque de Grégoire VII, 316.

HISTOIRE DES PAYS-BAS.

- Aalbers (J.)*. Rijklof van Goens, commissaris en veldoverste der Oost-Indische Compagnie 1653-1654 en 1657-1658, 96.
Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland. 6^e partie : 1687-1700; publ. par Knuttel (W. P. C.), 88.
Albert de Saint-Symphorien (Alpertus Mettensis). De diversitate temporum; nouv. édit. par A. Hulshof, 83.
Album studiosorum Academiae Groninganae, 97.
Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau.

- 5^e série, t. III : 1782-1788; publ. par Krämer (F. J. L.), 89.
Bas (général F. de). Voir *Ten Raai (F. J. G.)*.
Beekman (A. A.). Geschiedkundige Atlas van Nederland, 98.
Beernink (G.). De Geschiedschrijver en Rechtsgeleerde Dr. Arend van Slichtenhorst, en zijn vader, Brant van Slichtenhorst, Slichter van Albany, 97.
Bijlsma (R.). Rotterdams Welvaren, 1550-1650, 95.
Bijvanck (W. G. C.). Vaderlandsche Geschiedenissen op den overgang der 18^e eeuw, 90.
Blok (P. J.). Geschiedenis eener Hollandse Stad (Leyde), 92.
Colenbrander (H. T.). Voir *Gedenkstukken*.
Economisch-historisch Jaarboek. Bijdragen tot de economische Geschiedenis van Nederland, I-III, 93.
Eekhof (A.). De avondmaalsbrief van Cornelis Hoen, 84.
 — Jacobus Elisa Joannes Capitein, 1717-1747, 89.
Eysten (J.). Het leven van Prins Willem II, 87.
Gedenkstukken tot de algemeene Geschiedenis van Nederland. 8^e, 9^e et 10^e parties : 1815-1840; publ. par Colenbrander (H. T.), 91.
Godée-Molsbergen (E. C.). Reizen in Zuid-Afrika in de Hollandse tijd, 98.
Gosses (J. H.). De rechterlijke organisatie van Zeeland, 82.
 — et Japikse (N.). Handboek tot de statkundige Geschiedenis van Nederland, 80.
Heeringa (K.). Bronnen tot de Geschiedenis van den Levantschen Handel, 94.
 — De eerste Nederlandsche Gezant bij de Verheven Porte, 94.
Hintzen (M^{me} J. D.). De kruistochtplannen van Philips den goede, 83.
Historische Avonden, 82.
Holwerda (J. H.). Nederland's vroegste Geschiedenis, 81.
Hulshof (A.). Voir *Albert de Saint-Symphorien*.
Huygens (Constantijn). Briefwisseling. 5^e partie; publ. par Worp (J.), 88.
Japikse (N.). Voir *Gosses (J. H.)* et *Resolutien der Staten general*.
Jessurun (J. Spinoza Catella). Kiliaen van Rensselaer 1623-1636, 96.
Kampinga (H.). De opvattingen over onze oudere vaderlandsche Geschiedenis bij de Hollandse historici der 16 en 17 eeuw, 97.
Kielstra (E. B.). De Indische Archipel, 95.

Knuttel (W. P. C.). Voir *Acta der particuliere synoden*.
Kramer (F. J. L.). Voir *Archives de la maison d'Orange-Nassau*.
L'Honoré Naber (S. P.). *Reizen van Willem Barents, Jacob van Heemskerck, Jan Cornelisz. Rijp, naar het Noorden, 1594-1597*, 98.
Lindeboom (J.). Voir *Reitsma (J.)*.
Molhuysen (P. C.). *Bronnen tot de Geschiedenis der Leidsche Universiteit. T. II et III*, 97.
Notulen der Staten van Zeland, 1574-1580, 85.
Pater (J. C. H. de). *De Raad van State nevens Matthias, 1578-1581*, 85.
Persijn (Jules). *Schaepman*, 92.
Poelman (H. A.). *Bronnen tot de Geschiedenis van den Oostzeehandel. T. I : 1122-1499*, 94.
Posthumus (N. W.). *Bescheiden betreffende de provinciale organisatie der Hollandsche Lakenbereiders*, 93.
 — *Bronnen tot de Geschiedenis der Leidsche Textielnijverheid. T. V : 1651-1702*, 94.
Prinsen (J.). *Handboek tot de letterkundige Geschiedenis van Nederland*, 80.
Reitsma (J.). *Geschiedenis van de Hervorming en de Hervormde Kerk in de Nederlanden. 3^e partie; revue par J. Lindeboom*, 81.
Resolutiën der Staten-general. 2^e et 3^e parties : 1578-1582; publ. par N. Japikse, 84.
Romeyn (H. J.). Voir *Van Welderen Rengers*.
Sernée (M^{lle} J. A.). *Het geschil over het prinsdom Oranje 1650-1660*, 88.
Sneller (Z. W.). *Walcheren in de vijftiende eeuw*, 94.
Ten Raa (F. J. G.) et Bas (F. de). *Het staatsche Leger van 1568-1795*, 86.
Unger (W. S.). *De levensmiddelenvoorziening der Hollandsche steden in de middeleeuwen*, 93.
Van den Brink (W. L. D.). *Bijdrage tot de kennis van den economischen toestand van Nederland 1813-1816*, 95.
Van der Kemp (P. H.). *Het Nederlandsch-Indische Bestuur 1817-1818 over de Molukken, Sumatra, Banka, Biliton en de Lampongs*, 96.
Van Deventer (Jacob). *Nederlandsche Steden in de 16^e eeuw*, 98.
Van Leeuwen (M.). *Het leven van Pieter de Groot*, 88.
Van Nooten (général S. I.). *Prins Willem II*, 87.
Van Rhijn (M.). *Wessel Gansfort*, 83.
Van Slee (J. C.). *De illustre schood tot Deventer, 1630-1878*, 98.

Van Welderen Rengers (W. J.). *Schets eener parlementaire Geschiedenis van Nederland. 3^e édit. continuée jusqu'à 1901 par H. J. Romeyn*, 80.
Vrijer (J. A. de). *Henricus Regius; een Cartesiaansch hoogleeraar aan de Utrechtsche hoogeschool*, 87.
Worp (J.). Voir *Huygens*.

HISTOIRE DES PAYS SCANDINAVES.

Coussanges (Jacques de). Voir *Jærgensen (Johannès)*.
Höjter (Olof). *Le scandinavisme dans le passé et dans le présent*, 373.
Jærgensen (Johannès). *La réponse du mauvais serviteur; trad. par Jacques de Coussanges*, 133.
Lindhagen (Anna) et Stiernstedt (Marika). *Témoignages suédois, 1914-1919*, 373.
Maury (Lucien). *Les problèmes scandinaves, le nationalisme suédois et la guerre*, 373.
Stiernstedt (Marika). Voir *Lindhagen (Anna)*.
Verrier (Paul). *La question du Slesvig*, 134.

HISTOIRE DES PAYS SLAVES.

Cvijić (Yovan). *Frontière méridionale des Yougoslaves*, 374.
Kerner (Robert Joseph). *Slavic Europe; a selected bibliography in the Western european languages*, 342.
Radonitch (Yovan). *Histoire des Serbes de Hongrie*, 373.
 — *Le Banat*, 373.
 — *La Batschka*, 373.
Stanoyévitch (St.). *Le rôle des Serbes de la Hongrie dans la vie nationale du peuple serbe*, 373.
 — *Histoire nationale succincte des Serbes, des Croates et des Slovènes*, 373.

HISTOIRE DE POLOGNE.

Kopaczewski (W.). *La Pologne et la science française*, 370.
Lord (Robert Howard). *The second partition of Poland*, 107.
Mathorez (J.). *Notes sur les réfugiés politiques polonais*, 370.

HISTOIRE DE PORTUGAL.

Goulven (J.). *La place de Mazagan sous la domination portugaise, 1502-1769*, 324.
Osorio (Paulo). *Le Portugal et la guerre*, 371.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

- Creanga (G.-D.)*. Les finances roumaines sous le régime de l'occupation et de la paix allemandes. T. II, 372.
- Dobroudja (la)* méridionale, 372.
- Draghicesco (D.)* et *Murgoci*. Les Roumains d'Ukraine, 372.
- Guillemot (Henri)*. L'unité roumaine, 155.
- Jancovici (D.)*. La paix de Bucarest, 7 mai 1918, 155.
- *Take Jonesco*, 372.
- Jorga (N.)*. Histoire des Roumains de la péninsule des Balkans, 372.
- Lacea (Constantin)*. La Bukovine, 372.
- Lupu (Nicolas)*. La Roumanie nouvelle et ses problèmes vitaux, 155.
- Macédo-Roumains (les)* devant le Congrès de la Paix, 156.
- Murgoci*. Voir *Draghicesco (D.)*.
- Sturdza* (lieutenant *Michel*). Avec l'armée roumaine, 1916-1918, 125.
- Tafrali (O.)*. La Roumanie transdanubienne, 154.

HISTOIRE DE RUSSIE.

- Milioukof (P. N.)*. Le mouvement intellectuel russe, 111.

HISTOIRE DE L'ART.

- Dieulafoy*. Espagne, 305.
- Dreyfous (Georges)*. Giorgione, 308.

- Duportal (Jeanne)*. Les livres à figures en France de 1610 à 1660, 313.
- Fontaine (André)*. Académiciens d'autrefois, 314.
- Ginisty (Paul)*. Les artistes morts pour la patrie. 2^e série, 348.
- Guiffrey (Jules)*. Mélanges Jules Guiffrey, 358.
- Jouanny (Ch.)*. Voir *Poussin (Nicolas)*.
- La Sizeranne (Robert de)*. Les masques et les visages, 310.
- Lasteyrie (Robert de)*. L'architecture romane en France, 306.
- Luzio (Alessandro)*. La galleria dei Gonzaga venduta all' Inghilterra nel 1627-1628, 310.
- Magne (Émile)*. Nicolas Poussin, premier peintre du roi, 312.
- Michel (André)*. Histoire de l'art. T. IV et V, 296.
- Pellizzari (Achille)*. I trattati attorno le arti figurative in Italia e nella Penisola iberica, 152.
- Poussin (Nicolas)*. Correspondance; publ. par *Ch. Jouanny*, 310.
- Rooses (Max)*. Histoire générale de l'art. Flandre, 305.
- Seymour de Ricci*. Description raisonnée des peintures du Louvre. T. I : Écoles étrangères. Italie et Espagne, 302.
- Tiersot (Julien)*. Un demi-siècle de musique française, 1870-1917, 365.
- Venturi (Lionello)*. Giorgione e il Giorgionismo, 307.
- Yvon (Paul)*. Les idées de François Douce sur l'art gothique, 350.

TABLE DES MATIERES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
COURANT (Maurice). La Sibérie, colonie russe, jusqu'à la construction du Transsibérien; <i>suite et fin</i> . . .	1
HOMO (Léon). La grande crise de l'an 238 ap. J.-C. et le problème de l'Histoire Auguste; <i>1^{re} partie</i> . . .	209

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BABUT (E.-Ch.). Recherches sur l'administration mérovin- gienne	265
MARMOTTAN (Paul). La mission de J. de Lucchèsini à Paris en 1811; <i>suite</i>	51
MATHIEZ (Albert). Un essai de taxation populaire à Paris en février 1793.	276
WEIL (commandant). L'expulsion des religieuses domini- caines de leur couvent à Rome (1839).	76
ZELLER (Gaston). Louvois, Colbert de Croissy et les réu- nions de Metz	267

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire des Pays-Bas , par N. JAPIKSE	80
Histoire de l'Art , par Louis HOURTIQ; <i>1^{re} partie</i> . . .	296

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

ANDLER (Charles). Collection de documents sur le panger- manisme. Le pangermanisme philosophique (Chr. Ffister)	108
BEAUNIER (André). La jeunesse de Joseph Joubert (R. Lévy- Guénot)	331
CARNAHAN (David). The « Ad Deum vadit » of Jean Gerson (Aug. Renaudet)	317
DALTON (John Neale). The collegiate church of Ottery Saint- Mary (Ch. Bémont)	321
DUHEM (Pierre). Le système du monde; histoire des doc- trines cosmologiques de Platon à Copernic, tome V (Aug. Fliche)	99
ENGERAND (Fernand). Le secret de la frontière, 1814, 1870, 1914. Charleroi (Ch. Bémont)	334

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1919.]

	Pages
FOURNIER (Paul). Les collections canoniques romaines à l'époque de Grégoire VII (Chr. Pfister)	316
GAUVAIN (Auguste). L'Europe au jour le jour, tomes I-IV (G. Pariset)	337
GOULVEN (J.). La place de Mazagan sous la domination portugaise, 1502-1769 (lieutenant-colonel de Castries)	324
HARING (Clarence Henry). Trade and navigation between Spain and the Indies in the time of the Hapsburgs (E. Martin-Chabot)	105
LORD (Robert Howard). The second partition of Poland (Stan. Posner)	107
MILIOUKOF (P.-N.). Le mouvement intellectuel russe (Abel Mansuy)	111
MUSTARD (Wilfred P.). The Eclogues of Faustus Adrelinus and Ioannes Arnolletus (Aug. Renaudet)	320
Nation (la) catalane; son passé, son présent et son avenir (Jean Régéné)	102
PRAT DE LA RIBA (Enric). Historia de la nacio catalana (Id.)	102
SAGNAC (Ph.). Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (Chr. Pfister)	326
SCHREINER (G.-A.). La détresse allemande (Th. Schœll)	339
SEEGER (Alan). Ses lettres et poèmes écrits durant la guerre (Ch. Bémont)	116

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, E. CASTELOT, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, Th. SCHÖELL)	127, 349
Histoire de Belgique (Ch. BÉMONT, R. DOUCET, Eug. HUBERT, Th. SCHÖELL)	131
Histoire de Danemark (Ch. BÉMONT)	134
Histoire d'Espagne (Jean RÉGNÉ, Alf. MOREL-FATIO)	134
Histoire de France (Ch. BÉMONT, E. CASTELOT, Ch. DARTIGUE, Louis HALPHEN, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, Gaston ZELLER)	144, 349
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, R. LÉVY-GUENOT, P. VAUCHER)	148, 367
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, G. BOURGIN, E. CASTELOT, Ch. DARTIGUE, R. DOUCET, Chr. PFISTER, Th. SCHÖELL, Gaston ZELLER)	120, 343
Histoire de Pologne (Ch. BÉMONT, Stan. POSNER)	370
Histoire de Portugal (Ch. BÉMONT)	371
Histoire d'Italie (J. ALAZARD, Ch. BÉMONT, G. BOURGIN)	152, 369
Histoire de Roumanie (Ch. BÉMONT)	153, 372
Histoire des Pays scandinaves (Ch. BÉMONT)	372
Histoire des Slaves du Sud (Ch. BÉMONT)	373
Histoire générale (Ch. BÉMONT, R. DOUCET)	119, 342

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

AUTRICHE.

- | | |
|---|-------|
| | Pages |
| 1. Mitteil. d. Instituts f. österr. Geschichtsforschung . . . | 180 |

CANADA.

- | | |
|---|-----|
| 1. Bulletin of the department of history in Queen's Univ.,
Kington | 409 |
|---|-----|

ÉTATS-UNIS.

- | | |
|---|-----|
| 1. American (the) historical Review | 188 |
|---|-----|

FRANCE.

- | | |
|---|----------|
| 1. Académie des inscriptions et belles-lettres. | 177, 396 |
| 2. Académie des sciences morales et politiques | 178, 396 |
| 3. Anjou (l') historique | 397 |
| 4. Annales de Bretagne | 399 |
| 5. Annales de géographie. | 157 |
| 6. Annales du Midi. | 400 |
| 7. Annales révolutionnaires. | 157, 375 |
| 8. Bibliographe moderne (le) | 375 |
| 9. Bibliothèque de l'École des chartes | 376 |
| 10. Bulletin de la Société de l'histoire de Paris | 400 |
| 11. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français. | 158 |
| 12. Bulletin du Comité d'études de l'Afrique Occid. Fr. . . | 377 |
| 13. Bulletin hispanique. | 158 |
| 14. Correspondant (le) | 166, 388 |
| 15. Études. Revue fondée par des PP. de la C ^{ie} de Jésus . . | 168, 390 |
| 16. Grande Revue (la) | 173, 392 |
| 17. Journal des savants. | 158, 378 |
| 18. Mémoires de l'Académie de Vaucluse | 400 |
| 19. Mémoires de la Société de l'histoire de Paris | 402 |
| 20. Mercure de France | 173, 392 |
| 21. Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. | 378 |
| 22. Polybiblion | 159, 379 |
| 23. Révolution de 1848 (la) | 159 |
| 24. Révolution française (la) | 160, 379 |
| 25. Revue africaine | 403 |
| 26. Revue critique d'histoire et de littérature | 162, 380 |
| 27. Revue d'Alsace | 179 |
| 28. Revue de l'Anjou | 404 |
| 29. Revue de l'histoire des colonies françaises. | 381 |

	Pages
30. Revue de l'histoire des religions	163, 383
31. Revue de Paris (la)	174, 393
32. Revue de Saintonge et d'Aunis.	404
33. Revue des bibliothèques	383
34. Revue des Deux Mondes	175, 394
35. Revue des études anciennes.	164, 384
36. Revue des études historiques	165
37. Revue des études napoléoniennes	166, 385
38. Revue des sciences politiques	386
39. Revue du seizième siècle.	387
40. Revue du Vivarais	405
41. Revue générale du droit	166, 387
42. Revue historique de Bordeaux	407
43. Revue historique de la Révolution française	387
44. Revue savoisienne	408

GRANDE-BRETAGNE.

1. English historical Review (the).	192
2. Edinburgh Review	410
3. History	194

ORIENT.

1. Monde slave (le)	202
2. Nation tchèque (la)	197

CHRONIQUE.

<i>Allemagne</i>	418
<i>Espagne</i>	207
<i>États-Unis</i>	207
<i>France</i>	205, 416
<i>Grande-Bretagne</i>	208, 418
<i>Italie</i>	208
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	419

Le gérant : R. LISBONNE.

